

RAPPORT D'ENQUÊTE – ÉVALUATION DES BESOINS 2025

Maroc | Réponse au Tremblement de Terre



Un volontaire du Croissant-Rouge Marocain assistant les opérations de recherche et de sauvetage en septembre 2023. (Photo : CRM).

Septembre 2025

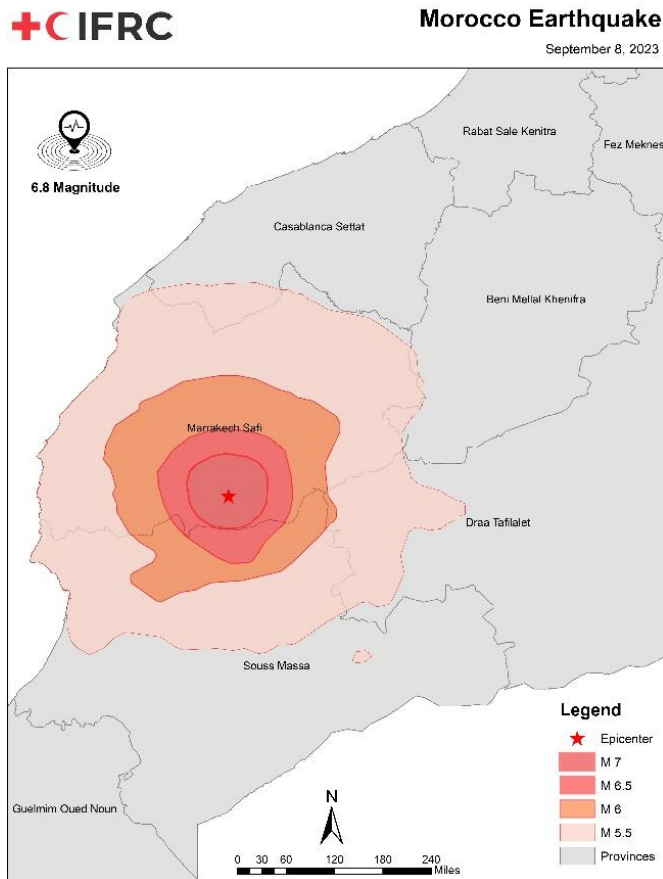
Table des matières

I. METADONNEES DE L'ENQUETE	3
<i>Contexte et rationale</i>	3
<i>Méthodologie de l'enquête</i>	4
<i>Couverture de l'enquête</i>	5
<i>Limites de l'enquête</i>	6
<i>Démographie des répondants</i>	7
II. RESULTATS DEMOGRAPHIQUES	8
<i>Genre et âge des populations</i>	8
<i>Composition des ménages</i>	11
III. RESULTATS PAR SECTEUR	14
ABRIS ET HABITAT	14
A. Dégâts aux maisons et reconstruction	14
B. Type de logement/abri	21
C. Electricité et source de lumière	24
EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	25
A. Eau potable	25
C. Quantité d'eau	26
D. Installations de bains (hygiène corporelle)	27
E. Lavage des mains	31
F. Toilettes	33
G. Gestion des déchets	34
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & MOYENS D'EXISTENCE	35
A. Sécurité alimentaire	35
B. Moyens d'existence	39
SANTÉ	49
A. Santé générale / communautaire	49
B. Santé mentale et soutien psycho-social (SMPS)	54
C. Premiers secours	58
RÉDUCTION DES RISQUES / RÉSILIENCE	63
A. Connaissances des risques de catastrophes	63
B. Préparation aux risques et aux catastrophes	67
C. Gestion des Ressources Naturelles & Moyens de transport	70
PROTECTION, GENRE ET INCLUSION	72
A. Préoccupations en matière de sécurité	72
B. Participation communautaire	76
C. Textes de lois	83
D. Droits des enfants	87
E. Droits des personnes en situation de handicap (PSH)	90
ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET REDEVABILITÉ	93
A. Redevabilité - principales difficultés et besoins	93
B. Redevabilité - pertinence de l'aide et contacts avec le CRM	98
IV. CONCLUSIONS	101
V. MESSAGES-CLE	122
VI. ANNEXES	124

I. METADONNEES DE L'ENQUETE

Contexte et rationale

- CRISE INITIALE



Le 8 septembre 2023, le Maroc a été frappé par un **séisme de magnitude 6,8 dans les montagnes du Haut Atlas**, suivi d'une réplique de magnitude 4,9. La catastrophe a causé d'importants dégâts dans les provinces de El-Haouz, Marrakech, Chichaoua, Taroudant, Ouarzazate et Azilal, entraînant 3'000 décès, 6'000 blessés, et la destruction ou l'endommagement de près de 60'000 habitations. Les villages isolés ont été particulièrement touchés, compliquant les opérations de secours en raison des infrastructures détruites et du terrain difficile.

De nombreuses familles ont dû vivre dans des tentes ou des abris informels, sans accès à l'électricité, l'eau, l'assainissement et une sécurité minimale. La destruction des installations d'eau et d'hygiène a favorisé la propagation de maladies, notamment une épidémie de rougeole depuis fin 2023, ayant causé 25'000 cas et 120 décès.

Le séisme a également perturbé les services de santé, affectant les patients nécessitant des soins pour des maladies chroniques, les femmes enceintes et les enfants. L'impact sur la santé mentale a été majeur, nécessitant un

soutien psychosocial pour de nombreuses personnes. En parallèle, les moyens d'existence ont été gravement affectés, les habitants perdant leurs ressources et leurs échanges commerciaux. Les écoles endommagées ont forcé de nombreux enfants, notamment les filles, à interrompre leur scolarité, tandis que ceux qui ont pu reprendre les cours rencontrent d'importantes difficultés.

- RÉPONSE OPÉRATIONNELLE DU CROISSANT ROUGE MAROCAIN, FICR¹ & PARTENAIRES RCRC²

Directement après le séisme, une réponse humanitaire s'est mise en place en plusieurs phases pour s'adapter aux besoins changeants des communautés affectées. En novembre 2023, la [première Stratégie Opérationnelle \(OS\)](#) a été publiée³, mettant l'accent sur l'aide d'urgence dans les provinces les plus

¹ Fédération Internationale Croix Rouge et Croissant Rouge

² Sociétés Nationales partenaires Croix Rouge et Croissant Rouge

³ Document présentant le plan d'action

touchées : *Chichaoua, Taroudant et El-Haouz*. Cette phase initiale a priorisé le soutien aux abris, les interventions d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), ainsi que la distribution de biens de première nécessité pour les familles déplacées. Alors que les mois passaient et que l'urgence immédiate diminuait, l'opération a évolué vers la phase de recouvrement (*early-recovery*) post-urgence. Mi-2024, avec les distributions terminées, les efforts ont été élargis pour répondre aux défis à long terme, donnant naissance à la [Stratégie Opérationnelle Révisée \(ROS\)](#) en novembre 2024. La réponse a depuis pris de l'ampleur en renforçant les secteurs essentiels, comme l'hébergement et le WASH, tout en introduisant de nouvelles interventions : réduction des risques communautaires et prévention sanitaire pour accroître la résilience ; soutien psychosocial et santé mentale (SMPS) pour répondre aux traumatismes, renforcement des premiers secours pour une meilleure sécurité des communautés, extension de l'aide en espèces, permettant aux familles d'accéder à des ressources plus facilement, intégration de la protection, du genre et de l'inclusion (PGI) dans les interventions, soutien aux moyens d'existence pour relancer l'économie locale.

>> Plus d'informations sur les opérations et stratégies de réponse au tremblement de terre : [Morocco : Earthquake | IFRC](#)

- OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

Après une première année de réponse (septembre 2023 – décembre 2024) principalement axée sur l'assistance d'urgence et le développement des stratégies de résilience, les partenaires du Mouvement CRCR) ont initié une réévaluation des besoins des populations soutenue à travers cette enquête de référence (« *baseline survey* »).

L'objectif principal de cette enquête était de **collecter des données probantes sur la situation des populations bénéficiaires à travers les différents secteurs d'intervention**. Cette approche vise à fournir aux acteurs opérationnels une vision éclairée de la dynamique des besoins afin de favoriser des décisions basées sur les données pour l'orientation des programmes humanitaires. En parallèle, cette évaluation permet d'identifier les besoins sectoriels couverts ainsi que de détecter les lacunes et besoins supplémentaires non encore pris en charge. La représentativité de l'échantillon à l'échelle provinciale permet également d'analyser les disparités géographiques entre les différentes populations affectées.

Enfin, cette enquête constitue une première étape dans un processus de suivi longitudinal : une enquête similaire sera conduite à la fin de l'intervention du Croissant-Rouge Marocain afin de mesurer l'impact des actions menées et d'évaluer l'évolution de la situation des communautés cibles entre la ligne de base (présente enquête – « *baseline* ») et l'enquête de sortie finale (« *endline* »).

Méthodologie de l'enquête

Les enquêtes ont été collectées auprès de ménages, à l'aide d'un **questionnaire structuré**, codé sur Kobo Collect. **L'unité de mesure pour la vaste majorité des questions est le ménage**. Chaque entretien a été mené en personne avec un.e chef.fe de ménage auto-déclaré, ou un autre adulte reportant une connaissance approfondie des conditions de son ménage.

Le/la chef.fe de ménage répond alors au questionnaire au nom de l'ensemble du ménage ou des individus qui le composent. Les seules exceptions portent sur deux groupes de questions qui sont formulées au niveau de l'individu. Le premier groupe est celui sur les questions sur les incapacités (situations de

handicap), capturées par le module du Groupe de Washington⁴, Le chef.fe de ménage répond pour chacun des individus composant le ménage. Le deuxième groupe de questions posées au niveau de chaque individu composant le ménage sont des questions de la section santé. La méthodologie d'enquête souligne ainsi que **les résultats présentés reflètent les perceptions auto-reportées des ménages sur leur situation.**

La collecte des données sur le terrain a été réalisée par les **volontaires et staff du Croissant-Rouge Marocain (CRM)** dans chacune des branches ciblées (Chichaoua, El-Haouz, Taroudant), sous la direction des Officiers de Gestion de l'Information de chacune des branches. Préalablement à la collecte sur le terrain, tous les énumérateurs (enquêteurs) ont reçu une formation de deux jours, dispensée par les délégués PMER⁵ de la FICR⁶ sur l'outil (questionnaire) et les modalités de collecte avec *Kobo* via une tablette.

Le questionnaire couvre une analyse des besoins sur les sept pôles sectoriels constituant la stratégie de réponse jusqu'alors : **abris et habitat ; eau, hygiène et assainissement ; sécurité alimentaire (et moyens d'existence) ; santé (santé communautaire, santé mentale et soutien psychosocial, premiers secours) ; réduction des risques ; protection, genre et inclusion ; et engagement communautaire et redevabilité.** En outre, le questionnaire a recueilli des données démographiques sur la **composition des ménages** permettant la désagrégation de résultats par groupe d'âge et genre des répondants.

Le questionnaire *XLS* a été conçu et déployé en trois langues : Français, Anglais et Arabe. Le formulaire est disponible sur demande. Certaines questions du questionnaire permettaient aux répondants de sélectionner plusieurs réponses (format « choix multiples »). En conséquence, les données présentées peuvent afficher des totaux cumulés supérieurs à 100 %, ce qui reflète la diversité des situations ou des préférences exprimées par les participants.

Couverture de l'enquête

La collecte des données primaires a été réalisée du 6 février au 8 avril 2025 et a impliqué un total de 237 entretiens avec des ménages, couvrant les trois provinces initialement ciblées par la réponse humanitaire : Chichaoua, El-Haouz/Marrakech et Taroudant.

- Chichaoua : 67 enquêtes réalisées entre le 3 et le 6 février 2025.
- Taroudant : 84 enquêtes réalisées entre le 3 et le 12 février 2025.
- El-Haouz : 86 enquêtes réalisées entre le 11 février et le 8 avril 2025⁷.

Les entretiens ont été répartis selon une stratification provinciale (Chichaoua, El-Haouz et Taroudant). Pour constituer le cadre d'échantillonnage, la *Village_Database du CRM/FICR* a été utilisée. Cette base de données regroupe les informations démographiques des bénéficiaires par douar/village (niveau administratif 3) et commune (niveau administratif 2) dans chaque province (niveau administratif 1).

Un échantillonnage aléatoire a été effectué à partir des données de population de chaque province, garantissant une **représentativité statistique** au niveau provincial (admin.1). **Cette approche permet d'extrapoler les résultats des provinces à l'ensemble des résidents des douars concernés.** Les

⁴ [WG Short Set on Functioning \(WG-SS\) - The Washington Group on Disability Statistics](#)

⁵ *Planning, Monitoring, Evaluation and Reporting.*

⁶ *Fédération Internationale Croix Rouge et Croissant Rouge*

⁷ *La couverture de certaines zones de la province d'El Haouz a été reportée en raison de l'attente d'un accord avec les autorités.*

paramètres statistiques de l'échantillon ont été définis avec un intervalle de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%, tenant compte des capacités opérationnelles, notamment en ressources humaines et logistiques disponibles pour la mise en œuvre de l'enquête⁸.

Par conséquent, la cible d'échantillonnage était la suivante :

NIV. ADMINISTRATIFS		DONNÉES POPULATION			ÉCHANTILLON CIBLE	ÉCHANTILLON ATTEINT
<i>admin_level</i>	<i>admin_label</i>	<i># ménages</i>	<i># communes (admin 2)</i>	<i># douars (admin 3)</i>	<i>Strat. = Admin. 1 (90/10)</i>	<i>Strat. = Admin. 1 (90/10)</i>
admin 1	Chichaoua	1,045	2	16	64	67
admin 1	Taroudant	1,937	7	41	66	84
admin 1	El Haouz	3,021	7	46	67	86
GRAND TOTAL		6,003	16	103	197	237

Chaque nombre d'enquêtes attribué à chaque province (admin.1) a ensuite été réparti dans le plan de collecte de données proportionnellement à la population des douars. Le tableau complet des enquêtes est joint en annexe 1⁹.

Limites de l'enquête

Biais de sélection : Bien que des efforts aient été faits pour introduire une certaine randomisation (choix aléatoire des répondants), les enquêteurs se sont rendus dans les douars pour identifier des participants disponibles et prêts à répondre au moment de leur arrivée. Cette approche a pu introduire un biais de sélection.

Confidentialité des enquêtes : Les entretiens ont souvent été réalisés en extérieur, dans des lieux publics ou au sein d'abris, où d'autres personnes pouvaient se rassembler autour du répondant. Cette configuration a pu limiter la liberté de parole des participants en raison d'un manque d'intimité.

Sensibilité des sujets : Certains sujets sensibles (revenus, santé mentale, protection, questions sur le genre) ont pu être sous-déclarés par les répondants.

Fatigue des répondants : La durée relativement longue du questionnaire a pu pousser certains participants à raccourcir leurs réponses, pouvant entraîner des erreurs de compréhension des questions, des réponses inexactes, ou des biais dans la saisie des données via *Kobo*.

Biais liés aux incitations : Dans un contexte humanitaire, certains bénéficiaires peuvent surestimer leurs besoins, pensant que cela augmente leurs chances de recevoir de l'aide. Ce comportement peut découler d'un sentiment de rareté et du stress lié aux conséquences du séisme.

⁸ Un intervalle de confiance de 90 % en échantillonnage signifie que si l'étude était répétée plusieurs fois, 90 % des intervalles de confiance obtenus contiendraient la véritable valeur du paramètre de la population. Une marge d'erreur de 10 % indique la possible variation entre l'estimation de l'échantillon et la valeur réelle de la population—autrement dit, la véritable valeur pourrait se situer à $\pm 10\%$ du chiffre rapporté.

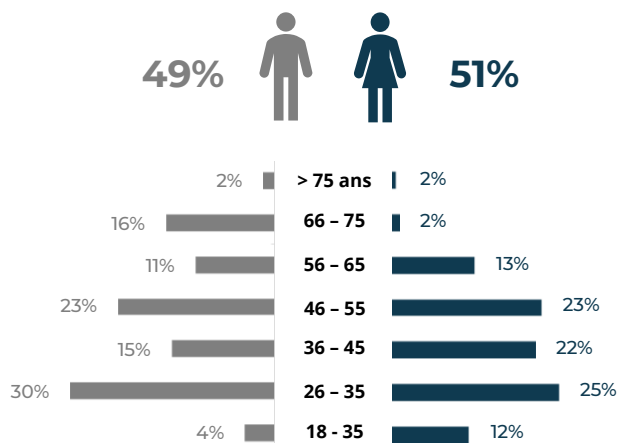
⁹ Dans les provinces de Taroudant et El-Haouz, lorsque les équipes avaient la possibilité de réaliser deux enquêtes au lieu d'une, elles l'ont fait. Cela explique pourquoi les objectifs initiaux ont été dépassés.

Infrastructures sanitaires : Les questions relatives aux installations sanitaires d'hygiène corporelle ont généré un nombre important de réponses classées comme « autres », difficilement exploitables dans les catégories prédéfinies. Cela limite la capacité à tirer des conclusions représentatives sur les pratiques et infrastructures en place. Une situation similaire, bien que moins marquée, a été observée pour les questions sur les toilettes et latrines.

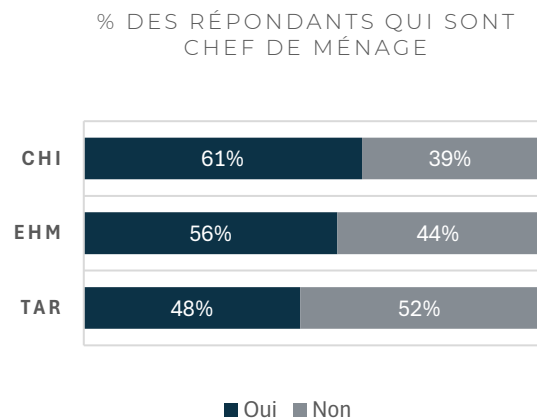
Enquêteurs bénévoles : les enquêteurs sont des volontaires du Croissant Rouge Marocain et avaient des niveaux de maîtrise variables sur plusieurs aspects, notamment : les principes humanitaires et le fonctionnement du secteur, l'administration d'une enquête sur le terrain, l'utilisation de *Kobo Collect* et des tablettes, la connaissance de certains dialectes préférés par les répondants, la familiarité avec le CRM, son mandat et son intervention post-séisme. Par ailleurs, en raison de leur affiliation à l'organisation, ces volontaires ne peuvent être considérés comme des enquêteurs neutres, ce qui a pu introduire un biais dans les réponses recueillies — notamment sur les éléments liés à la redevabilité, aux préférences d'assistance ou à la perception de l'action du CRM.

Démographie des répondants¹⁰

GENRE ET ÂGE DES RÉPONDANTS



CHEF.FE DE MÉNAGE

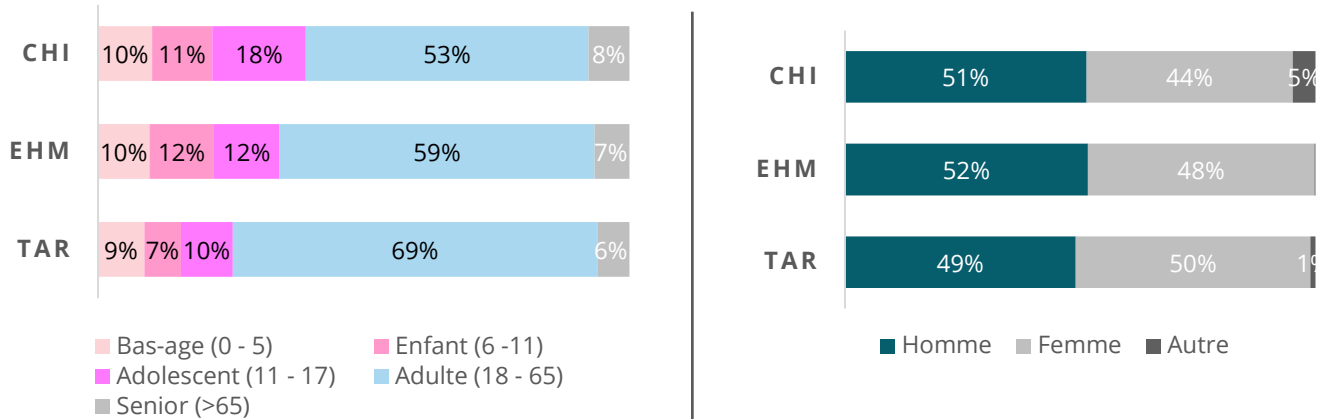


¹⁰ Les données présentées dans cette section concernent exclusivement les répondants, c'est-à-dire les individus ayant directement participé à l'enquête. Il convient de ne pas les confondre avec l'ensemble des membres des ménages, dont les caractéristiques démographiques sont détaillées dans la section suivante. Les informations ici portent uniquement sur le genre, l'âge, et le statut déclaré de chef.fe de ménage.

II. RESULTATS DEMOGRAPHIQUES

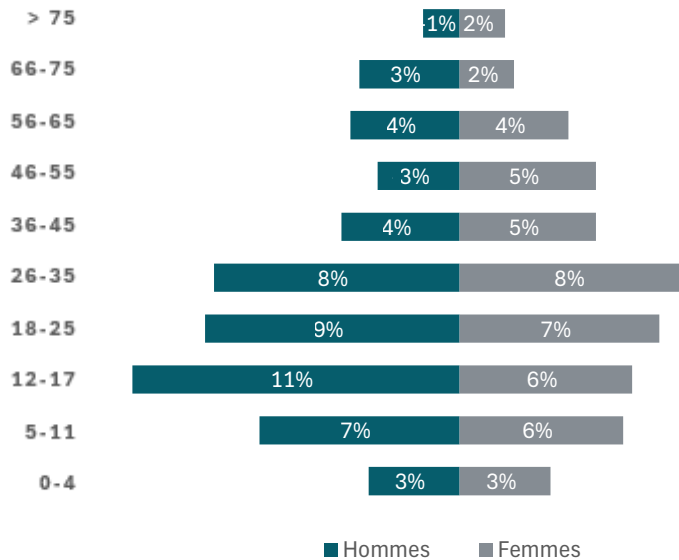
Genre et âge des populations

• CATÉGORIES D'ÂGE ET GENRE DES INDIVIDUS COMPOSANT LES MÉNAGES¹¹



• PYRAMIDE DES ÂGES ET GENRE

CHICHAOUA



POINTS CLÉS :

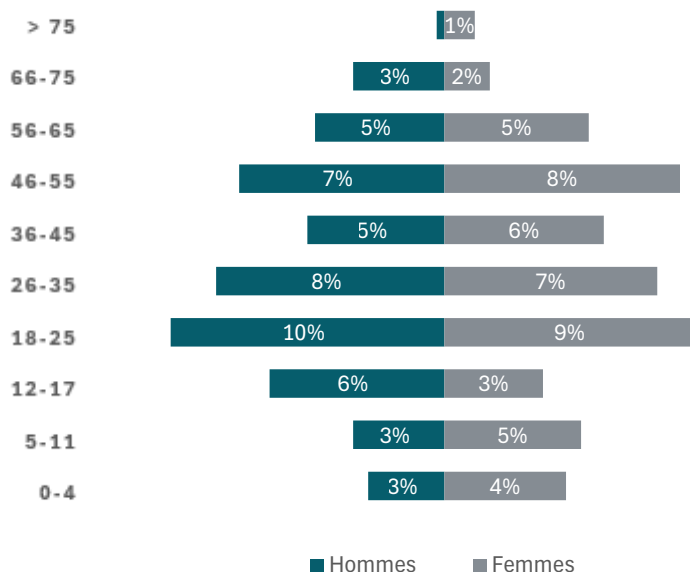
Population très jeune, avec une forte présence des 12-17 ans (11 % hommes, 6 % femmes).

Écart marqué entre les sexes chez les jeunes, ce qui peut refléter des dynamiques migratoires ou éducatives.

Faible proportion de seniors, nécessitant une planification à long terme pour le vieillissement de la population.

¹¹ Ces données ont été collectées en demandant à chaque répondant de renseigner la composition complète de son ménage, incluant l'âge, le genre et d'autres caractéristiques individuelles, telles que les questions du Washington Group Short Set et des éléments liés au secteur de la santé.

TAROUDANT



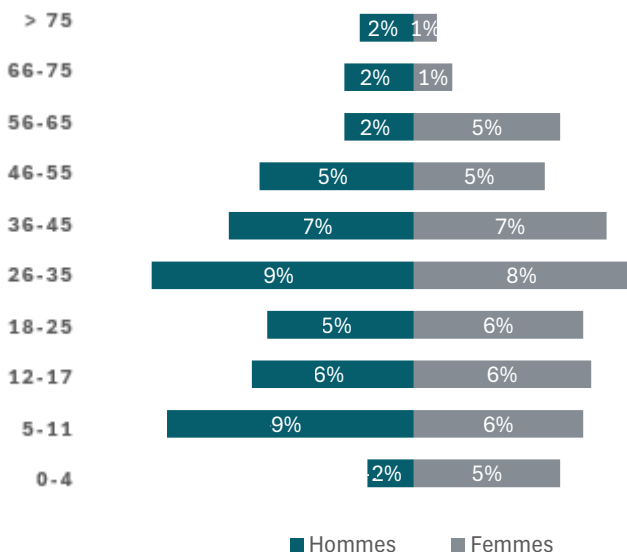
POINTS CLÉS :

Structure jeune et dynamique, avec une concentration importante des 18-25 ans.

Répartition plus équilibrée entre hommes et femmes, mais avec un léger déséquilibre chez les adolescents.

Population vieillissante en augmentation, surtout chez les femmes après 66 ans.

EL-HAOUZ



POINTS CLÉS :

Démographie jeune mais relativement équilibrée, avec une répartition plus homogène entre hommes et femmes.

Présence marquée des jeunes adultes (18-25 ans), ce qui peut influencer les opportunités économiques.

Faible proportion de personnes âgées, mais tendance similaire aux autres régions avec une augmentation féminine chez les seniors.

- ANALYSE COMPARATIVE DES PYRAMIDES DES ÂGES ET GENRE¹²

Structure démographique et jeunesse

- Les trois régions présentent une population majoritairement jeune, avec une forte concentration dans les groupes 12-17 ans et 18-25 ans.
- Taroudant et El Haouz ont des proportions comparables de jeunes adultes (environ 10% chez les hommes et 8-9% chez les femmes).
- Chichaoua se distingue par une proportion légèrement plus élevée dans le groupe 12-17 ans, avec un écart plus marqué entre les sexes (11% hommes, 6% femmes).

Disparités hommes-femmes

- Chichaoua et Taroudant montrent un écart notable entre les sexes dans les groupes jeunes, avec plus d'hommes que de femmes, en particulier chez les adolescents (12-17 ans).
- El Haouz a une distribution plus équilibrée, bien que les hommes restent légèrement plus représentés dans la tranche 12-17 ans.
- Dans les tranches supérieures (56 ans et plus), la tendance est inversée, avec une proportion féminine qui augmente progressivement dans les trois régions.
- Le départ de nombreux hommes vers les centres urbains pour des raisons professionnelles peut également entraîner une moindre présence masculine dans les villages.

Vieillessement

- La proportion de personnes âgées (66+ ans) reste faible dans toutes les régions, indiquant une population globalement jeune. A noter que l'espérance de vie en 2023 pour le Maroc est évaluée à 73 ans pour les hommes et à 78 ans pour les femmes¹³.
- Parmi les seniors, les femmes deviennent progressivement plus nombreuses, ce qui est typique des tendances de longévité observées au niveau national et mondial.
- Taroudant et El Haouz ont une structure plus équilibrée parmi les adultes, tandis que Chichaoua montre un léger creux dans les groupes d'âge intermédiaires (26-35 ans).

- LANGUE PRINCIPALE UTILISÉE¹⁴

TAMAZIGHT
93%

Dans les trois branches, la langue *Tamazight* est déclarée comme étant la principale utilisée, spécifiquement à Taroudant où le *Tamazight* est principalement utilisé par 98% des ménages (93% à El-Haouz, 88% à Chichaoua). Pour le reste, 6% en moyenne rapportent utiliser le *Tamazight* et le *Darija* (10% à Chichaoua, 7% à El-Haouz, 1% à Taroudant).

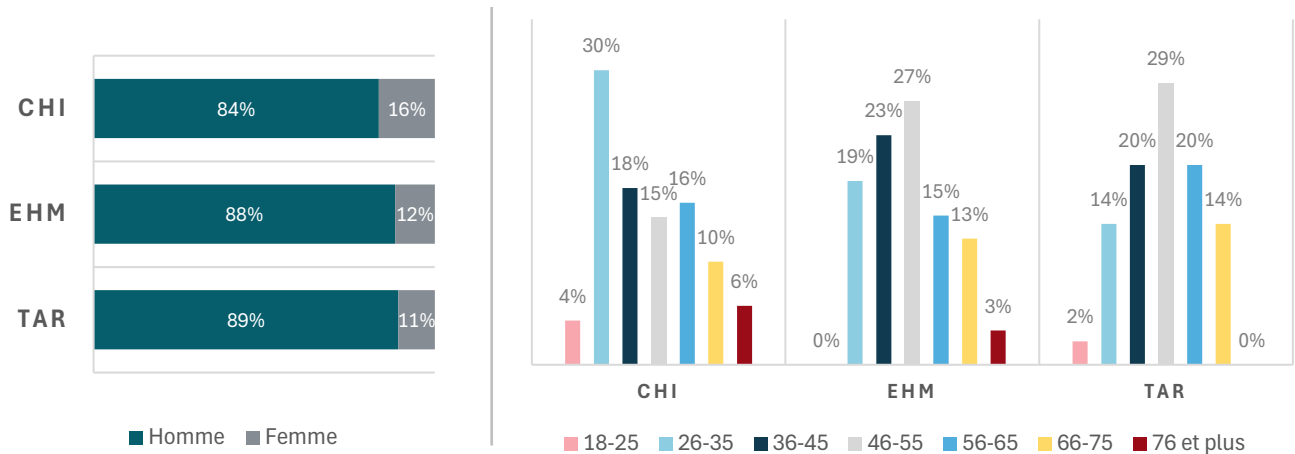
12 Une pyramide des âges est une représentation graphique de la répartition de la population selon l'âge et le genre. Elle se compose généralement de deux histogrammes juxtaposés : l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, avec les tranches d'âge en ordonnée. Chaque barre représente la proportion d'individus dans une tranche d'âge donnée, et l'ensemble des proportions (hommes + femmes) totalise 100 %. Cette visualisation permet d'identifier rapidement la structure démographique d'un groupe, de repérer les déséquilibres entre générations, et d'anticiper certains enjeux sociaux ou économiques liés à l'évolution de la population.

13 Banque Mondiale, *Espérance de vie à la naissance, total (années) - Morocco | Data*, Mai 2025.

14 Le Maroc est un pays plurilingue : la Constitution de 2011 reconnaît l'arabe (classique) et l'amazighe comme langues officielles, tandis que la darija (arabe marocain) reste la langue véhiculaire dominante au quotidien. Le tamazight, parlé par près d'un tiers de la population, prédomine particulièrement dans les zones rurales de l'Atlas et du Souss. Le français conserve un rôle central dans l'administration et l'enseignement, et l'espagnol reste présent dans certaines communes du Nord du royaume. Sources : Haut-Commissariat au Plan, Recensement général de la population et de l'habitat 2014, vol. II : « Langues et pratiques linguistiques », Rabat, 2015 ; Constitution du Royaume du Maroc, Dahir n° 1-11-165 du 29 juillet 2011.

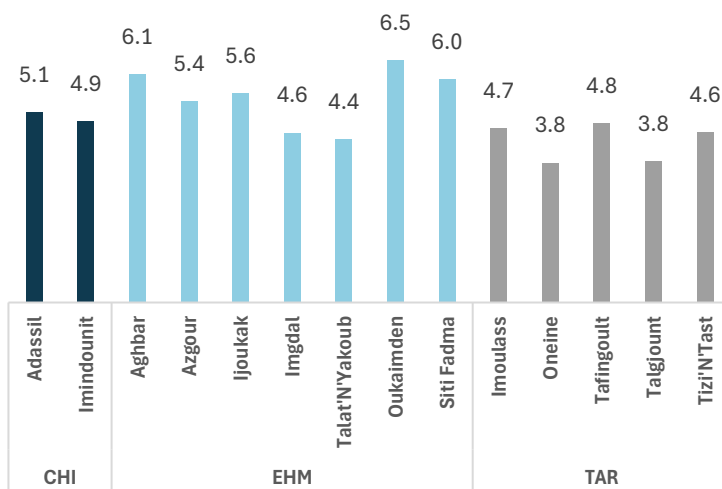
Composition des ménages

• GENRE ET ÂGE DU/DE LA CHEF,FE DE MÉNAGE



La majorité des ménages enquêtés (87%) déclarent un homme comme chef de ménage. Cette tendance est cohérente avec les données nationales, où les hommes continuent de représenter la grande majorité des chefs de ménage, bien que cette proportion tende à diminuer progressivement. Selon les projections du Haut-Commissariat au Plan (HCP), la part des ménages dirigés par des femmes est passée de 16% en 2014 à 19,2% en 2024, avec une prévision d'atteindre 21% d'ici 2050, notamment en milieu urbain où cette dynamique est plus marquée¹⁵. Concernant l'âge des chefs de ménage, la moyenne observée est de 49 ans, avec des variations légères entre les provinces (48 ans à Chichaoua, 50 ans à El Haouz et Taroudant). Cette moyenne est en ligne avec les tendances nationales, où l'âge moyen des chefs de ménage se situe autour de la cinquantaine.

• TAILLE MOYENNE DU MÉNAGE



Chichaoua : 5

El-Haouz : 5.7

Taroudant : 4



MOYENNE : 5,1

¹⁵ [Les projections de la population et des ménages entre 2014 et 2050, HCP \(2014\).](#)

Contexte national et rural

Selon les données du *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2024)*¹⁶, la taille moyenne des ménages au niveau national est passée de 4,6 en 2014 à 3,9 en 2024. En milieu rural, elle est passée de 5,3 à 4,4 personnes. Les tailles observées à El-Haouz (5,7) et Chichaoua (5) sont supérieures à la moyenne rurale nationale actuelle, ce qui peut indiquer une persistance de structures familiales élargies ou une moindre transition démographique dans ces zones. À l'inverse, Taroudant (4) est inférieure à la moyenne rurale, ce qui pourrait refléter une urbanisation partielle, une migration des jeunes, ou une fragmentation des ménages.

Interprétation sociologique

La baisse générale de la taille des ménages au Maroc peut être liée à plusieurs facteurs : réduction de la fécondité : l'indice synthétique est passé à 2,37 enfants par femme en milieu rural¹⁷ ; vieillissement de la population et départ des jeunes vers les villes ; évolution des modes de vie vers des structures plus nucléaires. Dans ce contexte, les données locales peuvent être interprétées comme des indicateurs de transition démographique différenciée : certaines zones comme El-Haouz restent attachées à des modèles familiaux traditionnels, tandis que d'autres, comme Taroudant, amorcent une transformation vers des ménages plus petits.

- PRÉSENCE D'ENFANTS, PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP¹⁸ DANS LES MÉNAGES



72%

des ménages ont un/des **enfant(s)/adolescent(s)** (moins de 18 ans). [78% à Chichaoua, 73% in El Haouz et 65% in Taroudant].



31%

des ménages ont un/des **enfant(s) en bas-âge** (moins de 5 ans). [28% à Chichaoua, 34% in El Haouz et 31% in Taroudant].



29%

des ménages ont une/des **personne(s) âgée(s)** (plus de 65 ans) [34% à Chichaoua, 30% in El Haouz et 24% in Taroudant].



17%

des ménages ont une/des **personnes en situation de handicap** [12% à Chichaoua, 21% in El Haouz et 18% in Taroudant].

¹⁶ [RGPH 2024 | Téléchargements | Site institutionnel du Haut-Commissariat au Plan du Royaume du Maroc](#)

¹⁷ *Id.*

¹⁸ Le niveau 3 de handicap a été utilisé comme seuil pour déterminer la présence ou l'absence de limitations fonctionnelles chez un individu du ménage. Le Washington Group Short Set (WG-SS) définit ce niveau comme une limitation fonctionnelle significative. Une personne atteint ce seuil si elle répond "Beaucoup de difficultés" à au moins une des six questions du WG-SS ou si elle présente plusieurs limitations modérées. Les combinaisons permettant d'atteindre ce niveau sont les suivantes : (1) Une seule limitation sévère – répondre "Beaucoup de difficultés" à au moins une des six questions portant sur la vision, l'audition, la mobilité, la mémoire/concentration, les soins personnels ou la communication ; (2) Plusieurs limitations modérées – répondre "Quelques difficultés" à au moins deux des six questions, ou bien "Quelques difficultés" à une question et "Beaucoup de difficultés" à une autre ; (3) Incapacité totale – répondre "Ne peut pas du tout" à une seule des six questions, ce qui place également la personne au niveau 4 du WG-SS. Source : [Question Sets - The Washington Group on Disability Statistics](#)

Focus sur les personnes en situation de handicap (PSH) – min. niveau 3 WGSS¹⁹

	Individus PSH	Individus non-PSH
CHI	3%	97%
<i>Mineur (< 18 ans)</i>	1%	99%
<i>Adulte (18 - 65 ans)</i>	2%	98%
<i>Senior (> 65 ans)</i>	19%	81%
EHM	6%	94%
<i>Mineur (< 18 ans)</i>	3%	97%
<i>Adulte (18 - 65 ans)</i>	6%	94%
<i>Senior (> 65 ans)</i>	22%	78%
TAR	5%	95%
<i>Mineur (< 18 ans)</i>	1%	99%
<i>Adulte (18 - 65 ans)</i>	6%	94%
<i>Senior (> 65 ans)</i>	13%	87%
Moyenne	5%	95%

Tant au niveau individuel que des ménages, El Haouz présente la prévalence la plus élevée de personnes en situation de handicap (PSH), avec 6% des individus identifiés comme PSH et 21% des ménages déclarant au moins un membre en situation de handicap. Taroudant suit avec 5% des individus concernés et 17% des ménages concernés, tandis que Chichaoua affiche les taux les plus faibles : 3% des individus et 12% des ménages. Par ailleurs, les données révèlent une corrélation claire entre l'âge et la prévalence du handicap: **la proportion de PSH augmente avec l'âge, la catégorie des 65 ans et plus étant la plus fortement touchée.**

¹⁹ Voir note de bas de page précédente expliquant l'utilisation des Washington Group Questions pour la qualification de Personne en situation de handicap. Sources officielles au Maroc sur le handicap : [Ministère de la Solidarité – Données statistiques sur le handicap](#) ; [Enquête nationale sur le handicap 2014 – PDF](#) ; [Haut-Commissariat au Plan – Profil démographique des PSH](#).

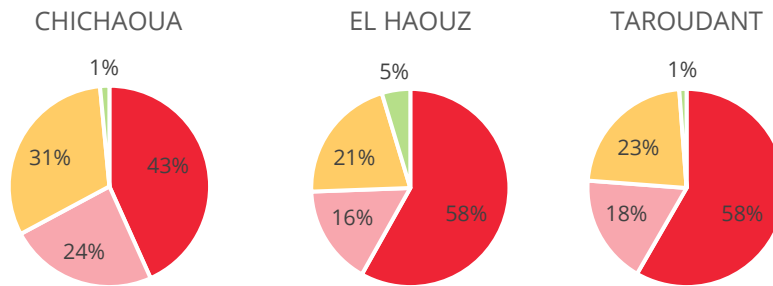
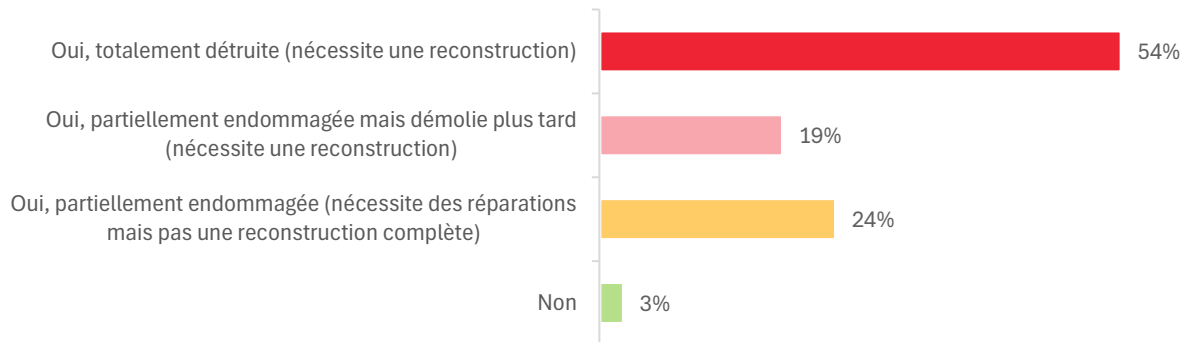
III. RESULTATS PAR SECTEUR



ABRIS ET HABITAT

A. Dégâts aux maisons et reconstruction

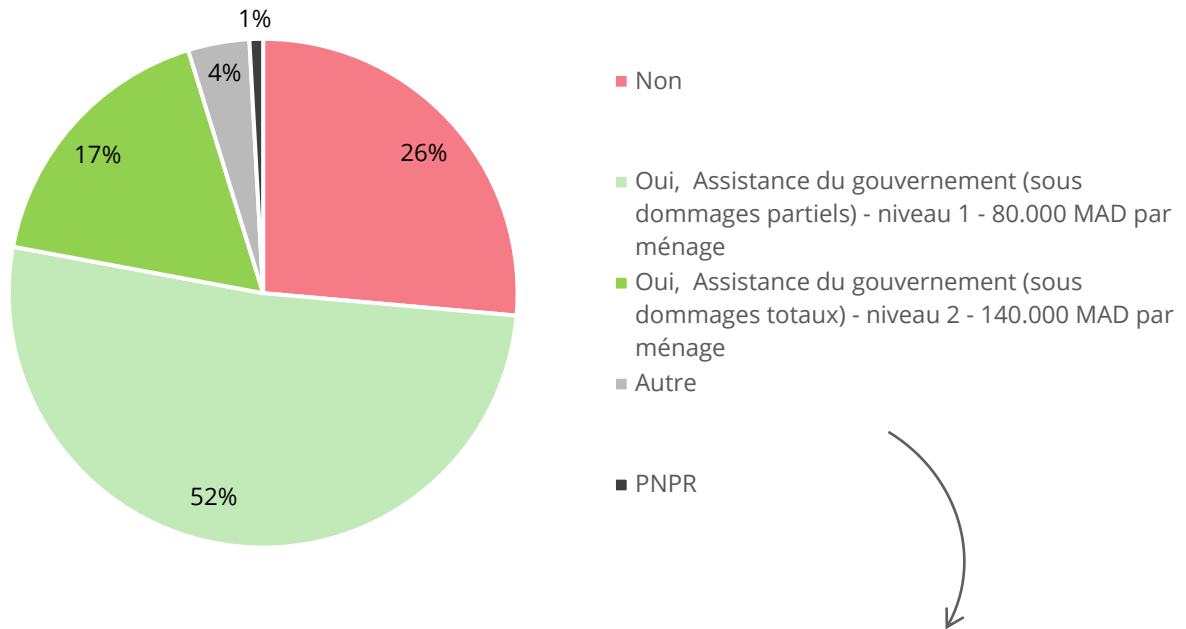
- NIVEAUX DE DÉGÂTS/VOTRE MAISON INITIALE A-T-ELLE ÉTÉ ENDOMMAGÉE PAR LE TREMBLEMENT DE TERRE?



Sur l'ensemble des trois zones, **73% des ménages déclarent avoir besoin d'une reconstruction complète de leur logement** (67% à Chichaoua, 74% à El Haouz et 76% à Taroudant). Ce chiffre inclut 54% dont l'habitation a été totalement détruite par le séisme, ainsi que 19% dont le logement, endommagé, a dû être démolie. Par ailleurs, **24% des ménages indiquent que leur maison nécessite des réparations, sans reconstruction complète** (31% à Chichaoua, 21% à El Haouz et 23% à Taroudant), tandis que seuls **3% ne rapportent aucun dégât** (1% à Chichaoua, 5% à El Haouz et 1% à Taroudant). Les proportions les plus élevées de destruction totale se trouvent à El Haouz et Taroudant, où 58% des ménages sont concernés.



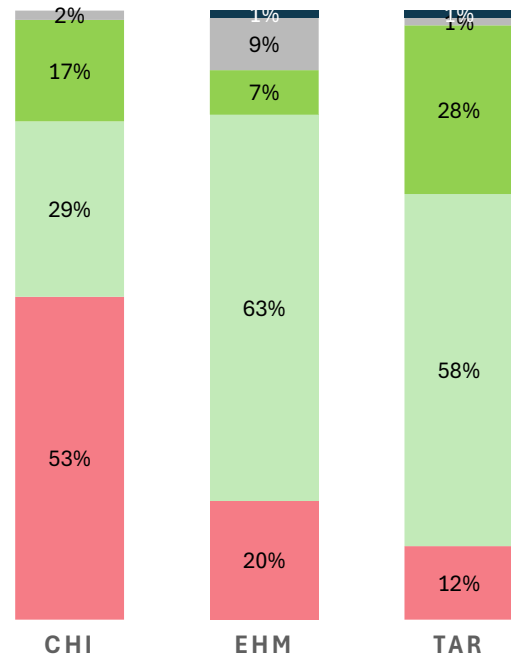
- PROGRAMME D'ASSISTANCE GOUVERNEMENTAL / FAITES-VOUS PARTIE D'UN PROGRAMME D'ASSISTANCE POUR LA RECONSTRUCTION OU LA RÉPARATION ? LEQUEL?²⁰



A Chichaoua, plus de la moitié des ménages (53%) rapportent ne pas faire partie d'aucun programme d'assistance gouvernementale pour la reconstruction/réparation, contre 20% des ménages à El Haouz et 12% des ménages à Taroudant.

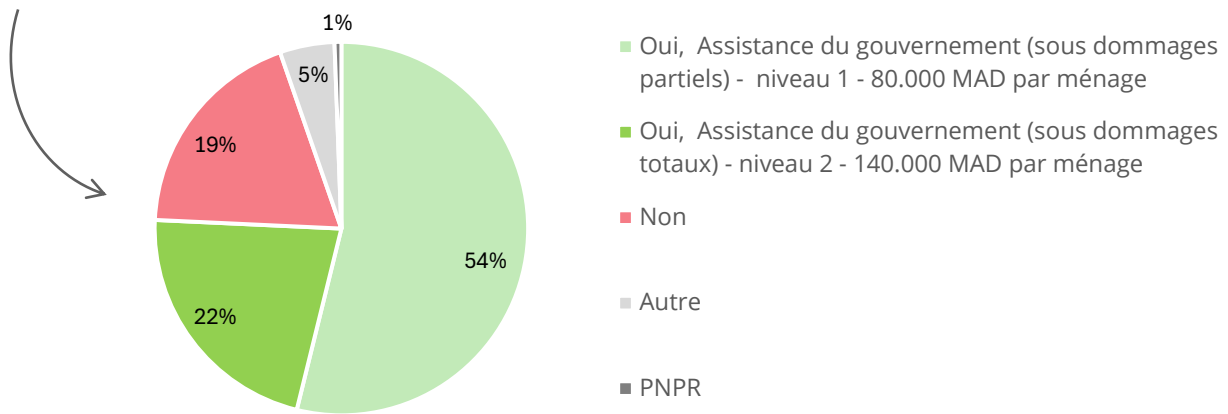
A El Haouz, la majorité des ménages (63%) rapportent bénéficier du programme pour dommages partiels, c'est-à-dire celui de 80'000 dirhams par ménage.

A Taroudant, 86% des ménages rapportent bénéficier d'un programme de soutien (58% pour le programme partiel et 28% pour le programme d'aide complet, soit 140'000 dirhams.



20 « Le gouvernement distribuera, en application des Hautes Directives Royales, une aide financière directe de 140.000 dirhams pour les logements totalement effondrés et de 80.000 dirhams pour couvrir les travaux de réhabilitation des habitations partiellement effondrées. », *Chef de Gouvernement du Royaume du Maroc*, Octobre 2023.

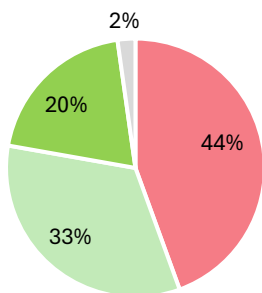
| Focus sur les assistances gouvernementales reportées par les ménages dont la maison nécessite une reconstruction



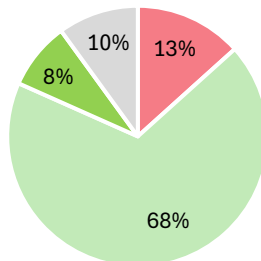
Parmi les ménages déclarant un besoin de reconstruction, **près d'un sur cinq (19 %) indique ne pas avoir reçu d'assistance financière gouvernementale**. Plus de la moitié des bénéficiaires rapportent avoir reçu le niveau 1 d'aide, soit 80 000 MAD, tandis que seuls 22 % ont bénéficié du montant maximal de 140 000 MAD, destiné aux dommages totaux.

L'analyse par province révèle des disparités marquées : à Chichaoua, 44 % des ménages ayant besoin de reconstruction déclarent n'avoir reçu aucune aide, ce qui en fait la zone la moins couverte. À l'inverse, Taroudant apparaît comme la mieux servie, avec 36 % des ménages ayant reçu l'aide maximale et 55 % supplémentaires ayant bénéficié du niveau intermédiaire. Seuls 6 % y déclarent n'avoir reçu aucun appui, contre 13 % à El Haouz. A El Haouz, on constate que la vaste majorité (68%) ont bénéficié du programme partiel.

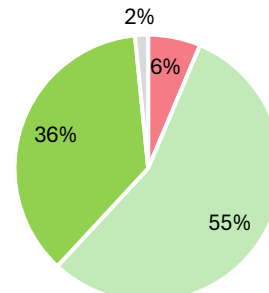
CHI



EHM



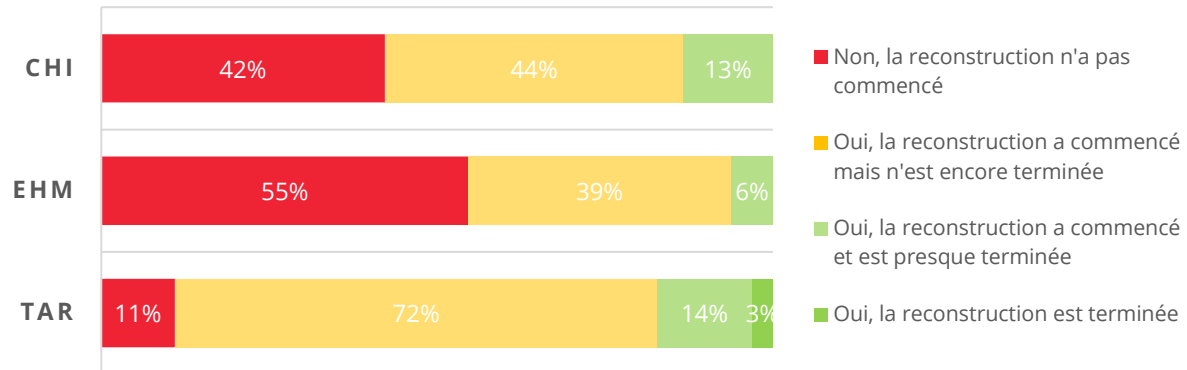
TAR



| FOCUS : BESOIN DE RECONSTRUCTION (73% DES MÉNAGES)



- AVEZ-VOUS COMMENCÉ LA RECONSTRUCTION DE LA MAISON AFFECTÉE ?



Parmi les ménages ayant déclaré un besoin de reconstruction, les niveaux d'avancement varient considérablement selon les zones. **En moyenne, seuls 12% des ménages ont achevé ou presque achevé la reconstruction, avec Taroudant en tête (17%).** Cette province se distingue également par une faible proportion de ménages n'ayant pas encore entamé les travaux (11%), contrairement à Chichaoua (42%) et El Haouz (55%), où les retards sont plus marqués. La majorité des ménages se trouvent dans une phase intermédiaire, ayant commencé la reconstruction sans l'avoir terminée : cela concerne 53% des ménages en moyenne, avec une forte disparité entre les zones — Taroudant atteint 72%, contre 44% à Chichaoua et 33% à El Haouz. Ces données confirment que Taroudant est la province la plus avancée en matière de reconstruction, suivie de Chichaoua, puis d'El Haouz.

- OBSTACLES RENCONTRÉS [RECONSTRUCTION]:



1 – Manque de moyens financiers [62%] –
[59% à CHI, 65% à EHM, 60% à TAR]



2 – Manque de matériaux de construction (disponibilité générale) [20%] –
[26% à CHI, 27% à EHM, 9% à TAR]



3 – Problèmes administratifs (permis, règlements, etc.) [20%] –
[8% à CHI, 28% à EHM, 21% à TAR]



4 – Manque de moyens de transport pour amener les matériaux de construction (incl. routes difficiles) [18%] –
[18% à CHI, 18% à EHM, 19% à TAR]



5 – Manque d'outils de construction [18%] –
[13% à CHI, 23% à EHM, 15% à TAR]

Un obstacle commun : le manque de financement

Dans les trois provinces, le **manque de ressources financières est de loin l'obstacle le plus fréquemment cité.**

Il est mentionné par 59 % des ménages à Chichaoua, 60 % à Taroudant, et atteint même 65 % à El Haouz. Cette convergence souligne une vulnérabilité économique généralisée, où la capacité des ménages à engager ou poursuivre des travaux de reconstruction est fortement conditionnée par l'accès à un soutien financier.










Des obstacles secondaires différenciés selon les zones

À El Haouz, les ménages indiquent deux obstacles secondaires principaux : d'une part, **des problèmes administratifs liés aux permis et aux règlements**, mentionnés par 28% des répondants (contre 21% à Taroudant et seulement 8% à Chichaoua) ; d'autre part, un **manque de matériaux de construction**, cité par 27% des ménages. Ce dernier obstacle est également significatif à Chichaoua (26%), où il constitue le deuxième frein le plus fréquemment rapporté, tandis qu'il est beaucoup moins présent à Taroudant (9%), ce qui pourrait refléter une meilleure accessibilité ou disponibilité des matériaux dans cette région.

Les **difficultés liées au transport des matériaux**, notamment en raison de routes difficiles, sont relativement homogènes entre les trois zones : 17% à Chichaoua et El Haouz, et 19% à Taroudant. Le **manque d'outils de construction** est également un obstacle partagé, bien qu'un peu plus marqué à El Haouz (23%), comparé à Taroudant (15%) et Chichaoua (13%).

La question de la **sécurité du terrain** — incluant les emplacements jugés dangereux ou inadaptés à la reconstruction — est particulièrement saillante à El Haouz, où 15% des ménages l'identifient comme un obstacle, contre 6% à Taroudant et aucune mention à Chichaoua. Enfin, à Taroudant, les obstacles secondaires sont davantage liés à **l'exécution technique des travaux**. Le **manque de main-d'œuvre qualifiée** est rapporté par 32% des ménages, contre seulement 8% à Chichaoua et 5% à El Haouz. De même, le **déficit de compétences ou de connaissances** en matière de construction est mentionné par 21% des ménages à Taroudant, alors qu'il ne concerne que 3% des ménages à Chichaoua et 2% à El Haouz.

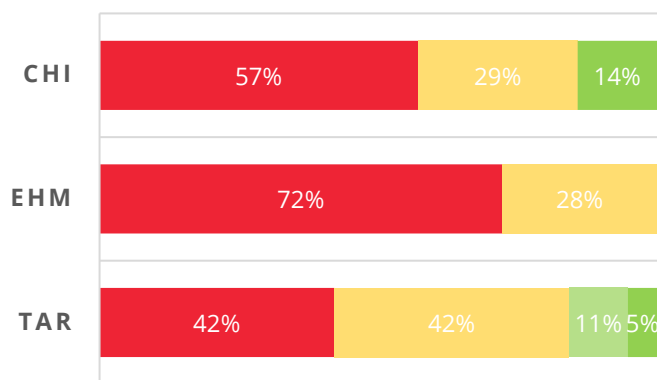
Ces disparités soulignent la nécessité d'une approche adaptée selon les contextes locaux, combinant soutien financier, accompagnement technique, soutien à l'approvisionnement et simplification administrative.

	CHI	EHM	TAR
1	 Financement (59%)	 Financement (65%)	 Financement (60%)
2	 Manque de matériaux de construction (disponibilité générale) (26%)	 Problèmes administratifs (permis, règlements, etc.) (28%)	 Manque de main-d'œuvre qualifiée ou d'ouvriers du bâtiment (32%)
3	 Manque de moyens de transport pour amener les matériaux de construction (incl. routes difficiles) (17%)	 Manque de matériaux de construction (disponibilité générale) (27%)	 Problèmes administratifs (permis, règlements, etc.) & Manque de compétences ou de connaissances en matière de construction (21%)

| FOCUS : BESOIN DE RÉPARATIONS (24% DES MÉNAGES)



- AVEZ-VOUS COMMENCÉ LES RÉPARATIONS DE LA MAISON AFFECTÉE ?



- Non, les réparations n'ont pas commencé
- Oui, les réparations ont commencé mais ne sont pas encore terminées
- Oui, les réparations ont commencé et sont presque terminées
- Oui, les réparations sont terminées

- OBSTACLES RENCONTRÉS

1 – Manque de moyens financiers **[63%]**

2 – Manque de matériaux de construction (disponibilité générale) **[21%]**

3 – Manque de moyens de transport pour amener les matériaux de construction (incl. routes difficiles) **[19%]**

4 – Problèmes administratifs (permis, règlements, etc.) **[17%]**

5 – Manque d'outils de construction **[13%]**

Parmi les ménages ayant exprimé un besoin de réparation — et non de reconstruction complète — de leur logement, soit en moyenne 24% sur les trois zones (31% à Chichaoua, 21% à El Haouz et 23% à Taroudant), seuls **une minorité ont achevé ou presque achevé les travaux : 3% en moyenne les ont terminés, et 7% sont proches de la fin**. Comme pour la reconstruction, des disparités régionales sont observées. **Taroudant affiche les meilleurs niveaux d'avancement global**, bien que Chichaoua présente le taux le plus élevé de réparations achevées (14% des ménages concernés), contre seulement 5% à Taroudant. À l'inverse, El Haouz enregistre le taux le plus élevé de ménages n'ayant pas encore entamé les réparations (72%), suivi de Chichaoua (57%) et de Taroudant (42%).

Concernant les obstacles à la réparation, le **manque de moyens financiers reste le principal frein, comme pour la reconstruction**. En deuxième position, on retrouve le manque de matériaux de construction. Les troisième et quatrième obstacles diffèrent légèrement dans leur ordre par rapport à ceux identifiés pour la reconstruction, mais restent similaires : le manque de moyens de transport pour acheminer les matériaux (incluant les routes difficiles) arrive en troisième position, suivi des problèmes administratifs (permis, règlements, etc.). Le cinquième obstacle est également commun aux deux contextes : le manque d'outils de construction²¹.

²¹ À noter que Les données n'ont pas été désagrégées par zone pour ces obstacles, en raison d'un nombre de réponses inférieur à 10 par branche, seuil en dessous duquel les résultats sont considérés comme statistiquement peu fiables. Cette décision s'appuie sur des recommandations méthodologiques reconnues, qui soulignent qu'un échantillon trop restreint ne permet pas de produire des estimations robustes ni généralisables (Tools4Dev, 2021 ; BMJ, 2015 ; FAO, 2021).

- MATÉRIAUX UTILISÉS POUR LES RÉPARATIONS & RECONSTRUCTIONS

MATÉRIAUX	CHI	EHM	TAR	ALL
1. Ciment	63%	65%	80%	70%
2. Mortier	63%	28%	38%	41%
3. Sable	25%	23%	20%	23%
4. Pierres	21%	24%	13%	19%
5. Gravier	15%	26%	10%	17%
6. Béton	0%	33%	13%	16%
7. Acier renforcé	4%	12%	23%	14%
8. Bois	15%	1%	2%	5%
9. Terre	9%	1%	2%	4%
10. Briques de boue	4%	0%	7%	4%
11. Ne sait pas	9%	0%	1%	3%
12. Autre	0%	6%	1%	3%
13. Blocs de béton	0%	0%	4%	1%
14. Blocs d'argile	1%	0%	2%	1%
15. Terre battue	1%	0%	1%	1%

Analyse des matériaux

Les ménages indiquent un recours majoritaire à des matériaux de maçonnerie classiques dans les efforts de reconstruction, notamment le **ciment** (70 %), le **mortier** (41 %) et le **sable** (23 %). Des matériaux complémentaires tels que le **béton** (16 %) et l'**acier renforcé** (14 %) sont également mobilisés, bien que dans des proportions moindres.

L'usage résiduel de matériaux vernaculaires comme la **terre** (4 %) ou les **briques de boue** (4 %) reflète le maintien partiel de pratiques traditionnelles. En outre, la faible part des réponses « ne sait pas » et « autre » suggère un bon niveau de connaissance des matériaux employés.

Les matériaux dominants varient légèrement selon les provinces : le **ciment** est systématiquement dominant, avec un usage particulièrement élevé à Taroudant (80 %), contre 65 % à El Haouz et 63 % à Chichaoua. Le **mortier** est très présent à Chichaoua (63 %), mais nettement moins à El Haouz (28 %) et Taroudant (38 %), ce qui suggère des pratiques constructives plus traditionnelles à Chichaoua. Le **béton** est utilisé par un tiers des ménages à El Haouz (33 %), mais reste marginal à Taroudant (10 %) et absent à Chichaoua (0 %), traduisant une disparité dans l'accès/le choix des matériaux industrialisés. L'**acier renforcé** suit une tendance similaire, avec un pic à Taroudant (23 %) et des niveaux plus faibles ailleurs.

Les matériaux vernaculaires — **terre, bois, briques de boue, blocs d'argile** — sont davantage présents à Chichaoua et Taroudant, témoignant d'un maintien des savoir-faire locaux. Enfin, El Haouz se distingue par une utilisation plus marquée du **gravier** (26 %), ce qui peut refléter des spécificités techniques ou géologiques.

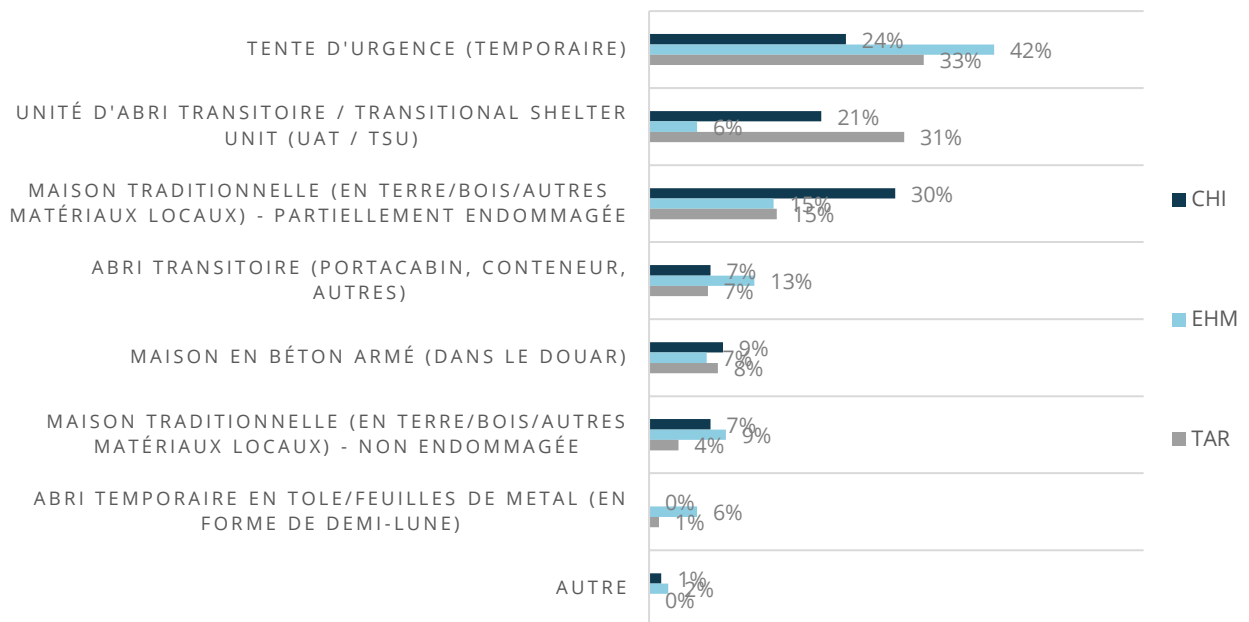
Contextualisation

Dans les provinces de Taroudant, El Haouz et Chichaoua, les pratiques constructives reflètent une **coexistence entre matériaux traditionnels et industrialisés**. Historiquement, les constructions s'appuyaient sur des matériaux vernaculaires tels que la terre crue, les briques de boue, la pierre et le bois,

valorisés pour leur disponibilité locale et leur adaptation aux conditions climatiques²²²³). Toutefois, les **dynamiques de reconstruction post-sismique ont favorisé l'adoption croissante de matériaux modernes** comme le ciment, le béton et l'acier, perçus comme plus résistants et conformes aux normes parasismiques²⁴²⁵. Cette transition, bien que motivée par des impératifs de sécurité, soulève des enjeux de préservation des savoir-faire locaux et d'adaptation aux spécificités géotechniques régionales.

B. Type de logement/abri

● TYPE D'ABRI PRINCIPAL UTILISÉ PAR LE MÉNAGE



Chichaoua : forte présence de maisons endommagées, mais usage modéré des tentes

- 30% des ménages vivent dans des maisons traditionnelles partiellement endommagées, la proportion la plus élevée des trois zones.
- 24% sont sous tente d'urgence, et 21% dans des unités d'abri transitoire (TSU).
- Chichaoua présente une certaine diversité d'abris, avec une part non négligeable de maisons en béton armé (9%) et non endommagées (7%).

El Haouz : recours massif aux tentes, peu de solutions transitoires

- 42% des ménages vivent sous tente d'urgence, la proportion la plus élevée.
- Seulement 6% sont en TSU, mais 13% utilisent des abris transitoires de type *portacabin* ou conteneur.
- El Haouz est aussi la seule zone avec une part notable d'abris en tôle (6%)

²² Bourbouze, A. (2006). *Techniques ancestrales et matériaux naturels : l'art de construire au Maroc pour des maisons thermorégulées*. Géoparc du Jbel Bani.

²³ El Gouri, H. (2018). *Techniques des constructions traditionnelles : un voyage à travers l'histoire*. ENSA Agadir.

²⁴ Ait Brahim, M. et al. (2024). *Rapport de l'Observatoire du Programme de reconstruction post-séisme du Grand Atlas*. Transparency Maroc.

²⁵ Ministère de l'Aménagement du Territoire (2023). *Le gouvernement renforce ses normes parasismiques pour les constructions en terre*. BTP News.

Taroudant : déploiement important de TSU, mais encore beaucoup de tentes

- 33% des ménages sont sous tente d'urgence, et 31% dans des TSU, ce qui en fait la zone la mieux couverte par ce type d'abri.
- La part de maisons partiellement endommagées est relativement faible (15%), tout comme celle des abris transitoires (7%).

Points d'attention

- Les solutions d'abris temporaires (tente d'urgence, TSU, portacabin/conteneur, demi-lune) constituent encore la majorité des abris reportés (64% en moyenne ; 52% à Chichaoua, 66% à El Haouz, 72% à Taroudant).
- Les TSU sont bien déployés à Taroudant et Chichaoua, mais quasi absents à El Haouz.
- La reconstruction durable (maisons en béton armé) reste marginale dans toutes les zones (7-9%).

● EXISTENCE D'UN ABRI SECONDAIRE

26%

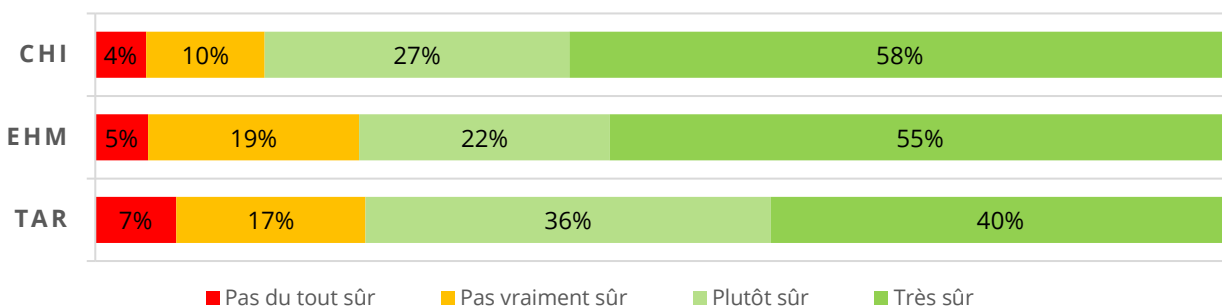
des ménages utilisent un abri supplémentaire en plus de leur abri principal [15% à Chichaoua, 30% in El Haouz et 30% in Taroudant].

● PARTAGE DE L'ABRI AVEC D'AUTRES MÉNAGES

89%

des ménages ont un abri individuel pour leur ménage (ne partagent pas avec d'autres ménages) [89% à Chichaoua, 90% à El Haouz à 89% in Taroudant].

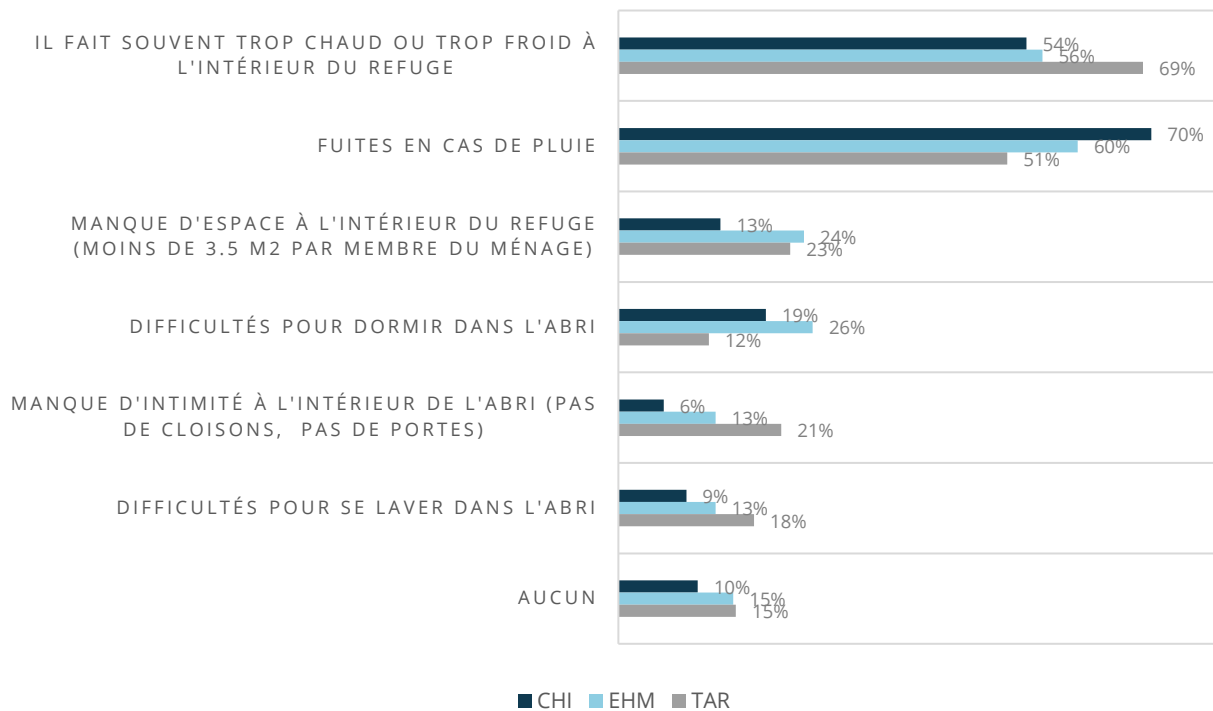
● SENTIMENT DE SÉCURITÉ DANS L'ABRI / À QUEL POINT VOUS ET VOTRE MÉNAGE VOUS SENTEZ-VOUS EN SÉCURITÉ DANS VOTRE ABRI ACTUEL ? [ABRI PRINCIPAL]





Type d'abri	[Pas du tout & Pas vraiment sûr]	[Plutôt sûr & Très sûr]
Maison traditionnelle (en terre/bois/autres matériaux locaux) - Non endommagée	6%	94%
Unité d'abri transitoire / Transitional Shelter Unit (UAT / TSU) ²⁶	11%	89%
Abri temporaire en tôle/feuilles de métal (en forme de demi-lune)	17%	83%
Abri transitoire (Portacabin, conteneur, autres)	18%	82%
Maison en béton armé (dans le douar)	21%	79%
Maison traditionnelle (en terre/bois/autres matériaux locaux) - Partiellement endommagée	24%	76%
Tente d'urgence (temporaire)	28%	73%
Grand Total	21%	79%

²⁶ Les unités d'abris transitoires (Transitional Shelter Units – TSU) constituent la modalité d'abri mise en œuvre par le Croissant-Rouge Marocain dans le cadre de la réponse au séisme. Pour plus d'informations, consulter le site de [BetterShelter](#)

• **PROBLÈMES ACTUELS DANS L'ABRI / QUELS PROBLÈMES L'ABRI OÙ VIT ACTUELLEMENT VOTRE MÉNAGE RENCONTRE-T-IL ? [ABRI PRINCIPAL]**



Difficultés exprimées par les ménages dans leur abri principal

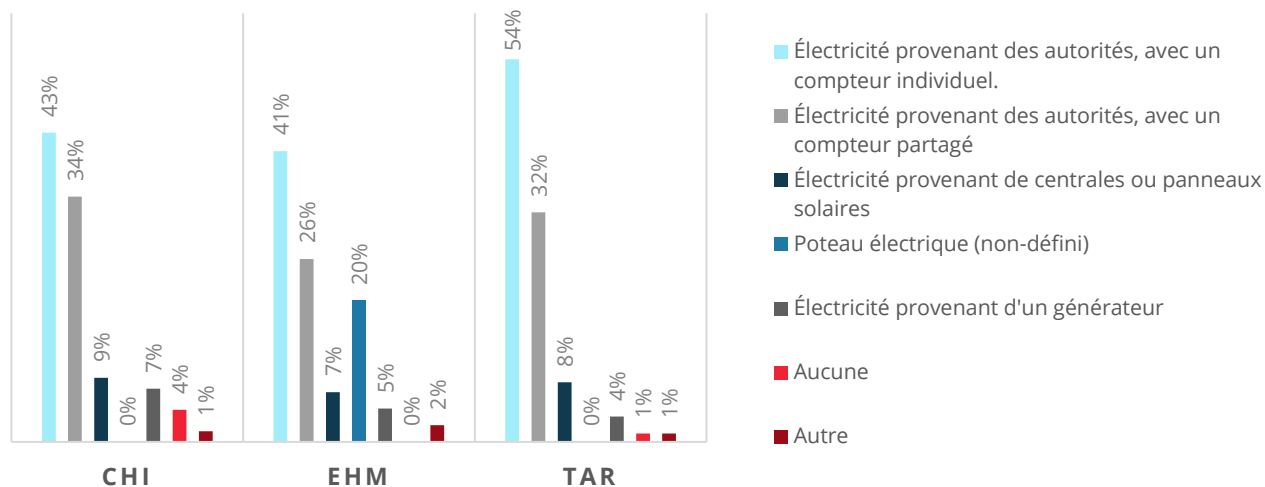
- 1  Les **variations thermiques excessives** (reportées par 60% en moyenne) dans les abris (trop chaud ou trop froid), fortement citées à Taroudant (69 %), ce qui pourrait refléter des abris exposés ou mal isolés.
- 2  Les **fuites en cas de pluie** (également reportées par 60% en moyenne), particulièrement signalées à Chichaoua (70 %) et El Haouz (60 %), indiquant des insuffisances dans l'étanchéité ou la qualité des matériaux.

Des problèmes liés à **l'espace (21%)**, à la possibilité de **dormir (19%)**, et à **l'intimité (14%)** sont également relevés, bien que dans des proportions moindres, avec des niveaux légèrement plus élevés à Taroudant et El Haouz. Enfin, les difficultés pour **cuisiner** ou **se laver** dans l'abri (**14% en moyenne**) concernent surtout Taroudant (20 % et 18 %), suggérant des carences dans la fonctionnalité et la configuration des abris.

L'importance relative des deux premières problématiques, chacune signalée par plus de la moitié des ménages, contraste fortement avec les autres préoccupations, rapportées par moins de 20% des ménages. Cette disparité met en évidence que les **conditions climatiques** — notamment le froid, la chaleur, la pluie et le vent — constituent les principaux facteurs de vulnérabilité pour les communautés. Ce constat est cohérent avec le contexte rural et montagneux des zones concernées, où l'exposition aux aléas climatiques est particulièrement marquée.

C. Electricité et source de lumière

• SOURCE D'ÉLECTRICITÉ PRINCIPALE / QUELLE EST LA PRINCIPALE SOURCE D'ÉLECTRICITÉ DE VOTRE MÉNAGE?



Très peu de ménages déclarent ne pas avoir accès à l'électricité : seuls 4 % à Chichaoua, 1 % à Taroudant et aucun à El Haouz. L'électricité produite par générateur reste également marginale, avec des taux allant de 4 % à Taroudant à 7 % à Chichaoua. La majorité des ménages sont alimentés par le réseau national, via des compteurs individuels ou partagés. L'énergie solaire représente environ 8 % en moyenne, ce qui témoigne d'un recours complémentaire dans les zones difficiles d'accès.

Les zones sont donc globalement électrifiées. A noter que le Programme d'Électrification Rurale Global (PERG), piloté par l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE), a permis de porter le taux d'électrification rurale de 18 % en 1995 à 99,9 % en 2024, grâce à un investissement de plus de 25 milliards de dirham.²⁷

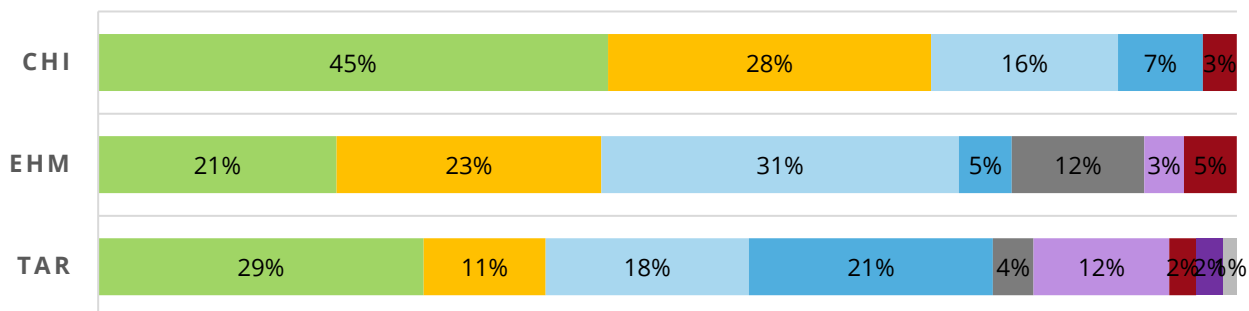
²⁷ Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE). [Programme d'Électrification Rurale Global \(PERG\) – Bilan 1996–2024](#).



EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

A. Eau potable

● QUELLE EST LA PRINCIPALE SOURCE D'EAU POTABLE (POUR BOIRE) DE VOTRE MÉNAGE ?



- Captage de source naturelle (eau de montagne) : protégée
- Captage de source naturelle (eau de montagne): non protégée
- Forage (à énergie solaire)
- Forage (à énergie électrique - centrale)
- Autre
- Puits à exhaure manuelle
- Captage de source naturelle (protégée ou non protégée: inconnu)
- Eau en bouteille (ou sachet)
- Ne sait pas

Forte dépendance aux sources naturelles à Chichaoua

- 73% des ménages à Chichaoua s'approvisionnent via des sources naturelles (protégées ou non), ce qui en fait la région la plus dépendante de ce type de ressource.
- 28% utilisent des sources non protégées, pouvant porter des risques en termes de qualité de l'eau.

El Haouz : recours marqué aux forages solaires

- El Haouz se distingue par une utilisation élevée des forages à énergie solaire (31%), ce qui peut refléter des investissements dans des solutions durables.
- Toutefois, 23% utilisent encore des sources non protégées, et 12% relèvent de la catégorie "Autre", ce qui mérite clarification.

Taroudant : profil plus diversifié et usage plus élevé de forages électriques

- Taroudant présente une répartition plus équilibrée entre les différentes sources, avec une part importante de forages électriques (21%) et une présence notable de puits à exhaure manuelle (12%).
- L'usage d'eau en bouteille ou sachet (2%) et les réponses "ne sait pas" (2%) sont également plus visibles ici, suggérant des pratiques plus variées ou une incertitude sur la source.

Accès à l'eau potable

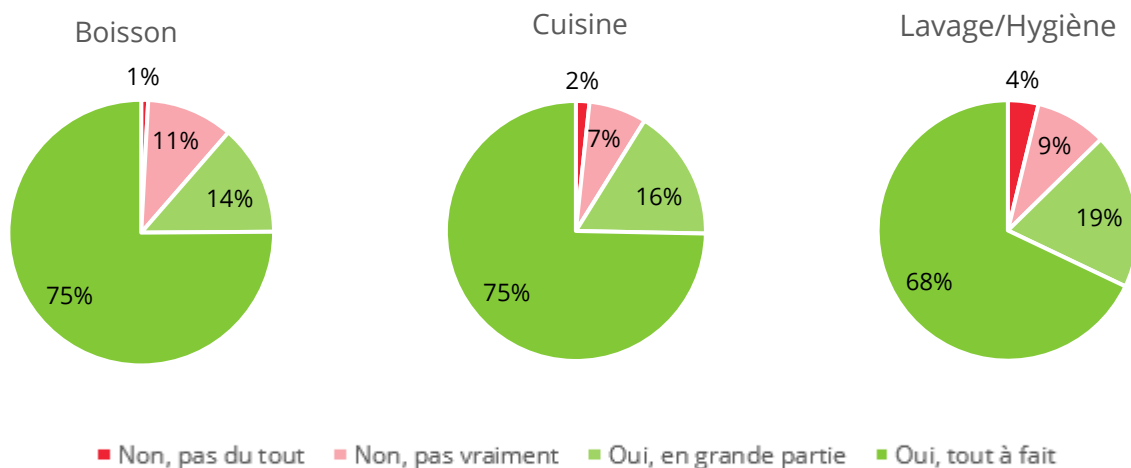
Dans les provinces montagneuses de Chichaoua, El Haouz et Taroudant, l'accès à l'eau potable repose sur une diversité de sources : puits, forages, sources naturelles aménagées, et réseaux d'adduction alimentés par des barrages ou captages souterrains. Par exemple, à Chichaoua, plusieurs douars sont alimentés via le barrage Abou El Abass Essabti, dans le cadre de projets d'extension du réseau hydraulique (Source : [Ministère de l'Équipement et de l'Eau](#), 2023).

Les infrastructures varient selon les contextes : bornes-fontaines, branchements individuels, châteaux d'eau et conduites régionales assurent la distribution vers les douars. Le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable, piloté par l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable ([ONEE](#)), a permis d'atteindre un taux de couverture de 98,4 % en milieu rural en 2022 (Source : [ONEE](#), 2022). Ces efforts sont complétés par le Programme de réduction des disparités territoriales, qui a financé plus de 400 systèmes d'approvisionnement en eau dans les zones rurales et montagneuses (Source : [INDH](#), 2021).

Malgré ces avancées, certaines localités restent tributaires de systèmes intermittents ou de sources non sécurisées, ce qui peut affecter la qualité et la disponibilité de l'eau pour les usages essentiels comme la boisson, la cuisine et l'hygiène.

C. Quantité d'eau

- VOTRE MÉNAGE DISPOSE-T-IL ACTUELLEMENT DE SUFFISAMMENT D'EAU POUR RÉPONDRE À VOS BESOINS EN MATIÈRE DE...



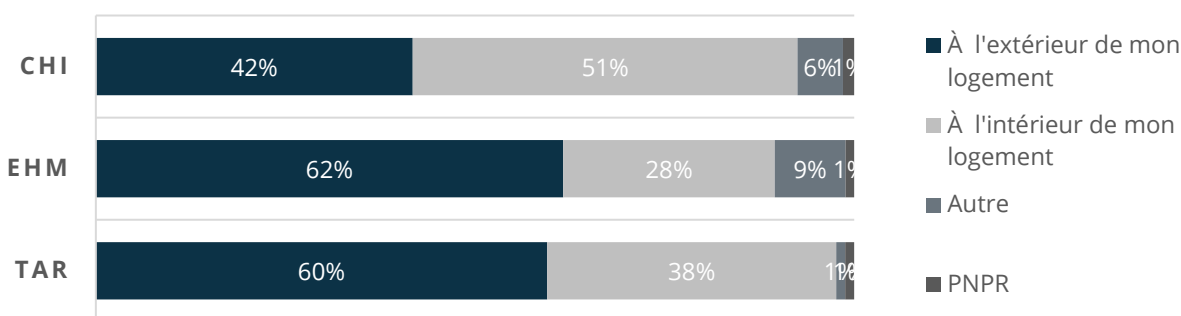
La majorité des ménages interrogés indiquent disposer d'une quantité d'eau suffisante pour les trois usages domestiques évalués, avec entre 87% et 91% déclarant une suffisance « tout à fait » ou « en grande partie » (moyenne combinée de 73% et 16% respectivement). Cela laisse entre 9% et 13% de ménages signalant une insuffisance. L'analyse désagrégée par localité révèle les tendances suivantes :

- **Lavage/hygiène** : la part de ménages déclarant une insuffisance est la plus élevée à Chichaoua (19 %), suivie d'El Haouz (11 %) et de Taroudant (8 %).
- **Cuisine** : les insuffisances sont faibles et homogènes entre les provinces, oscillant entre 8 et 9 %.
- **Boisson** : les niveaux d'insuffisance sont également comparables selon les localités, entre 10 et 13 %.

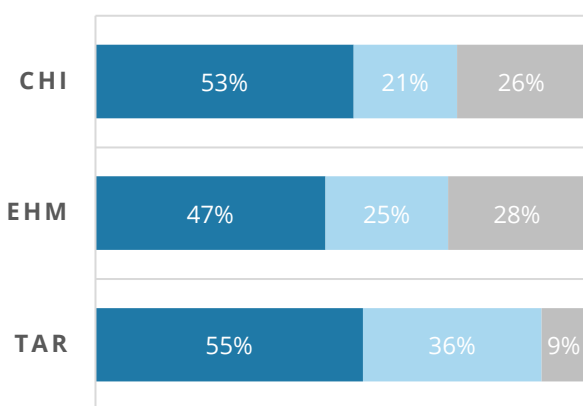
Ces résultats confirment une situation globalement satisfaisante, tout en mettant en évidence des disparités à surveiller pour l'eau liée à l'hygiène, en particulier à Chichaoua.

D. Installations de bains (hygiène corporelle)

- EN GÉNÉRAL, PRENEZ-VOUS (ET LES MEMBRES DE VOTRE MÉNAGE) VOTRE DOUCHE À L'INTÉRIEUR OU À L'EXTÉRIEUR DE VOTRE FOYER ?

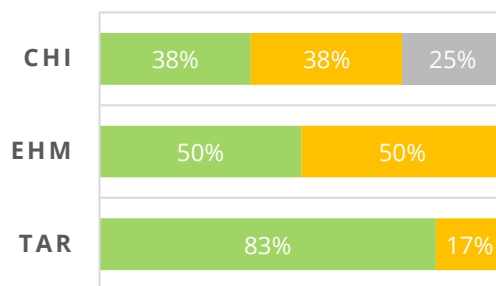


(Si à l'intérieur) - Quel type de douche/hammam les membres de votre ménage utilisent-ils habituellement pour leur hygiène corporelle ? (N=103)



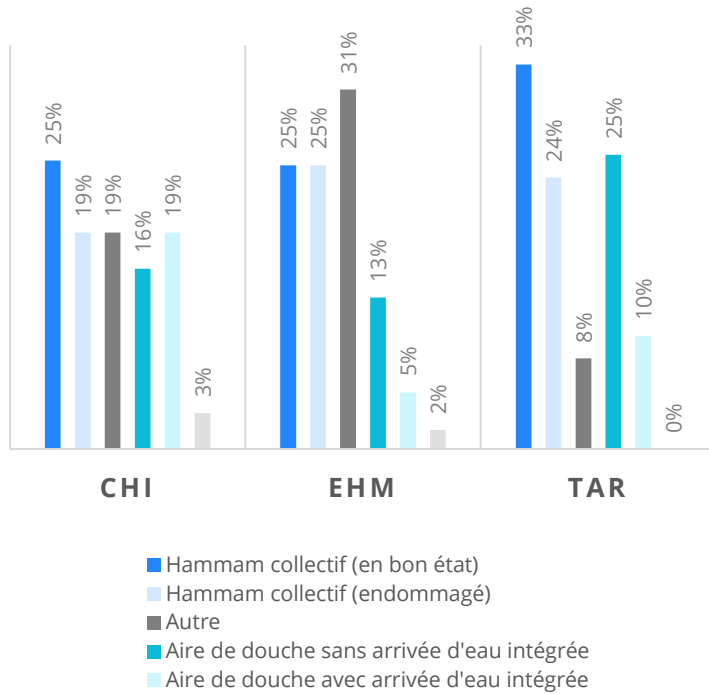
- Aire de douche avec arrivée d'eau à l'intérieur du foyer
- Aire de douche sans arrivée d'eau à l'intérieur du foyer
- Autre

(Si à l'intérieur mais pas d'arrivée d'eau intégrée) - A quelle distance se trouve le point d'eau le plus proche ? (N=28)

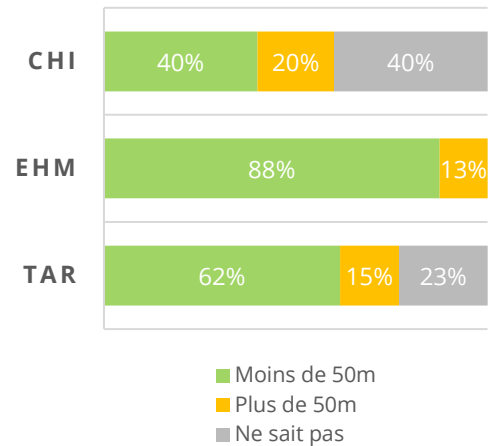


- Moins de 50m
- Plus de 50m
- Ne sait pas

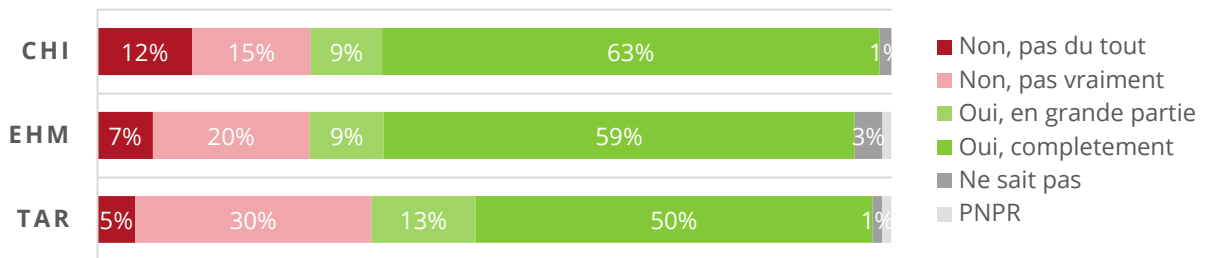
(Si à l'extérieur) - Quel type de douche/hammam les membres de votre ménage utilisent-ils habituellement pour leur hygiène corporelle ? (N=144)



(Si à l'extérieur mais pas d'arrivée d'eau intégrée) - A quelle distance se trouve le point d'eau le plus proche ? (N=26)

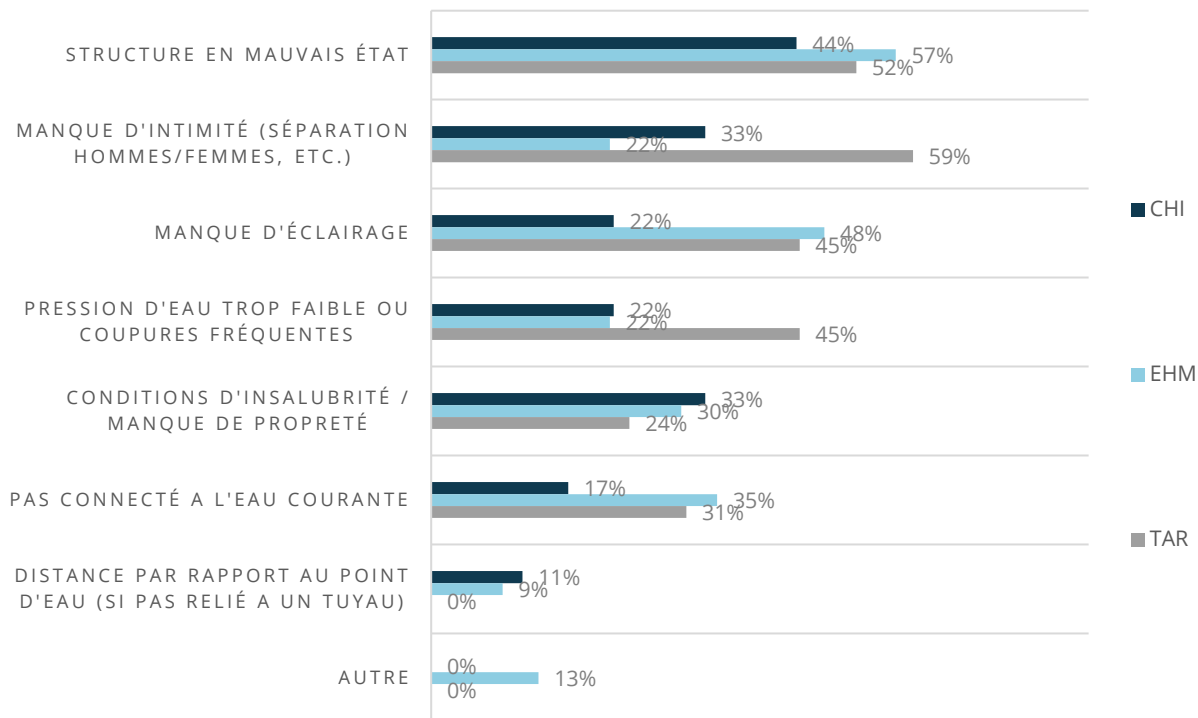


• VOUS SENTEZ-VOUS EN SÉCURITÉ / À L'AISE LORSQUE VOUS UTILISEZ CETTE INSTALLATION DE BAIN ?



Globalement, 57 % des répondants se disent complètement à l'aise, et 11 % le sont en grande partie, ce qui traduit une perception majoritairement positive. Toutefois, 30 % en moyenne expriment un inconfort (dont 8 % « pas du tout »), ce qui reste significatif. À Chichaoua, la situation est la plus favorable, avec 63 % de réponses « oui, complètement » et seulement 27 % d'inconfort. À El Haouz, les perceptions sont plus partagées : 59 % se sentent totalement à l'aise, mais 27 % déclarent ne pas se sentir vraiment ou pas du tout en sécurité. Taroudant présente les résultats les plus préoccupants : 50 % des ménages se sentent complètement à l'aise, tandis que 35 % expriment un inconfort, dont 30 % « pas vraiment ». Ceci suggère que, bien que les installations soient globalement jugées satisfaisantes, des améliorations ciblées sont nécessaires pour renforcer la sécurité, l'intimité et l'accessibilité des infrastructures de bain.

Si vous ne vous sentez pas vraiment ou pas du tout en sécurité, lorsque vous utilisez l'installation de bain, pourquoi? (N=70)



Etat des infrastructures

La raison la plus fréquemment citée dans les trois zones est la **structure en mauvais état** : 57% à El Haouz, 52% à Taroudant, 44% à Chichaoua. Cela souligne un besoin de réhabilitation ou de maintenance des installations existantes.

Manque d'intimité

59% des ménages à Taroudant évoquent un **manque de séparation hommes/femmes**, contre 33% à El Haouz et 22% à Chichaoua. En outre, Taroudant rapporte des taux élevés sur presque toutes les catégories, notamment pression d'eau insuffisante (45%), insalubrité (30%), et absence de connexion à l'eau (31%).

Eclairage et l'accès à l'eau

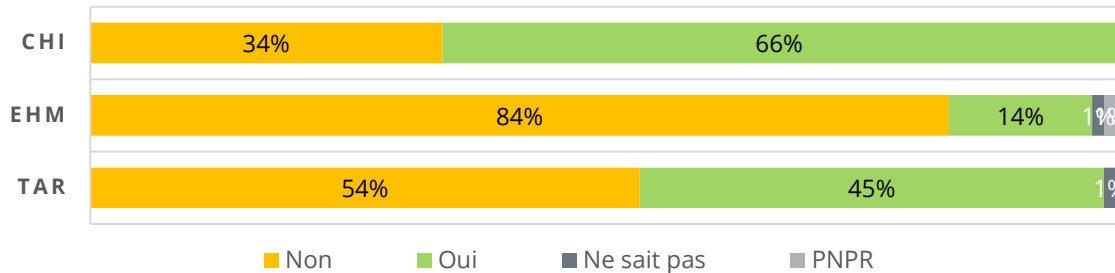
48% des ménages à El Haouz mentionnent un **manque d'éclairage**, et 35% indiquent que les installations ne sont pas connectées à l'eau courante. Ces éléments peuvent affecter à la fois la sécurité physique et la dignité des usagers.

Points d'attention

- Les problèmes relèvent à la fois de l'infrastructure (WASH), de la protection (intimité, sécurité), et de l'énergie (éclairage).
- Taroudant semble cumuler les facteurs de risque les plus élevés, ce qui pourrait justifier une intervention prioritaire.
- Ces perceptions doivent être croisées avec des observations techniques pour guider les améliorations.

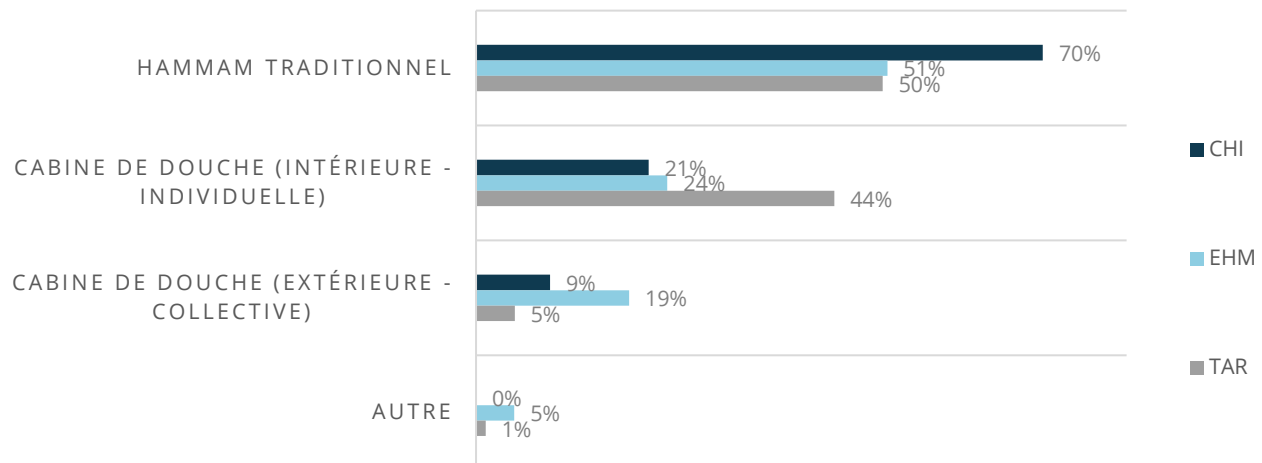
- MODULES DOUCHES CRM

Avez-vous un module de douche installé par CRM dans le douar ?



- SOUHAITS ET PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE INSTALLATIONS DE BAIN

Quel serait votre premier choix d'installation de bain dans votre douar (premier choix) ?



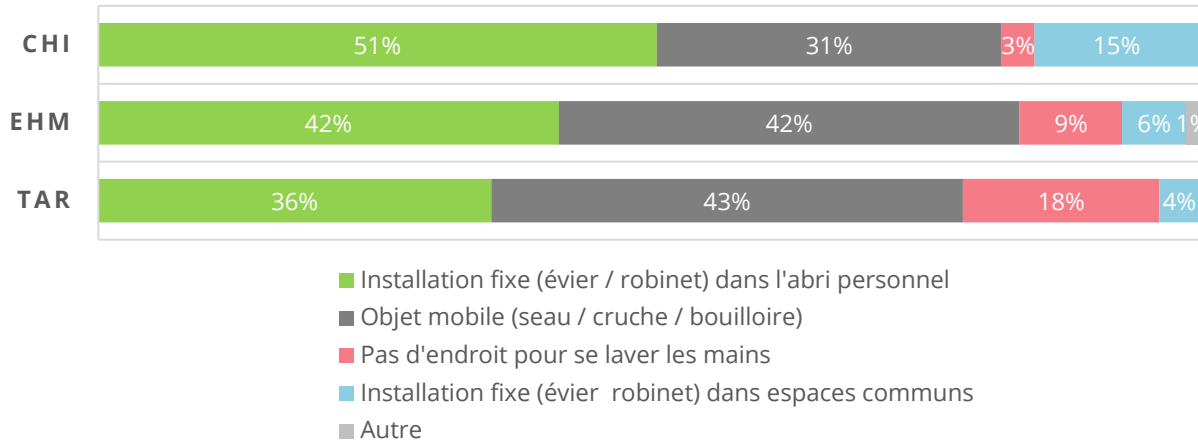
On observe une **préférence marquée pour le hammam traditionnel**, particulièrement à Chichaoua (70%), et par la moitié des ménages à El Haouz (51%) et Taroudant (50%), ce qui confirme son rôle central dans les pratiques d'hygiène en milieu rural. Le hammam n'est pas seulement un lieu de nettoyage corporel, mais aussi un **espace social et culturel** profondément ancré dans les habitudes marocaines. Le hammam joue notamment un rôle dans la transmission des savoirs traditionnels liés aux soins corporels (savon noir, ghassoul, henné), tout en étant un lieu de détente et de lien communautaire²⁸.

À Taroudant, bien que le hammam reste populaire (50%), on note une **montée en popularité des cabines de douche intérieures individuelles** (44%). Cette tendance pourrait refléter une **évolution vers des pratiques plus privatives**, influencée par l'amélioration des infrastructures ou une urbanisation partielle. Elle s'inscrit dans une dynamique observée dans certaines zones rurales marocaines, où les jeunes générations privilégient l'intimité et l'autonomie dans les pratiques d'hygiène. La **cabine de douche extérieure collective**, bien que présente à EHM (19%), reste globalement peu prisée, ce qui peut s'expliquer par des **contraintes liées à l'intimité et à la sécurité**, surtout pour les femmes.

²⁸ Sources : [Résumé d'évaluation du projet "Hammams durables" au Maroc | AFD - FFEM](#) ; [Hammams durables : entre service essentiel et impératif environnemental - Geres](#)

E. Lavage des mains

• OÙ VOUS ET LES AUTRES MEMBRES DE VOTRE MÉNAGE VOUS LAVEZ-VOUS LE PLUS SOUVENT LES MAINS?

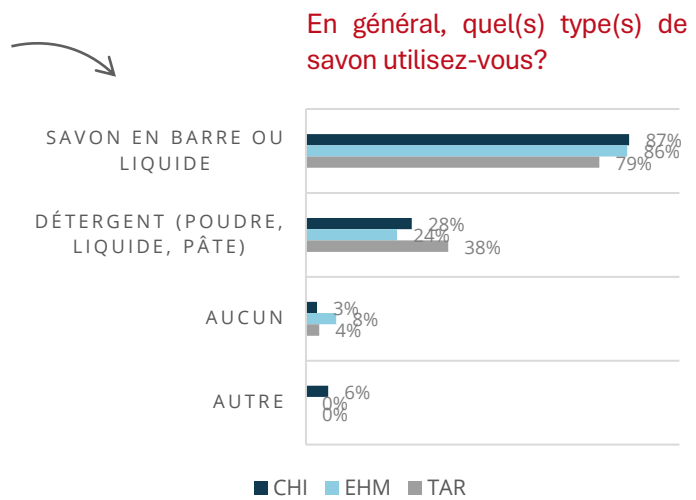
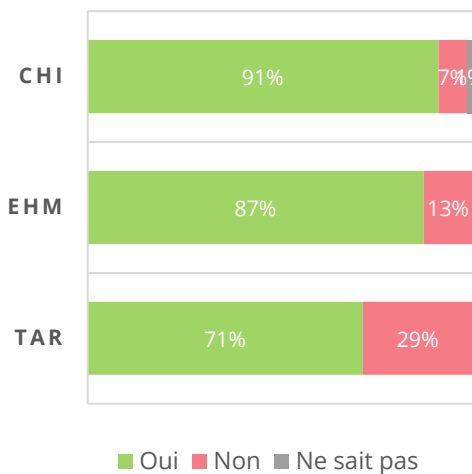


Les **installations fixes dans les abris personnels** sont davantage présentes à Chichaoua (51 %), suggérant une meilleure intégration de dispositifs d’hygiène dans les logements, en comparaison avec El Haouz (42 %) et Taroudant (36 %).

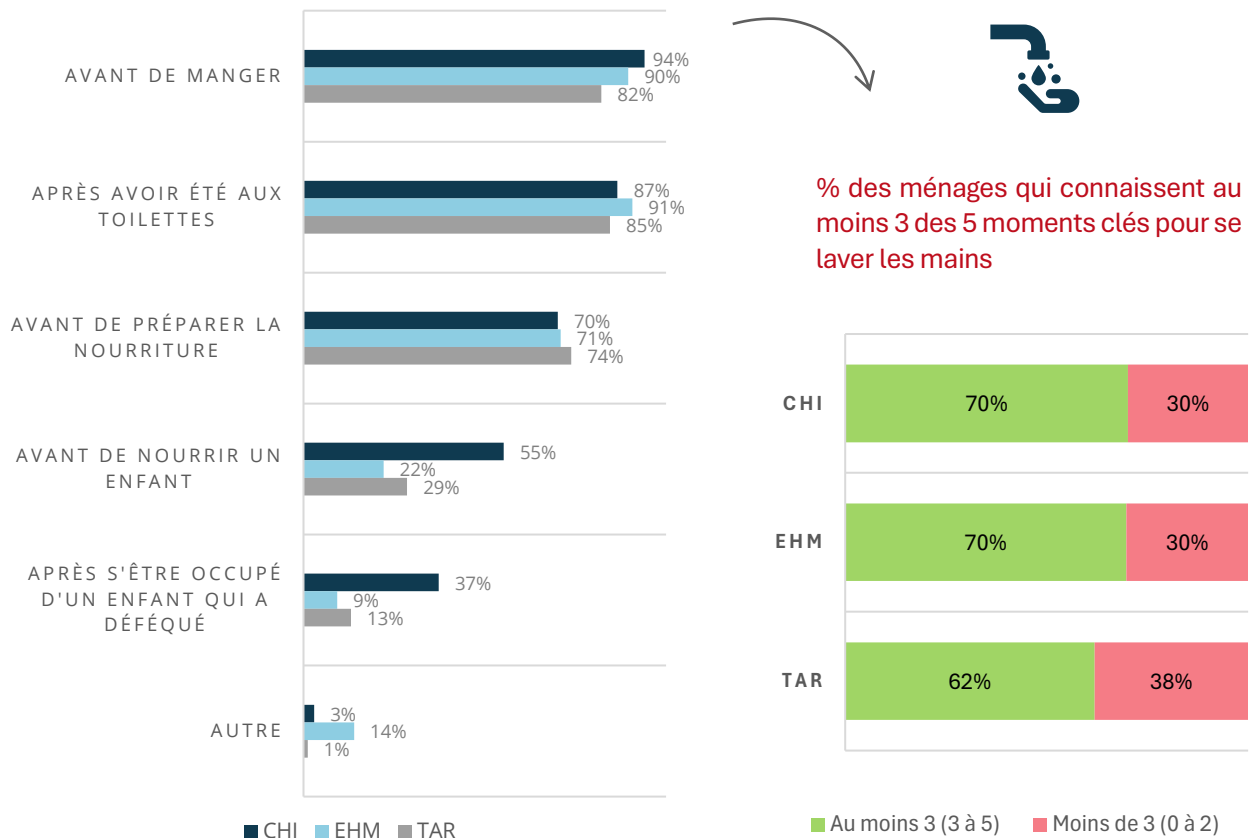
À l’échelle des trois zones, on observe une **forte dépendance aux installations mobiles** (type seau ou cruche), particulièrement à Taroudant (43 %) et El Haouz (42 %), ce qui peut refléter des conditions d’abri précaires ou une limitation de l’accès à des installations fixes.

La part de ménages ne disposant **d’aucun endroit dédié** pour se laver les mains reste préoccupante à Taroudant (18 %), soit près d’un ménage sur cinq, contre 9 % à El Haouz et seulement 3 % à Chichaoua.

• AVEZ-VOUS DU SAVON OU DU DÉTERGENT DANS VOTRE MÉNAGE POUR VOUS LAVÉR LES MAINS?



• AU COURS DES DEUX DERNIERS JOURS, À QUELLES OCCASIONS VOUS ÊTES-VOUS LAVÉ LES MAINS?



Globalement, les ménages rapportent une bonne maîtrise des gestes d'hygiène les plus courants, notamment **avant de manger** (88%) et **après être allé aux toilettes** (87%), ces deux moments étant largement reconnus dans les trois provinces. **Avant de préparer la nourriture** (72%) est aussi mentionné par la majorité des ménages, traduisant une appropriation satisfaisante des pratiques essentielles.

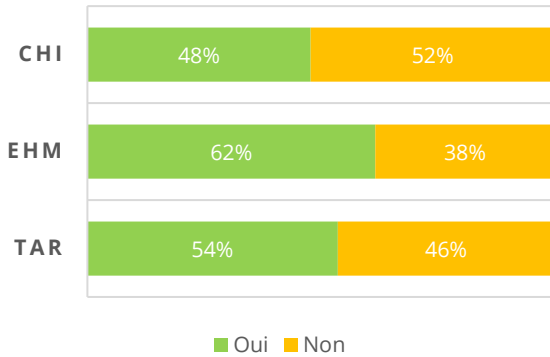
En revanche, les moments clés liés aux soins des enfants — tels qu'**avant de nourrir un enfant** ou **après s'être occupé d'un enfant ayant déféqué** — sont moins fréquemment cités (respectivement 34% et 19%). Cette moindre reconnaissance peut s'expliquer en partie par le fait que l'enquête a été menée auprès de ménages avec ou sans enfants, pouvant influencer leur exposition aux recommandations spécifiques.

Le lavage des mains constitue un **indicateur fondamental d'hygiène** dans les réponses humanitaires. Il permet de limiter la transmission des maladies infectieuses, notamment dans les contextes d'urgence où les risques de contamination fécale, de maladies hydriques et de diarrhées infantiles sont accrus. Son suivi aide à mesurer l'efficacité des activités de sensibilisation, la portée des campagnes de promotion, et les niveaux d'adoption des comportements promus.

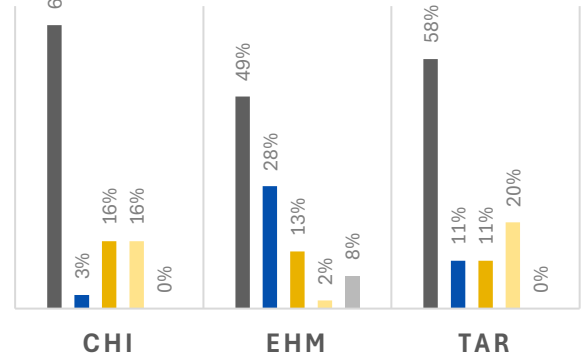
Enfin, si une majorité de ménages à Chichaoua et El Haouz identifie **au moins trois moments clés**, ce taux est légèrement inférieur à Taroudant, suggérant des marges de progression. Ces résultats appellent à poursuivre les efforts de communication et à renforcer les messages sur les moments moins connus, en les adaptant aux profils des ménages et aux dynamiques locales.

F. Toilettes

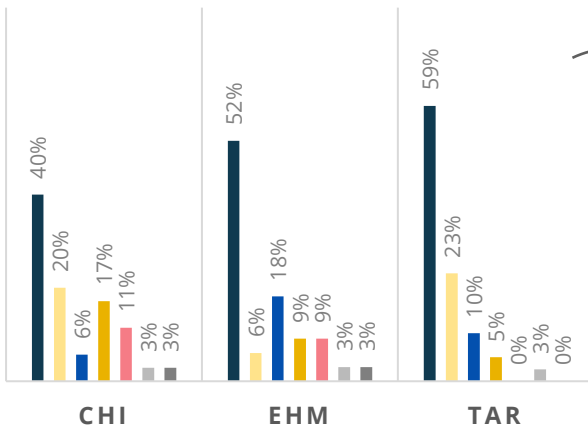
• VOTRE MÉNAGE DISPOSE-T'IL D'UNE LATRINE INDIVIDUELLE²⁹?



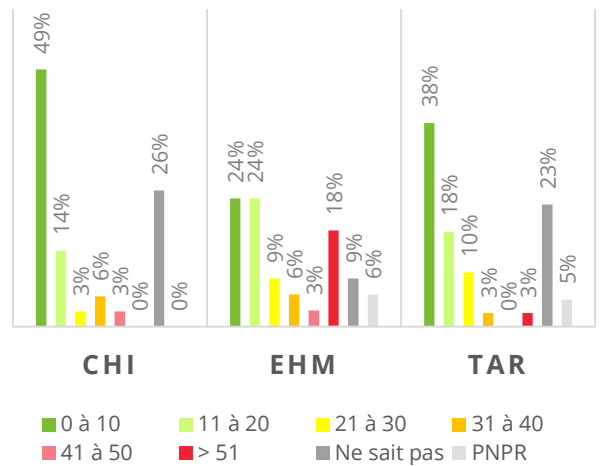
Si oui (latrine individuelle): quel type de latrine? (N=130)



Si non (pas de latrine individuelle), à quel type de latrine collective avez-vous accès dans le village? (N=107)



Si latrine collective, combien d'individus au total utilisent cette latrine? (N=107)

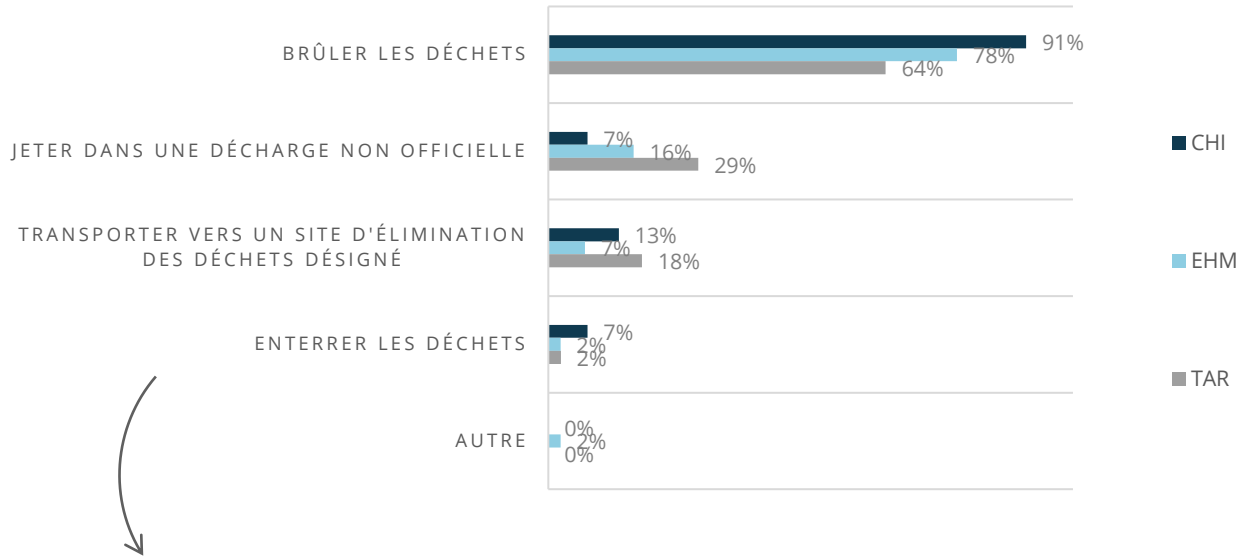


- Toilettes traditionnelles avec fosse (chasse par eau)
- Latrines simples avec fosse (ventilée: avec cheminée: tuyau pvc) / latrines (pas de chasse)
- Toilettes traditionnelles sans fosse (chasse par eau)
- Latrines simples avec fosse (non ventilée)
- Pas d'installation / buisson / champ / défécation à l'air libre
- Autre

29 Normes SPHERE en matière de latrines et toilettes (nombre d'usagers): Les normes SPHERE sont des standards internationaux utilisés dans les interventions humanitaires pour garantir des conditions de vie dignes et sécuritaires. En matière d'assainissement, elles définissent des critères précis pour la construction et l'utilisation des latrines et toilettes. 1 latrine pour 20 personnes est recommandé dans les premières phases d'une intervention humanitaire. Voici le lien direct vers les normes SPHERE officielles, incluant les standards en matière d'assainissement et le nombre d'usagers par latrine. Source : [The Sphere Handbook – Humanitarian Charter and Minimum Standards](#)

G. Gestion des déchets

- COMMENT ÉLIMINEZ-VOUS LES DÉCHETS MÉNAGERS INORGANIQUES (PAR EXEMPLE, PLASTIQUE, BOÎTES DE CONSERVE)?

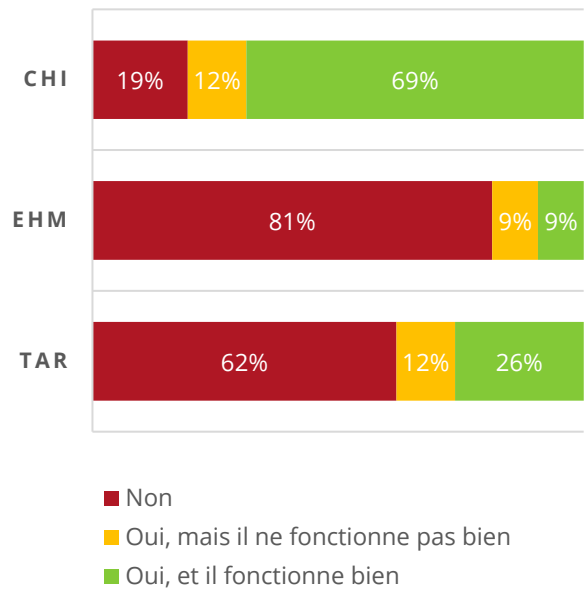


À Chichaoua, la gestion des déchets par incinération est bien définie: le taux d'incinération est élevé (91 %) et soutenu par une disponibilité satisfaisante d'incinérateurs fonctionnels (69 %). Cela reflète une certaine efficacité locale.

El Haouz, en revanche, combine un usage intensif de l'incinération (78 %) avec une forte déficience d'infrastructures (9 %), indiquant probablement des pratiques informelles ou non sécurisées.

Enfin, Taroudant adopte une approche plus fragmentée : incinération modérée (64 %), faible disponibilité d'équipements fonctionnels (26 %) et recours accru aux décharges non officielles et sites désignés, révélant une adaptation face aux contraintes.

- AVEZ-VOUS UN INCINÉRATEUR DANS LE DOUAR?

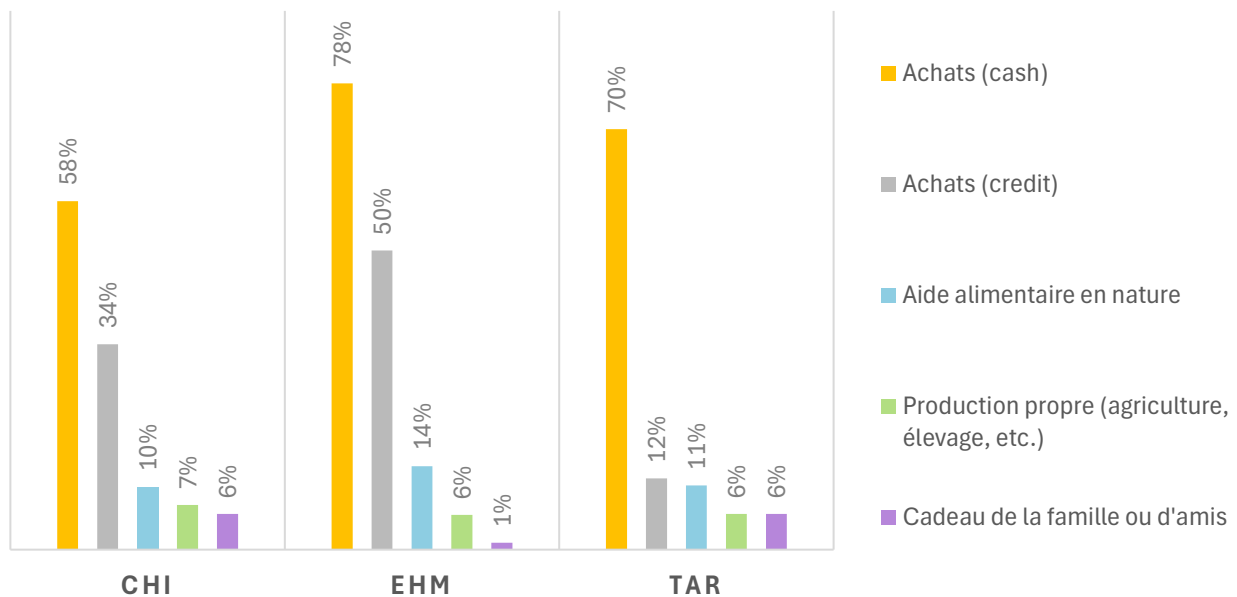




SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & MOYENS D'EXISTENCE

A. Sécurité alimentaire

- QUELLE(S) EST/SONT LA/LES PRINCIPALE(S) SOURCE(S) DE NOURRITURE DE VOTRE MÉNAGE ? (MAX. 2) – TOP 5

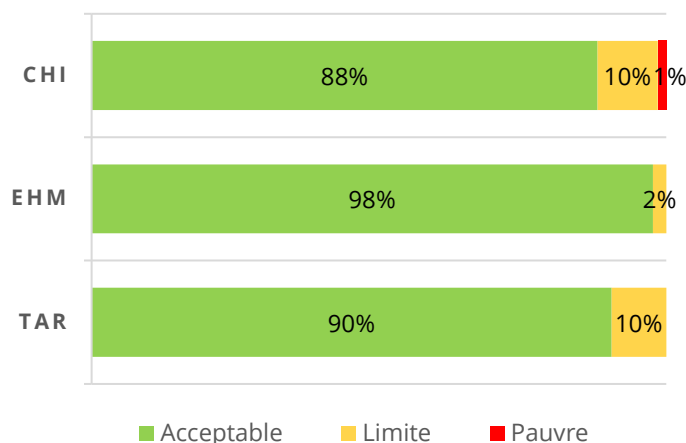


L'**achat de nourriture** (mentionné par 58% à 78% des ménages), couplé à l'achat à **crédit** (12 à 50%, constitue la principale modalité d'accès à l'alimentation dans les trois provinces enquêtées, avec des taux particulièrement élevés à El Haouz. Cette prévalence témoigne d'une forte dépendance aux marchés locaux, y compris en milieu rural, où les moyens d'existence sont majoritairement agropastoraux. La prédominance des achats — pratique inhabituelle en milieu rural agropastoral — pourrait s'expliquer par une **baisse de la production locale**, accentuant la pression sur le revenu des ménages pour maintenir leur accès alimentaire.

En effet, la **production propre** est faible et relativement homogène (6–7 %) sur les trois provinces, ce qui peut suggérer des contraintes communes en matière de relance agricole. Ces constats appellent à un approfondissement via des enquêtes ciblées pour mieux adapter les programmes de soutien à la production et répondre aux enjeux de sécurité alimentaire durable.

Le **recours à l'aide alimentaire en nature** constitue en moyenne 12 %, traduisant le soutien ponctuel des organisations humanitaires dans les zones affectées. Les pratiques de **solidarité inter-familiale ou communautaire** apparaissent moins présentes à El Haouz, ce qui pourrait indiquer des dynamiques sociales spécifiques à cette province.

• SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE (SCA)³⁰



Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) est un indicateur composite utilisé pour évaluer la diversité alimentaire, la fréquence de consommation et l'importance nutritionnelle des aliments consommés par un ménage au cours des sept derniers jours. Il est calculé en attribuant un poids à différents groupes alimentaires selon leur valeur nutritionnelle, puis en multipliant ce poids par le nombre de jours où chaque groupe a été consommé. Le score final permet de classer les ménages en trois catégories : **pauvre** (≤ 21), **limite** (22 – 34) ou **acceptable** (≥ 35), ce qui aide à identifier les niveaux d'insécurité alimentaire.

Le **Score de Consommation Alimentaire (SCA)** constitue un indicateur sensible aux variations saisonnières, notamment dans les zones où les régimes alimentaires sont fortement liés au calendrier agricole. Il permet de suivre les évolutions des pratiques alimentaires sur l'année et d'anticiper les périodes critiques, comme les phases de soudure ou les chocs climatiques.

CHI		EHM							TAR				
61		65							58				
Adassil	Imindo unit	Aghbar	Azgour	Ijoukak	Imgdal	Talat'N' Yakoub	Oukai mden	Siti Fadma	Imoul ass	Oneine	Tafingou ult	Talgjou nt	Tizi'NT ast
64	58	62	66	63	69	65	71	60	54	62	56	68	57

Le SCA est jugé **acceptable dans les trois provinces (≥ 35)**, avec un niveau particulièrement élevé à El Haouz (98 %), suivi par Taroudant (90 %). Toutefois, dans certaines communes, notamment Taroudant à Chichaoua et, des scores inférieurs apparaissent. Cela peut être lié à l'éloignement géographique et aux coûts de transport élevés pour accéder à l'alimentation.

	Céréales/ graines/raci nes/ tubercules	Haricots/ légumineus es/ légumes secs / fruits à coque	Lait / produits laitiers	Viande/ volaille/ poisson/ oeufs	Légumes / verdures	Fruits	Huile/ graisse / beurre	Sucre / aliments sucrés	Condiments / épices
CHI	4.22	2.94	2.28	4.43	5.93	2.00	5.69	5.87	6.21
EHM	6.06	3.27	2.31	4.12	6.53	1.34	5.86	5.21	6.93
TAR	3.55	2.81	1.89	3.94	5.86	2.01	5.02	4.94	7.00

L'analyse hebdomadaire de la consommation révèle une **faible présence de produits diversifiés**, notamment les fruits, produits laitiers, légumineuses et fruits à coque. À l'inverse, les aliments les plus consommés restent les céréales, le sucre, les légumes et les condiments. La période d'enquête, réalisée hors saison de récolte (mai-août), limite l'accès à certains produits agricoles, souvent réservés à la vente commerciale ou aux usages

³⁰ Indikit, [Score de Consommation Alimentaire](#).

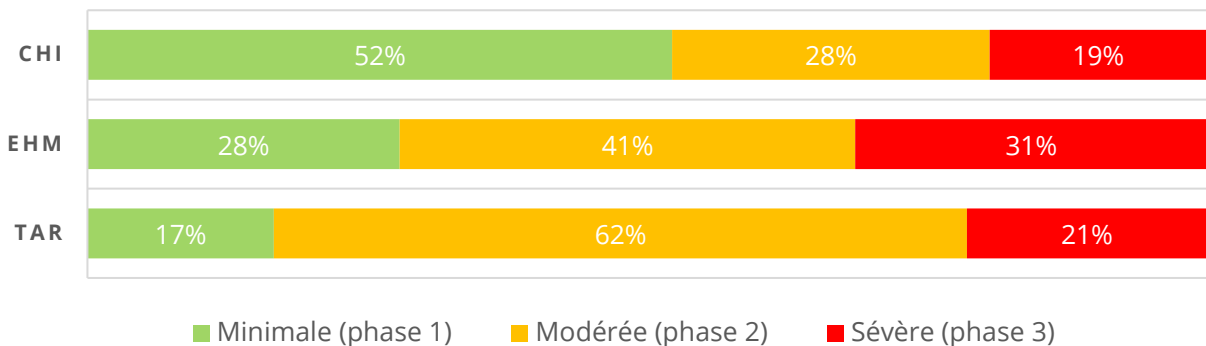
- R-CSI³¹

Le *Reduced Coping Strategies Index (r-CSI)* est un indicateur utilisé pour évaluer l'insécurité alimentaire des ménages en mesurant la fréquence et la gravité des stratégies d'adaptation qu'ils adoptent face à un manque de nourriture.

Il repose sur cinq comportements courants, tels que la réduction des portions ou le recours à des aliments moins nutritifs, observés au cours des sept jours précédant l'enquête. **Plus le score rCSI est élevé, plus le ménage est contraint d'utiliser des stratégies négatives, indiquant une insécurité alimentaire accrue.** Cet indicateur est largement utilisé dans les évaluations humanitaires, car il permet une collecte rapide et une analyse efficace des conditions alimentaires des populations vulnérables.

Les scores rCSI sont alignés sur les phases du **Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)**: **0–3** : Insécurité alimentaire **minimale** (Phase IPC 1) ; **4–18** : Insécurité alimentaire **modérée** (Phase IPC 2) ; **19–42** : Insécurité alimentaire **sévère** (Phase IPC 3) ; **43 et plus** : Insécurité alimentaire **critique** (Phase IPC 4). L'IPC, cadre standardisé utilisé en humanitaire, classe l'insécurité alimentaire en cinq phases, de la sécurité alimentaire minimale (Phase 1) à la famine (Phase 5), selon la disponibilité alimentaire, les stratégies d'adaptation et leurs impacts. Cette classification guide les interventions ciblées auprès des populations vulnérables.

INDICE RÉDUIT DES STRATÉGIES D'ADAPTATION (R-CSI)



Analyse croisée des indicateurs de sécurité alimentaire (rCSI & SCA)

Chichaoua : bien que 88% des ménages aient une consommation alimentaire jugée "Acceptable", le rCSI montre que près de la moitié (47%) recourent encore à des stratégies d'adaptation *modérées* ou *sévères*. Cela suggère que, malgré une consommation alimentaire suffisante, ces ménages pourraient dépendre d'une aide extérieure ou de stratégies d'adaptation négatives pour maintenir leur niveau de consommation.

El-Haouz : la proportion la plus élevée de ménages en phase *sévère* (31%) coexiste avec une forte stabilité de la consommation alimentaire (98% en catégorie *Acceptable*). Cela pourrait indiquer que les ménages priorisent leur alimentation malgré des contraintes économiques, parfois au détriment d'autres besoins essentiels (santé, dettes). Il est crucial de surveiller la durabilité de ces choix, car une forte dépendance aux stratégies d'adaptation peut accentuer la vulnérabilité à long terme.

³¹ Indikit, *reduced Coping Strategies Index*.

Taroudant : bien que 90% des ménages aient une consommation alimentaire *acceptable*, 62% recourent encore à des stratégies d'adaptation *modérées*. Cela suggère que les ménages de *Taroudant* sont dans une situation alimentaire fragile, où ils parviennent à maintenir une consommation adéquate mais uniquement grâce à des mécanismes d'adaptation constants. En cas de chocs externes (fluctuations du marché, saisonnalité), les ménages pourraient rapidement basculer vers une insécurité alimentaire plus sévère.

Implications clés

Préservation et priorisation des habitudes alimentaires : l'analyse des stratégies d'adaptation négative (rCSI) révèle que les ménages cherchent à préserver leur alimentation en privilégiant des pratiques comme la réduction de la consommation adulte (70 %), la réduction du nombre de repas (59 %) ou le recours à l'emprunt alimentaire (53 %), plutôt que de modifier leurs habitudes culinaires. Ces choix traduisent un attachement fort à la diète locale, à prendre en compte dans les interventions nutritionnelles, afin d'éviter des résistances liées à l'introduction d'aliments nouveaux.

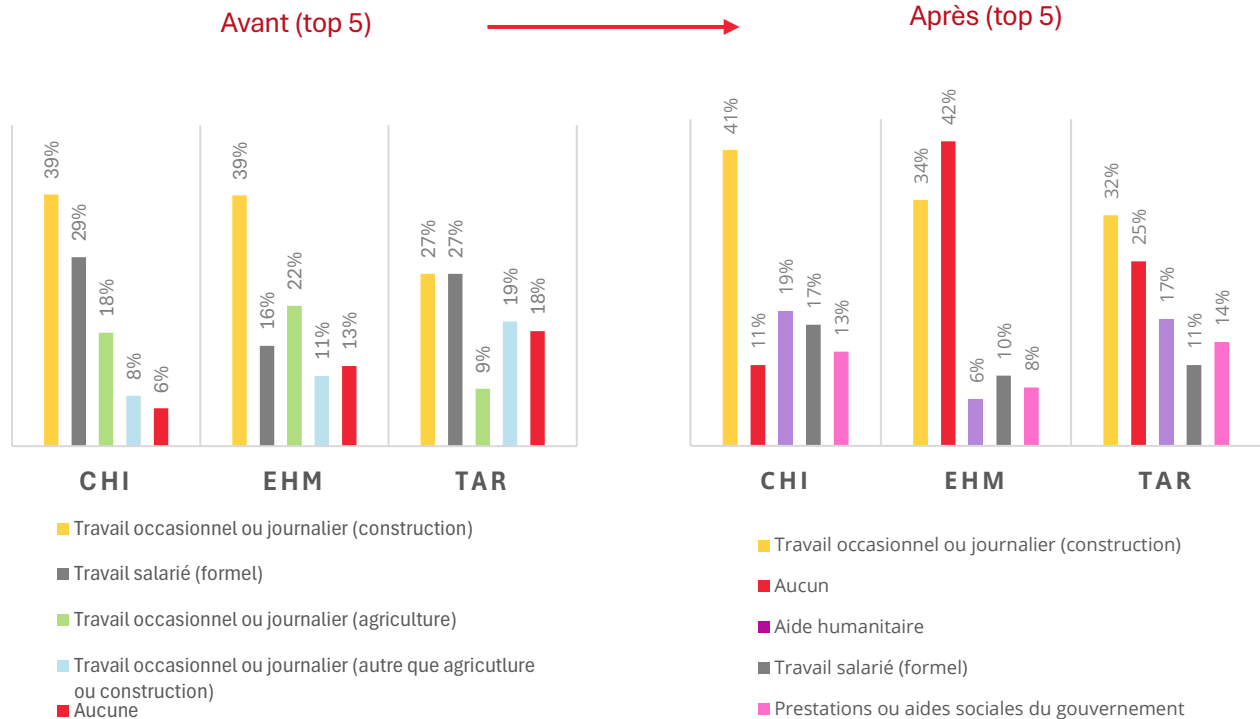
Renforcement des moyens d'existence et du soutien économique : la dépendance aux stratégies d'adaptation malgré une bonne consommation alimentaire révèle un stress économique. Des interventions basées sur des transferts monétaires ou le soutien aux activités génératrices de revenus pourraient réduire cette dépendance.

Surveillance de la stabilité alimentaire : le SCA seul peut masquer des vulnérabilités sous-jacentes, tandis que le rCSI offre une vision plus approfondie de la fragilité de l'accès alimentaire. Une analyse combinée suggère la nécessité de programmes qui assurent la sécurité alimentaire tout en renforçant la résilience face aux chocs.

Planification saisonnière et à long terme : si les stratégies d'adaptation restent élevées malgré une consommation alimentaire stable, il est essentiel d'anticiper les détériorations potentielles et de renforcer les filets de sécurité communautaires avant qu'une crise ne survienne ou que la situation se détériore progressivement.

B. Moyens d'existence

- SOURCE PRINCIPALE DE REVENUS DES MÉNAGES, AVANT/APRÈS SÉISME³²



Évolution des sources de revenu depuis le séisme : distorsions, résilience et dépendance aux aides

Avant le séisme, les activités génératrices de revenus (AGR) étaient majoritairement assurées par les hommes, souvent engagés dans des migrations saisonnières vers les centres urbains pour exercer des emplois informels, notamment dans la construction et les petits métiers. Malgré cette mobilité, leur attachement au douar demeurait fort, entretenu par les liens familiaux et la gestion des terres agricoles. Le tremblement de terre a profondément bouleversé ces équilibres socio-économiques. Plusieurs facteurs ont contribué à cette rupture : les hommes sont restés sur place pour reconstruire leur habitat ; de nombreuses familles ont été relogées dans des zones temporaires ; certaines terres ont été abandonnées ou occupées ; les activités agropastorales ont connu un net recul ; et l'intérêt des femmes pour initier ou renforcer des AGR s'est accru de manière significative³³. Ces changements se traduisent aussi dans les données statistiques :

Hausse des ménages sans revenus : À El Haouz, la proportion de ménages sans source de revenu atteint 42 % (contre 13 % auparavant). Des augmentations similaires sont observées à Taroudant (18 % à 25 %) et Chichaoua (6 % à 11 %).

³² "Après séisme" correspond à la situation au moment de l'enquête (début 2025). "Avant séisme" reflète la situation telle que rappelée par les répondants avant l'événement.

³³ Source: Informations tirées du document interne du Croissant Rouge Marocain - Rapid Livelihoods Assessment for Recovery / Response to the Earthquake in Morocco, et corroborées par d'autres informateurs (staff CRM) ainsi que par des observations sur le terrain.

Stabilité relative du travail journalier en construction : Cette activité demeure dominante, avec une légère hausse à Chichaoua (39 % à 41 %) et Taroudant (27 % à 32 %), mais une baisse à El Haouz (39 % à 34 %). Les travaux journaliers non liés à l'agriculture ou au bâtiment ont, eux, quasiment disparu.

Forte baisse du salariat formel : Les emplois stables ont été particulièrement affectés, passant à El Haouz de 16 % à 10 %. À Chichaoua et Taroudant, les baisses sont également importantes (respectivement de 29 % à 19 % et de 27 % à 11 %), traduisant une **fragilisation du marché de l'emploi**.

Montée des aides sociales et humanitaires : Depuis le séisme, les transferts sociaux occupent une place croissante dans les revenus des ménages (8% à El Haouz, 13% à Chichaoua, 14% à Taroudant), tandis que l'aide humanitaire atteint des niveaux significatifs (6% à El Haouz, 17% à Chichaoua et Taroudant). Cette dynamique est notamment portée par l'appui des organisations présentes sur le terrain et le **programme de relance national**, avec une injection de 120 milliards de dirhams par le gouvernement marocain, censée favoriser une reprise économique progressive d'ici 2028³⁴.

Enjeux pour la programmation

La réorganisation des sources de revenus souligne une dépendance croissante aux aides extérieures et révèle des disparités de résilience économique entre les régions. Dans ce contexte, il est essentiel de promouvoir des activités génératrices de revenus (AGR) adaptées aux nouveaux profils socio-économiques, en anticipation de la fin programmée des dispositifs de transferts sociaux. L'objectif est d'éviter un phénomène de découragement face à des activités agricoles ou artisanales jugées plus exigeantes. Par ailleurs, il est fondamental de veiller à ce que l'appui financier soit injecté de manière ponctuelle et ciblée, afin de répondre efficacement aux vulnérabilités émergentes engendrées par ces transformations.

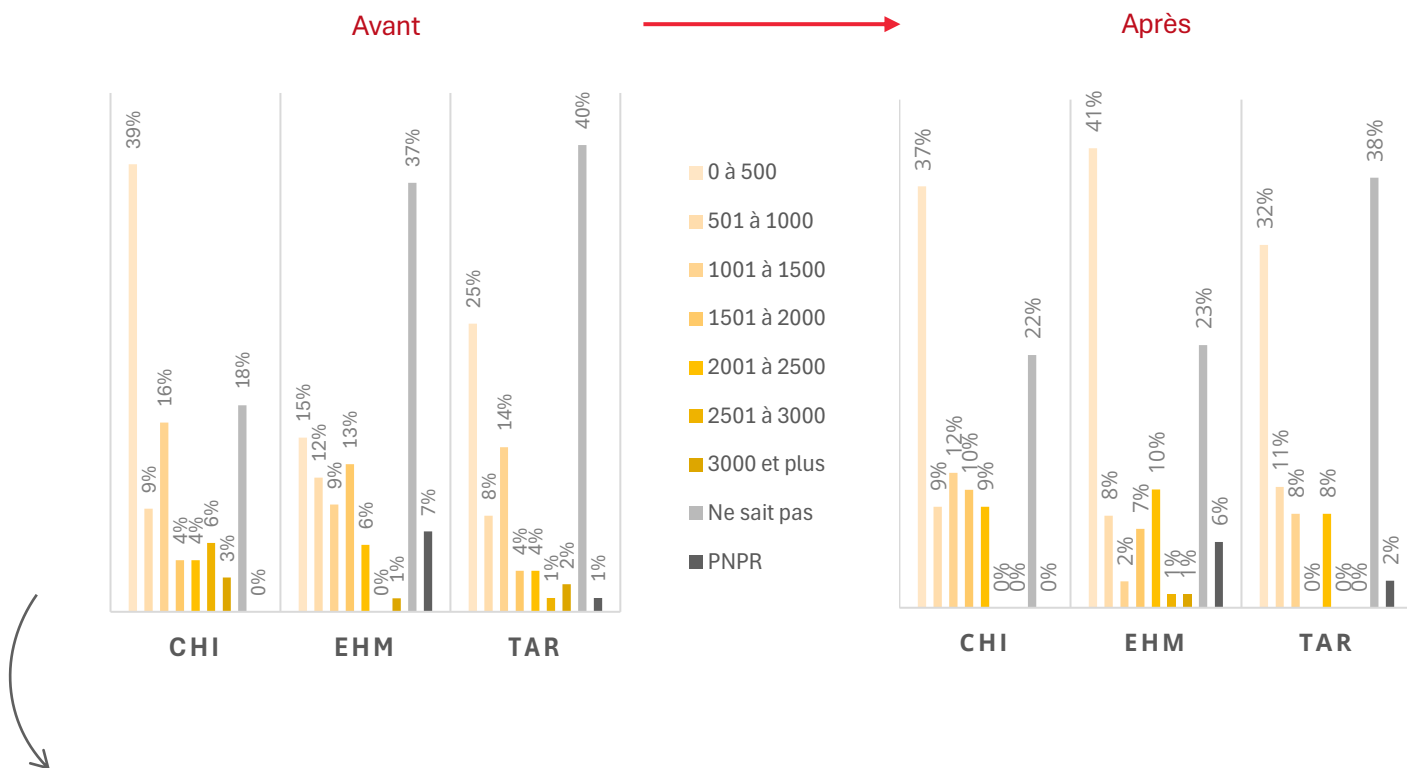
Note méthodologique – Données sur les revenus

Les données présentées sur les revenus mensuels des ménages, avant et après le tremblement de terre, doivent être interprétées avec prudence. Plusieurs facteurs peuvent affecter la fiabilité et la précision des réponses :

- Accès partiel à l'information : La personne interrogée n'est pas toujours celle qui gère les finances du ménage, ce qui peut limiter la précision de ses réponses, notamment dans les ménages où la gestion budgétaire est centralisée ou partagée de manière inégale. Ici, on constate une forte part de répondants déclarant ne pas savoir.
- Sources de revenus multiples ou informelles : De nombreux ménages combinent plusieurs sources de revenus, parfois irrégulières ou non déclarées, ce qui complique l'estimation d'un montant mensuel fixe. Ici, les ménages devaient identifier une seule source principale de revenu, définie comme celle générant la plus grande part des ressources financières du foyer.
- Sensibilité de la question : Les revenus sont souvent perçus comme une information privée, ce qui peut entraîner une sous-déclaration ou une surestimation.
- Mémoire rétrospective : La question sur les revenus "avant le séisme" repose sur la mémoire des répondants, qui peut être altérée par le stress ou le temps écoulé.
- Fluctuations saisonnières : Dans certaines zones, les revenus varient fortement selon les saisons (agriculture, tourisme, etc.), rendant difficile une estimation "moyenne".
- Effet de désirabilité sociale : Certains répondants peuvent ajuster leurs réponses en fonction de ce qu'ils pensent être attendu ou souhaitable.

³⁴ Policy Brief. Economic Impacts of the 2023 Earthquake in Morocco, Eduardo A. Haddad, Karim El Aynaoui, Abdelaziz Ait Ali, Mahmoud Arbouch, Hamza Saoudi, June 2024. [PB_33_24 \(Eduardo, El Aynaoui, Ait Ali, Arbouch, Saoudi\).pdf](#)

• MONTANTS (ESTIMATIONS) DES REVENUS MENSUELS DES MÉNAGES, AVANT/APRÈS SÉISME (EN MAD)



Revenus mensuels - Variations estimées	CHI	EHM	TAR	ALL
Revenu mensuel moyen [Avant séisme] [excluant les « Ne sait pas »]	1,141 MAD	1,542 MAD	1,050 MAD	1,221 MAD
Revenu mensuel moyen [Post séisme] [excluant les « Ne sait pas »]	950 MAD	825 MAD	778 MAD	851 MAD
Variation moyenne [absolu]	-191 MAD	-717 MAD	-272 MAD	-370 MAD
Variation moyenne [%]	-17%	-46%	-26%	-30%

→ Voir note d'information sur les niveaux de revenus au Maroc en page suivante.

Note informative – Niveaux de revenus au Maroc urbain et rural

Une enquête du Haut-Commissariat au Plan réalisée en 2019-2020 sur la répartition des revenus au Maroc révèle que le **revenu annuel moyen par ménage** s'élève à 91.933 MAD, soit environ 7.661 MAD par mois. Ce montant varie selon le milieu de vie : 98.483 MAD/an en zone urbaine (8.207 MAD/mois) contre 77.600 MAD/an en zone rurale (6.467 MAD/mois).

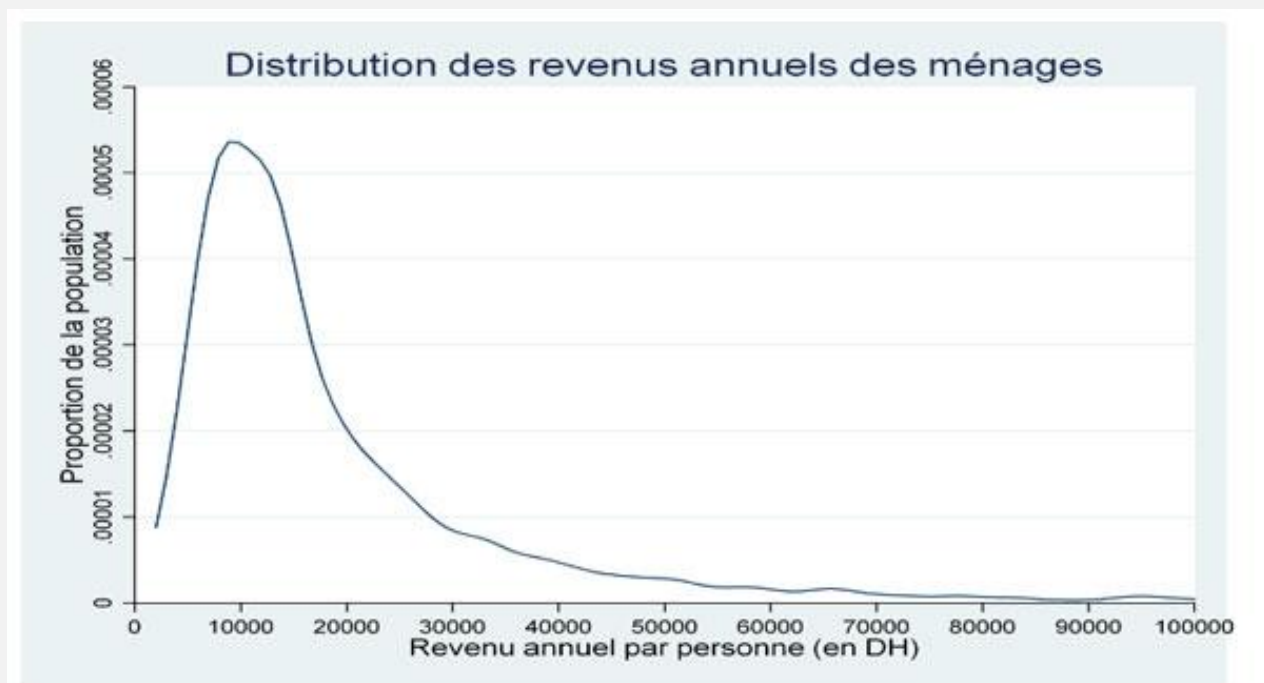
Cependant, cette moyenne est influencée par les revenus les plus élevés, qui faussent la perception des niveaux les plus courants. La **médiane** offre une lecture plus représentative :

- À l'échelle nationale, 50 % des ménages ont un revenu mensuel supérieur à 5.133 MAD ;
- En milieu urbain, cette médiane est de 5.609 MAD ;
- En milieu rural, elle est de **4.237 MAD**.

En ce qui concerne le **revenu par personne**, les écarts sont également marqués :

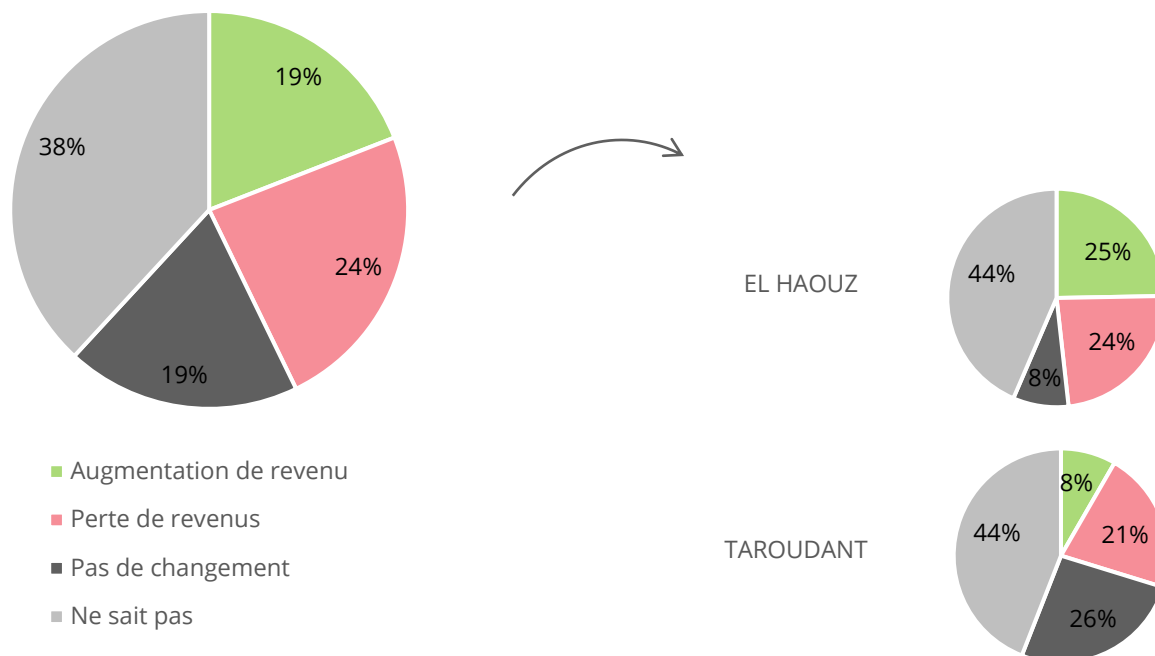
- 21.515 MAD/an au niveau national (1.793 MAD/mois) ;
- 24.992 MAD/an en zone urbaine (2.083 MAD/mois) ;
- 15.560 MAD/an en zone rurale (1.297 MAD/mois).

Source : [HCP : 20% des Marocains les plus aisés détiennent 53% des revenus des ménages - Médias24 numéro un de l'information économique marocaine](#)



Source : HCP, ENSR 2019

Type de variations de revenus mensuels avant/après



La majorité de la population ne connaît pas avec précision le montant de ses revenus, comme indiqué dans la note méthodologique ci-dessus (p.40). Cette situation peut s'expliquer par une faible pratique de la planification financière dans les *douars*, où le suivi régulier des entrées et sorties économiques n'est pas systématique. Par ailleurs, bien que le taux d'alphabétisation ait connu une progression notable au cours des vingt dernières années, l'analphabétisme en milieu rural reste élevé (38% en 2024, contre 17,3% en milieu urbain)³⁵, ce qui peut limiter l'accès à certains concepts liés à la gestion budgétaire.

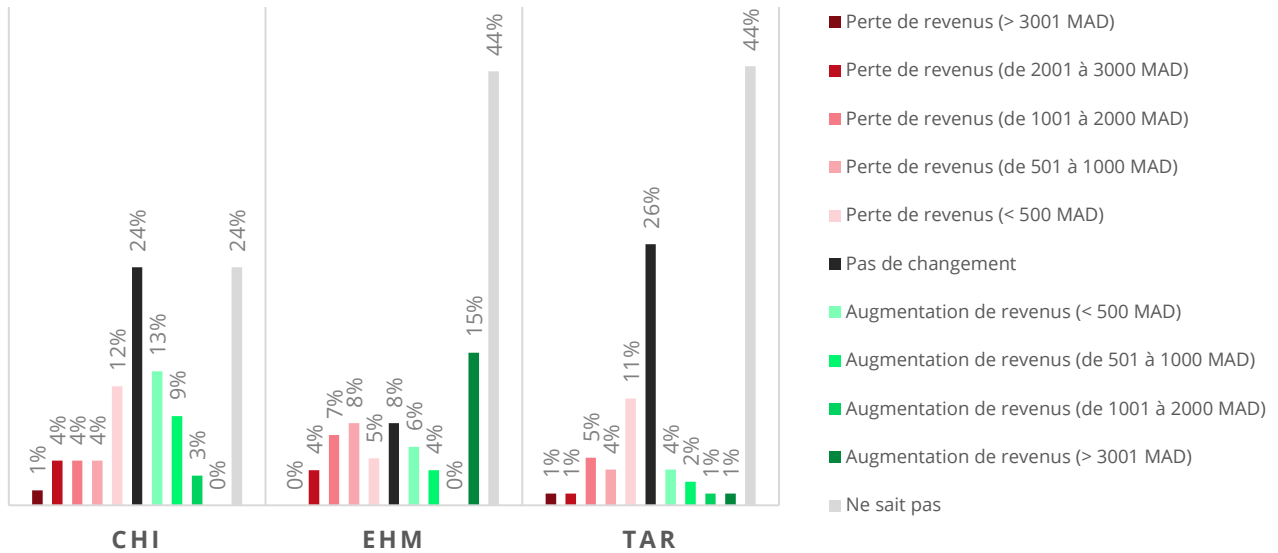
D'un point de vue culturel, les populations ont tendance à privilégier une gestion quotidienne des ressources³⁶. Par ailleurs, les revenus en milieu rural sont fortement influencés par le calendrier agricole, les aléas saisonniers, les fluctuations des récoltes et d'autres facteurs conjoncturels. Ces éléments doivent être mis en perspective avec l'augmentation notable des prestations sociales à l'échelle nationale, ainsi que l'appui humanitaire fourni par les différentes organisations présentes sur le terrain.

Actuellement, le revenu mensuel moyen par ménage s'établit à environ 1'200 MAD, soit près de 300 MAD par personne. Ces montants sont inférieurs de 40 % au seuil du salaire minimum applicable en zone rurale, selon les données du *Haut-Commissariat au Plan (HCP, 2023)*, qui situent ce dernier à 4'759 MAD par ménage et à 23'750 MAD mensuels en milieu urbain.

³⁵ Haut-Commissariat au Plan (HCP,) [Taux d'alphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus selon le milieu](#)

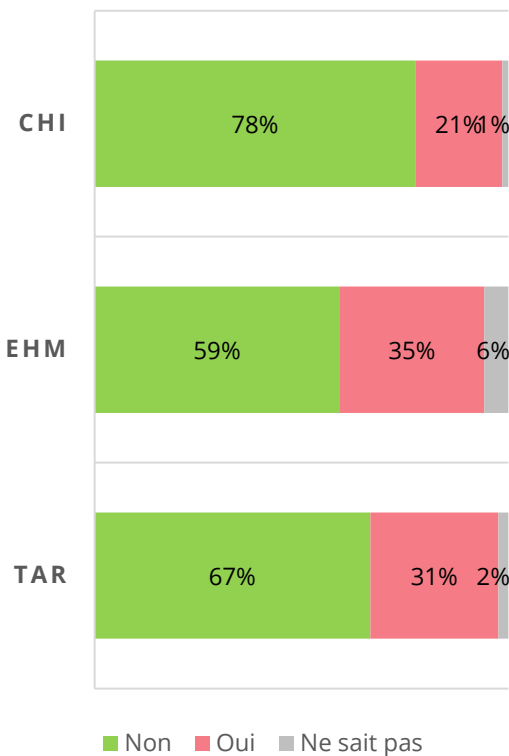
³⁶ Retour d'information issu de la visite d'identification sur le terrain menée à Chichaoua et Demnate entre mars et avril 2025. Les échanges ont principalement eu lieu avec des femmes (environ 10) et quelques hommes (environ 4)

Niveaux de variations de revenus mensuels avant/après



• DETTES ET PRESTATAIRES FINANCIERS

Avez-vous des dettes ?



Endettement des ménages : marqué à El-Haouz

Parmi les provinces étudiées, El-Haouz présente la plus forte proportion de ménages déclarant avoir une dette, atteignant 35% au moment de l'enquête.

Montant des dettes : tendance majoritairement basse

Dans l'ensemble des régions, la majorité des dettes déclarées restent en dessous de 500 MAD, représentant 75% des cas. Cette tendance est observable dans les trois provinces, avec des variations: 87% à Chichaoua, 67% à El-Haouz et 73% à Taroudant. Le niveau d'endettement demeure globalement raisonnable au regard des revenus mensuels déclarés. En moyenne, les ménages disposent d'environ 1 200 MAD par mois (1'140 MAD à Chichaoua, 1'540 MAD à El Haouz et 1'050 MAD à Taroudant. Le montant moyen de la dette s'élève quant à lui à environ 500 MAD par ménage.

Il serait pertinent d'analyser les conditions spécifiques de l'endettement (notamment les taux d'intérêt, les modalités de remboursement et les sources de crédit) afin de mieux cerner la capacité d'absorption et les risques pour les ménages concernés.

Types de prestataires financiers accessibles

En termes de prestataires financiers accessibles aux ménages dans leur environnement immédiat, ce sont les **services formels de transfert d'argent** (tels que *MoneyGram, CashPlus, Western Union*, etc) qui sont le plus mentionnés (**72%** en moyenne - 78% à Chichaoua, 77% à El Haouz, et 62% à Taroudant). A noter que « **aucun** prestataire financier » est cité par **17%** des ménages en moyenne (10% à Chichaoua, 15% à El Haouz et 24% à Taroudant). A cet égard, les ménages de Taroudant rapportent moins d'accès au prestataires financiers comparativement aux deux autres branches.

	CHI	EHM	TAR	ALL
1. Services formels de transfert d'argent (MoneyGram, Cashplus, Western Union, etc)	78%	77%	62%	72%
2. Aucun	10%	15%	24%	17%
3. Banques	13%	14%	4%	10%
4. Ne sait pas	12%	7%	7%	8%
5. Services financiers fournis par des membres de la communauté (ex: dart, etc.)	0%	0%	10%	3%

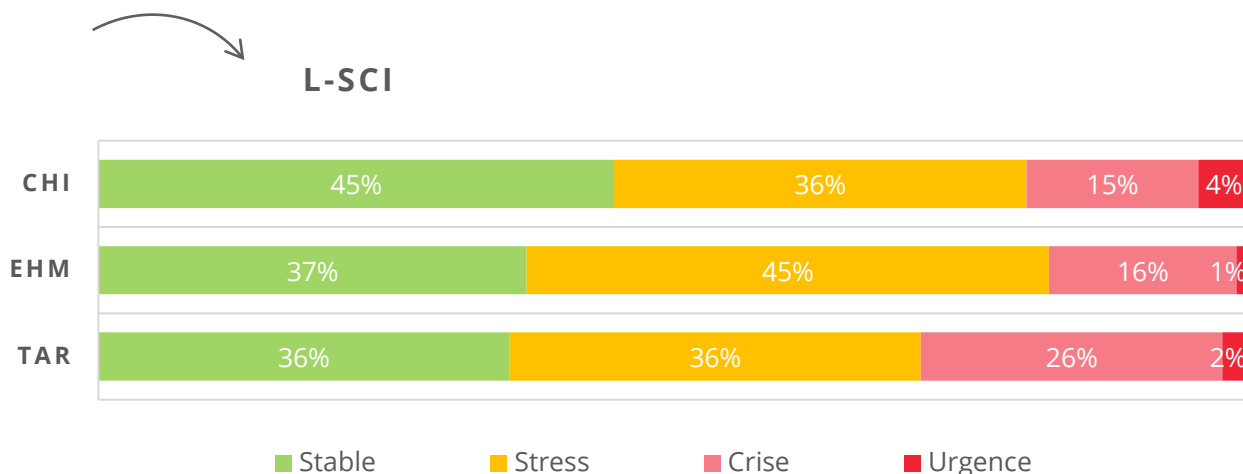
- **INDICE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS D'EXISTENCE (L-CSI)**

Indice des Stratégies d'Adaptation des Moyens d'existence (LCSI)

Le **Livelihood Coping Strategies Index (LCSI)** est un indicateur utilisé pour évaluer la capacité des ménages à faire face aux chocs économiques et alimentaires en adoptant des stratégies d'adaptation. Il mesure l'impact des crises sur les moyens d'existence et classe les ménages en **quatre catégories** selon la gravité des stratégies employées:

- **Stable** : Le ménage n'a pas eu/peu besoin d'adopter des mécanismes d'adaptation. [Score agrégé de 0 à 5 points]
- **Stress** : Recours à des stratégies affectant les ressources à court terme (ex. emprunts, réduction des dépenses essentielles). Vulnérabilité modérée. [Score agrégé de 6 à 20 points]
- **Crise** : Adoption de stratégies compromettant les moyens d'existence à moyen terme (ex. vente d'actifs productifs). Vulnérabilité élevée. [Score agrégé de 21 à 40 points]
- **Urgence** : Stratégies extrêmes mettant en péril la résilience future (ex. liquidation des biens essentiels, migration forcée). Situation critique. [Score agrégé de 41 points et plus]

Cet indicateur permet d'identifier les ménages les plus vulnérables et d'orienter les interventions humanitaires vers des solutions adaptées, allant du soutien économique à la protection des moyens d'existence.



Parmi les trois indicateurs principaux utilisés pour la sécurité alimentaire et moyens d'existence (SCA, rCSI et L-SCI), celui qui révèle les niveaux de stress les plus marqués concerne l'adaptation des moyens d'existence (L-SCI). Cet indicateur composite met en lumière qu'en moyenne, **seuls 39% des foyers sont classés en catégorie « stable »** (45% à Chichaoua, 37% à El Haouz, 36% à Taroudant), tandis qu'un pourcentage équivalent (39%) se trouve en « stress » (36% à Chichaoua, 45% à El Haouz, 36% à Taroudant). La proportion de ménages en situation de « crise » atteint 19% au global (15% à Chichaoua, 16% à El Haouz, 26% à Taroudant), et ceux en « urgence » représentent un peu plus de 2% (4% à Chichaoua, 1% à El Haouz, 2% à Taroudant). Ces données traduisent une forte vulnérabilité et des disparités régionales marquées.

Dans les trente jours précédant l'enquête, **trois stratégies d'adaptation dominent le paysage des ménages : la réduction des dépenses de santé essentielles, y compris l'achat de médicaments, est la plus fréquente (32% des ménages : 22% à Chichaoua, 34% à El Haouz, 39% à Taroudant)**, suivie de près par **l'emprunt d'argent (30% : 15% à Chichaoua, 33% à El Haouz, 38% à Taroudant)** et **l'envoi d'un ou plusieurs membres du ménage vivre ailleurs (26% : 19% à Chichaoua, 35% à El Haouz, 23% à Taroudant)**. Ces pratiques révèlent un recours systématique à des solutions de court terme pour pallier l'insuffisance de revenus.

Trois autres mécanismes d'adaptation se situent autour de 21-22% : puiser dans les économies (22% : 13% à Chichaoua, 23% à El Haouz, 26% à Taroudant), consommer des semences destinées à la prochaine saison (22% : 12% à Chichaoua, 17% à El Haouz, 33% à Taroudant) et vendre plus d'animaux qu'à l'accoutumée (21% : 28% à Chichaoua, 14% à El Haouz, 33% à Taroudant). Or ces choix compromettent la capacité de relance des exploitations et affaiblissent la résilience alimentaire et financière à moyen terme.

L'analyse de ces stratégies souligne que, **pour faire face à leurs besoins immédiats, les ménages sacrifient des atouts cruciaux : santé, capital financier, approvisionnement semencier, cheptel**. Ce faisant, ils s'exposent à un cycle de vulnérabilité persistante, où la nécessité de recourir de nouveau à des mesures extrêmes se trouve renforcée.

Les classements spécifiques par province illustrent des schémas d'adaptation à la fois convergents et distincts. À Taroudant, la réduction des dépenses de santé (39%), l'emprunt d'argent (38%) et la consommation anticipée des semences apparaissent comme priorités. À El Haouz, c'est d'abord l'envoi de membres du ménage vivre ailleurs (35%), puis la réduction des dépenses de santé (34%) et l'emprunt (33%). Chichaoua se distingue par la vente accrue d'animaux (28%), devant la réduction des dépenses de santé (22%) et la vente du dernier animal femelle (21%). Si la restriction des soins est omniprésente, le recours à

l'endettement et les modalités de dépenses varient, reflétant les prédispositions économiques et sociales propres à chaque zone :

L-CSI : détail des stratégies d'adaptation reportées comme utilisées	CHI	EHM	TAR	ALL
1. ... réduit des dépenses de santé essentielles (y compris les médicaments) (<i>Crise</i>)	22%	34%	39%	32%
2. ...emprunté de l'argent (<i>Stress</i>)	15%	33%	38%	30%
3. ... envoyé un ou plusieurs membres du ménage vivre ailleurs (<i>Urgence</i>)	19%	35%	23%	26%
4. ...dépensé des économies (<i>Stress</i>)	13%	23%	26%	22%
5. ... consommé de stocks de semences qui devaient être conservés pour la saison suivante (<i>Crise</i>)	12%	17%	33%	22%
6. ...vendu d'un plus grand nombre d'animaux que d'habitude (<i>Stress</i>)	28%	14%	21%	21%
7. ... diminué des dépenses en engrais, pesticides, fourrage, alimentation animale, soins vétérinaires, etc. (<i>Crise</i>) ³⁷	6%	15%	15%	13%
8. ... réduit des dépenses d'éducation pour les enfants (<i>Stress</i>)	9%	9%	17%	12%
9. ... vendu le dernier animal femelle (<i>Urgence</i>) ³⁸	21%	5%	12%	12%
10. ... retiré les enfants de l'école (enseignement obligatoire) (<i>Urgence</i>)	15%	5%	5%	8%
11. ... marié une fille de moins de 18 ans (<i>Urgence</i>)	19%	3%	2%	8%
12. ... vendu des biens ménagers (radio, meubles, télévision, bijoux, etc.) (<i>Stress</i>) ³⁹	15%	5%	5%	8%
13. ... échangé/troc de vêtements contre d'autres besoins essentiels (nourriture, médicaments, vêtements, etc.) (<i>Crise</i>)	13%	2%	5%	6%
14. ... vendu de biens de production ou de moyens de transport (machine à coudre, charrue, brouette, vélo, voiture, etc.) (<i>Crise</i>) ⁴⁰	4%	2%	2%	3%
15. ... fait travailler les enfants (de moins de 15 ans) pour contribuer au revenu du ménage (par exemple, travail occasionnel) (<i>Urgence</i>) ⁴¹	4%	2%	0%	2%

³⁷ Stratégie non incluse dans l'indicateur agrégé.

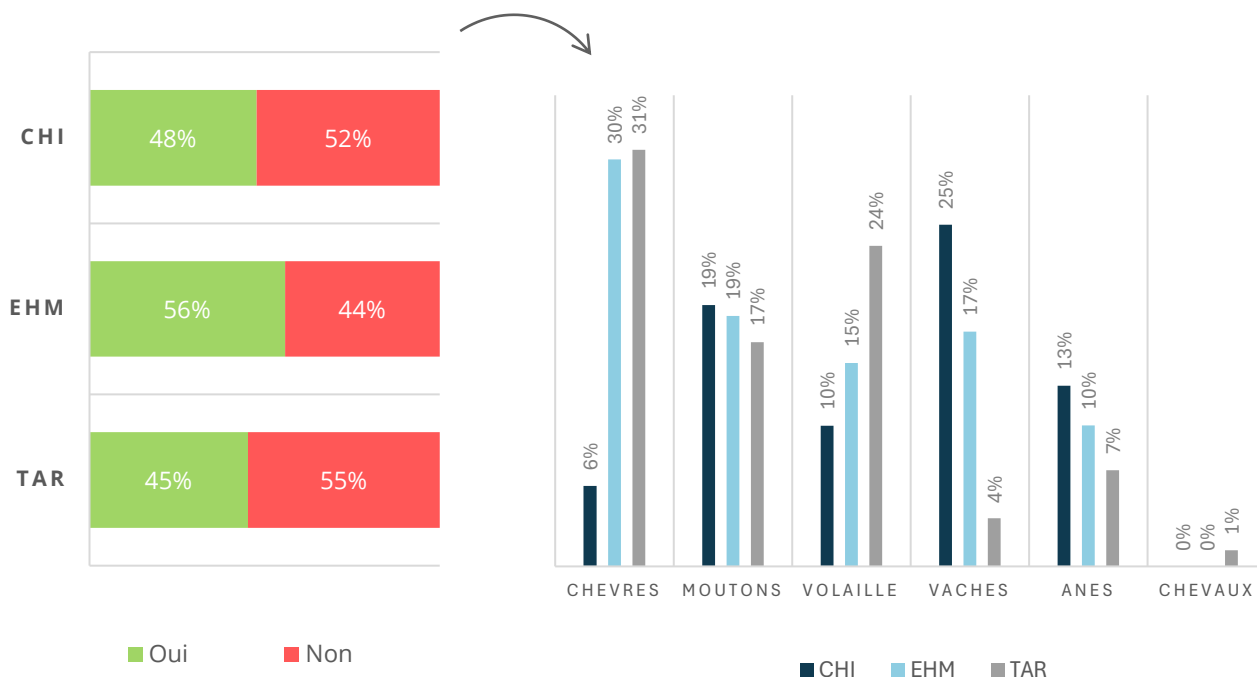
³⁸ Idem

³⁹ Idem

⁴⁰ Idem

⁴¹ Idem

• VOTRE MÉNAGE POSSÈDE-T-IL DU BÉTAIL ?



En moyenne, la moitié des ménages déclarent posséder du bétail. Ceci varie sensiblement selon les provinces, tant en termes de prévalence que de typologie. À El Haouz, 56 % des ménages déclarent posséder du bétail, contre 48 % à Chichaoua et 45 % à Taroudant. Cela peut suggérer une intégration plus marquée de l'élevage dans les moyens d'existence à El Haouz, bien que les profils d'élevage diffèrent fortement d'une zone à l'autre.

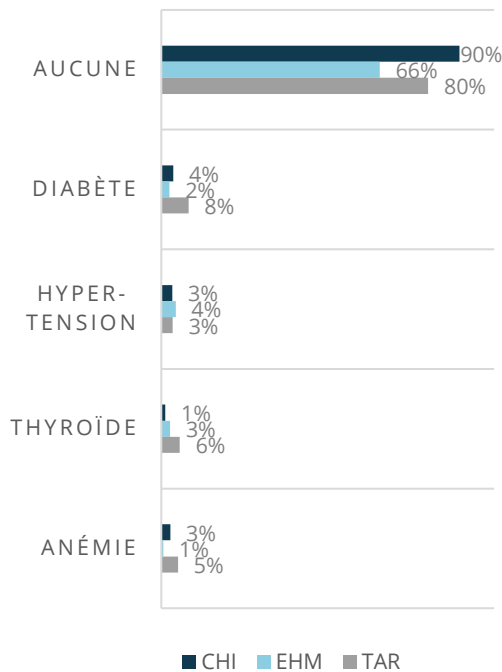
À El Haouz, l'élevage est dominé par les chèvres (30%), suivies des moutons (19%), des vaches (17%) et de la volaille (15%), traduisant une diversité d'espèces et une orientation agro-pastorale équilibrée. À Taroudant, les ménages se tournent davantage vers les chèvres (31%), la volaille (24%), et les moutons (17%), mais la possession de vaches y est très faible (4%), ce qui peut refléter des contraintes d'espace ou de ressources. Chichaoua présente un profil plus mixte, avec une présence notable de vaches (25%), de moutons (19%) et d'ânes (13%), mais une faible proportion de chèvres (6%) et de volaille (10%).



SANTÉ

A. Santé générale / communautaire

• PRÉSENCE DE MALADIE CHRONIQUE



En moyenne, 79% des individus membres des ménages sont reportés comme ne souffrant d'aucune maladie chronique. Parmi les individus ayant été reportés comme ayant une maladie chronique, 52% ont été reportés comme ayant eu leur dernière consultation médicale endéans les 2 derniers mois précédant l'enquête.

En outre, ils sont 68% reportés comme ayant des médicaments prescrits (79% à Chichaoua, 70% à El Haouz 63% à Taroudant). Et parmi ceux reportés comme ayant accès à ces médicaments, 84% sont reportés comme ayant accès à ces médicaments (82% Chichaoua, 79% à El Haouz, 89% à Taroudant).

Les barrières à l'accès reportées ($N_{tot} = 9$) sont le prix des médicaments ($n=6$), le dispensaire/pharmacie est trop loin (ou difficile d'accès) ($n=2$) et le stock indisponible de médicaments ($n=1$).

Prévalence des maladies chroniques et du diabète au Maroc

Maladies chroniques

64% des personnes de 60 ans et plus déclarent souffrir d'au moins une maladie chronique (urbain : 66% ; rural : 61%). Source : [ENPSF 2018 – Haut-Commissariat au Plan](#)

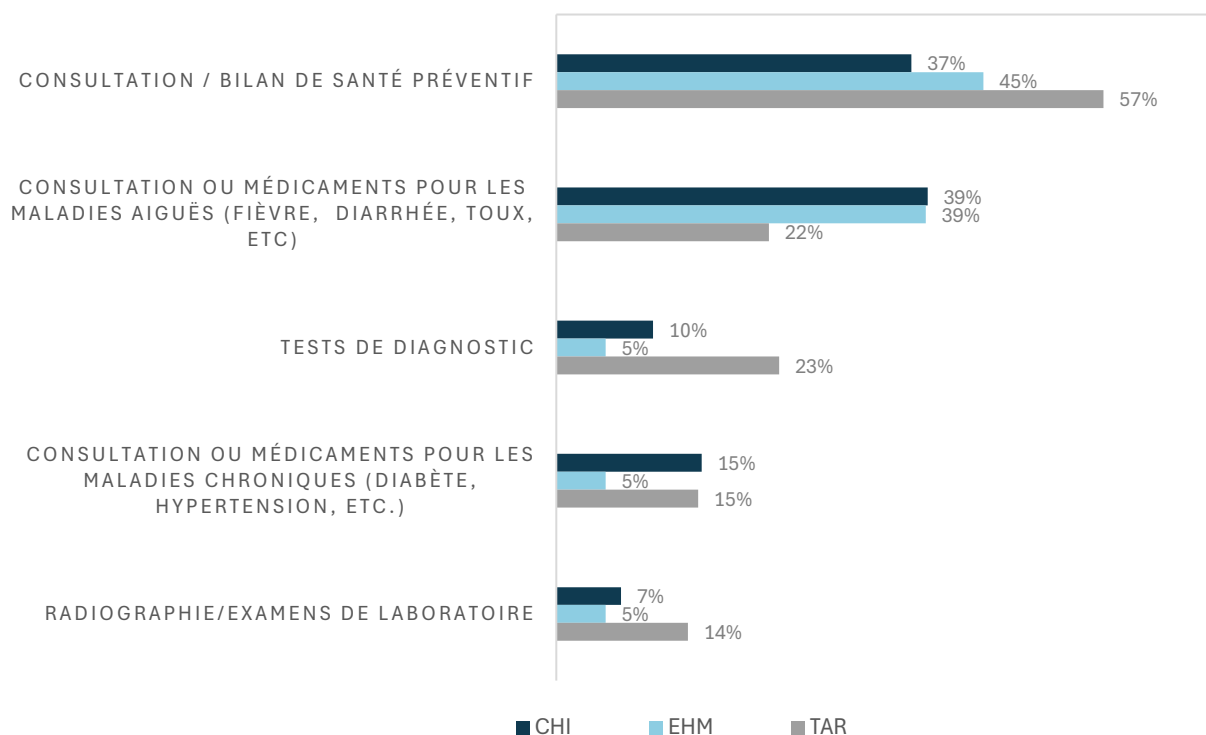
15% des individus rapportent au moins une maladie chronique et 3% deux maladies, plus élevé chez les femmes (18%) que chez les hommes (12%). Source : [Enquête démographique et de santé \(DHS\) Maroc–Chapitre « Maladies chroniques »](#)

Diabète

Prévalence standardisée du diabète chez les adultes (20–79 ans) : 11,9% (2 881 000 personnes). Source : [OMS STEPS 2017. Atlas du Diabète 2024 – Fédération internationale du diabète](#)

La moyenne mondiale de prévalence du diabète est à 8,6%. Source : [World Population Review – Diabetes Rates by Country 2025](#)

- ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ / BESOINS EXPRIMÉS



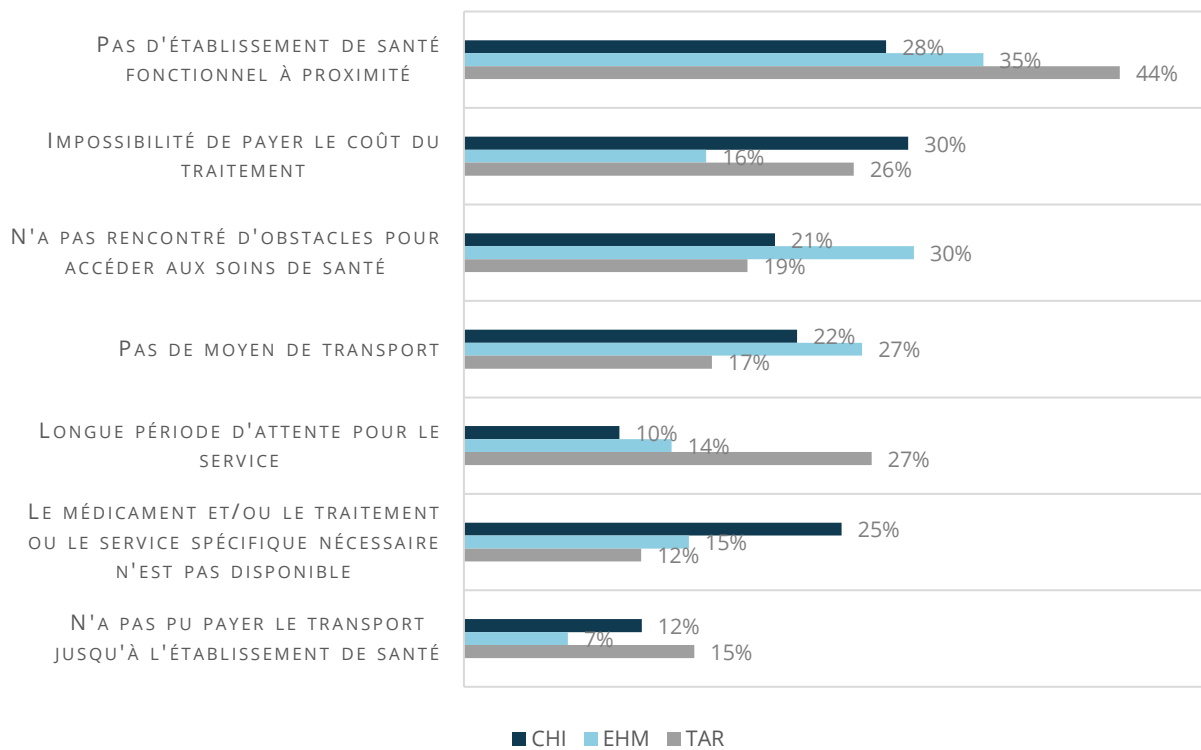
77% des individus sont reportés comme ayant eu, dans les trois derniers mois, un problème de santé et eu besoin d'accéder à des soins de santé (81% à Chichaoua, 76% à El Haouz et 74% à Taroudant).

Concernant le type de soins recherchés (voir graphique ci-dessus), la majorité des répondants (48% en moyenne sur les trois zones) ont indiqué avoir eu besoin de consultations ou bilans de santé préventifs, suivis des consultations médicales ou prescriptions pour maladies aiguës (33% en moyenne).

Par ailleurs, l'indicateur portant sur la maladie infantile révèle que **28% des enfants âgés de 0 à 5 ans (n=114) ont été déclarés malades au cours des deux dernières semaines** (12% à Chichaoua, 38% à El Haouz et 30% à Taroudant). Les symptômes les plus fréquemment rapportés parmi ces enfants sont la fièvre (n=23) et la toux (n=18).

Note : Ces questions ont été posées dans la boucle individuelle du questionnaire. Comme des informations démographiques avaient été enregistrées au préalable pour chaque membre du ménage, elle a été posée au répondant principal pour chacun des membres identifiés.

● ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ / BARRIÈRES



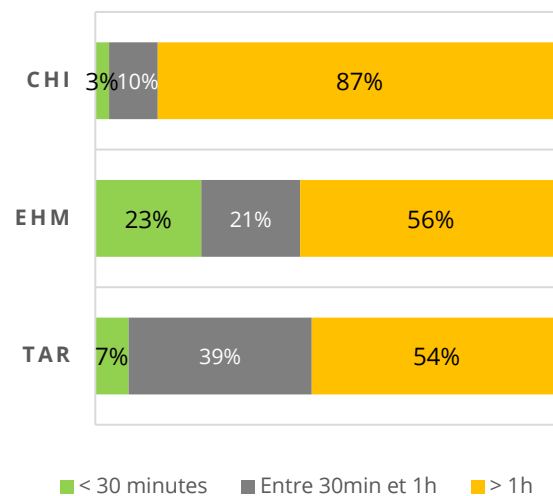
Parmi les principaux obstacles entravant l'accès aux soins de santé au cours des trois derniers mois, **l'absence d'un établissement de santé fonctionnel à proximité représente la contrainte la plus fréquemment mentionnée**, affectant 36% des ménages.

Concernant les moyens de transport, 59% des ménages déclarent utiliser le **bus public comme principal moyen** pour rejoindre le centre de santé le plus proche.

En termes de temps de trajet, la **majorité des ménages (65%) indiquent qu'il leur faut plus d'une heure pour atteindre un centre de santé fonctionnel** en utilisant leur moyen de transport habituel. Cette contrainte est particulièrement marquée à Chichaoua (87%), mais également dans les régions de El-Haouz (56%) et Taroudant (54%) – cf. *graphe ci-contre*.



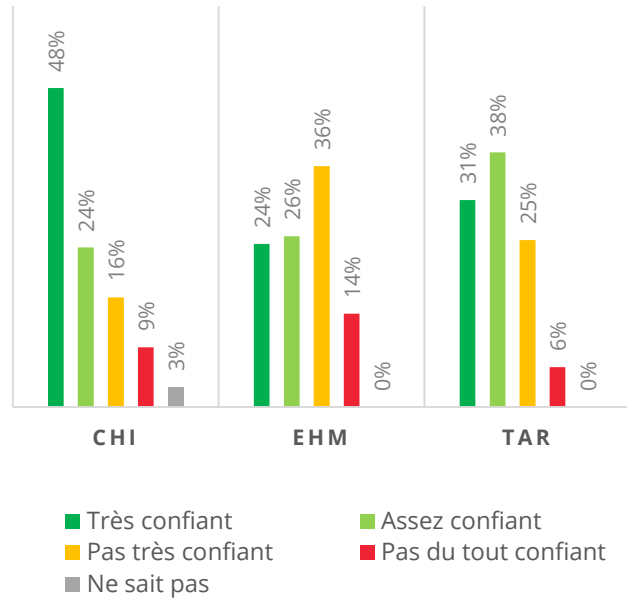
Temps de trajet moyen



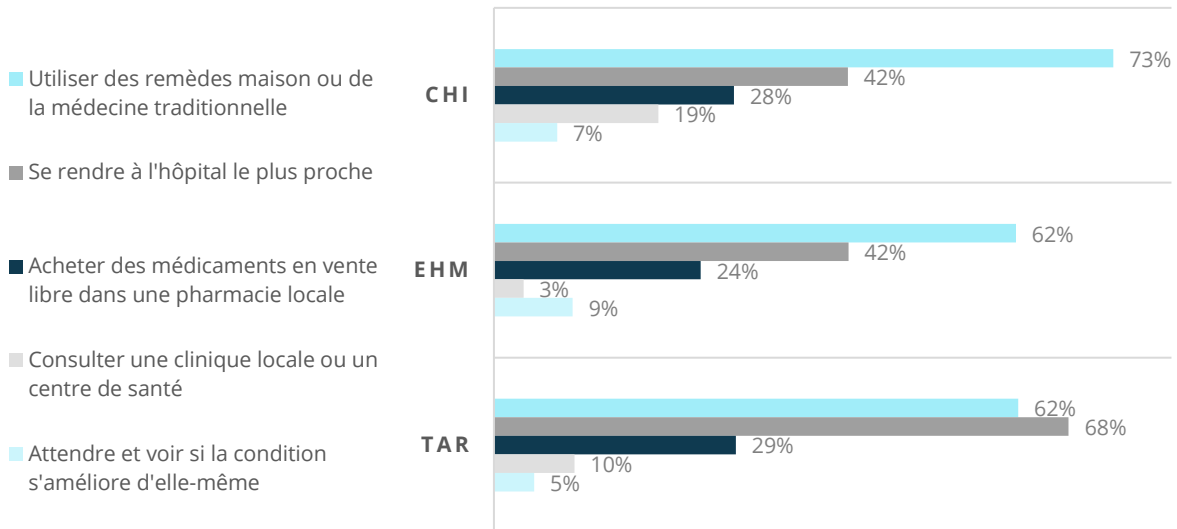
● RÉACTION DES MÉNAGES EN CAS DE SOUCI SANTÉ / NIVEAU DE CONFIANCE

La majorité des ménages (63%) déclarent se sentir confiants quant à leur capacité à gérer un problème de santé au sein du foyer, avec 33% se disant très confiants et 30% assez confiants. Cette confiance est particulièrement élevée à Chichaoua (72%), mais moins marquée à El Haouz (50%) et Taroudant (69%).

Concernant les pratiques de réponse face à un problème de santé, 65% des ménages indiquent recourir principalement aux remèdes maison et à la médecine traditionnelle, une approche encore plus répandue à Chichaoua (73%).



● RÉACTION DES MÉNAGES EN CAS DE SOUCI SANTÉ / TYPE DE RÉACTION (TOP 5)⁴²



⁴² Rappel : Les ménages avaient la possibilité de sélectionner plusieurs réponses, ce qui explique que le total des pourcentages dépassant 100 %.

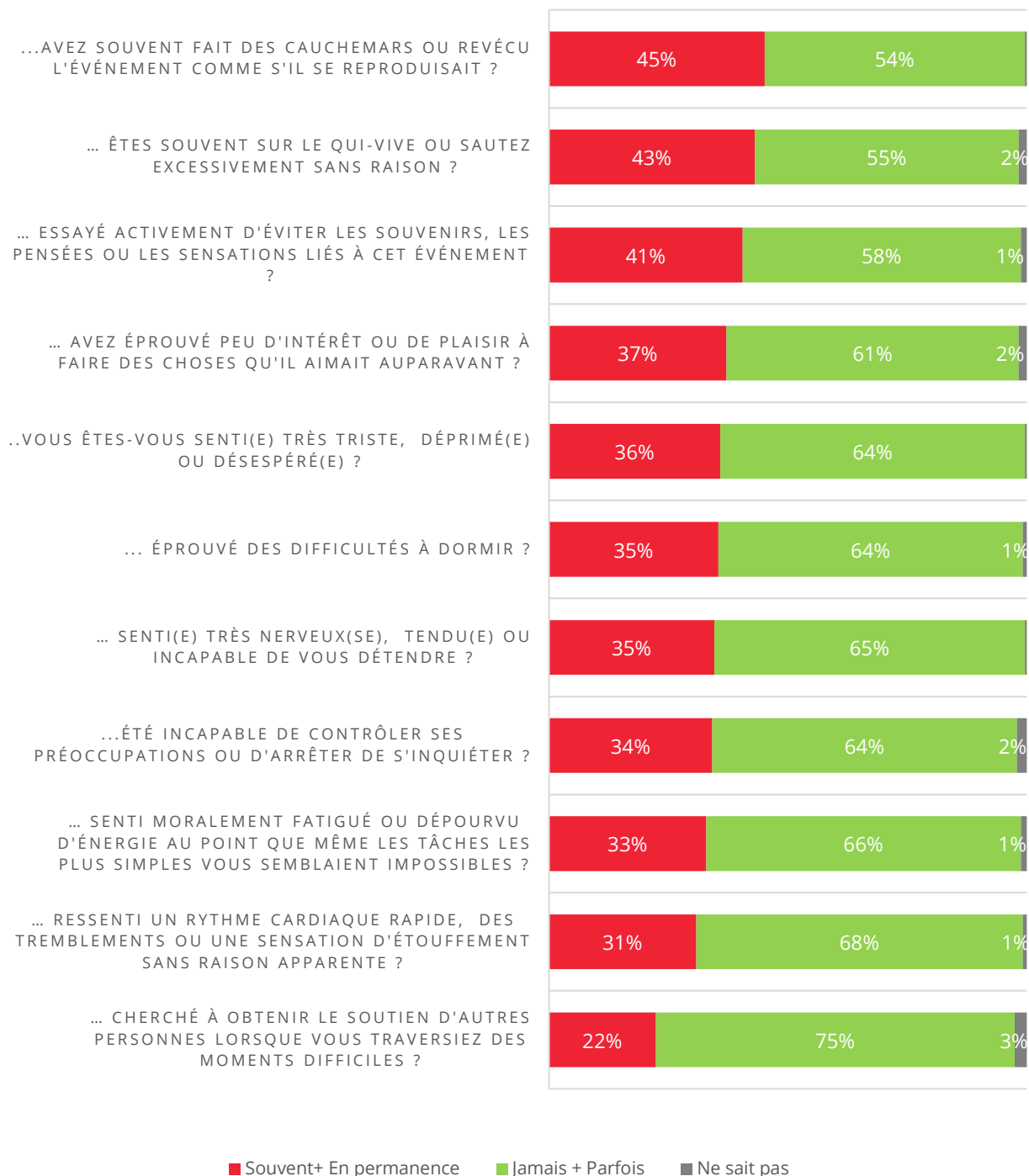
1	Utilisation de remèdes maison ou de médecine traditionnelle	65%	<p>Cette forte prévalence confirme que la médecine traditionnelle reste la première ligne de réponse en milieu rural marocain. Elle est souvent plus accessible, moins coûteuse, et culturellement valorisée.</p> <p>CHI : 73% / EHM : 62% / TAR : 62%</p>
2	Recours à l'hôpital le plus proche	51%	<p>Le taux élevé à Taroudant peut indiquer une meilleure accessibilité géographique ou infrastructurelle aux hôpitaux. À l'inverse, les taux plus faibles à Chichaoua et El Haouz reflètent les difficultés d'accès aux soins spécialisés en zones rurales⁴³.</p> <p>CHI : 42% / EHM : 42% / TAR : 68%</p>
3	Achat de médicaments en pharmacie locale	27%	<p>Ce recours reste modéré, probablement en raison de la faible densité de pharmacies rurales, du coût des médicaments, ou d'une préférence pour les traitements naturels.</p> <p>CHI : 28% / EHM : 24% / TAR : 29%</p>
4	Consultation d'une clinique ou centre de santé local	10%	<p>El Haouz affiche le taux le plus faible, ce qui suggère une absence ou faible couverture de centres de santé locaux. Cela renforce l'idée que les inégalités territoriales en matière de soins primaires sont marquées.</p> <p>CHI : 19% / EHM : 3% / TAR : 10%</p>
5	Attente passive	7%	<p>Ce comportement est minoritaire, ce qui montre une volonté d'agir rapidement, même si les moyens sont limités.</p> <p>CHI : 7% / EHM : 9% / TAR : 5%</p>

43 « La satisfaction des besoins de la population en soins de santé est tributaire de la proximité des établissements médico-sanitaires et de leur équipement en moyens humains et matériels adéquats. [...] Il y a cependant lieu de constater qu'à mêmes cadre de vie et niveau d'instruction, l'utilisation des soins de santé est généralement plus restreinte en milieu rural qu'en milieu urbain. » [HCP, Programme de Priorités Sociales \(BAJ 1\), 1998](#)

B. Santé mentale et soutien psycho-social (SMPS)

- CLUSTERS SYNDROMIQUES (STRESS POST-TRAUMATIQUE, DÉPRESSION, ANXIÉTÉ)

Classement des symptômes par importance/réccurrence



Analyse des besoins en soutien psychosocial post-séisme

Les résultats mettent en évidence une prévalence marquée des symptômes liés au traumatisme psychique, notamment les **flashbacks**, l'**hypervigilance** et les **comportements d'évitement**, rapportés « souvent » ou « en permanence » par 43 à 47 % des ménages.

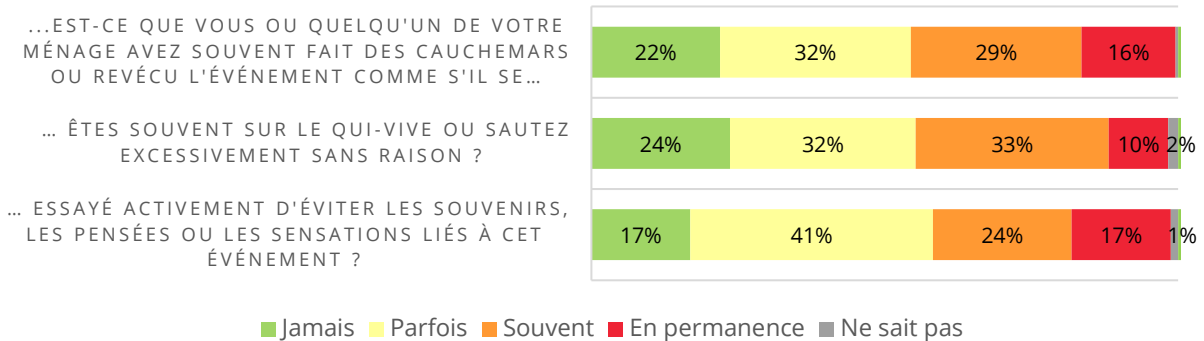
Les **symptômes dépressifs** (38 % évoquent tristesse et perte d'intérêt) ainsi que les **manifestations anxieuses** (37 % troubles du sommeil, 36 % nervosité, 35 % préoccupations envahissantes) concernent également plus d'un tiers des ménages.

En parallèle, la **recherche de soutien reste marginale**, 75 % des ménages déclarant ne jamais ou rarement solliciter d'aide en période de détresse.

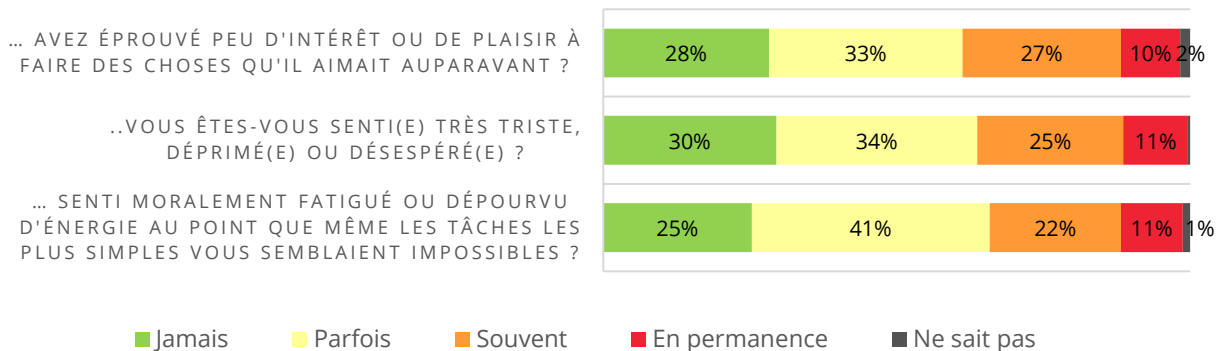
Ces tendances confirment les constats formulés lors des Focus Group Discussions dans les trois provinces, et renforcent la pertinence des activités actuellement mises en œuvre par le CRM et la CRF dans le cadre du projet SMPS, notamment en matière de **soutien psychosocial, de gestion du stress et d'hygiène du sommeil**.

Compte tenu de la nature complexe des symptômes traumatiques, les interventions mobilisées intègrent des approches transdiagnostiques, accessibles aux non-professionnels, qui montrent des effets positifs y compris sur les marqueurs de traumatisme.

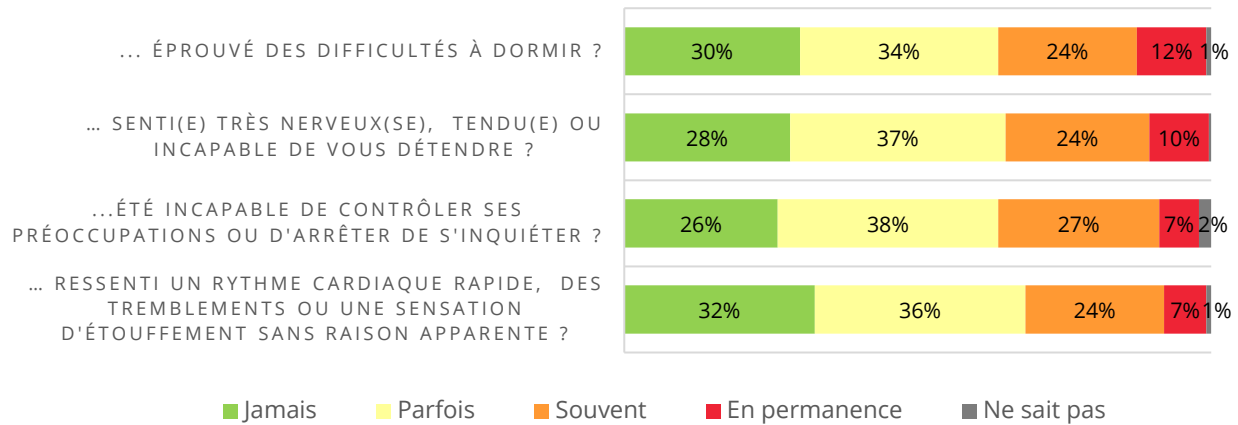
Stress post-traumatique – échelle détaillée



Dépression – échelle détaillée

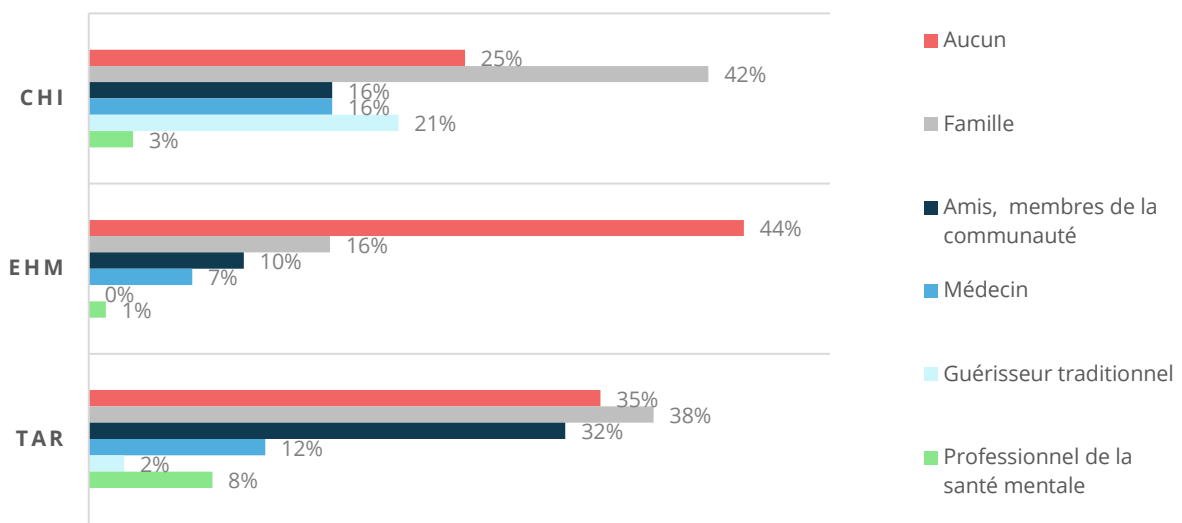


Anxiété – échelle détaillée



• **COMPORTEMENTS DE RECHERCHE D'AIDE**

Lorsque les membres de votre communauté se sentent émotionnellement malheureux, vers qui et où se tournent-ils pour obtenir du soutien ou de l'aide ?

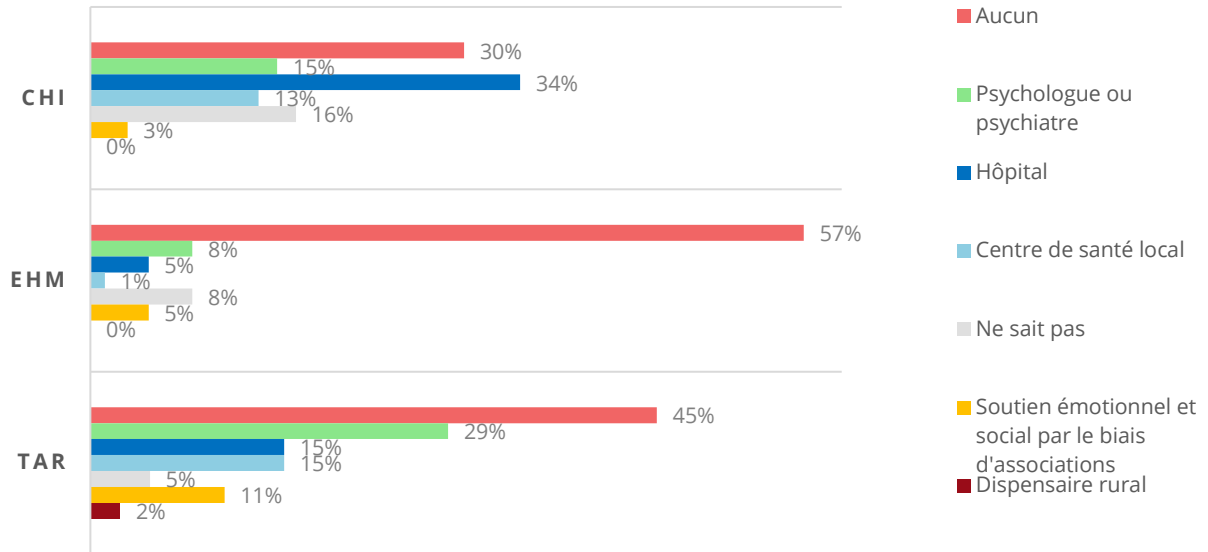


Comportements de recherche d'aide

Ces résultats suggèrent à nouveau une tendance nette à ne pas solliciter de soutien en cas de difficulté émotionnelle (25% des ménages à Chichaoua, 44% à El Haouz, 35% à Taroudant) et une recherche d'aide qui s'oriente principalement vers la famille et les amis/membres de la communauté.

La faible sollicitation des professionnels de santé et de santé mentale (mentionnée par 3% des ménages à Chichaoua, 1% à El Haouz, 8% à Taroudant) peut refléter un manque d'accès financier et des obstacles en termes de déplacement/distance.

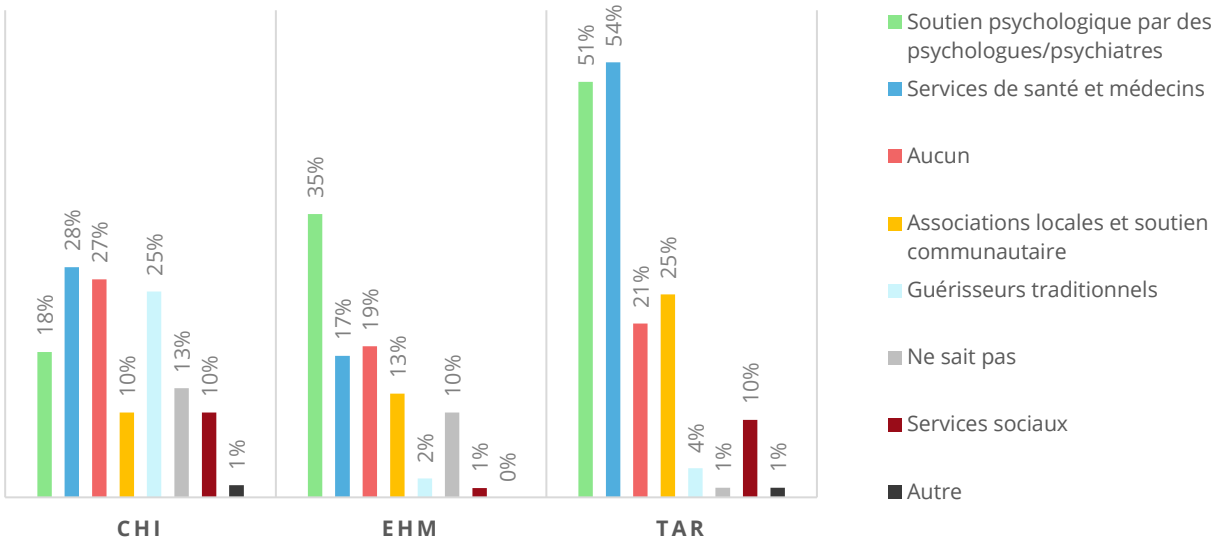
Connaissez-vous les services existants auxquels les gens peuvent accéder pour les aider à surmonter la détresse émotionnelle qu'ils ressentent ?



Connaissance des services existants

Les résultats ici corroborent le fait que les services de santé mentale et de soutien psychosocial sont limités dans les zones d'intervention ou ne sont pas connus, et ce de façon très marquée dans la province de El Haouz. Les hôpitaux et services de santé mentale offerts par les hôpitaux, les psychologues et les psychiatres arrivent devant le soutien offert par les associations.

Quels sont les principaux services ou professionnels manquants qui pourraient mieux aider les gens à surmonter leur détresse émotionnelle ?



Perception des services manquants pour répondre à la détresse émotionnelle

Les résultats sont contrastés et varient notablement d'une province à l'autre, bien que l'ordre de priorité des besoins exprimés demeure similaire.

Le **soutien psychologique spécialisé** est particulièrement cité par les ménages de Taroudant (51 %), traduisant une attente forte vis-à-vis d'une prise en charge professionnelle. El Haouz exprime aussi ce besoin (35 %), tandis qu'il reste plus marginal pour Chichaoua (18 %).

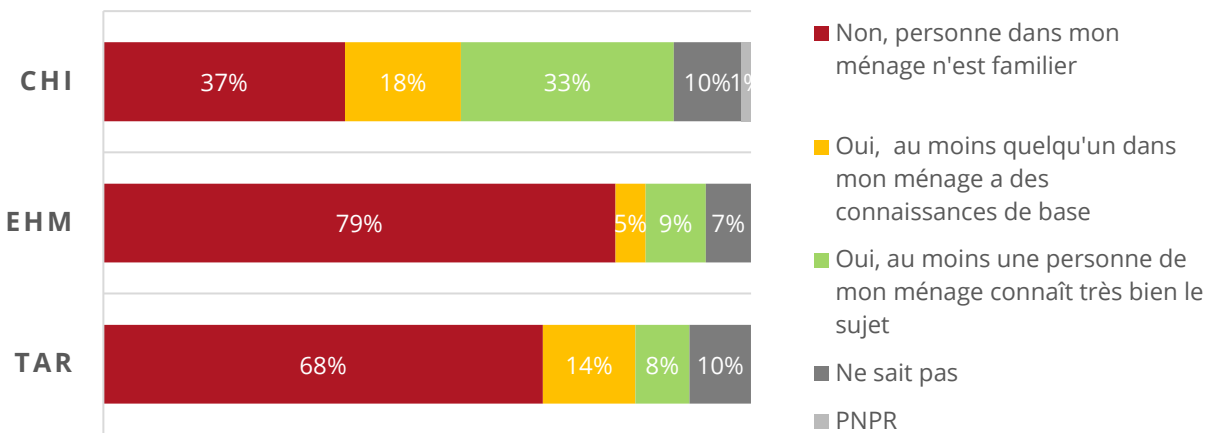
Ensuite, **les services médicaux généraux** (médecins) apparaissent fort demandés par les ménages de Taroudant (54%) et Chichaoua (28 %), mais moins à El Haouz (17 %).

Les **ressources communautaires** sont aussi perçues de manière différenciée: les **associations locales** sont davantage citées par les ménages de Taroudant (25 %) que d'El Haouz (13 %) et Chichaoua (10%), ainsi que les **guérisseurs traditionnels** : surtout mentionnés à Chichaoua (25 %).

Enfin, une proportion notable des ménages de Chichaoua (27 %) estime qu'**aucun service ne manque**, tandis que 13 % ne savent pas répondre, ce qui peut refléter une meilleure accessibilité perçue ou une moindre reconnaissance de la souffrance émotionnelle. Pour Taroudant, ce sont 23% des ménages qui ne rapportent aucun service manquant, et 19% pour El Haouz.

C. Premiers secours

- EST-CE QUE QUELQU'UN DANS VOTRE MÉNAGE CONNAÎT LES ÉTAPES DE BASE POUR GÉRER UNE BLESSURE (PAR EX., BRÛLURES, SAIGNEMENTS, FRACTURES) AVANT L'ARRIVÉE D'UNE AIDE PROFESSIONNELLE ?

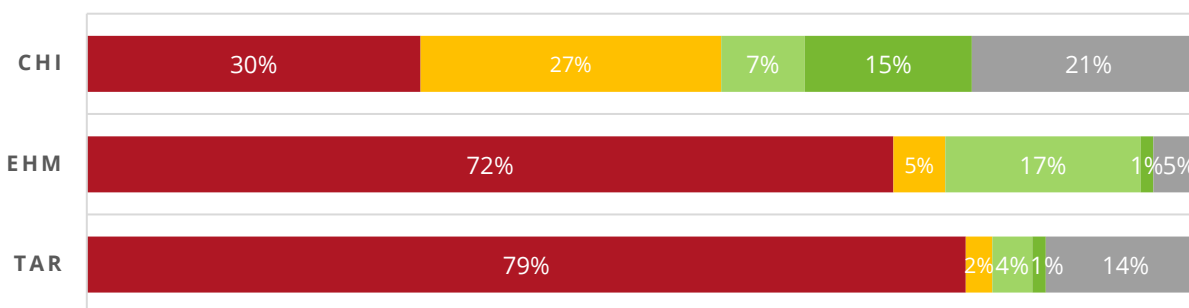


Connaissance des gestes de premiers secours

- Chichaoua présente une situation relativement équilibrée : environ **30%** des ménages déclarent une bonne maîtrise, contre **36%** n'ayant aucune connaissance. Cela pourrait refléter une exposition préalable à des initiatives de sensibilisation ou un meilleur accès à l'information.

- Taroudant affiche un **niveau élevé de méconnaissance (68%)**, bien que **16%** aient au moins une base. Cela indique un potentiel d'apprentissage si des messages adaptés sont proposés.
- El Haouz est le groupe le plus vulnérable, avec **près de 8 ménages sur 10** dépourvus de toute connaissance, et à peine **1 sur 10** démontrant une bonne maîtrise. Ce déficit pourrait accroître la vulnérabilité en cas de blessure domestique ou d'urgence médicale.

- **EST-CE QUE VOUS OU QUELQU'UN DE VOTRE MÉNAGE AVEZ DÉJÀ APPLIQUÉ LES TECHNIQUES DE PREMIERS SECOURS (PS) LORS D'UNE SITUATION D'URGENCE ?**



- Non, jamais appliqué les techniques de PS lors d'une situation d'urgence + pas reçu de formation officielle aux PS
- Non, jamais appliqué les techniques de PS lors d'une situation d'urgence, mais reçu une formation officielle aux PS.
- Oui, déjà appliqué les techniques de PS lors d'une situation d'urgence, mais jamais reçu de formation formelle aux PS.
- Oui, déjà appliqué les techniques de PS lors d'une situation d'urgence + reçu une formation officielle aux PS.
- Ne sait pas

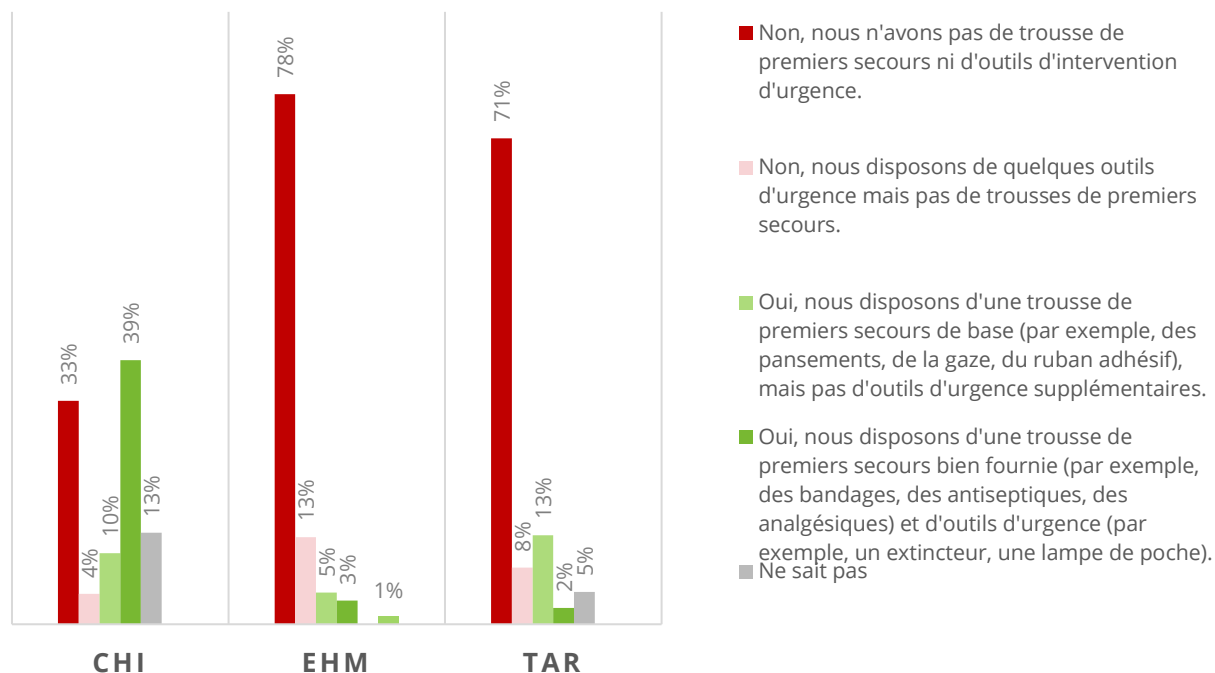
Application des gestes de premiers secours en situation d'urgence – Perceptions et expériences

À *Chichaoua*, les profils sont relativement équilibrés : 15% ont déjà appliqué les gestes avec formation, et 27% sans les avoir appliqués mais formés. Néanmoins, 30% n'ont ni formation ni expérience, et 21% ne savent pas.

El Haouz affiche une faible couverture en formation (seulement 6% formés, dont 1% ayant appliqué les gestes), mais 18% déclarent avoir déjà appliqué les PS sans formation, suggérant des apprentissages informels ou instinctifs.

À *Taroudant*, la vulnérabilité est marquée : 79% n'ont ni formation ni expérience. Moins de 5% des ménages ont déjà appliqué les gestes, avec ou sans formation.

- DES KITS DE PREMIERS SECOURS OU DES OUTILS D'INTERVENTION D'URGENCE SONT-ILS DISPONIBLES DANS VOTRE MÉNAGE OU VOTRE COMMUNAUTÉ ?



Disponibilité des trousses de premiers secours et d'outils d'urgence

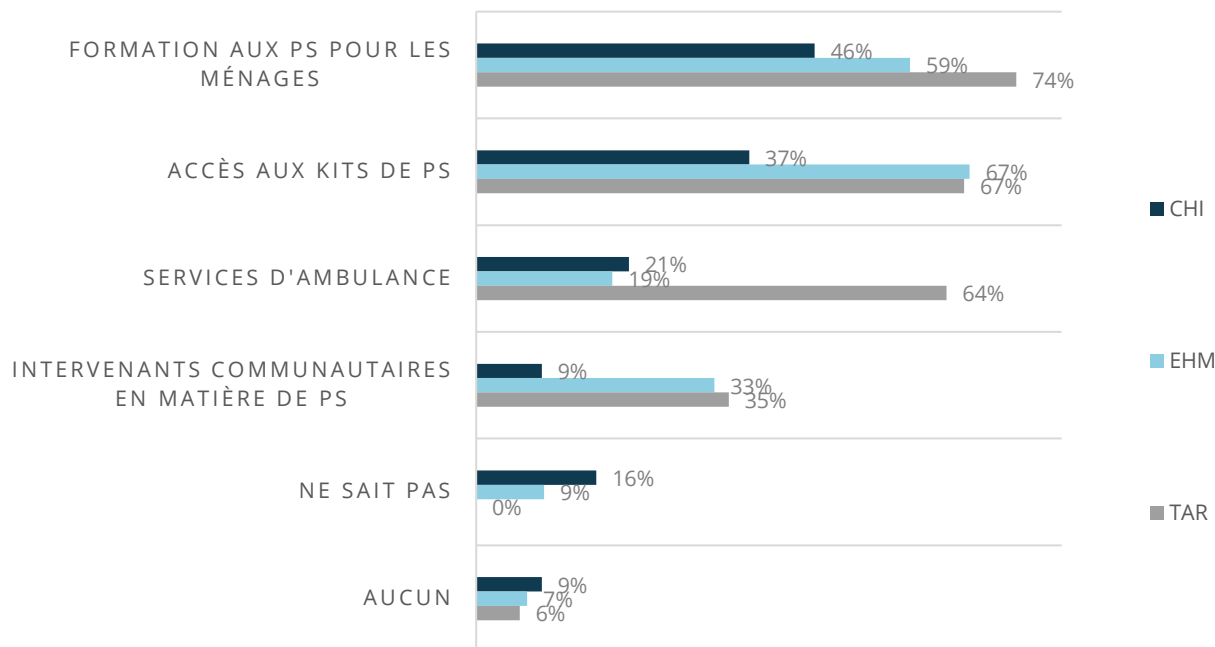
Chichaoua présente une meilleure préparation relative : près de 39 % des ménages disposent d'une trousse de secours complète avec outils d'intervention, et 13 % possèdent au moins une trousse de base. Toutefois, près de la moitié (46 %) des ménages restent sans aucun équipement.

Taroudant montre une situation plus précaire : 71 % des ménages ne sont pas équipés du tout, et seuls 18 % disposent d'une trousse bien fournie.

El Haouz se démarque par une très faible capacité de réponse, avec 78 % des ménages complètement dépourvus et seulement 13 % ayant un équipement adéquat.

Ces résultats soulignent une vulnérabilité élevée, notamment à *El Haouz* et *Taroudant*, où l'absence d'équipements de base peut entraver une réponse immédiate en cas d'accidents ou de catastrophes.

- QUELS SONT LES PRINCIPAUX SERVICES DE PREMIERS SECOURS MANQUANTS QUI POURRAIENT MIEUX SOUTENIR VOTRE COMMUNAUTÉ EN CAS D'URGENCE ?



Principaux services de premiers secours jugés manquants

La **formation aux premiers secours** pour les ménages émerge comme le besoin le plus fréquemment exprimé, notamment par les ménages de Taroudant (74%), suivi par El Haouz (69%), suggérant un déficit général de capacités à répondre aux urgences domestiques.

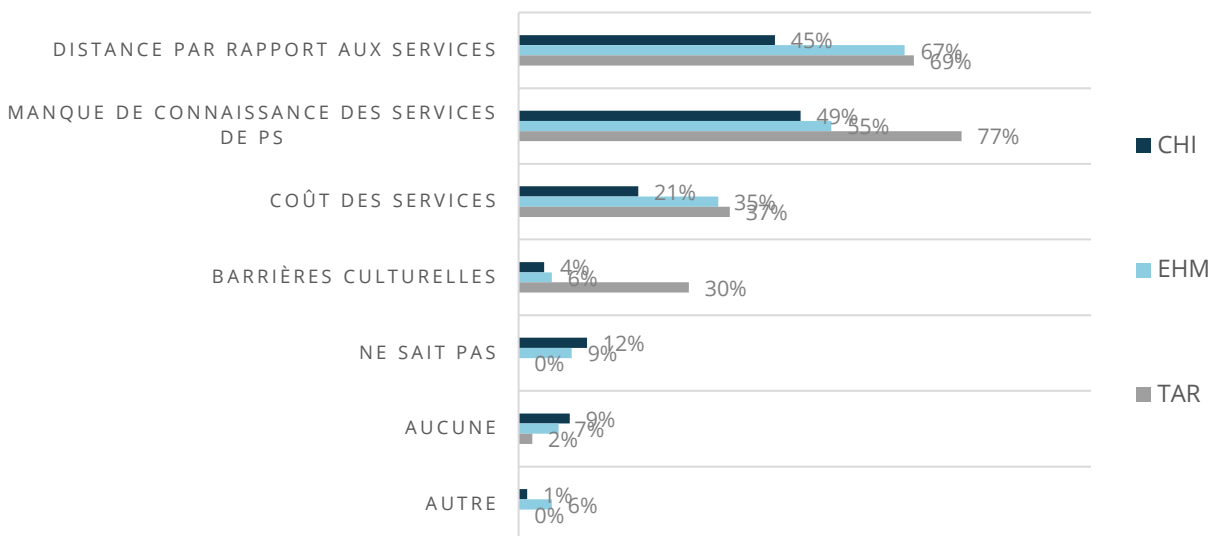
L'**accès aux kits de premiers secours** est également jugé insuffisant par une majorité de ménages à El Haouz et Taroudant (67% chacun), pointant un besoin logistique en matériel de base.

Les services d'ambulance, particulièrement peu mentionnés par Chichaoua (21%), sont en revanche fortement demandés par El Haouz (64%) et Taroudant (64%), pouvant traduire une préoccupation pour l'évacuation rapide des blessés en zone peu couverte.

Enfin, la **présence d'intervenants communautaires** formés est aussi perçue comme une lacune, surtout à El Haouz et Taroudant, ce qui souligne le potentiel rôle catalyseur des relais communautaires dans la réponse d'urgence.

Note : les ménages de Chichaoua rapportent une perception des besoins nettement inférieure sur l'ensemble des catégories, ce qui pourrait s'expliquer par une meilleure couverture existante ou une perception différente des risques.

- QUELS SONT LES PRINCIPAUX OBSTACLES QUI EMPÊCHENT L'ACCÈS AUX SERVICES DE PREMIERS SECOURS DANS VOTRE COMMUNAUTÉ ?



Obstacles à l'accès aux services de premiers secours

La *distance par rapport aux services*, fortement citée par El Haouz (67%) et Taroudant (63%), reflète un enjeu d'accessibilité physique, possiblement aggravé en zones rurales ou enclavées.

Le *manque de connaissance des services* de premiers secours, particulièrement prononcé à Taroudant (77%) et El Haouz (64%), souligne un besoin criant de sensibilisation communautaire.

Le *coût des services*, bien que moins évoqué, reste un frein non négligeable pour Taroudant (37%) et El Haouz (35%).

D'un point de vue socioculturel, les *barrières culturelles* sont significativement plus ressenties par Taroudant (30%), laissant penser à la nécessité d'approches culturellement adaptées⁴⁴. Chichaoua, en revanche, exprime globalement des niveaux de contrainte moindres, tant en termes de distance, coût, que barrière culturelle.

⁴⁴ Le questionnaire ne fournissait pas d'exemples précis de barrières culturelles ; cette option de réponse était formulée de manière générale.



RÉDUCTION DES RISQUES / RÉSILIENCE

A. Connaissances des risques de catastrophes

- SELON VOUS, QUELS SONT LES PRINCIPAUX RISQUES ET DANGERS QUI POURRAIENT VOUS AFFECTER ?

Risques/dangers perçus	CHI	EHM	TAR	ALL
1- Vague de froid /conditions hivernales	82%	73%	83%	79%
2- Tremblement de terre	75%	66%	83%	75%
3- Sécheresse / vague de chaleur	48%	35%	74%	52%
4- Epidémies / maladies infectieuses (humains)	24%	14%	49%	29%
5- Inondations	27%	27%	18%	24%
6- Glissement de terrain	34%	12%	19%	21%
7- Incendies	9%	27%	24%	21%
8- Perte de travail	7%	14%	31%	18%
9- Mauvaise récolte	4%	12%	11%	9%
10- Epidémies / maladies infectieuses (animaux)	13%	2%	6%	7%
11- Autre	3%	8%	2%	5%
12- Aucun	4%	3%	2%	3%
13- Ne sait pas	3%	1%	0%	1%
14- Accidents	0%	1%	1%	1%
15- Criminalité, sécurité	0%	1%	0%	0%

Etudes climatiques et environnementales – Maroc

Stress hydrique et sécheresse : Le Maroc connaît une pression croissante sur ses ressources en eau, notamment dans les régions arides comme Taroudant ([source](#)).

Risque sismique : Les provinces situées près des zones tectoniques sont exposées à des secousses fréquentes, comme documenté dans les études sur le [séisme d'Al Haouz](#).

Glissements de terrain : El Haouz est particulièrement vulnérable en raison de son relief montagneux et de la fréquence des fortes précipitations ([source](#)).

Évolution climatique et impacts sanitaires : Les variations climatiques influencent la propagation des maladies et la vulnérabilité des populations rurales ([source](#)).

Comparaison des régions – perception des risques et dangers



79%

Les **vagues de froid** sont perçues comme une menace significative dans toutes les provinces, avec une prévalence légèrement plus élevée à Taroudant (83%) et Chichaoua (82%), ce qui pourrait être dû à des variations thermiques locales et aux microclimats montagnards.



75%

Concernant les **tremblements de terre**, les réponses montrent une forte mention à Taroudant (83%) et Chichaoua (75%), puis El Haouz (63%) qui affiche une préoccupation moindre, bien que toujours significative. Cette tendance peut être influencée par les séismes historiques et les récents événements sismiques ayant marqué la région.



52%

Taroudant se distingue par une forte préoccupation envers la **sécheresse et les vagues de chaleur** (74%), ce qui est cohérent avec son climat semi-aride et sa dépendance aux ressources en eau. Chichaoua et El Haouz, bien que touchés par ces phénomènes, montrent une fréquence de mentions plus faible (48% et 35%).



29%

Les **épidémies et maladies infectieuses** sont mentionnées plus fréquemment à Chichaoua (40%), comparé à El Haouz (24%) et Taroudant (13%), ce qui peut refléter des sensibilités locales liées à l'accès aux soins et aux événements sanitaires passés.



24%

Le **risque d'inondation** est mentionné par **27% des répondants à Chichaoua et El Haouz**, et **18% à Taroudant**, ce qui correspond aux zones plus exposées aux crues et aux ruissellements en contexte montagneux.



21%

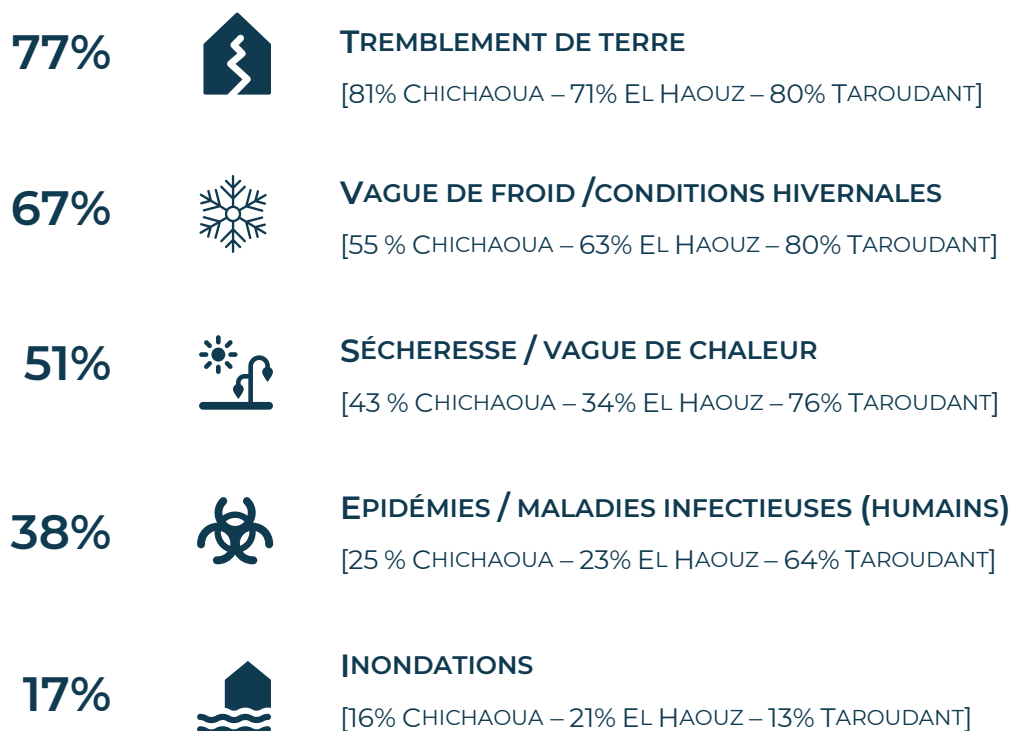
Les **glissements de terrain** sont plus souvent cités dans **El Haouz (34%)**, ce qui correspond à sa géographie montagneuse et à l'érosion des sols, tandis que leur mention reste plus marginale à **Chichaoua (19%)** et **Taroudant (19%)**.



21%

Les **incendies**, souvent liés aux périodes de sécheresse, sont fréquemment cités à **Chichaoua (27%)** et **Taroudant (24%)**, tandis qu'**El Haouz (9%)** semble moins concerné.

- QUELS SONT LES RISQUES ET LES CATASTROPHES QUI ONT AFFECTÉ VOTRE MÉNAGE AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES ? [TOP 5]



- QUELLES ONT ÉTÉ LES PRINCIPALES CONSÉQUENCES DE CES RISQUES ET CATASTROPHES POUR VOTRE MÉNAGE ?

Conséquences négatives des risques et catastrophes	CHI	EHM	TAR	ALL
1. Perte des moyens d'existence (cultures, bétail, terres, etc.)	48%	55%	86%	64%
2. Destruction/détérioration des logements	43%	55%	45%	48%
3. Perte/réduction de l'accès aux installations de soins de santé	34%	24%	36%	31%
4. Destruction/endommagement des biens environnementaux possédés (forêts, plans d'eau, sols, etc.)	33%	7%	25%	21%
5. Destruction/endommagement d'articles ménagers et personnels essentiels	24%	14%	20%	19%
6. Perte/réduction de l'accès aux établissements d'enseignement	27%	12%	19%	19%
7. Perte/réduction de l'accès à l'eau potable	9%	13%	23%	15%
8. Impact sur la santé (blessures, maladies, maladies mentales)	13%	13%	17%	14%
9. Décès/disparition de membres du ménage	4%	26%	6%	13%
10. Perte/réduction de l'accès aux marchés et aux magasins	16%	14%	8%	13%
11. Perturbation des principaux services publics (électricité, chauffage, etc.)	3%	5%	15%	8%
12. Perte/réduction de l'accès aux installations sanitaires	9%	5%	7%	7%
13. Ne sait pas	9%	12%	0%	7%
14. Déplacement, évacuation ou relocalisation	1%	1%	4%	2%
15. Aucun	1%	3%	0%	2%

1. Perte des moyens d'existence (64%)

C'est la conséquence la plus fréquemment citée, en particulier à Taroudant (86%), où les ménages dépendent fortement de l'agriculture et de l'élevage. Les sécheresses, les tremblements de terre et les vagues de froid affectent directement les cultures, le bétail et les terres, mettant en péril la sécurité alimentaire et les revenus.⁴⁵

2. Destruction ou détérioration des logements (48%)

Les dégâts aux habitations sont particulièrement marqués à El Haouz (55%) et Chichaoua (43%), en lien avec le séisme d'Al Haouz en 2023. Les constructions traditionnelles en pisé ou en pierre sèche sont très vulnérables aux secousses sismiques.⁴⁶

3. Réduction de l'accès aux soins de santé (31%)

Les catastrophes perturbent l'accès aux centres de santé, surtout à Taroudant (36%) et Chichaoua (34%), où les infrastructures sont souvent éloignées ou peu équipées. Cela aggrave les inégalités sanitaires déjà présentes en milieu rural marocain.⁴⁷

4. Détérioration des biens environnementaux (21%)

Les forêts, sols et plans d'eau sont affectés, notamment à Chichaoua (33%). Ces ressources sont essentielles pour les communautés rurales, tant pour l'usage domestique que pour les activités économiques (bois, irrigation, pâturage).

5. Autres impacts notables

- Accès à l'éducation perturbé (19%) : surtout à Chichaoua (27%), notamment en raison de routes coupées ou d'écoles endommagées.
- Accès à l'eau potable réduit (15%) : particulièrement à Taroudant (23%), où les sécheresses sont fréquentes.
- Décès ou disparitions rapportés à El Haouz (26%) : ce qui peut refléter la gravité du séisme ou d'autres événements extrêmes.
- Déplacement ou relocalisation : reste marginal (2%), mais présent à Taroudant (4%).

Conclusions

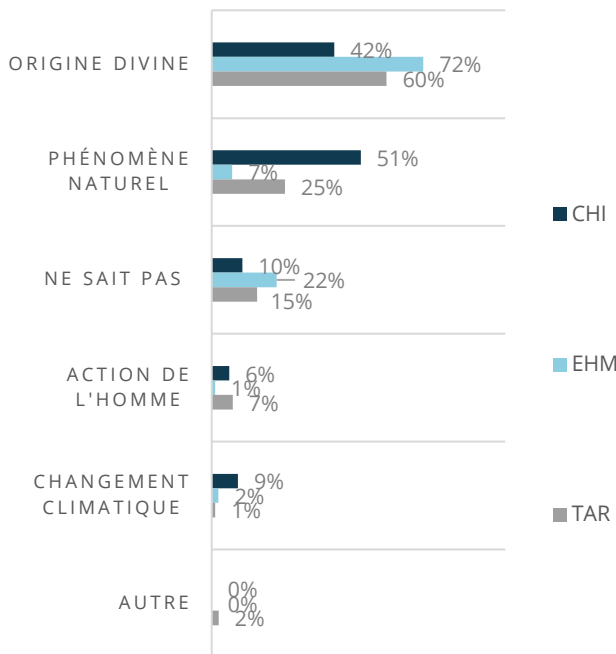
Ceci confirme que les ménages sont exposés à des risques multiples dont les conséquences touchent à la fois les dimensions économiques, sociales, sanitaires et environnementales. Elles soulignent l'importance de renforcer la résilience des infrastructures (logement, santé, éducation), les systèmes d'alerte et de préparation communautaire, ainsi que les filets de sécurité pour les moyens d'existence.

⁴⁵ Ce constat est cohérent avec les rapports de la FAO sur la vulnérabilité des systèmes agricoles dans les zones semi-arides du Maroc. Le rapport souligne que les exploitations agricoles dans les zones semi-arides du Maghreb, dont le Maroc, sont très vulnérables aux aléas climatiques, notamment la sécheresse. Ces exploitations, souvent orientées vers l'élevage de petits ruminants, souffrent de faibles investissements, de productivité limitée, et d'une forte pression sur les terres, ce qui compromet leur résilience face aux catastrophes naturelles. Source : Forum Euroméditerranéen des Instituts de Sciences Économiques (FEMISE), en collaboration avec la FAO et ICARDA, <https://www.fao.org/family-farming/detail/fr/c/294233/>

⁴⁶ *Vulnérabilité sismique : Le Royaume est-il bien armé contre les catastrophes naturelles ?*, Octobre 2022.

⁴⁷ *Healthcare Reform in Morocco: Progress and Key Challenges*, Vitavox Institute, Juillet 2025.

• POURQUOI LES CATASTROPHES NATURELLES SE PRODUISENT-ELLES ?



Les répondants attribuent majoritairement les catastrophes à une origine divine (59%), suivie par les phénomènes naturels (26%). El Haouz (72%) affiche la croyance la plus forte en une cause divine, tandis que Chichaoua (51%) reconnaît davantage les phénomènes naturels.

Par ailleurs, une part non négligeable de répondants (16% en moyenne, jusqu'à 22% à El Haouz) déclare ne pas savoir, ce qui peut refléter un manque d'accès à l'information ou une incertitude face aux explications disponibles.

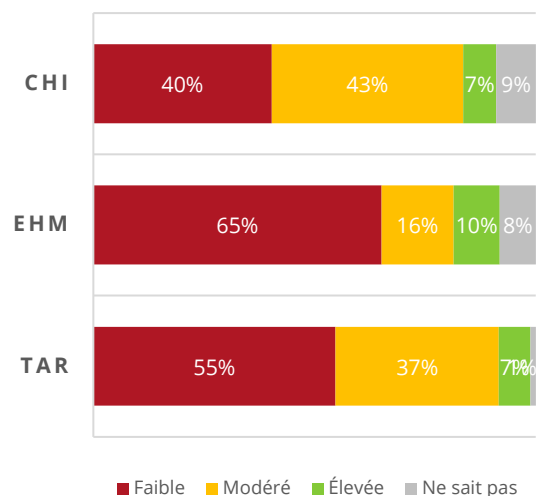
L'attribution aux actions humaines (5%) et au changement climatique (4%) reste faible, suggérant une faible sensibilisation sur ces aspects.

B. Préparation aux risques et aux catastrophes

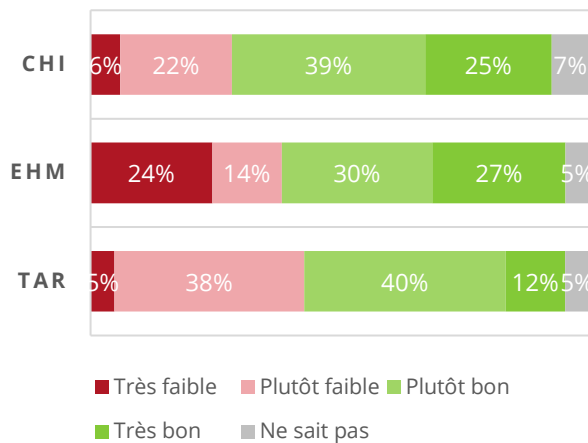
• COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LE NIVEAU DE CONNAISSANCES/SENSIBILISATION DE VOTRE COMMUNAUTÉ AUX RISQUES ET DANGERS POTENTIELS ?

La comparaison entre les provinces révèle des écarts en termes de sensibilisation aux risques et aux catastrophes. **El Haouz affiche la vulnérabilité la plus élevée**, avec 65% de ménages reportant une faible conscience des risques et seulement 10% en niveau élevé.

Chichaoua se distingue par une répartition plus équilibrée (40% faible, 43% modéré, 7% élevé), suggérant une meilleure réceptivité aux initiatives éducatives. **Taroudant**, quant à lui, se situe **entre les deux**, avec 55% des ménages reportant une faible sensibilisation et une proportion modérée de 37%.



• COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LE NIVEAU DE COORDINATION ET DE COMMUNICATION ENTRE LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ EN CAS D'URGENCE ?



Chichaoua présente une majorité (64%) de réponses positives avec 39% "Plutôt bon" et 25% "Très bon", indiquant une perception globalement favorable de la coordination.

El Haouz montre une répartition plus équilibrée, mais avec 24% évaluant la coordination comme "Très faible", ce qui peut suggérer des défis dans ce secteur.

Taroudant enregistre une forte proportion de réponses "Plutôt faible" (38%), ce qui pourrait indiquer une perception plus critique de la coordination et de la communication.

• PRÉPARATION FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE ET AUX CATASTROPHES/ EST-CE QUE LES MEMBRES DE VOTRE COMMUNAUTÉ....

... ont désigné des équipes d'intervention ou des personnes chargées de gérer les situations

83%



NON, NOUS NE DISPOSONS PAS ACTUELLEMENT D'ÉQUIPES D'INTERVENTION DÉSIGNÉES.

75% CHICHAOUA – 87% EL HAOUZ – 86% TAROUDANT

... ont accès aux outils et ressources nécessaires pour répondre aux besoins d'urgence

68%



NON, NOUS N'AVONS PAS ACCÈS AUX OUTILS ET RESSOURCES NÉCESSAIRES.

55% CHICHAOUA – 80% EL HAOUZ – 67% TAROUDANT

... ont établi des contacts pour demander l'aide des services compétents en temps utile

64%



NON, NOUS N'AVONS PAS DE CONTACTS ÉTABLIS POUR DEMANDER DE L'AIDE.

60% CHICHAOUA – 67% EL HAOUZ – 64% TAROUDANT

... ont des connaissances au niveau de la communauté sur la manière de se protéger contre une exposition en cascade à de nouveaux risques

70%



NON, IL Y A UN MANQUE DE SENSIBILISATION À LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES EN CASCADE.

54% CHICHAOUA – 73% EL HAOUZ – 81% TAROUDANT

... disposent de systèmes de soutien social en cas de perte d'un abri

70%



NON, NOUS NE DISPOSONS PAS DE SYSTÈMES DE SOUTIEN SOCIAL ÉTABLIS EN CAS DE Perte D'UN ABRI.

54% CHICHAOUA – 73% EL HAOUZ – 81% TAROUDANT

- QUELLES MESURES DE PRÉPARATION AUX CATASTROPHES SONT SELON VOUS, MANQUANTES JUSQU'À PRÉSENT (TOP 5)?

Disparités dans la perception du manque de préparation

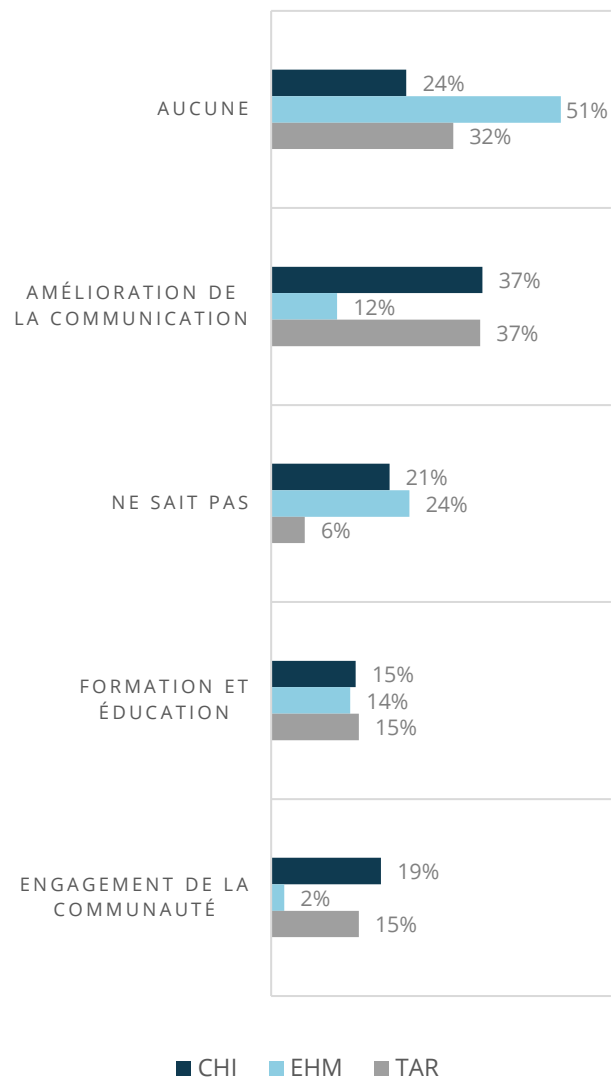
El Haouz affiche le taux le plus élevé de réponses "Aucune mesure manquante" (51%), ce qui peut indiquer une perception plus favorable de leur niveau de préparation.

Chichaoua et Taroudant présentent des taux plus modérés (respectivement 24% et 32%), suggérant une demande plus forte d'améliorations.

Principales priorités identifiées

Une *communication améliorée* (entendue comme de meilleurs canaux de communication pour recevoir des alertes et des mises à jour, instructions claires sur ce qu'il faut faire dans les différents scénarios d'urgence, etc.) est un besoin majeur pour Chichaoua (37%) et Taroudant (37%), tandis qu'El Haouz le juge moins problématique (12%).

Formation et éducation (entendue comme davantage de sessions de formation sur la préparation et la réponse aux catastrophes, ateliers sur les premiers secours, les procédures d'évacuation et la planification des urgences, etc.) est citée de manière similaire dans les trois provinces (env. 15%), soulignant l'importance de renforcer les capacités locales et la sensibilisation.



C. Gestion des Ressources Naturelles & Moyens de transport

- QUELS SONT LES PRINCIPAUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX CAUSÉS PAR LES ACTIVITÉS DE VOTRE COMMUNAUTÉ ?

Problèmes	CHI	EHM	TAR	ALL
1. Mauvaise élimination des déchets ou abandon de détritrus	34%	30%	49%	38%
2. Abattage d'arbres	42%	26%	27%	31%
3. Aucun	18%	36%	30%	29%
4. Surpâturage par le bétail	27%	1%	19%	15%
5. Surexploitation des ressources en eau	21%	5%	13%	12%
6. Ne sait pas	10%	14%	0%	8%
7. Erosion des sols (agriculture sur les pentes)	13%	2%	8%	8%
8. Autre	0%	1%	1%	1%

Mauvaise gestion des déchets (38%), particulièrement à Taroudant (49%)

Cela reflète un manque d'infrastructures de collecte et de traitement dans les zones rurales. Le rapport du *PNUD* sur la transition verte au Maroc souligne que la gestion des déchets reste un défi majeur dans les territoires ruraux, avec des pratiques informelles comme le brûlage ou l'abandon en milieu naturel⁴⁸.

Abattage d'arbres (31%), surtout à Chichaoua (42%)

Ce phénomène est lié à la pression sur les ressources forestières pour le bois de chauffage et la construction. Le rapport de la *FAO* sur les ressources forestières au Maroc indique que les prélèvements en bois de feu dépassent 3 à 4 fois la capacité de régénération des forêts, entraînant déforestation, érosion et perte de biodiversité⁴⁹.

Absence de problème perçu (29%), notamment à El Haouz (36%)

Cela peut refléter un manque de sensibilisation environnementale ou une normalisation des pratiques nuisibles. Le *PNUD* recommande de renforcer les capacités locales et la participation communautaire dans la gestion durable des ressources naturelles⁵⁰.

Surpâturage (27% à Chichaoua)

Typique des zones pastorales, le surpâturage appauvrit les sols et la végétation. La *FAO* estime que cette pression est 2 à 5 fois supérieure aux capacités de charge des parcours, aggravant la dégradation des terres⁵¹.

Conclusions

Ces résultats confirment que les trois zones sont confrontées à des pressions environnementales multiples, souvent exacerbées par : l'isolement géographique, le manque de services publics, la dépendance aux ressources naturelles pour la survie quotidienne. Ces constats reflètent l'importance de mettre en place des programmes de gestion communautaire des ressources naturelles, de promouvoir des pratiques agroécologiques et pastorales durables, et de renforcer la sensibilisation environnementale à l'échelle locale.

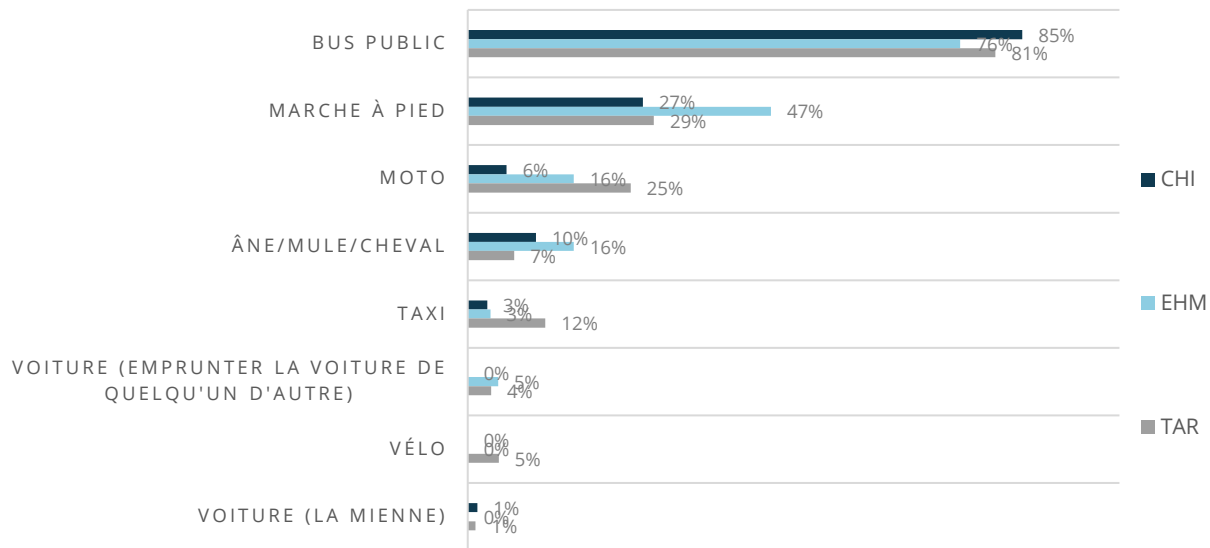
⁴⁸ *La Transition du Maroc vers une Economie Verte : Etat des Lieux et Inventaire*, PAGE (2022),

⁴⁹ *Evaluation des ressources forestières mondiales 2020 - Maroc*, FAO (2020)

⁵⁰ *S'adapter au changement climatique : un impératif pour le Maroc et un engagement stratégique pour le PNUD | Programme De Développement Des Nations Unies*, PNUD (2025)

⁵¹ *Id.* 36

• QUEL(S) MOYEN(S) DE TRANSPORT UTILISEZ-VOUS LE PLUS SOUVENT ? (MAX. 3)



Le bus public constitue le principal moyen de transport utilisé par les ménages dans les trois provinces, avec une moyenne de 81%. La marche à pied arrive en deuxième position (34%), bien que son usage varie sensiblement selon les régions : elle est particulièrement répandue à El Haouz (47%), suivie de Taroudant (29%) et Chichaoua (27%). Les motos et deux-roues représentent le troisième mode de transport le plus cité (16% au total), avec une forte concentration à Taroudant (25%), contre 16% à El Haouz et seulement 6% à Chichaoua.

• CONNECTIVITE / TÉLÉCOMMUNICATIONS

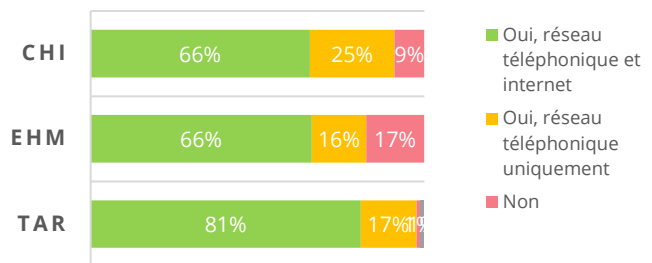
Est-ce que vous ou une personne de votre ménage possédez un téléphone portable ?

98% OUI

97% CHICHAOUA –
98% EL HAOUZ –
99% TARODANT



Y a-t'il du réseau téléphonique et internet dans votre douar ?



La quasi-totalité des ménages (98%) disposent d'au moins un téléphone mobile, sans variation notable entre les régions. En revanche, l'accès aux réseaux téléphoniques et internet dans les douars présente des disparités. À Taroudant, 81% des ménages déclarent bénéficier d'un accès combiné au réseau téléphonique et à internet, contre 66% à Chichaoua et El Haouz. L'accès au réseau téléphonique seul, sans internet, est rapporté par 25% des ménages à Chichaoua, 17% à El Haouz et 17% à Taroudant. Enfin, l'absence totale de connectivité (ni téléphone ni internet) concerne 9% des ménages à Chichaoua, 17% à El Haouz et seulement 1% à Taroudant. Globalement, la couverture en matière de télécommunications à la meilleure à Taroudant, suivie de Chichaoua, tandis qu'El Haouz présente les niveaux d'accès les plus faibles.



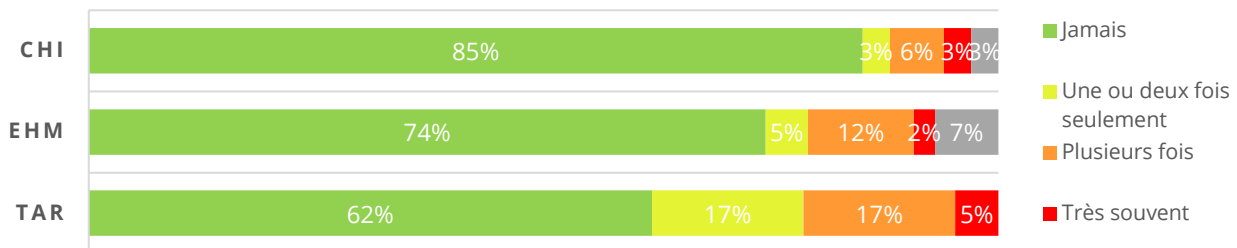
PROTECTION, GENRE ET INCLUSION

A. Préoccupations en matière de sécurité

Préoccupations en matière de sécurité au cours des trois derniers mois

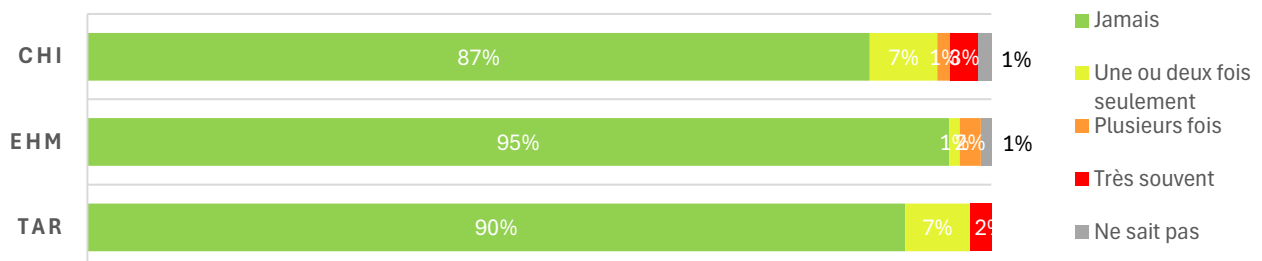
- **AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS, COMBIEN DE FOIS AVEZ-VOUS (OU QUELQU'UN DE VOTRE MÉNAGE) RESSENTI DES INQUIÉTUDES CONCERNANT :**

... le fait qu'un membre du ménage s'engage dans des activités risquées en raison des besoins économiques du ménage, ce qui pourrait nuire à son bien-être et à sa sécurité



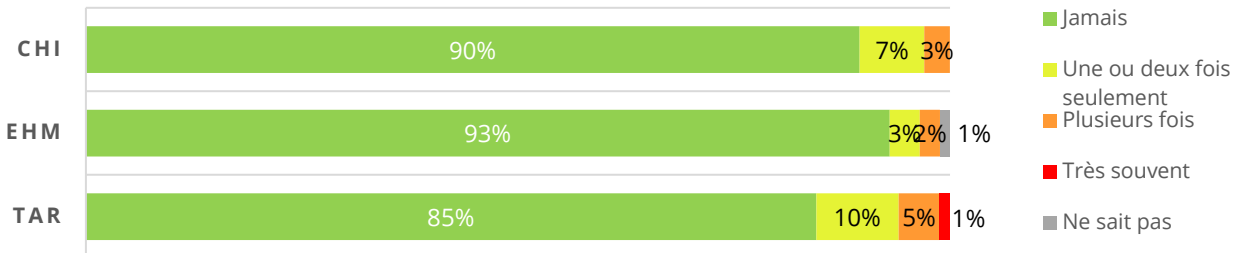
En moyenne, 73 % des ménages déclarent n'avoir jamais ressenti ce type d'inquiétude au cours des trois derniers mois, ce qui suggère une relative stabilité pour une majorité. Toutefois, 12 % l'ont ressentie plusieurs fois et 3 % très souvent, ce qui reste préoccupant. Les disparités régionales sont marquées : à Chichaoua, le sentiment d'inquiétude est le plus faible, avec 85 % des ménages n'ayant jamais été concernés. À El Haouz, ce taux descend à 74 %, avec 12 % des ménages ayant ressenti cette inquiétude plusieurs fois. **À Taroudant, la situation est plus préoccupante : 38 % des ménages ont exprimé une inquiétude récurrente** (17 % plusieurs fois, 5 % très souvent, 17 % une ou deux fois), ce qui reflète une pression économique plus forte et potentiellement un recours accru à des stratégies de survie risquées.

... faire face à l'insécurité dans leur maison ou abri (vol, intrusion, autres) ou en relation avec leurs biens (conflit sur la propriété foncière)



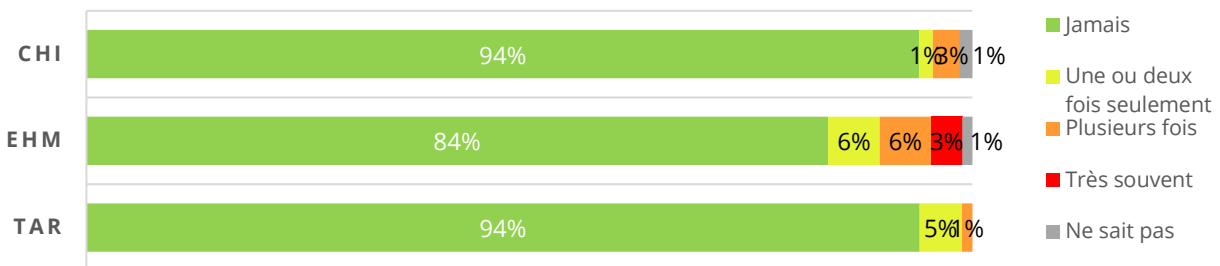
L'insécurité résidentielle ou foncière est une source d'inquiétude relativement limitée pour la majorité des ménages. Au niveau global, 91 % des répondants déclarent n'avoir jamais ressenti ce type d'inquiétude au cours des trois derniers mois, et seulement 2 % l'ont ressentie très souvent.

... être impliqué dans des conflits, soit au sein de votre communauté, soit avec d'autres communautés



Les tensions communautaires ou intercommunautaires sont peu ressenties par la majorité des ménages. Au niveau global, 89 % des répondants déclarent n'avoir jamais été préoccupés par un risque de conflit au cours des trois derniers mois, et seuls 3 % l'ont ressenti plusieurs fois, 0 % très souvent.

... faire face à une persécution et discrimination, y compris le refus d'accès aux services de base pour des raisons telles que la nationalité, l'ethnicité, la religion, l'association à un groupe social, le handicap, l'âge ou le sexe

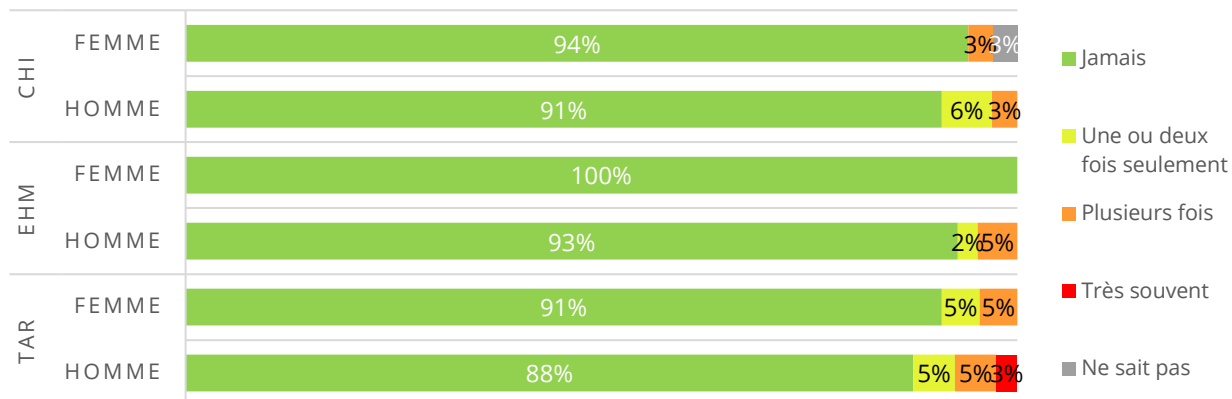


La majorité des ménages ne perçoivent pas de risque de persécution ou de discrimination dans leur quotidien récent. Au niveau global, 90 % des répondants déclarent n'avoir jamais ressenti d'inquiétude liée à ce type de situation au cours des trois derniers mois, et seuls 1 % l'ont ressentie très souvent.

Les disparités régionales sont modestes mais notables : **Chichaoua et Taroudant affichent des niveaux très faibles d'inquiétude** (94 % de « jamais » dans les deux cas). **El Haouz, en revanche, présente une perception plus marquée**, avec 16 % des ménages ayant ressenti une inquiétude au moins une fois (dont 3 % très souvent), ce qui pourrait refléter des tensions locales ou des obstacles d'accès aux services.

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent un environnement perçu comme relativement inclusif, mais appellent à une vigilance accrue à El Haouz, notamment pour prévenir les risques de marginalisation et garantir un accès équitable aux services pour tous les groupes.

- **AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS, COMBIEN DE FOIS LES FEMMES ET LES FILLES DE VOTRE MÉNAGE SE SONT-ELLES SENTIES EN DANGER EN MARCHANT DANS VOTRE COMMUNAUTÉ ?**



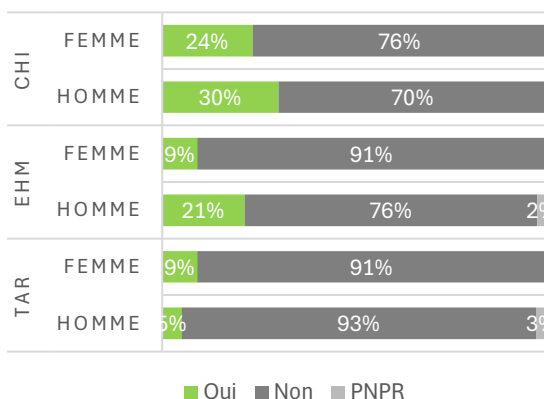
Dans l'ensemble, les perceptions de sécurité sont très positives parmi les répondants. Une large majorité, soit **93%**, estime que les femmes et les filles ne se sont jamais senties en danger dans leur communauté, ce qui témoigne d'un sentiment général de sécurité élevé. Cependant, des **différences de perception** émergent selon le genre et la localisation. Les hommes ont tendance à rapporter un peu plus d'incidents que les femmes, en particulier à Chichaoua et Taroudant — possiblement parce que les femmes normalisent davantage certaines situations ou hésitent à les signaler.

Enfin, bien que rares, certains témoignages font état d'un sentiment de danger fréquent, notamment à Taroudant. Ces cas, bien que isolés, méritent une attention particulière, car ils peuvent révéler des dynamiques locales préoccupantes qui ne doivent pas être négligées.

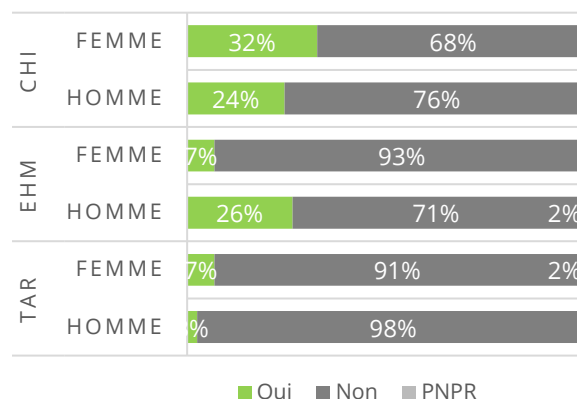
Connaissance de ressources dans et hors de la communauté pour les femmes et les enfants

- **CONNAISSEZ UNE PERSONNE OU UNE ASSOCIATION AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ...**

...qui pourrait aider un **enfant** qui subirait des violences et serait en danger?

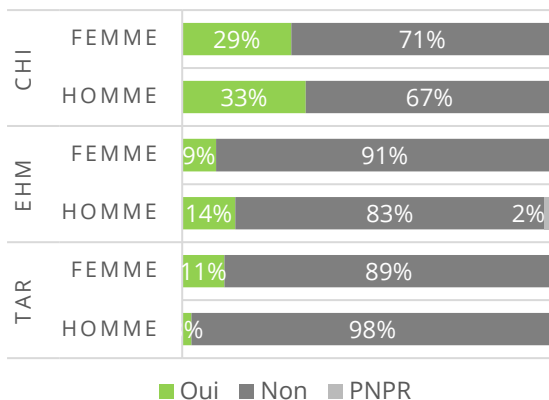


...qui pourrait aider une **femme** qui subirait des violences et serait en danger?

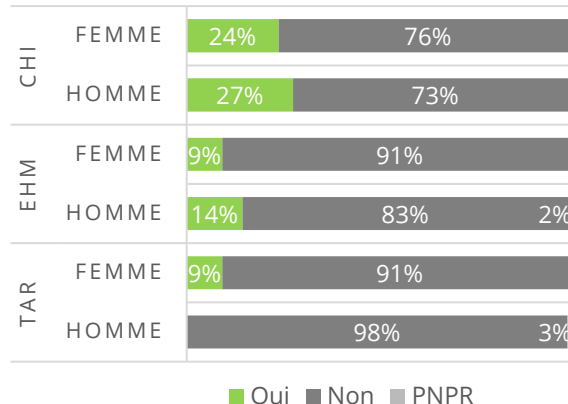


• CONNAISSEZ UNE PERSONNE OU UNE ASSOCIATION EN DEHORS DE LA COMMUNAUTÉ...

...qui pourrait aider un **enfant** qui subirait des violences et serait en danger?



...qui pourrait aider une **femme** qui subirait des violences et serait en danger?

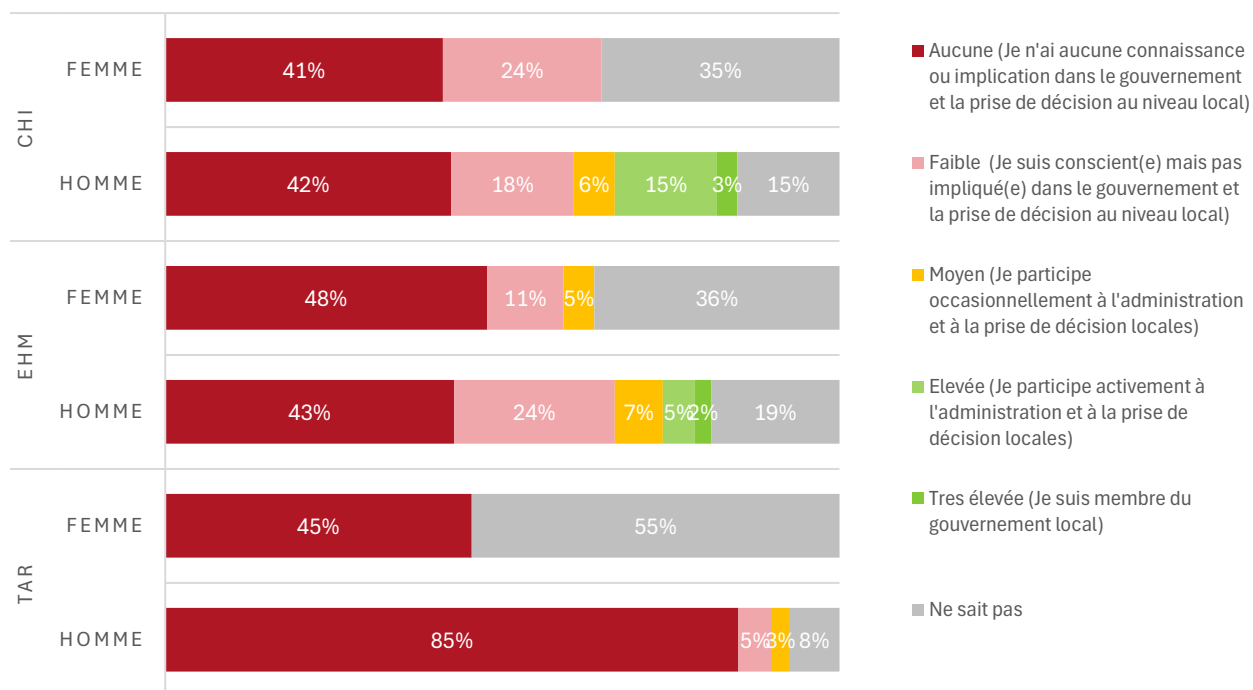


La connaissance des ressources pour les femmes et enfants victimes de violences reste très limitée, surtout à El Haouz et Taroudant. Chichaoua est la seule communauté où les femmes déclarent un niveau de connaissance relativement élevé, notamment pour les services disponibles dans la communauté. Ailleurs, les hommes sont généralement mieux informés que les femmes, ce qui reflète un accès inégal à l'information. À Taroudant, presque aucun répondant ne connaît de ressources, que ce soit pour les femmes ou les enfants. **Les ressources pour les enfants sont légèrement mieux connues que celles pour les femmes,** et les hommes déclarent plus souvent en avoir connaissance. Cela suggère un besoin urgent de renforcer la visibilité et l'accessibilité des services, en ciblant particulièrement les femmes et les zones les plus isolées.

B. Participation communautaire

| PARTICIPATION GÉNÉRALE

- COMMENT ÉVALUERIEZ-VOUS VOTRE IMPLICATION DANS LE GOUVERNEMENT LOCAL ET LA PRISE DE DÉCISION DANS CE VILLAGE OU COMMUNE ?



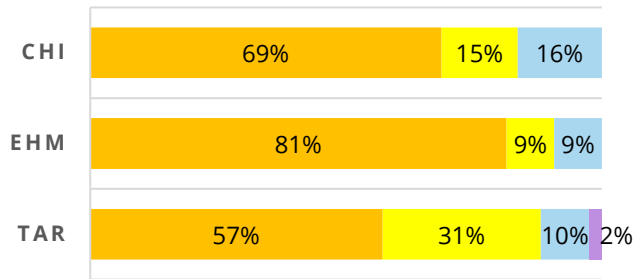
On constate **une implication globalement faible des ménages dans les processus de gouvernance locale**. Dans les trois régions, une majorité de répondants déclare n'avoir aucune implication ou seulement une conscience passive des mécanismes de décision. Les niveaux d'implication moyenne, élevée ou très élevée restent très marginaux dans l'ensemble des localités et pour les deux genres.

À Chichaoua, 42% des femmes et des hommes affirment n'avoir aucune implication, tandis que 41% des femmes se disent conscientes mais non impliquées, contre seulement 18% des hommes. À El Haouz, la tendance est similaire : 45% des femmes et 43% des hommes n'ont aucune implication, et près de la moitié des femmes (48%) se situent dans la catégorie d'implication faible. Taroudant présente une situation encore plus marquée, avec une très forte proportion d'hommes sans implication et un taux élevé de non-réponse, ce qui pourrait indiquer un désengagement ou un manque d'accès à l'information.

● PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE - EN GÉNÉRAL, QUI DANS VOTRE VILLAGE...

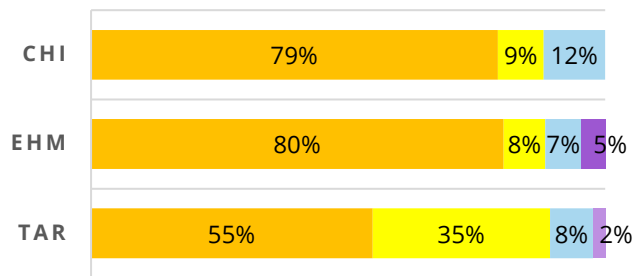
■ Seulement des hommes ■ Principalement des hommes ■ Parts égales ■ Principalement des femmes ■ Uniquement des femmes

... participe aux réunions communautaires?



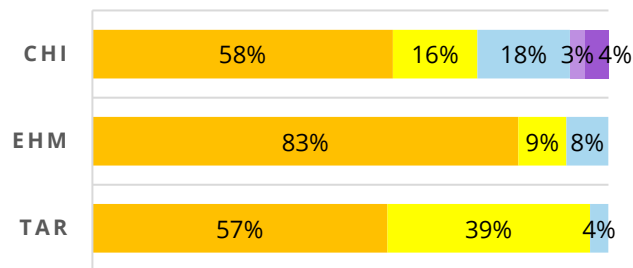
Les données révèlent une forte prédominance masculine dans les dynamiques communautaires. Au niveau global, **69 % des répondants indiquent que seuls les hommes participent aux réunions, et 71 % qu'ils sont également les seuls à prendre la parole.** La participation féminine reste marginale, avec seulement **1-3 %** de cas où les femmes sont majoritairement ou exclusivement impliquées.

...prend la parole aux réunions communautaires?



Les disparités régionales sont marquées. À **El Haouz** et **Chichaoua**, environ **80 %** des ménages rapportent une participation et une prise de parole exclusivement masculine, traduisant une exclusion quasi systématique des femmes. **Taroudant présente une configuration plus nuancée : 57 %** y signalent une participation masculine exclusive, mais **31-35 %** reconnaissent une prédominance masculine sans exclusivité, laissant entrevoir des marges d'ouverture.

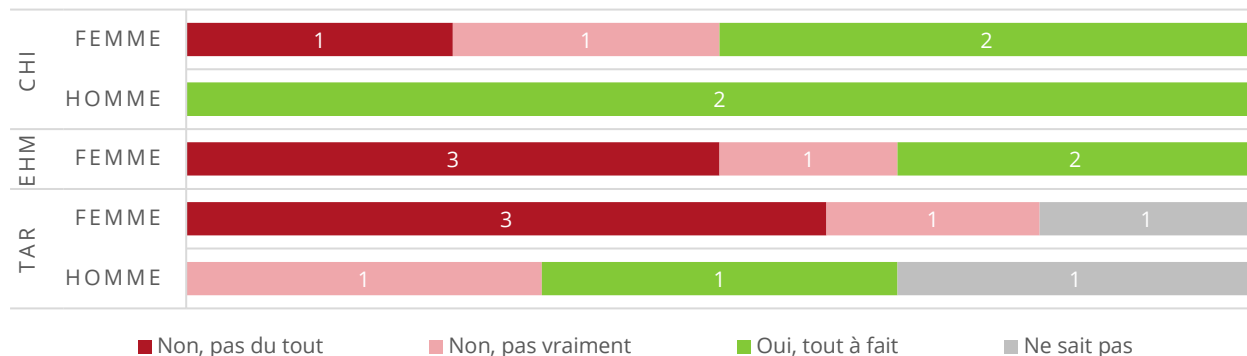
...influence les décisions concernant les affaires du village?



En ce qui concerne l'influence réelle sur les décisions, les perceptions suivent la même tendance : **les hommes sont largement perçus comme les seuls à orienter les choix communautaires.** Les cas de prise de décision partagée sont rares (9 %), et l'influence féminine reste très limitée.

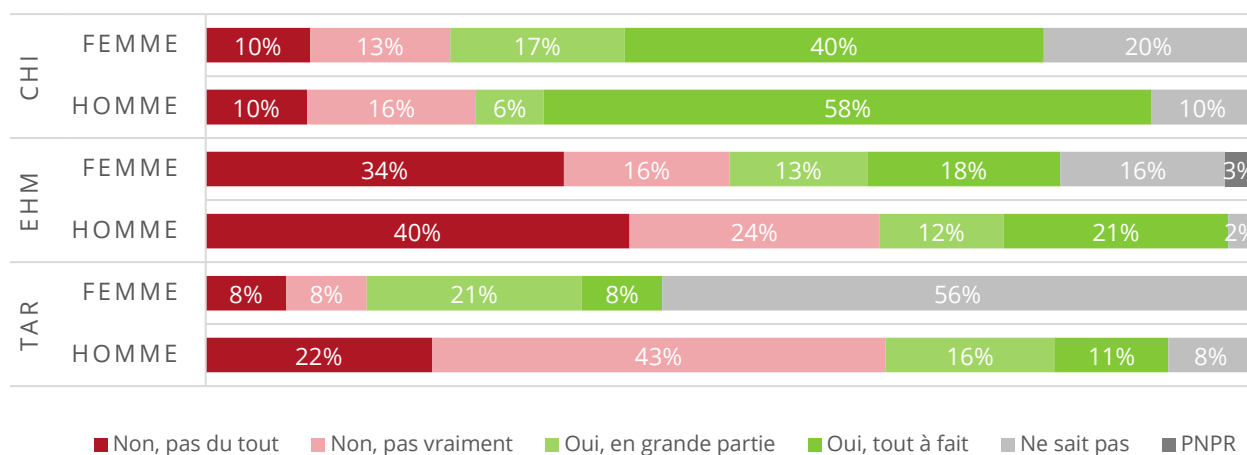
| PARTICIPATION DES JEUNES

- ESTIMEZ-VOUS AVOIR PARTICIPÉ AUX DÉCISIONS RELATIVES À LA RÉPONSE AU SÉISME PRISES PAR LA COMMUNAUTÉ, PAR LES AUTORITÉS LOCALES, ET/OU PAR LES ACTEURS HUMANITAIRES? (POSÉE UNIQUEMENT AUX RÉPONDANTS ÂGÉS ENTRE 18 ET 25 ANS) – N=20 (FEMME =15 ; HOMME = 5) -



Parmi les 20 répondants correspondant aux critères d'âge pour cette question (dont 15 femmes et 5 hommes)⁵², les perceptions de participation aux décisions liées à la réponse au séisme sont partagées et globalement limitées. Seuls 7 répondants estiment avoir été pleinement impliqués, tandis que 11 déclarent ne pas avoir participé ou très peu. Les femmes sont majoritairement représentées parmi ceux qui se sentent exclus, notamment à El Haouz et Taroudant, où les réponses négatives ou incertaines dominent. À Chichaoua, les jeunes hommes se montrent plus affirmatifs, suggérant une meilleure inclusion locale. En revanche, à Taroudant, plus de la moitié des jeunes femmes déclarent ne pas savoir si elles ont été consultées, ce qui traduit un manque de visibilité sur les processus décisionnels.

- ESTIMEZ-VOUS QUE LES JEUNES HOMMES ET FEMMES ÂGÉS ENTRE 18 ET 25 ANS ONT ÉTÉ CONSULTÉS PAR LA COMMUNAUTÉ, LES AUTORITÉS ET/OU LES ACTEURS HUMANITAIRES POUR PARTICIPER AUX DÉCISIONS RELATIVES À LA RÉPONSE AU SÉISME? (POSÉE UNIQUEMENT AUX RÉPONDANTS ÂGÉS DE 26 ANS ET PLUS)

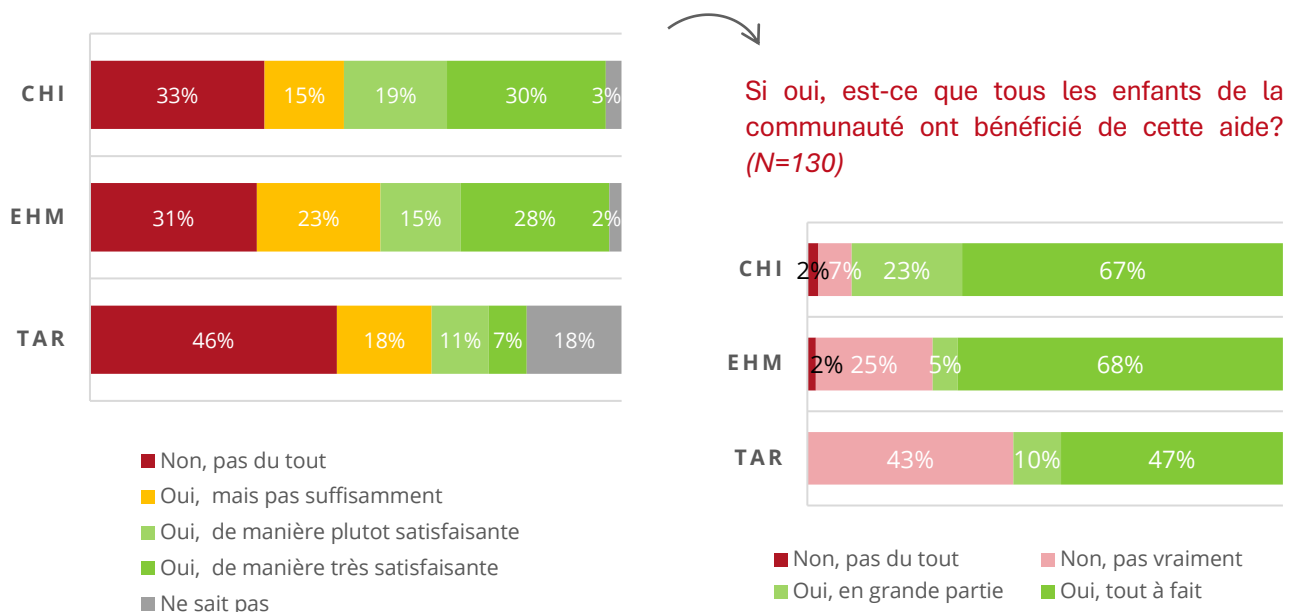


⁵² Compte tenu de la taille réduite de l'échantillon, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Ils indiquent néanmoins un besoin clair de renforcer les mécanismes de participation des jeunes, en particulier des jeunes femmes, dans les réponses communautaires et humanitaires post-crise.

Ce graphique met en évidence une **perception globalement mitigée quant à l'implication des jeunes (18-25 ans) dans les décisions liées à la réponse au séisme**. En moyenne, seuls 24 % des répondants estiment que les jeunes ont été pleinement consultés, et 14 % « en grande partie », tandis que 42 % jugent qu'ils ne l'ont pas été ou très peu (22 % « pas du tout », 20 % « pas vraiment »). En outre, le taux de **non-réponse ou d'incertitude** reste élevé (19 %), ce qui peut traduire un manque de visibilité sur les mécanismes de participation.

À **Chichaoua**, la perception est la plus favorable, avec 60 % des répondants estimant que les jeunes ont été consultés (dont 49 % « tout à fait »). Les hommes y sont plus affirmatifs (58 %) que les femmes (40 %), ce qui peut refléter des différences d'exposition ou de perception. À **El Haouz**, les avis sont plus critiques : 58 % des répondants estiment que les jeunes n'ont pas été consultés, et seulement 33 % les jugent impliqués. À **Taroudant**, les perceptions sont les plus contrastées : 39 % jugent que les jeunes n'ont pas été consultés, mais 33 % ne savent pas, ce qui révèle un flou important sur les processus de participation. Les femmes y expriment une forte incertitude (56 % « ne sait pas »), tandis que les hommes sont plus critiques (65 % « non ou pas vraiment »). Ces résultats suggèrent que la participation des jeunes dans les décisions post-séisme reste limitée et peu visible, en particulier à El Haouz et Taroudant.

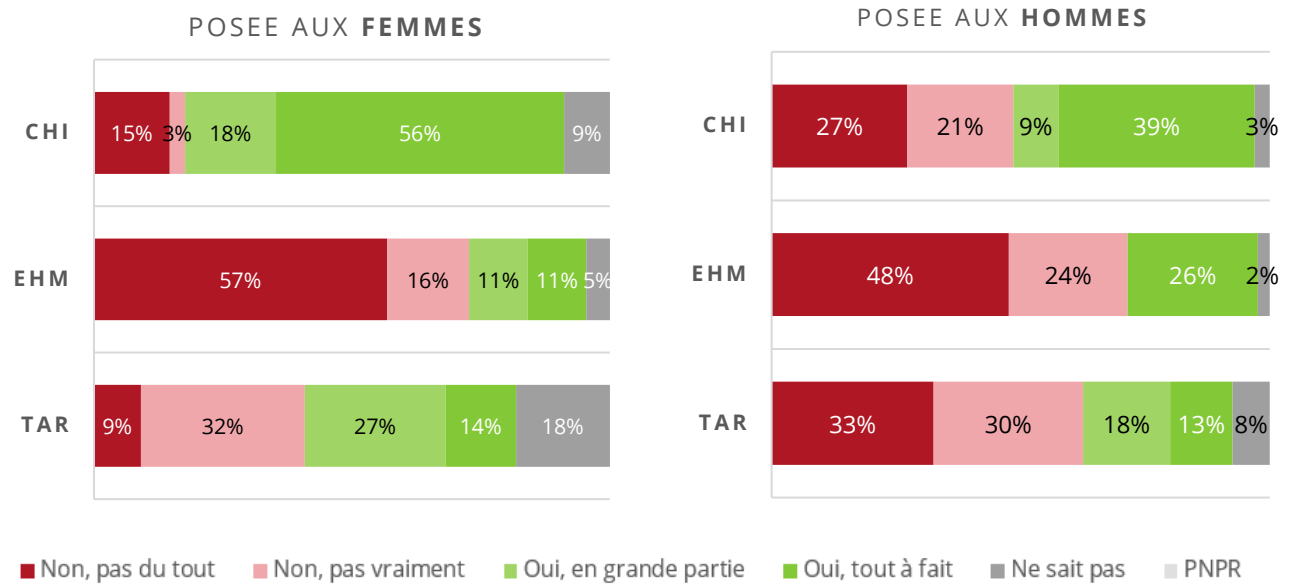
- ESTIMEZ-VOUS QUE LES ENFANTS DE LA COMMUNAUTÉ ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE AIDE MATÉRIELLE OU D'UN SUPPORT SPÉCIFIQUE À LEUR ÂGE ET À LEUR SITUATION D'ENFANT ?



La majorité des répondants estime que les enfants n'ont pas bénéficié d'un soutien matériel adapté à leur âge et à leur situation post-sismique. Au total, **37 %** jugent que l'aide a été **inexistante**, et seuls **21 %** la trouvent **très satisfaisante**. Les perceptions varient selon les provinces : **Chichaoua** et **El Haouz** présentent des avis plus équilibrés, tandis qu'à **Taroudant**, près de **la moitié** des répondants considèrent que l'aide n'a pas été adaptée, avec un taux élevé d'incertitude (**18 %**). Ces résultats pointent un besoin d'amélioration dans le ciblage et la visibilité des aides destinées aux enfants.

| PARTICIPATION DES FEMMES

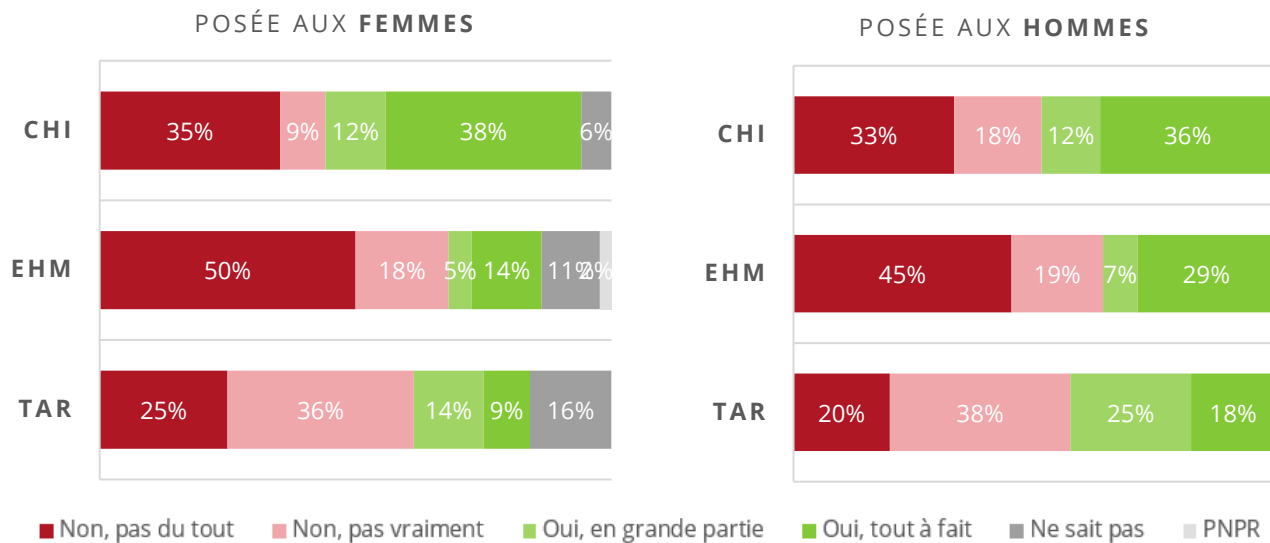
- ESTIMEZ-VOUS QUE LES FEMMES DE LA COMMUNAUTÉ ONT ÉTÉ CONSULTÉES PAR LA COMMUNAUTÉ, LES AUTORITÉS ET/OU LES ACTEURS HUMANITAIRES POUR PARTICIPER AUX DÉCISIONS RELATIVES À LA RÉPONSE AU SÉISME?



Sur le sujet de la participation aux décisions relatives à la réponse au séisme, les niveaux perçus de consultation des femmes varient sensiblement selon les zones évaluées, avec des écarts notables entre les perceptions exprimées par les femmes elles-mêmes et celles rapportées par les hommes. **À Chichaoua, 74% des femmes déclarent avoir été « largement » ou « totalement » consultées, ce qui constitue le taux le plus élevé parmi les trois localités.** Il s'agit de la seule zone où les femmes rapportent un niveau de participation supérieur à celui perçu par les hommes (48%), ce qui peut refléter des dynamiques plus inclusives ou une reconnaissance plus affirmée des espaces de participation féminins dans la réponse. **À El Haouz, la convergence des perceptions est marquée : 73% des femmes et 72% des hommes considèrent que les femmes n'ont pas ou peu été consultées.** Cette cohérence entre genres, bien que rare, souligne une exclusion importante des femmes des processus décisionnels liés à la réponse, perçue collectivement comme telle. **À Taroudant, les réponses apparaissent plus fragmentées. Si 41% des femmes estiment ne pas avoir été consultées, 18% expriment ne pas savoir.** Ce dernier chiffre pourrait indiquer une participation peu visible, voire absente. En intégrant cette incertitude, la proportion de femmes potentiellement non consultées dépasse la moitié. Par ailleurs, seuls 31% des hommes estiment que les femmes ont été fortement consultées, contre 41% des femmes elles-mêmes. Cette inversion des perceptions appelle à une attention particulière quant à la manière dont les mécanismes de participation sont conçus, perçus et rendus accessibles.

En moyenne, seules 44% des femmes interrogées se disent consultées, contre 46% qui ne le sont pas ou très peu, et 11% qui restent incertaines. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les mécanismes de participation féminine, en particulier à El Haouz et Taroudant, où l'inclusion reste limitée ou floue. Ce tableau reflète une perception masculine globalement mitigée quant à la consultation des femmes dans les décisions liées à la réponse au séisme. **À l'échelle globale, seuls 34% des hommes estiment que les femmes ont été consultées** (25% tout à fait, 9% en grande partie), tandis que 62% jugent qu'elles ne l'ont pas été ou très peu.

- ESTIMEZ-VOUS QUE LES FEMMES DE LA COMMUNAUTÉ SONT CONSULTÉES POUR PARTICIPER AUX DÉCISIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA VIE DE LA COMMUNAUTÉ?

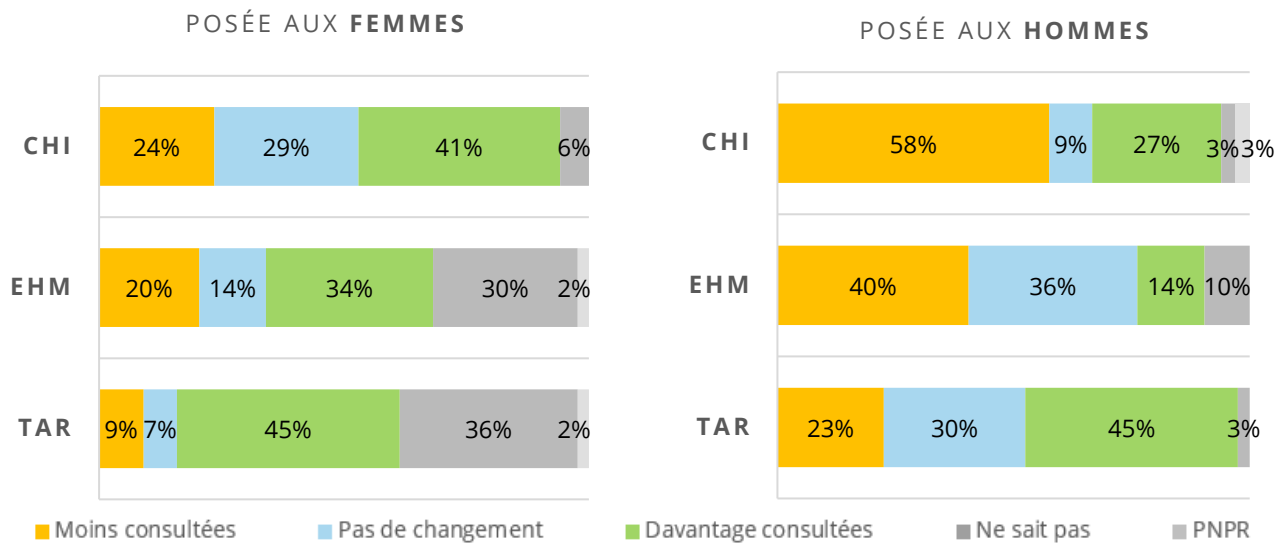


La majorité des femmes interrogées ne se sentent pas impliquées dans les décisions communautaires : 59% au total déclarent une absence ou une faible implication. Seules 29% estiment participer « en grande partie » ou « tout à fait », et 11% restent incertaines. À Chichaoua, les perceptions sont les plus positives, avec 50% des femmes se disant impliquées, contre 44% non impliquées. À El Haouz, la situation est plus préoccupante : 68% des femmes ne se sentent pas impliquées, et seulement 19% déclarent une participation significative. À Taroudant, les réponses sont plus fragmentées : 61% des femmes se disent peu ou pas impliquées, mais 16% ne savent pas, ce qui reflète un manque de clarté sur les mécanismes de participation. Ces résultats confirment une participation féminine limitée dans la vie communautaire, particulièrement à El Haouz et Taroudant, et soulignent la nécessité de rendre les espaces décisionnels plus accessibles et visibles pour les femmes.

Du côté des hommes, la perception est globalement partagée sur l'implication des femmes dans les décisions communautaires, mais avec des disparités notables selon les provinces. En moyenne sur les trois régions, **58% des hommes estiment que les femmes sont peu ou pas du tout impliquées**, tandis que 42% reconnaissent une certaine participation (15% en grande partie, 27% tout à fait).

Globalement, **une majorité de femmes (59%) et d'hommes (58%) s'accorde à dire que les femmes ne sont pas impliquées dans les décisions générales de la communauté.** Toutefois, des écarts de perception apparaissent selon les régions. À El Haouz, par exemple, 36% des hommes estiment que les femmes sont impliquées, contre seulement 19% des femmes — **soit un écart de près de moitié.** Une tendance similaire se retrouve à Taroudant (43% côté masculin vs 23% côté féminin). À Chichaoua, en revanche, les perceptions sont plus alignées, avec 48% des hommes et 46% des femmes reconnaissant une implication féminine. Un autre point notable est la **fréquence des réponses incertaines** (« je ne sais pas ») : les femmes y ont davantage recours, avec une moyenne de 11% selon les régions (de 6% à Chichaoua jusqu'à 16% à Taroudant), tandis que les hommes ne l'expriment jamais. Cela pourrait refléter un manque de visibilité ou d'accès aux espaces décisionnels pour les femmes.

- SOUHAITERIEZ-VOUS QUE LES FEMMES SOIENT DAVANTAGE OU MOINS CONSULTÉES?

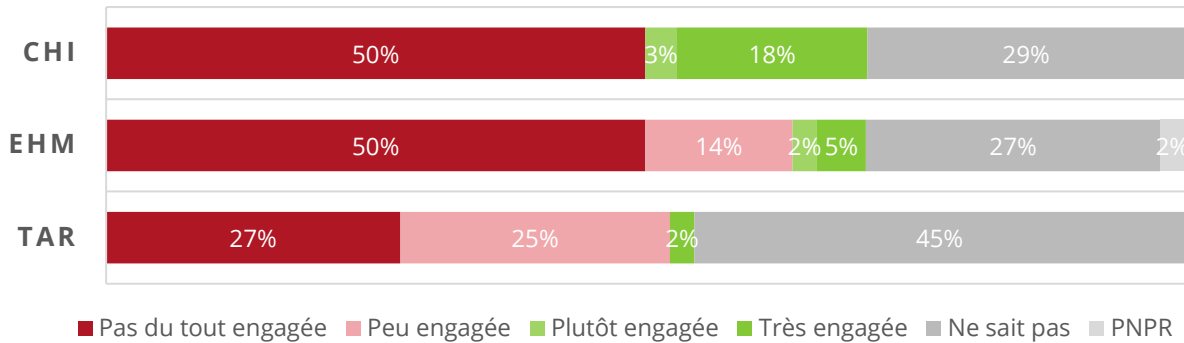


Dans l'ensemble, **les femmes sont plus nombreuses que les hommes à exprimer le souhait d'être davantage consultées dans les décisions liées à la vie communautaire (en moyenne, 40% des femmes, contre 29% des hommes)**. Les hommes, à l'inverse, sont plus enclins à estimer que la consultation actuelle est suffisante (26%) ou qu'elle pourrait être réduite (39%).

À Chichaoua, 41% des femmes souhaitent une consultation accrue, contre 27% des hommes. Ces derniers sont une majorité (58%) à penser qu'elle devrait être réduite, suggérant des attentes divergentes sur le rôle des femmes dans la prise de décision. **À El Haouz**, bien que 34% des femmes souhaitent plus de consultation, près d'un tiers se déclarent incertaines. Cela peut refléter un manque de visibilité sur les mécanismes existants. Côté masculin, seuls 14% souhaitent plus de consultation, 40% en souhaitent moins. **À Taroudant**, femmes et hommes sont à parité (45%) pour encourager davantage de consultation. Toutefois, 36% des femmes ne savent pas se prononcer, tandis que les hommes sont plus nombreux à considérer qu'aucun changement n'est nécessaire. Ces écarts montrent l'importance d'ajuster les approches participatives de manière progressive et adaptée à chaque localité, en tenant compte à la fois des attentes exprimées et des sensibilités locales.

Les hommes sont ainsi particulièrement nombreux à souhaiter une réduction de la consultation des femmes à Chichaoua (57%), suivis par El Haouz (40%) et Taroudant (23%). Par ailleurs, une proportion significative de femmes exprime une incertitude quant à leur propre niveau de consultation, notamment à Taroudant (36%) et El Haouz (30%), ce qui peut refléter un manque de visibilité ou de clarté sur les mécanismes de participation.

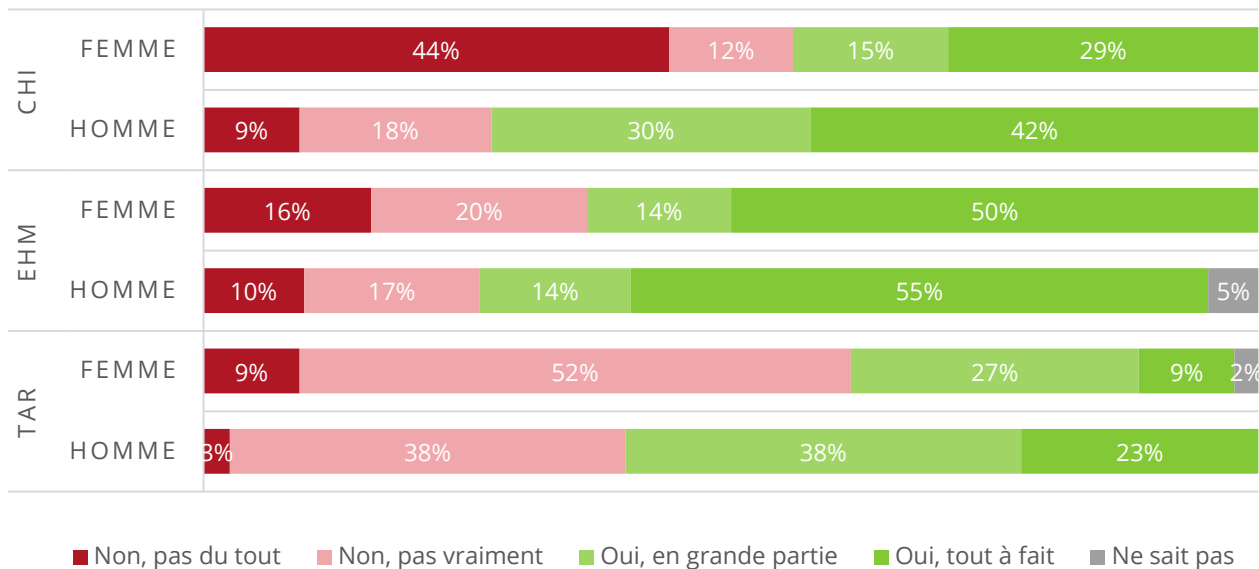
- **ETES-VOUS ENGAGÉE DANS UN GROUPE RASSEMBLANT PLUSIEURS PERSONNES DE LA COMMUNAUTÉ?**
(QUESTION POSÉE UNIQUEMENT AUX FEMMES)



La majorité des femmes interrogées déclarent ne pas être engagées dans un groupe communautaire : 42% en moyenne se disent pas du tout engagées, et 14% peu engagées. Seules 9% des répondantes se considèrent plutôt ou très engagées, ce qui reflète une participation féminine limitée dans les dynamiques collectives locales. Les perceptions varient selon les provinces : à Chichaoua et El Haouz, la moitié des femmes se disent non engagées, avec des taux très faibles d’implication active. À Taroudant, les réponses sont plus dispersées : 45% des femmes ne savent pas ou ne se prononcent pas, ce qui peut traduire un manque de clarté sur les espaces de participation existants.

C. Textes de lois

- **SELON VOUS, LES HOMMES ET LES FEMMES ONT-ILS LES MÊMES DROITS?**



Dans l’ensemble, **une majorité des personnes interrogées estime que les hommes et les femmes bénéficient des mêmes droits, avec 58% des répondants affirmant que c’est le cas**, soit en grande

partie, soit tout à fait. Toutefois, cette perception varie sensiblement entre les régions et le genre des répondants. À El Haouz, la perception d'égalité est la plus forte, avec plus de deux tiers des personnes (66%) exprimant un avis positif, dont plus de la moitié affirmant que les droits sont tout à fait égaux. Chichaoua présente également une tendance favorable, bien que plus nuancée, avec 58% de réponses positives. En revanche, à Taroudant, la perception est nettement plus critique : plus de la moitié des répondants (51%) estiment que les droits ne sont pas égaux entre hommes et femmes.

Les différences de perception entre les sexes sont également marquées. **Les hommes sont plus enclins à considérer que les droits sont égaux**, avec des taux d'accord allant jusqu'à 72% à Chichaoua et 69% à El Haouz. **Les femmes, en revanche, expriment davantage de réserves** : à Taroudant, seulement 36% d'entre elles estiment que les droits sont équitables.

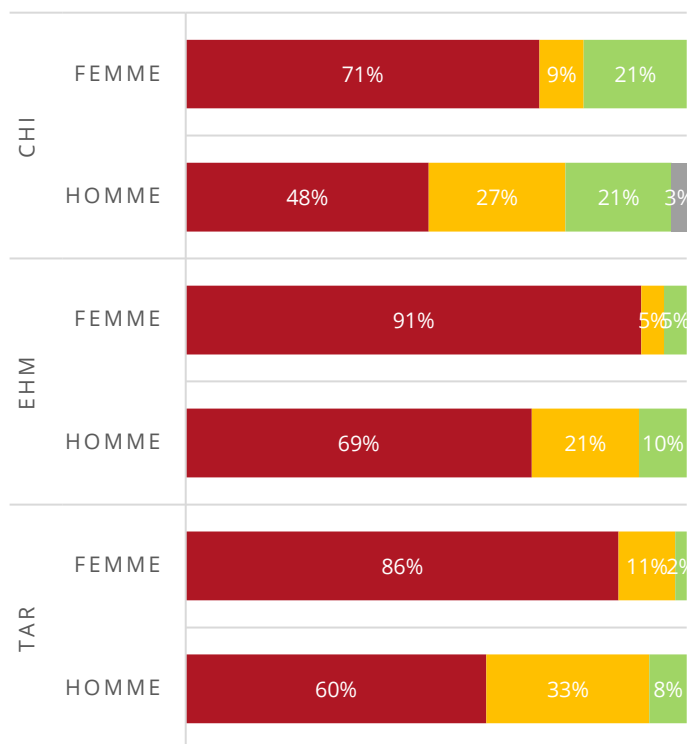
- **AVEZ-VOUS DÉJÀ ENTENDU PARLER DE LA CONSTITUTION DE 2011⁵³?**

Ce graphique illustre un **faible niveau de connaissance de la Constitution marocaine de 2011** parmi les ménages, avec des écarts selon le genre et la localité. Les femmes déclarent globalement un niveau de connaissance inférieur à celui des hommes, notamment à El Haouz et Taroudant, où plus de 85 % indiquent n'en avoir jamais entendu parler.

À Chichaoua, l'écart entre les genres est moins prononcé : 71 % des femmes et 48 % des hommes déclarent ne pas connaître la Constitution. C'est également dans cette localité que l'on observe le plus grand nombre de personnes affirmant « savoir de quoi il s'agit » (21 %).

À El Haouz, seuls 5 % des femmes et 10 % des hommes disent connaître le contenu de la Constitution.

À Taroudant, la connaissance reste modeste, surtout chez les femmes (2 %), avec une proportion plus importante d'hommes déclarant en avoir « entendu parler ».



- Non, je n'en ai jamais entendu parler
- Oui, j'en ai entendu parler mais je ne sais pas de quoi il s'agit
- Oui, j'en ai entendu parler et je sais de quoi il s'agit
- PNPR

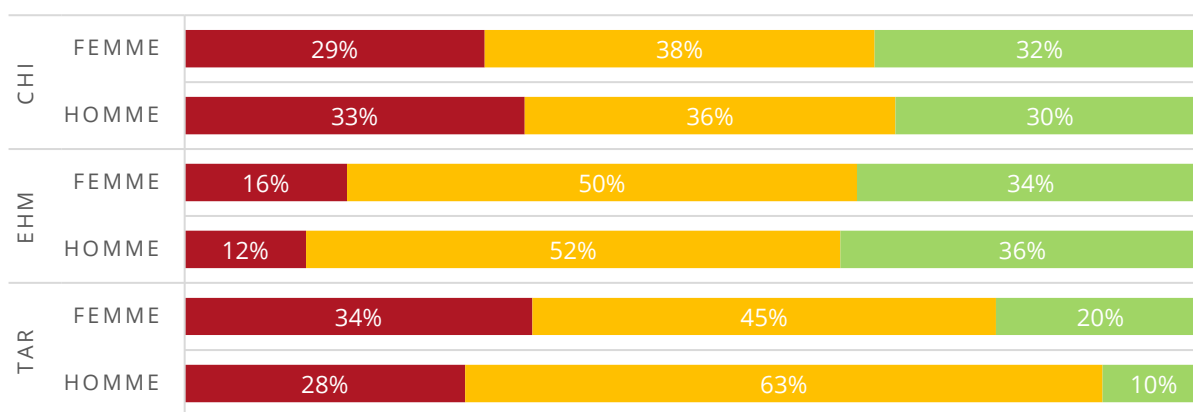
⁵³ [Nouvelle Constitution Maroc 2011](#)

Constitution marocaine de 2011 – Aperçu et dispositions sur l'égalité de genre

Adoptée par référendum le 1er juillet 2011, la Constitution du Royaume du Maroc marque une réforme majeure vers un État de droit démocratique. Elle renforce la séparation des pouvoirs, élargit les libertés fondamentales et consacre la participation citoyenne. Elle affirme également l'attachement du Maroc aux conventions internationales relatives aux droits humains.

Sur le plan du genre, l'article 19 établit l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Il engage l'État à œuvrer pour la parité et prévoit la création d'une Autorité pour la parité et la lutte contre toutes formes de discrimination. Cette reconnaissance constitutionnelle constitue une base juridique importante pour les politiques publiques en faveur de l'égalité.

• AVEZ-VOUS DÉJÀ ENTENDU PARLER DU CODE DE LA FAMILLE⁵⁴?



- Non, je n'en ai jamais entendu parler
- Oui, j'en ai entendu parler mais je ne sais pas de quoi il s'agit
- Oui, j'en ai entendu parler et je sais de quoi il s'agit

Le **Code de la Famille** du Maroc (**Moudawana**), adopté en 2004, régit les relations familiales : mariage, divorce, filiation, garde, héritage, etc. Il introduit une approche basée sur l'équité, la responsabilité conjointe des époux et la protection des droits de l'enfant.

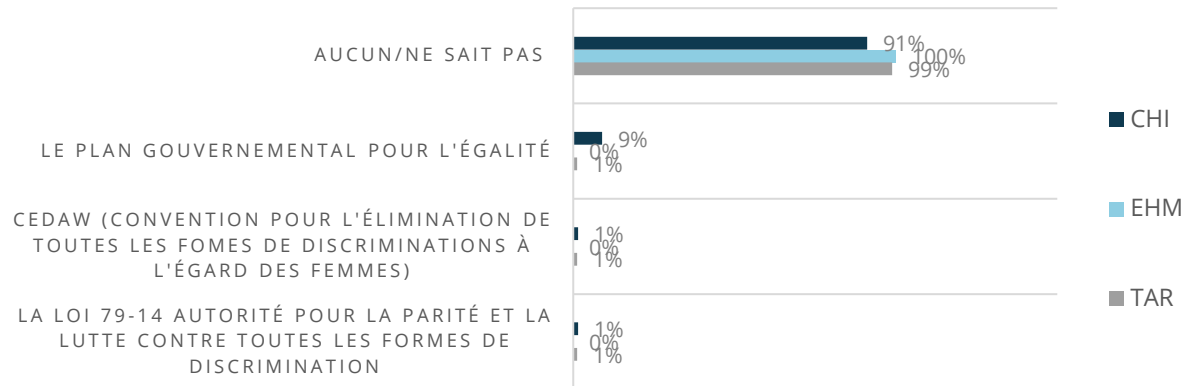
Sur le plan du genre, le Code institue notamment: l'âge légal du mariage fixé à 18 ans pour les deux sexes, la possibilité pour la femme de demander le divorce en justice, l'encadrement renforcé de la polygamie, la reconnaissance du principe de coparentalité.

Une réforme de la Moudawana a été officiellement lancée en 2023, à l'initiative royale, avec pour objectif de renforcer l'égalité entre les sexes et d'adapter le Code aux évolutions sociales. Le nouveau texte est en cours d'élaboration et devrait être adopté prochainement.

⁵⁴ Code de la Famille.pdf (2004 ; 2010); [Réforme de la Moudawana : le texte probablement adopté à la session parlementaire du printemps \(sources politiques\)](#) - Médias24 numéro un de l'information économique marocaine (Avril 2025) ; [La Réforme de la Moudawana au Maroc en 2024 : Une Haute Sollicitude Royale pour la Famille, Noyau de la Société](#) - Msalkhir (Décembre 2024).

Environ trois quarts des ménages déclarent avoir déjà entendu parler du Code de la Famille. Toutefois, près de la moitié (45%) indiquent ne pas en connaître le contenu, **ce qui limite à 27% en moyenne la part des ménages affirmant une bonne connaissance du Code.** La méconnaissance totale est la moins fréquente à El Haouz (14%), tandis qu'elle atteint environ 31% à Chichaoua et Taroudant.

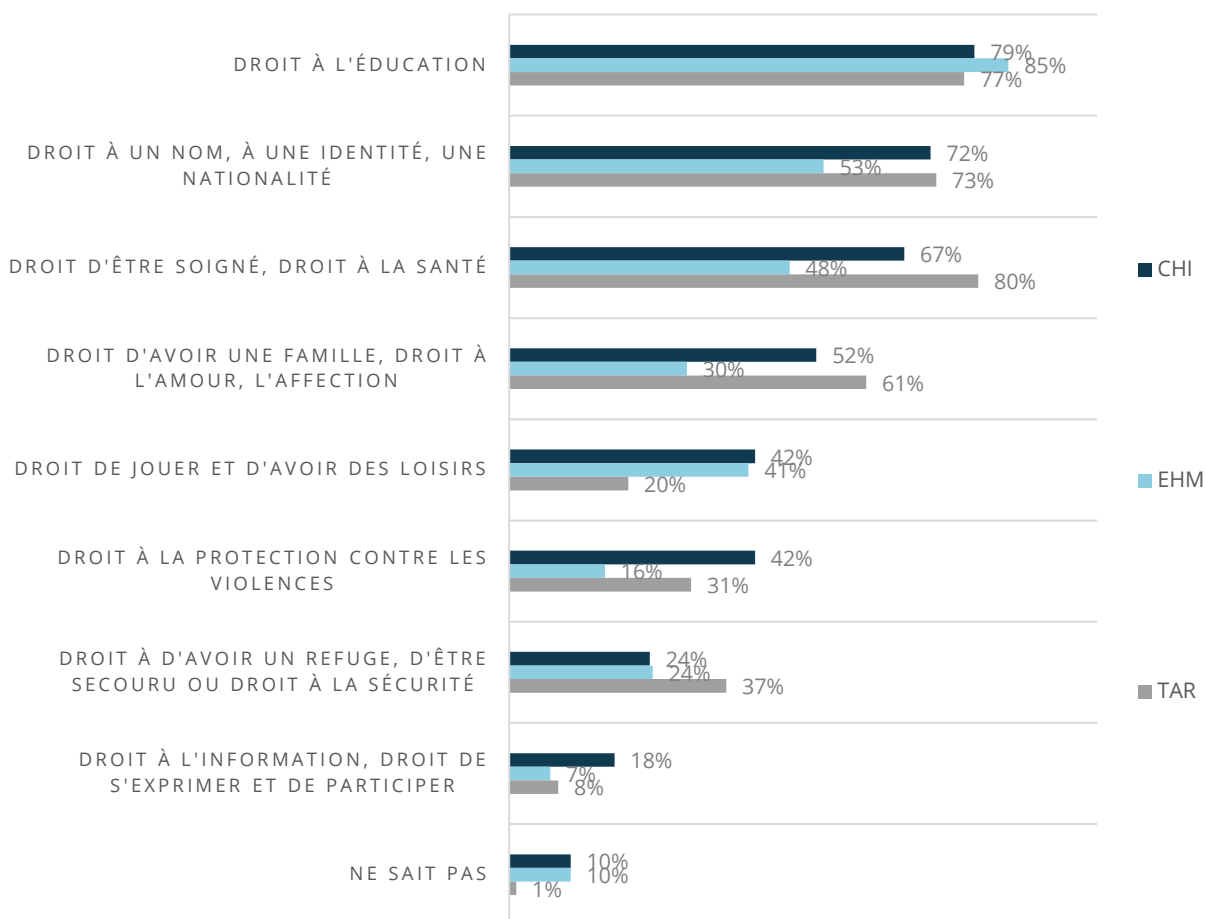
- **CONNAISSEZ-VOUS D'AUTRES TEXTES MONTRANT L'ENGAGEMENT DU ROYAUME POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES?**



Ceci révèle une méconnaissance généralisée des textes juridiques et politiques relatifs à l'engagement du Royaume du Maroc en faveur de l'égalité entre les sexes. En moyenne, 97% des ménages déclarent ne connaître aucun texte ou ne pas savoir, ce qui traduit un déficit d'information sur les cadres institutionnels existants.

D. Droits des enfants

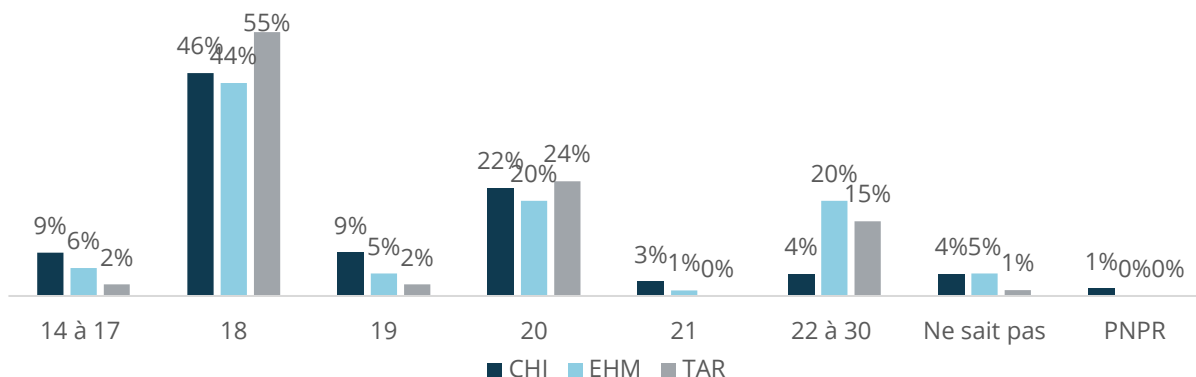
• POUVEZ-VOUS ÉNUMÉRER 5 DROITS FONDAMENTAUX DONT JOUISSENT LES ENFANTS?



Le **droit à l'éducation est le plus largement reconnu, avec 81%** des ménages le mentionnant, ce qui témoigne d'une forte sensibilisation à son importance. Suivent le **droit à une identité et une nationalité** ainsi que le **droit à la santé**, tous deux cités par **65%** des personnes interrogées.

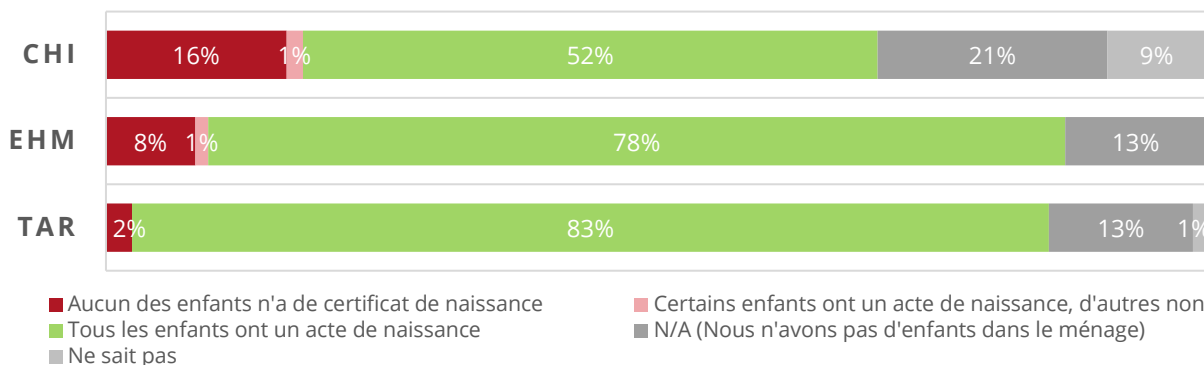
En revanche, d'autres droits essentiels sont beaucoup moins fréquemment évoqués. Le droit à une famille aimante n'est mentionné que par 47%, et le droit au jeu et aux loisirs par 34%, ce qui peut refléter une moindre prise de conscience de leur rôle dans le développement de l'enfant. Les droits liés à la protection contre les violences et à la sécurité/refuge sont chacun cités par 29% des répondants, ce qui est préoccupant compte tenu de leur importance dans les contextes de vulnérabilité. Enfin, le droit à l'information, à l'expression et à la participation est le moins reconnu, avec seulement 11%.

• POUVEZ-VOUS DONNER L'ÂGE MINIMUM LÉGAL AUQUEL UNE PERSONNE PEUT SE MARIER? QUEL EST CET ÂGE, SELON VOUS?



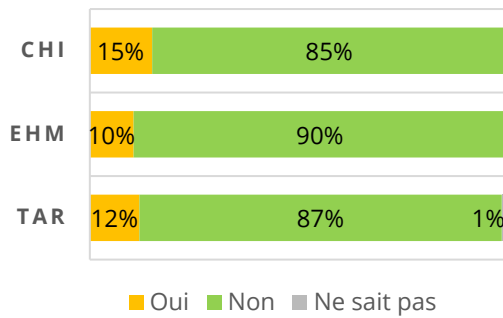
Une majorité relative des répondants identifie **18 ans comme l'âge minimum légal pour se marier, avec une prévalence allant de 44 % à 55 %** selon les régions. Toutefois, une part non négligeable mentionne 20 ans (entre 20 % et 24 %), ce qui peut révéler une certaine confusion entre âge légal et âge perçu comme socialement souhaitable. Les réponses mentionnant un âge inférieur à 18 ans restent très marginales, tandis qu'environ 4 % à 5 % déclarent ne pas savoir, et 1 % préfèrent ne pas répondre. En résumé : si l'âge légal de 18 ans est majoritairement reconnu, une part significative de la population semble incertaine ou mal informée sur ce point juridique.

• SI VOUS AVEZ DES ENFANTS, ONT-ILS UN ACTE DE NAISSANCE?



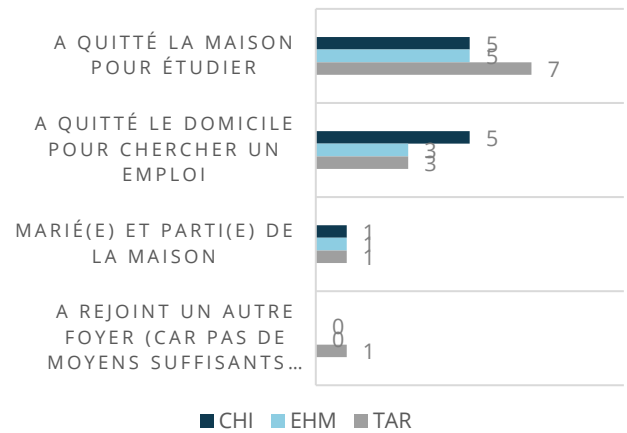
Une fois les ménages sans enfants exclus, la proportion de familles dont **tous les enfants disposent d'un acte de naissance** est nettement plus élevée que le taux brut initial de 73 %. Elle atteint **près de 90 % à El Haouz** et **plus de 95 % à Taroudant**, traduisant un bon niveau d'enregistrement civil dans ces deux provinces. À **Chichaoua**, le taux ajusté reste plus faible (**66 %**), ce qui confirme une vulnérabilité relative en matière d'accès aux droits civils pour les enfants. Ce résultat appelle à des efforts ciblés pour renforcer l'enregistrement des naissances. Ces résultats sont en phase avec en outre, 97% en moyenne des ménages qui rapportent affirmer qu'avoir un acte de naissance est important.

- VOTRE MÉNAGE A-T-IL UN ENFANT, FILS OU FILLE (DE MOINS DE 18 ANS) QUI NE VIT PAS ACTUELLEMENT DANS LE MÉNAGE ?



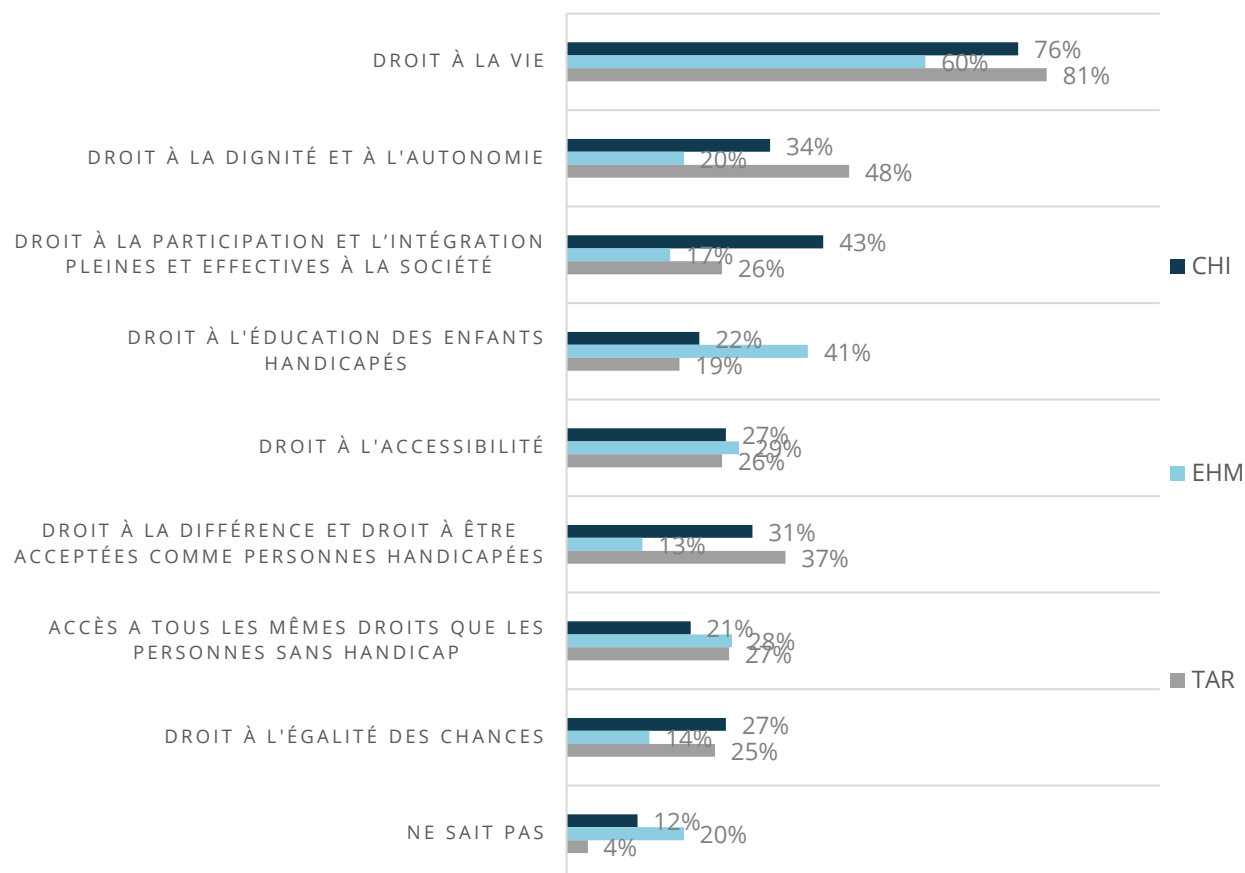
En moyenne, 13% des ménages déclarent avoir un enfant mineur vivant en dehors du foyer. Les principales raisons évoquées sont la poursuite d'études, suivies par la recherche d'un emploi.

Quelles sont les raisons pour lesquelles vos enfants/enfant ne vivent/vit pas dans le ménage ? (N=29)



E. Droits des personnes en situation de handicap (PSH)

- SELON VOUS, QUELS SONT LES DROITS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (PSH)?



Le graphique illustre les perceptions des ménages des droits des personnes en situation de handicap (PSH), en tenant compte des exemples explicites partagés avec les répondants pour faciliter leur compréhension. **Globalement, le droit à la vie** — entendu comme le droit à la sécurité et à des soins de santé adéquats — **est le plus reconnu (72 %)**, avec des taux particulièrement élevés à **Taroudant (81 %)** et **Chichaoua (76 %)**. Cela reflète une conscience forte des besoins fondamentaux de protection et de bien-être.

Les droits liés à la **dignité et à l'autonomie** (ex. respect, intimité, choix de vie indépendante) sont cités par **34 %** des répondants, avec une reconnaissance plus marquée à **Taroudant (48 %)**. Ce droit reste moins visible à El Haouz (**20 %**), ce qui peut indiquer une moindre sensibilisation aux dimensions non matérielles de l'inclusion.

Le **droit à la participation et à l'intégration sociale** — incluant le droit de voter, d'être consulté et de participer aux décisions — est reconnu par **28 %** des répondants, avec un pic à Chichaoua (**43 %**), suggérant une dynamique communautaire plus ouverte à l'inclusion civique. À El Haouz, ce droit est moins cité (**17 %**), ce qui peut refléter des barrières structurelles ou culturelles à la participation.

Le **droit à l'éducation des enfants handicapés** est mentionné par **28 %** des ménages, avec une reconnaissance plus forte à El Haouz (41 %), ce qui pourrait être lié à une exposition accrue aux défis d'inclusion scolaire. Ce droit reste moins visible à Taroudant (19 %), malgré une forte reconnaissance des droits fondamentaux. Les droits à **l'accessibilité** (accès aux services publics et infrastructures adaptées), à **la différence** (non-discrimination et respect de l'individualité), et à **l'égalité des chances** (évaluation sur les compétences, non sur le handicap) sont chacun cités par environ **27 %** des répondants. Ces droits sont mieux reconnus à Taroudant, notamment le droit à la différence (37 %) et à l'égalité des chances (25 %), ce qui peut refléter une sensibilité accrue aux enjeux de discrimination.

Note – exemples donnés pour chacun des droits lors du questionnaire

Droit à la vie (droit de vivre, droit à la sécurité): Exemple - Le droit d'avoir accès à des soins de santé adéquats et à des mesures de sécurité pour assurer leur bien-être et leur protection.

Droit à la participation et l'intégration pleines et effectives à la société : Exemple - Le droit de voter lors des élections, de se présenter comme candidat, de participer aux prises de décisions locales, provinciales, régionales et nationales, d'être consulté sur les questions qui les concernent.

Droit à la dignité et à l'autonomie : Exemple - Le droit d'être traité avec respect, de préserver son intimité et sa vie privée, de choisir de vivre de manière autonome et indépendante.

Droit à la différence et droit à être acceptées comme personnes handicapées : Exemple - Le droit d'être inclus dans la société, de ne pas être discriminé en raison de leur handicap, d'être respecté pour leur individualité.

Droit à l'égalité des chances : Exemple - Le droit de ne pas être exclu ou discriminé en raison de leur handicap, le droit d'être évalué sur la base de leurs compétences et non de leur handicap.

Droit à l'accessibilité : Exemple - Le droit d'avoir accès à tous les services publics, de santé, éducatifs, commerciaux, de restauration, etc., en bénéficiant d'installations et de services adaptés à leurs besoins.

Droit à l'éducation des enfants handicapés : Exemple - Le droit des enfants handicapés à recevoir une éducation de qualité, adaptée à leurs besoins spécifiques, et à être inclus dans le système éducatif de manière équitable.

Accès à tous les mêmes droits que les personnes sans handicap : Exemple - Les personnes handicapées ont le droit de bénéficier de tous les droits fondamentaux et civils garantis aux personnes sans handicap, tels que le droit à la liberté d'expression, le droit à la liberté de religion, le droit à un procès équitable, le droit à la liberté de mouvement, le droit à la vie familiale, le droit au travail, etc.

Enfin, **26 %** des ménages mentionnent **l'accès aux mêmes droits que les personnes sans handicap**, incluant les libertés fondamentales (expression, religion, vie familiale, travail, etc.). Ce droit est le plus cité à El Haouz (28 %), mais reste globalement sous-représenté, ce qui souligne un besoin de sensibilisation sur l'universalité des droits civils et politiques.

Le taux de **non-réponse ou d'incertitude** atteint **12 %** en moyenne, avec un pic à El Haouz (20 %), ce qui confirme la nécessité de renforcer l'information et l'éducation aux droits des PSH, en particulier dans les zones où la reconnaissance reste fragmentée ou partielle.

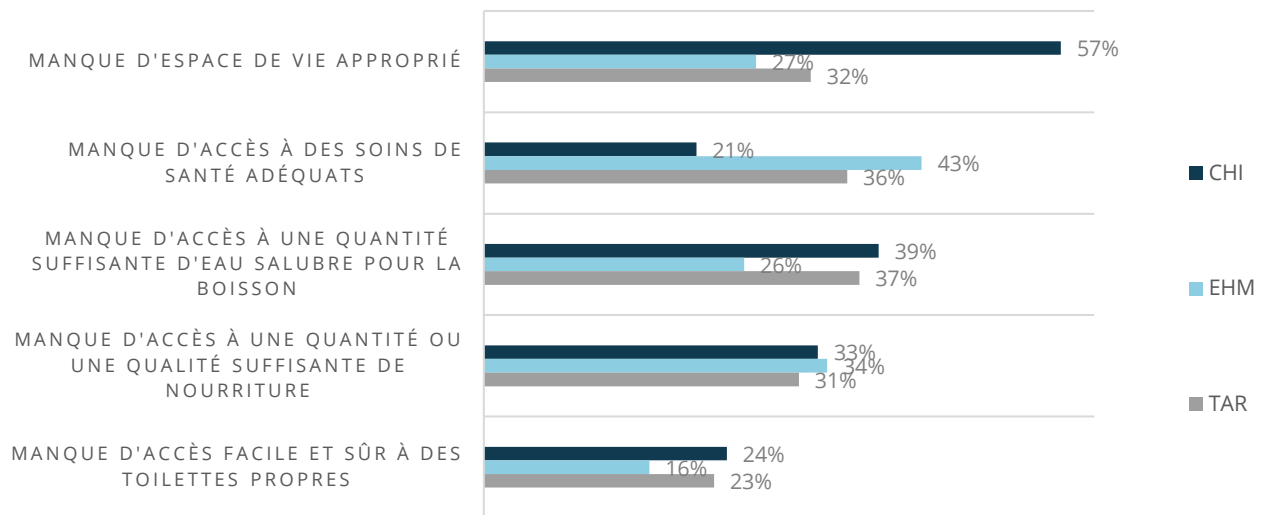
Rappelons que selon les données démographiques recueillies en début d'enquête, 17% des ménages — soit **près d'un ménage sur six — comptent au moins une personne en situation de handicap**. Ce taux varie selon les zones : 12% à Chichaoua, 21% à El Haouz et 18% à Taroudant Aussi, en moyenne, ce sont 5% (**soit un individu sur vingt**) des individus au sein des ménages sont considérés comme personnes en situation de handicap (PSH), selon la classification WGSS au niveau 3 ou plus, seuil utilisé pour définir l'inclusion dans cette catégorie (voir pages 12 et 13).




ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET REDEVABILITÉ

A. Redevabilité - principales difficultés et besoins

- 1. QUELS SONT LES DÉFIS/DIFFICULTÉS LES PLUS IMPORTANT(E)S AUXQUELS VOTRE MÉNAGE EST ACTUELLEMENT CONFRONTÉ ? (MAXIMUM 3) – TOP 5












Principales difficultés rencontrées par les ménages : **abri, soins de santé et eau potable**

1 
37%

2 
34%

3 
33%

En moyenne, les quatre principales difficultés rencontrées par les ménages se distinguent par des proportions très proches : **(1) le manque d'espace de vie approprié (37 %)**, **(2) l'accès insuffisant à des soins de santé adéquats (34 %)**, **(3) l'insuffisance d'eau potable pour la consommation (33 %)** et **(4) le manque de nourriture en quantité ou en qualité suffisante (32 %)**. Ces besoins essentiels sont quasi équivalents en termes de prévalence. La cinquième difficulté, moins fréquemment citée, concerne l'accès facile et sécurisé à des toilettes propres, avec une moyenne de 21 %. Il est important de souligner que l'ordre de priorité de ces besoins varie selon les provinces, comme le montre le tableau ci-dessous.

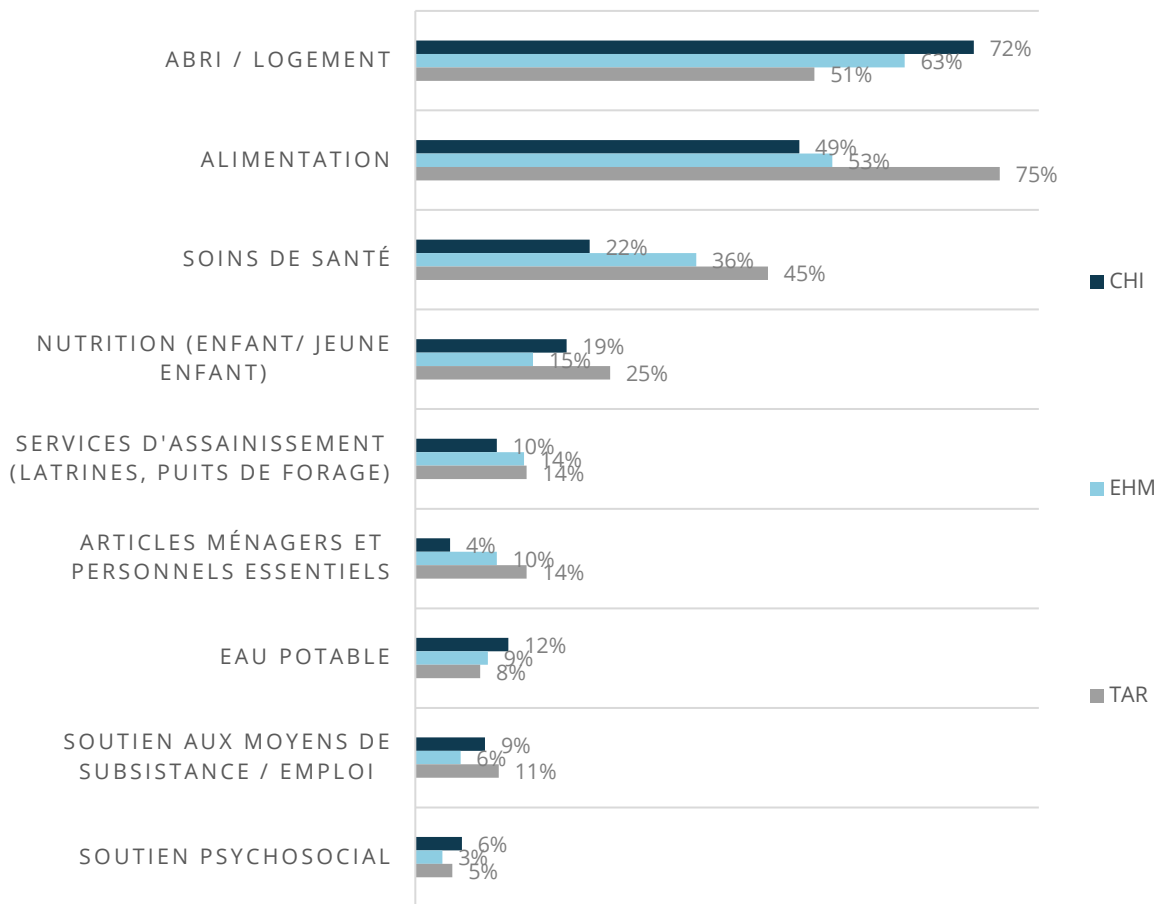
	CHI	EHM	TAR
1	Manque d'espace de vie approprié (57%) 	Manque d'accès à des soins de santé adéquats (43%) 	Manque d'accès à une quantité suffisante d'eau salubre pour la boisson (37%) 
2	Manque d'accès à une quantité suffisante d'eau salubre pour la boisson (39%) 	Manque d'accès à une quantité ou une qualité suffisante de nourriture (34%) 	Manque d'accès à des soins de santé adéquats (36%) 
3	Manque d'accès à une quantité ou une qualité suffisante de nourriture (33%) 	Manque d'espace de vie approprié (27%) 	Manque d'espace de vie approprié (32%) 

À **Chichaoua**, 57 % des ménages ont indiqué un manque d'espace de vie approprié, soit un niveau nettement supérieur à **El Haouz** (27 %) et **Taroudant** (32 %). Cette perception pourrait refléter à la fois des conditions de logement précaires préexistantes et une dégradation accentuée des habitations à la suite du séisme.

À **El Haouz**, les difficultés les plus fréquemment signalées concernent l'accès aux soins (43 %) et la sécurité alimentaire (34 %), traduisant une vulnérabilité perçue des services essentiels, possiblement aggravée par des ruptures d'accès à la suite du séisme.

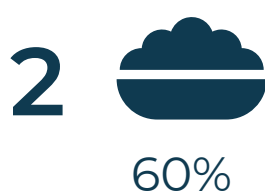
À **Taroudant**, les préoccupations exprimées par les ménages se concentrent sur l'accès à l'eau potable (37 %) et aux installations sanitaires adéquates (23 %). Ces éléments suggèrent que les infrastructures de base sont jugées insuffisantes ou détériorées, en lien avec les impacts cumulés du séisme et des fragilités structurelles préexistantes.

- 2. QUEL SOUTIEN VOTRE MÉNAGE SOUHAITERAIT-IL RECEVOIR DE LA PART DES ACTEURS HUMANITAIRES POUR L'AIDER À GÉRER CES PROBLÈMES/DÉFIS ? (MAX. 3)



Priorités dominantes pour l'assistance : abri, alimentation et soins de santé

Globalement, les ménages font ressortir trois domaines d'assistance prioritaires à l'échelle des trois provinces : (1) l'abri et le logement (61%), (2) l'alimentation (60%) et (3) les soins de santé (35%).

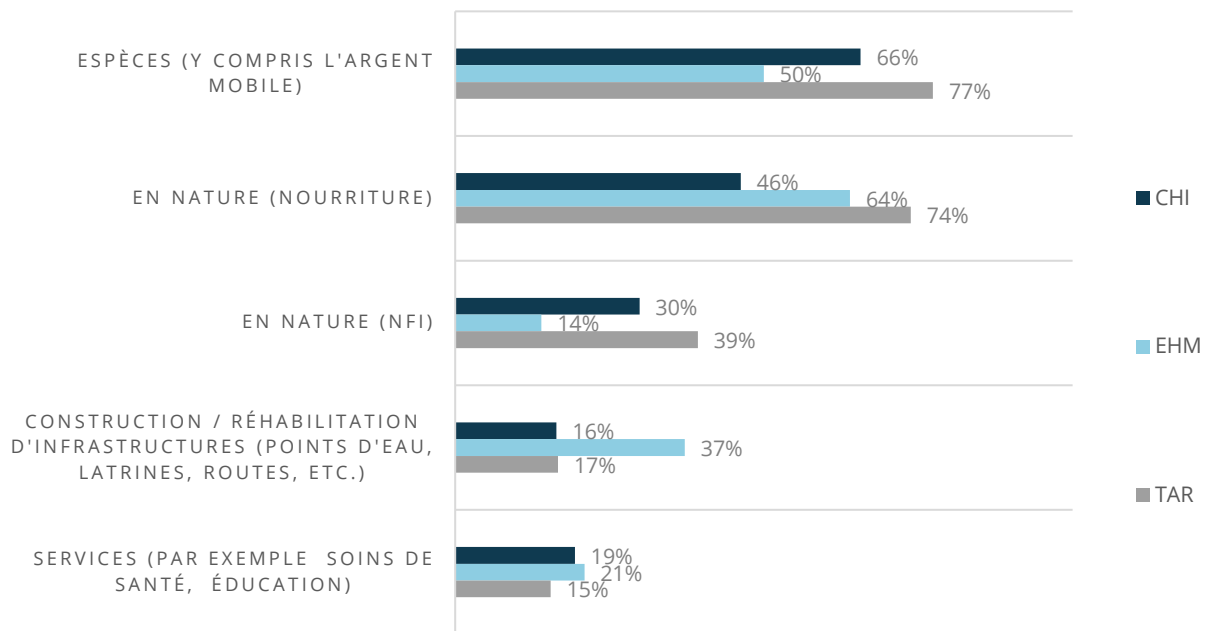


À Chichaoua, l'abri/logement est cité par 72 % des ménages, ce qui en fait le souhait d'assistance dominant — en cohérence avec les signalements précédents de précarité résidentielle. Ensuite, Chichaoua indique l'alimentation (49%) puis les soins de santé (22%). À El Haouz, les souhaits prioritaires reportés présentent la même hiérarchie et se concentrent autour de l'abri (63%) et de l'alimentation (53%), puis les soins de santé (36%). À Taroudant, les première et deuxième places sont inversées : ainsi l'alimentation constitue la principale demande (75%), suivie par l'abri/logement (51%) et les soins de santé (45%).

Priorités secondaires

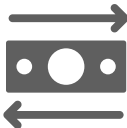
En complément de ces trois principales priorités d'assistance identifiées, plusieurs autres types de soutien ont également été mentionnés par les ménages, bien que dans des proportions moindres. Ces besoins incluent notamment le soutien à la **nutrition** des jeunes enfants (20%), les **services d'assainissement** (13%), les **articles ménagers essentiel** (10%), **l'accès à l'eau potable (10%)**, **l'appui au rétablissement des moyens d'existence** (8%), ainsi que le **soutien psychologique** (5%). Même s'ils sont moins fréquemment cités, ces domaines d'intervention méritent une attention particulière dans une approche multisectorielle, notamment pour assurer un relèvement progressif et global des communautés affectées.


- 3. SI VOTRE MÉNAGE DEVAIT RECEVOIR UNE AIDE HUMANITAIRE À L'AVENIR, QUEL TYPE D'AIDE (MODALITÉ) PRÉFÉRERIEZ-VOUS RECEVOIR ? (MAX 3)



Préférences de modalités d'aide humanitaire : espèces, nourriture, BNA

1. L'**aide en espèces** arrive en tête à Taroudant (77 %) et Chichaoua (66 %), traduisant une préférence pour la flexibilité dans la gestion des besoins. À El Haouz, elle est aussi citée par 50 % des ménages.
2. L'**aide alimentaire en nature** est fortement souhaitée à Taroudant (74 %) et El Haouz (64 %), tandis que Chichaoua l'exprime dans une moindre mesure (46 %). Cela reflète des tensions sur les systèmes d'approvisionnement et des difficultés d'accès aux denrées de base.
3. L'**assistance en biens non alimentaires (BNA/NFI)** reste en retrait dans les trois territoires, mais elle est davantage citée à Taroudant (39 %), suivie par El Haouz (30 %) et Chichaoua (14 %).



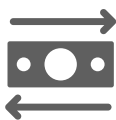






1 
64%

2 
62%

3 
27%

Les autres modalités — telles que la **construction ou réhabilitation d'infrastructures** et la fourniture de **services** (santé, éducation) — sont moins fréquemment mentionnées, bien qu'elles atteignent 37 % à El Haouz pour l'infrastructure, ce qui peut refléter une préoccupation accrue pour les équipements communautaires.

| Synthèse - analyse croisée des difficultés, préférences d'assistance et de modalité

	Difficultés rencontrées	Préférences d'assistance	Préférences de modalité
1	<p>Abri (37%)</p> 	<p>Abri (61%)</p> 	<p>Cash / espèces (64%)</p> 
2	<p>Soins de santé (34%)</p> 	<p>Alimentation (60%)</p> 	<p>Alimentation (62%)</p> 
3	<p>Eau potable (33%)</p> 	<p>Soins de santé (35%)</p> 	<p>Bien Non Alimentaires (27%)</p> 

En croisant ces informations, on remarque que **l'espace de vie/abri constitue la priorité absolue des ménages**, ce qui est cohérent avec les enjeux post-séisme. Il est en revanche plus surprenant de constater que **l'alimentation** arrive en deuxième position parmi les besoins d'assistance, tout comme l'aide alimentaire en nature figure en deuxième choix de modalité de soutien. Cette **double préférence** suggère que les ménages souhaitent se décharger de la gestion de la nourriture, potentiellement parce qu'elle mobilise du temps et de ressources ou qu'ils y voient un allègement significatif de leurs charges quotidiennes, ou encore que de précédentes distributions de vivres ait été particulièrement appréciées. Enfin, la demande de prise en charge des soins de santé confirme que **l'accès aux services médicaux reste une préoccupation majeure pour ces communautés**.

B. Redevabilité - pertinence de l'aide et contacts avec le CRM

• SATISFACTION GÉNÉRALE



98%

PENSENT QUE LE CROISSANT-ROUGE MAROCAIN ACCORDE LA PRIORITÉ AUX PERSONNES QU'IL SOUTIEN ET À LEURS BESOINS

98%

PENSENT QUE LE CROISSANT-ROUGE MAROCAIN APPORTE UNE AIDE À CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN DANS VOTRE COMMUNAUTÉ

99%

SONT SATISFAITS DE L'AIDE ET/OU DES SERVICES FOURNIS PAR LE CROISSANT-ROUGE MAROCAIN JUSQU'À PRÉSENT

• CONSULTATION / PARTICIPATION

Le Croissant-Rouge marocain vous a-t-il consulté au sujet de vos besoins avant de vous venir en aide ?

87%

OUI (EN GRANDE PARTIE/
COMPLÈTEMENT)

95% CHICHAOUA – 72% EL HAOUZ –
95% TAROUDANT

Le taux global de 87 %, avec des pics à Chichaoua et Taroudant (95 %), montre une bonne intégration de l'approche participative par le CRM. Toutefois, El Haouz (72 %) reste en retrait, indiquant un besoin de renforcer les pratiques de consultation et l'implication communautaire dans cette zone.

Vous sentez-vous bien informé(e) sur le type de soutien que le Croissant-Rouge marocain peut vous apporter ?

83%

OUI (EN GRANDE PARTIE/
COMPLÈTEMENT)

97% CHICHAOUA – 65% EL HAOUZ –
89% TAROUDANT

La majorité des personnes se sentent bien informées sur le type de soutien du CRM, ce qui reflète l'efficacité globale des efforts de communication. Cependant, le résultat reste en deçà de l'objectif de 90 %, notamment à El Haouz, où l'accès à l'information doit être renforcé.

Avez-vous le sentiment que votre opinion a été prise en compte par le Croissant-Rouge marocain (lors de la planification de l'aide et des services à fournir à cette communauté) ?

91%

OUI (EN GRANDE PARTIE/
COMPLÈTEMENT)

98% CHICHAOUA – 78% EL HAOUZ –
98% TAROUDANT

Un taux élevé qui montre que les communautés perçoivent leur participation comme valorisée dans la planification de l'aide. Ce résultat renforce la légitimité du CRM et souligne la confiance accordée par les populations à ses mécanismes de redevabilité.

● MÉCANISMES DE FEEDBACK

Savez-vous comment faire part au Croissant-Rouge marocain de vos suggestions, commentaires, questions ou plaintes ?

51% OUI
63% CHICHAOUA – 45% EL HAOUZ – 46% TAROUDANT

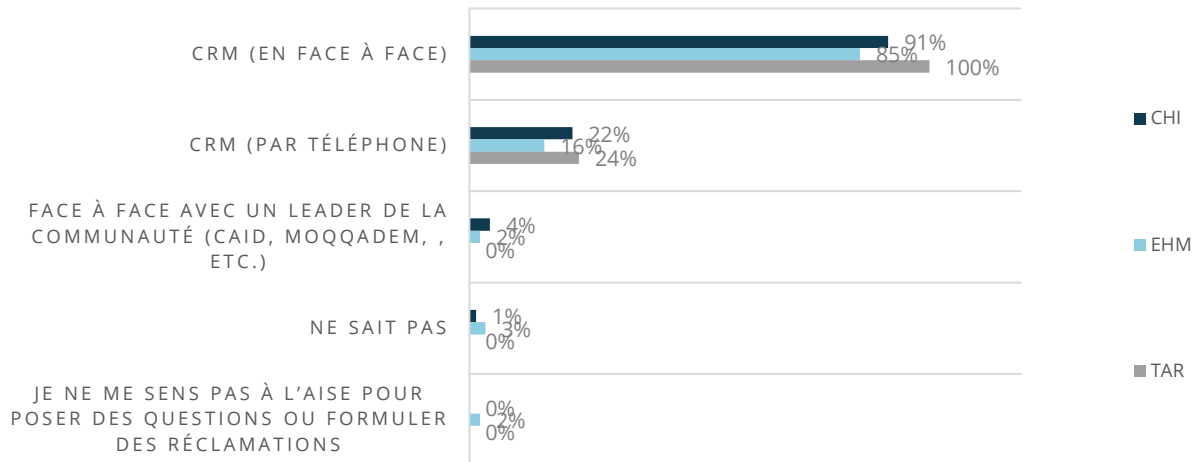
Un peu plus de la moitié des personnes savent comment faire part de leurs retours au CRM, bien que ce taux reste inférieur à l'objectif de 80 %. La situation est particulièrement faible à El Haouz et Taroudant. La mise en place de la ligne verte et la communication autour de l'email du comité national des plaintes devraient renforcer l'accès et la confiance envers ces canaux.

Avez-vous déjà signalé un problème ou déposé une plainte auprès du Croissant-Rouge marocain ?

82% NON
73% CHICHAOUA – 84% EL HAOUZ – 87% TAROUDANT

La majorité des personnes n'a jamais utilisé les mécanismes de plainte, notamment à Taroudant (87 %) et El Haouz (84 %), ce qui pourrait refléter un manque d'accès, de méconnaissance du mécanisme ou de confiance. La ligne verte et la communication/mise en place des comités de gestion des plaintes sont essentielles pour améliorer la transparence et encourager leur utilisation.

Quel(s) serai(en)t votre/vos moyen(s) de communication préféré(s) pour faire part de vos suggestions, commentaires, questions ou plaintes au CRM ?



- **COMPORTEMENT DU CROISSANT ROUGE MAROCAIN**

57%

SERAIENT SUSCEPTIBLES DE SIGNALER UN COMPORTEMENT INAPPROPRIÉ DE LA PART D'UN TRAVAILLEUR HUMANITAIRE, S'ILS DEVAIENT SUBIR OU OBSERVER UN TEL COMPORTEMENT

Ce taux relativement bas pourrait révéler des fragilités en matière de protection et de confiance. Il confirme la nécessité de mécanismes sûrs, accessibles et anonymes. La ligne verte en cours d'implémentation et les contacts du comité national des plaintes, s'ils sont bien diffusés, permettront de sécuriser et faciliter le signalement d'abus.

99%

ONT LE SENTIMENT QUE LE PERSONNEL ET LES VOLONTAIRES DU CROISSANT ROUGE MAROCAIN LES TRAITENT AVEC RESPECT

IV. CONCLUSIONS

1. ABRIS ET HABITAT

- A. DÉGÂTS AUX MAISONS ET RECONSTRUCTION

En ce qui concerne les dégâts causés aux habitations par le séisme, **près de trois quarts des ménages (73 %) ont vu leur maison détruite ou nécessitant une démolition suivie d'une reconstruction** (67 % à Chichaoua, 74 % à El Haouz, 76 % à Taroudant). Le quart restant est confronté à des besoins de réparation (24 % en moyenne, avec 31 % à Chichaoua, 21 % à El Haouz et 23 % à Taroudant).

Malgré le lancement de programmes gouvernementaux de soutien à la reconstruction, les niveaux d'avancement restent faibles dans les douars couverts par l'enquête. **En début 2025, seuls 12 % des ménages concernés par la reconstruction déclarent avoir terminé ou presque terminé les travaux** (13 % à Chichaoua, 6 % à El Haouz, 17 % à Taroudant). Pour les réparations, ce taux est similaire (10 % en moyenne), avec des disparités marquées : 14 % à Chichaoua, 0 % à El Haouz, 16 % à Taroudant. Une part significative des ménages n'a pas encore entamé les travaux : 36 % pour la reconstruction (42 % à Chichaoua, 55 % à El Haouz, 11 % à Taroudant) et 57 % pour les réparations (72 % à El Haouz, 57 % à Chichaoua, 42 % à Taroudant). Ces chiffres indiquent que Taroudant est globalement plus avancée, tandis qu'El Haouz accuse le plus de retard.

Par ailleurs, 26 % des ménages en moyenne déclarent ne pas avoir bénéficié du programme gouvernemental de soutien à la reconstruction (53 % à Chichaoua, 20 % à El Haouz, 12 % à Taroudant). Parmi les ménages ayant besoin d'une reconstruction complète, 19 % indiquent ne pas être bénéficiaires du programme. Les **principaux obstacles rapportés par les ménages sont d'abord le manque de moyens financiers** (environ 60 % des répondants), suivi par des difficultés liées à l'accès ou au transport des matériaux, des contraintes administratives (permis, règlements), et le manque d'outils de construction — chacun mentionné par environ 20 % des ménages. Si le manque de moyens est un obstacle commun à toutes les provinces, la hiérarchie des autres contraintes varie selon les contextes locaux.

Enfin, concernant les matériaux utilisés, **les ménages privilégient des matériaux industrialisés tels que le ciment, le mortier et le sable pour les travaux post-sismiques**. Les matériaux vernaculaires comme la terre, les briques de boue ou l'argile restent marginalement utilisés, ce qui témoigne d'une évolution des pratiques, probablement influencée par les exigences liées aux normes parasismiques.

- B. TYPE DE LOGEMENT/ABRI

Au moment de l'enquête, **la majorité des ménages occupaient encore des solutions d'abris temporaires**, telles que les tentes d'urgence, les unités d'abri transitoire (TSU), les conteneurs ou les abris demi-lune. Ces dispositifs représentaient **64 % des logements principaux** déclarés (52 % à Chichaoua, 66 % à El Haouz, 72 % à Taroudant). Dans la grande majorité des cas (89 %), les ménages ne partageaient pas leur logement principal avec d'autres foyers. Par ailleurs, environ un quart des ménages (26 %) déclaraient utiliser un abri complémentaire en plus de leur logement principal.

En termes de sentiment de sécurité, 78 % des ménages se disaient « plutôt » ou « très » en sécurité dans leur logement. Les maisons traditionnelles non endommagées obtenaient les meilleurs scores (94 % de retours positifs), suivies des unités TSU installées par le Croissant Rouge Marocain (89 %). Les tentes d'urgence affichaient les niveaux de satisfaction les plus faibles, avec seulement 73 % de retours positifs.

Concernant les difficultés rencontrées dans les abris, **les principaux problèmes évoqués sont liés aux conditions climatiques** : les variations thermiques excessives et les infiltrations en cas de pluie sont chacune mentionnées par 60 % des ménages. D'autres difficultés, rapportées par 15 à 20 % des répondants, concernent le manque d'espace, d'intimité, et des contraintes fonctionnelles pour dormir, cuisiner ou se laver.

- **C. ELECTRICITÉ ET SOURCE DE LUMIÈRE**

Globalement, la majorité des ménages rapportent avoir accès à l'électricité, via le réseau des autorités, avec compteur individuels ou partagés.

| CONCLUSIONS / ABRIS ET HABITAT

Les impacts du séisme sur l'habitat révèlent une situation critique : près des trois quarts des ménages signalent une maison détruite ou à démolir, et seuls 12% environ ont achevé leur reconstruction début 2025. Les avancées sont très inégales : Taroudant est en tête, tandis qu'El Haouz accuse un retard considérable. Un quart des foyers n'ont pas bénéficié des programmes gouvernementaux, y compris parmi ceux dont la maison doit être totalement rebâtie. Face à ces enjeux, les ménages dépendent massivement d'abris temporaires (64%) et rencontrent des difficultés liées aux conditions climatiques et au manque d'espace, malgré un accès généralement satisfaisant à l'électricité.

À noter : le manque d'abri adéquat est le principal défi rapporté par les ménages (37 % en moyenne), avec un pic à Chichaoua (57 %). En cohérence, l'abri est également la première forme d'assistance souhaitée (61 %), confirmant son statut de priorité humanitaire dans l'ensemble des provinces.

| CHIFFRES-CLÉ / ABRIS ET HABITAT

- ☑ 73% des ménages doivent reconstruire leur maison, 24% seulement procèdent à des réparations légères.
- ☑ Seulement 12% des reconstructions et 10% des réparations sont quasiment terminées, avec des disparités régionales marquées (Taroudant 17% vs El Haouz 6%).
- ☑ 26% des ménages n'ont pas reçu d'aide gouvernementale pour la reconstruction (tous niveaux de dégâts confondus) ; 19% parmi ceux en reconstruction totale.
- ☑ Le manque de moyens financiers est l'obstacle principal (60%), suivi du déficit en matériaux, des difficultés de transport, des contraintes administratives et du manque d'outils (environ 20% chacun).
- ☑ Les reconstructions privilégient des matériaux modernes (ciment, mortier, sable) plutôt que des matériaux vernaculaires, reflétant une orientation vers les normes parasismiques.
- ☑ 64% des ménages vivent dans des abris temporaires ; 89% des logements ne sont pas partagés avec d'autres foyers, et 26% utilisent un abri complémentaire.
- ☑ 78% des ménages jugent leur abri « sûr » ou « très sûr », avec un pic de satisfaction pour les maisons traditionnelles (94%) et les TSU du Croissant-Rouge (89%), et le score le plus faible pour les tentes d'urgence (73%).
- ☑ Les principaux problèmes d'abri concernent les variations thermiques et les fuites lors des pluies (60%), puis le manque d'espace, d'intimité et les difficultés fonctionnelles (15-20%).
- ☑ La majorité des ménages a un accès au réseau électrique, via des compteurs individuels ou partagés.

2. EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

• A. EAU POTABLE

En ce qui concerne les sources d'eau potable, les données collectées montrent une **forte dépendance aux sources naturelles**, en particulier à Chichaoua, où 73 % des ménages s'approvisionnent via des sources naturelles (protégées ou non). Parmi eux, 28 % utilisent des sources non protégées, ce qui soulève des préoccupations en matière de qualité de l'eau et de risques sanitaires.

Les forages à énergie solaire apparaissent comme une alternative importante, notamment à El Haouz, où 31 % des ménages y ont recours. Cela peut refléter des investissements dans des solutions durables adaptées aux zones isolées. Toutefois, 23 % des ménages de cette province utilisent encore des sources non protégées, et 12 % déclarent une source « autre », ce qui suggère une certaine hétérogénéité ou un manque de clarté sur les systèmes d'approvisionnement.

À Taroudant, le **profil est plus diversifié**. On y observe une part importante de forages électriques (21 %) et de puits à exhaure manuelle (12 %), témoignant d'un éventail plus large de pratiques. L'usage d'eau conditionnée (bouteilles ou sachets) reste marginal (2 %), mais plus visible qu'ailleurs, tout comme les réponses « ne sait pas » (2 %), qui témoignent d'une incertitude sur la provenance de l'eau.

Ces résultats s'inscrivent dans un contexte national où, malgré les avancées du Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable (ONEE, 2022), certaines zones rurales et montagneuses restent partiellement couvertes ou dépendent de systèmes précaires.

• B. QUANTITÉ D'EAU

La majorité des ménages interrogés indique disposer d'une **quantité d'eau suffisante pour les trois usages domestiques évalués (boisson, cuisine et lavage/hygiène)**, avec entre 87% et 91% déclarant une suffisance « tout à fait » ou « en grande partie ». Cela laisse entre 9% et 13% de ménages signalant une insuffisance, avec un point d'attention à surveiller pour l'eau liée à l'hygiène, en particulier à Chichaoua (*19% d'insuffisance signalé à Chichaoua, contre 11% à El Haouz et 8% à Taroudant*).

• C. INSTALLATIONS DE BAINS (HYGIÈNE CORPORELLE)

En matière d'installations sanitaires pour l'hygiène corporelle, 55% des ménages déclarent se laver à l'intérieur de leur logement (*42% à Chichaoua, 62% à El Haouz, 60% à Taroudant*). Parmi eux, environ la moitié dispose d'une arrivée d'eau à l'intérieur du foyer. Pour les autres, la distance jusqu'au point d'eau le plus proche varie : 38% des ménages à Chichaoua indiquent moins de 50 mètres, contre 50% à El Haouz et 83% à Taroudant.

Parmi les ménages qui ne pratiquent pas leur hygiène corporelle à domicile, les hammams collectifs représentent une infrastructure clé. À Chichaoua, 44% des ménages concernés utilisent un hammam collectif (25% en bon état, 19% endommagé). À El Haouz, cette proportion atteint 50 % (moitié en bon état, moitié endommagée), et à Taroudant, elle monte à 57% (33% en bon état, 24% endommagé). Les autres pratiques se répartissent autour d'aires de douche extérieures, avec ou sans arrivée d'eau (36% à Chichaoua, 18% à El Haouz, 35% à Taroudant).

Concernant le sentiment d'aisance et de sécurité lié à l'utilisation de ces infrastructures, **68% des ménages se disent complètement ou en grande partie à l'aise** (*72% à Chichaoua, 68% à El Haouz, 63% à Taroudant*). En revanche, les principales raisons évoquées par ceux exprimant un inconfort sont : le mauvais état des

infrastructures (51% en moyenne), le manque d'intimité (40%) et le manque d'éclairage (40%). D'autres facteurs incluent les coupures ou faibles pressions d'eau (31%), l'insalubrité (29%) et l'absence de connexion à l'eau courante (29%).

Enfin, lorsqu'on interroge les ménages sur leur **infrastructure de préférence, le hammam traditionnel ressort comme l'option privilégiée**, notamment à Chichaoua (70%) et chez environ la moitié des ménages à El Haouz et Taroudant. À Taroudant, on observe également une montée des cabines de douche intérieures individuelles (44%), ce qui pourrait refléter une évolution vers des pratiques plus privatives.

• D. LAVAGE DES MAINS

Concernant les infrastructures pour le lavage des mains, 42% des ménages déclarent disposer d'une installation fixe (type évier ou robinet) à l'intérieur de leur domicile. **À l'inverse, 11% des ménages indiquent ne disposer d'aucune installation**, une situation particulièrement marquée à Taroudant (18%), contre 9% à El Haouz et seulement 3% à Chichaoua. Le reste des ménages (environ 46% à Chichaoua, 48% à El Haouz et 47% à Taroudant) utilisent soit des objets mobiles (seau, cruche), soit des installations fixes situées dans des espaces communs.

En ce qui concerne les produits d'hygiène, **83% des ménages déclarent avoir du savon ou du détergent à disposition pour le lavage des mains, avec des disparités entre provinces** : 91% à Chichaoua, 87% à El Haouz et 71% à Taroudant. Ce dernier semble donc rencontrer davantage de contraintes sur ce volet. Enfin, sur l'indicateur de connaissance des moments clés pour le lavage des mains (avant de manger, après être allé aux toilettes, etc.), les résultats montrent que **67% des ménages connaissent au moins trois des cinq moments essentiels** (62% des ménages à Taroudant contre 70% à Chichaoua et El Haouz).

• E. TOILETTES

En matière d'accès aux latrines ou toilettes, 55% des ménages déclarent disposer d'une latrine / toilette individuelle (47% à Chichaoua, 62% à El Haouz, 54% à Taroudant), tandis que les 45% restants utilisent des latrines / toilettes collectives. Parmi ces derniers, les estimations du nombre d'utilisateurs varient : à Chichaoua, 49% des ménages indiquent entre 0 et 10 utilisateurs, contre 24% à El Haouz et 38% à Taroudant. Si l'on cumule les réponses indiquant entre 0 et 20 utilisateurs — seuil correspondant au standard SPHERE en contexte humanitaire (1 latrine pour 20 personnes) — on atteint 63% à Chichaoua, 48% à El Haouz et 56% à Taroudant. Il convient de noter qu'une part non négligeable des ménages (20%) déclare ne pas savoir, et 4% préfère ne pas répondre à cette question.

• F. GESTION DES DÉCHETS

La gestion des déchets reste largement informelle et préoccupante dans les zones touchées. Le brûlage est la méthode dominante, utilisée par 77% des ménages, avec des pics à Chichaoua (91%). Les dépôts dans des décharges non officielles (18%) et le transport vers des sites désignés (13%) sont moins fréquents, révélant une absence de systèmes structurés. L'enfouissement demeure marginal (4%).

L'accès aux incinérateurs est très inégal : plus de la moitié des ménages déclarent ne pas en disposer, notamment à El Haouz (81%). Même là où ils existent, leur fonctionnement est variable : seuls 9% à El Haouz et 26% à Taroudant rapportent un incinérateur en bon état, contre 69% à Chichaoua.

| CONCLUSIONS / EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

L'analyse des conditions d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les trois provinces révèle un accès à l'eau potable globalement satisfaisant pour la majorité des ménages, mais avec une forte dépendance à des sources naturelles non protégées, notamment à Chichaoua. Si la quantité d'eau est jugée suffisante par 87–91% des foyers, l'insuffisance pour les besoins d'hygiène atteint 19% à Chichaoua. Les installations d'hygiène corporelle et de lavage des mains restent à améliorer : un ménage sur 3 reporte des problèmes d'état général, d'intimité, d'éclairage et de pression d'eau. L'accès aux latrines / toilettes couvre 55% de latrines / toilettes individuelles, mais le partage des latrines / toilettes collectives dépasse souvent les normes humanitaires. Enfin, la gestion des déchets demeure informelle, dominée par le brûlage, et l'accès aux incinérateurs est limité et parfois défaillant.

| CHIFFRES-CLÉ / EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

- ☑ Sources d'eau : 73% des ménages à Chichaoua utilisent des sources naturelles (28% non protégées), contre une diversification vers forages solaires à El Haouz (31%) et forages électriques à Taroudant (21%).
- ☑ Suffisance : 87–91% des ménages disposent d'assez d'eau pour boire, cuisiner et se laver, mais jusqu'à 19% signalent un manque pour l'hygiène à Chichaoua.
- ☑ Installations de bain : 55% des ménages se lavent à domicile (la moitié équipés en eau interne), les autres dépendent de hammams collectifs (44–57%) ou de douches extérieures.
- ☑ Confort et sécurité : 68% se sentent à l'aise avec leurs installations, les inconforts majeurs portent sur l'état des structures (51%), le manque d'intimité (40%) et l'éclairage (40%).
- ☑ Lavage des mains : 42% disposent d'un point d'eau fixe à la maison, 11% n'en ont aucune (18% à Taroudant). 83% ont du savon ou du détergent, mais seulement 67% connaissent au moins trois des cinq moments clés du lavage des mains.
- ☑ Toilettes : 55% ont une latrine / toilette individuelle, 45% des latrines / toilettes collectives. Respect du standard SPHERE (≤ 20 personnes/latrine) atteint par 63% à Chichaoua, 48% à El Haouz et 56% à Taroudant.
- ☑ Gestion des déchets : 77% brûlent leurs ordures, 18% les déposent dans des décharges non officielles, 13% les transportent vers des sites dédiés, 4% les enterrent. Plus de la moitié des ménages n'ont pas d'incinérateur (jusqu'à 81% à El Haouz)

3. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & MOYENS D'EXISTENCE

• A. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La majorité des ménages des provinces enquêtées **accèdent à leur alimentation principalement par l'achat de nourriture sur les marchés locaux**, notamment à crédit. Cette dépendance aux achats, inhabituelle dans des zones agropastorales, traduit une pression accrue sur les revenus familiaux, liée à la baisse de la production locale.

En effet, **la production propre des ménages reste faible et homogène (6%–7%)**, suggérant des contraintes partagées pour relancer l'agriculture. Si l'aide alimentaire en nature couvre ponctuellement

12% des besoins, la solidarité inter-familiale se révèle moins développée à El Haouz, révélant des dynamiques sociales spécifiques selon les provinces.

Malgré des scores de consommation alimentaire acceptables ($\geq 90\%$ à El Haouz et Taroudant), près de la moitié des foyers recourent à des stratégies d'adaptation modérées ou sévères (47% à Chichaoua, 62% à Taroudant, 31% en phase sévère à El Haouz). Cela pourrait indiquer que les ménages priorisent leur alimentation malgré des contraintes économiques, parfois au détriment d'autres besoins essentiels (santé, dettes). Il est crucial de surveiller la durabilité de ces choix, car une forte dépendance aux stratégies d'adaptation peut accentuer la vulnérabilité à long terme.

Les habitudes alimentaires restent centrées sur les céréales, le sucre, les légumes et les condiments, tandis que **la diversité (fruits, produits laitiers, légumineuses) s'effrite durant la période hors récolte**, aggravée par la sécheresse et la diminution du cheptel.

Pour prévenir la vulnérabilité et assurer une sécurité alimentaire durable, il est crucial d'adopter une approche intégrée : soutenir les activités génératrices de revenus, dynamiser la production locale via des programmes agricoles ciblés, et améliorer la surveillance en combinant les indicateurs SCA et rCSI. Une planification saisonnière anticipative permettra d'endiguer les chocs futurs et de stabiliser l'accès à l'alimentation.

- **B. MOYENS D'EXISTENCE**

Sources et niveaux de revenus

Depuis le séisme, les sources de revenus ont été profondément réorganisées dans les trois régions concernées. L'un des constats les plus préoccupants est la proportion élevée de ménages déclarant ne disposer d'aucune source de revenu au moment de l'enquête (début 2025) : en moyenne **27%**, avec des pics à **42% à El Haouz, 25% à Taroudant et 11% à Chichaoua**. Ces chiffres, bien qu'en hausse, révèlent aussi des vulnérabilités préexistantes, puisque déjà avant le séisme, **12% des ménages** en moyenne étaient sans revenu.

En outre, le **travail journalier dans la construction** reste prédominant, représentant environ **35%** des activités avant et après le séisme. On observe une légère hausse à Chichaoua (+2 %) et à Taroudant (+5 %), mais une baisse à El Haouz (-5 %). En revanche, les autres formes d'emploi informel, notamment liées à l'agriculture, ont quasiment disparu. Le **salariat formel**, déjà marginal (17% avant le séisme), a encore reculé pour atteindre **12%**, traduisant une précarisation accrue du marché de l'emploi. En parallèle, les **aides sociales et humanitaires** sont devenues une source principale de revenu pour **14% des ménages**, soutenues par les ONG et le programme national de relance, qui prévoit une injection massive de fonds d'ici 2028.

Les niveaux de revenus ont nettement diminué depuis le séisme dans les trois zones. Le revenu mensuel moyen déclaré est passé de **1.200 MAD** avant le séisme à environ **850 MAD** après⁵⁵. La baisse est particulièrement marquée à El Haouz, où les revenus ont chuté de **45%** en moyenne. Par ailleurs, de nombreux ménages ont une visibilité limitée sur leurs revenus, en lien avec un faible niveau d'instruction, une culture budgétaire peu développée et une forte instabilité des revenus agricoles. Ces éléments appellent à une interprétation prudente des données financières issues de l'enquête.

⁵⁵ Une part importante des ménages a indiqué ne pas connaître le montant de leurs revenus mensuels, que ce soit avant ou après le séisme. Les données relatives aux revenus doivent donc être interprétées avec prudence. Pour plus de détails, se référer aux notes d'information dans la section Sécurité alimentaire et moyens d'existence du rapport (p. 41)

L'endettement global reste modéré — avec 30% des ménages déclarant avoir une dette (21% à Chichaoua, 35% à El Haouz et 31% à Taroudant), et les emprunts contractés sont généralement de montants limités, souvent inférieurs à 500 MAD. Toutefois, rapporté à leur revenu mensuel moyen déclaré, ce montant représente une part significative — près de la moitié — ce qui témoigne d'une certaine vulnérabilité financière.

En matière d'accès aux services financiers, les **transferts d'argent formels** via les banques ou les prestataires spécialisés (*Moneygram, CashPlus, etc*) sont les principaux canaux utilisés, tandis que les **réseaux communautaires** restent peu mobilisés.

Enfin, près de la moitié des ménages **possèdent du bétail** — chèvres, moutons, volailles — un capital précieux mais fragilisé par les effets cumulés du séisme et de la sécheresse.

Indice d'adaptation aux manques de moyen d'existence

Parmi les trois indicateurs principaux utilisés pour la sécurité alimentaire et moyens d'existence (SCA, rCSI et L-CSI), celui qui révèle les niveaux de stress les plus marqués concerne l'adaptation des moyens d'existence (L-CSI). En effet, **seuls 39% des ménages qualifient pour la catégorie « stable » de l'indicateur composite**, avec une certaine harmonisation entre les branches, à l'exception de Taroudant qui compte notamment une part plus élevée de ménages en catégorie de « crise » (26% contre 15% à Chichaoua et 16% à El Haouz.)

Face à ces difficultés, les stratégies d'adaptation adoptées sont révélatrices d'une précarité croissante. Réduire les dépenses de santé, s'endetter ou envoyer des membres vivre ailleurs sont devenus des recours fréquents. D'autres mesures, comme puiser dans les économies, consommer les semences prévues pour la saison suivante ou vendre le bétail, traduisent un épuisement des ressources essentielles.

Ces choix, bien que nécessaires à court terme, **fragilisent la résilience des ménages et peuvent limiter leurs capacités à faire face à de futurs chocs**. Les différences de stratégies utilisées entre provinces montrent que les réponses varient selon les contextes locaux, mais toutes traduisent une adaptation contrainte face à des ressources limitées.

| CONCLUSIONS / SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Les ménages des provinces de Chichaoua, El Haouz et Taroudant traversent une phase de précarité croissante, marquée par une forte dépendance aux achats alimentaires à crédit et une production agricole interne très limitée. Le séisme a profondément perturbé leurs sources de revenus, laissant près d'un tiers des foyers sans ressource et entraînant une baisse moyenne des revenus mensuels. Malgré des scores de consommation alimentaire encore acceptables, près de la moitié des ménages doivent recourir à des stratégies d'adaptation modérées à sévères, au risque de compromettre leur résilience. L'endettement, la réduction des dépenses de santé, la consommation de semences et la vente d'actifs illustrent un épuisement rapide des ressources. Les différences entre provinces dans le choix et l'intensité de ces mécanismes révèlent des capacités d'adaptation contraintes par des contextes locaux distincts.

À noter : l'alimentation est le quatrième défi principal rapporté par les ménages (32%), à seulement quatre points du premier (abri à 37%), ce qui en fait une préoccupation quasi équivalente. Elle est également citée comme deuxième forme d'assistance souhaitée (60% en moyenne), juste après l'abri et avant les soins de santé,

avec une demande particulièrement forte à Taroudant (75%). En outre, 64% des ménages rapportent avoir subi une perte de moyens d'existence liée aux catastrophes, atteignant 85% à Taroudant (cf. section résilience).

| CHIFFRES-CLÉ / SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- ☑ Source de nourriture : en majorité par achats (cash ou crédit) ; production propre limitée (6–7% de ménages)
- ☑ 27% des foyers sans revenu post-séisme, recours massif au travail journalier informel, constance du travail dans la construction, réduction du travail agricole
- ☑ Revenus mensuels moyens chutent de 1,200 à 850 MAD, accentuant l'instabilité économique.
- ☑ 30% des ménages endettés, dettes représentant près de la moitié d'un revenu mensuel.
- ☑ Indicateur L-CSI : 61% des foyers en stress, crise ou urgence, Taroudant plus touchée.
- ☑ Stratégies dominantes : réduction des dépenses de santé, emprunts d'argent, envoi de membres du ménage vivre ailleurs.
- ☑ Nécessité d'une approche intégrée : soutien aux activités génératrices de revenu, soutien à la production locale, planification saisonnière

4. SANTÉ

• A. SANTÉ GÉNÉRALE / COMMUNAUTAIRE

Présence de maladie chronique

La majorité des individus enquêtés, soit 79%, ne déclarent aucune maladie chronique. Toutefois, parmi les 21% concernés, **un peu plus de la moitié (52%) ont pu consulter un professionnel de santé dans les deux mois précédant l'enquête**, ce qui témoigne d'un certain niveau de suivi médical. L'accès aux traitements prescrits varie selon les régions : 68% des personnes atteintes de maladies chroniques disposent de médicaments, avec une couverture plus élevée à Chichaoua (79%) qu'à El Haouz (70%) ou Taroudant (63%). Parmi ceux ayant une prescription, 84% déclarent pouvoir accéder effectivement aux médicaments, avec des taux particulièrement élevés à Taroudant (89%) et Chichaoua (82%), légèrement en retrait à El Haouz (79%). Les obstacles identifiés sont principalement le coût des médicaments (6 cas), la distance ou difficulté d'accès aux dispensaires (2 cas), et dans une moindre mesure, l'indisponibilité des stocks (1 cas).

Accès aux soins de santé - besoins

Sur l'ensemble des zones couvertes, **77% des individus ont déclaré avoir eu besoin de soins de santé au cours des trois derniers mois**. Ce besoin est légèrement plus marqué à Chichaoua (81%) qu'à El Haouz (76%) ou Taroudant (74%). Les motifs de recours sont dominés par les consultations préventives ou bilans de santé (48%), suivis par les soins pour maladies aiguës (33%). Chez les enfants de moins de cinq ans, la situation est préoccupante : 28% ont été malades au cours des deux dernières semaines, avec une forte disparité régionale — seulement 12% à Chichaoua, mais 38% à El Haouz et 30% à Taroudant. Les symptômes les plus fréquemment rapportés sont la fièvre (23 cas) et la toux (18 cas), ce qui peut indiquer une circulation active d'infections respiratoires ou virales.

Accès aux soins de santé – barrières

L'accès aux soins reste entravé par plusieurs facteurs structurels. Plus d'un tiers des ménages (36%) mentionnent l'absence d'un établissement de santé fonctionnel à proximité. Le bus public constitue le principal moyen de transport pour 59% des ménages, mais les temps de trajet sont souvent longs : 65%

des répondants indiquent qu'il leur faut plus d'une heure pour atteindre un centre de santé. Cette contrainte est particulièrement marquée à Chichaoua, où 87% des ménages sont concernés, contre 56% à El Haouz et 54% à Taroudant.

Réaction des ménages en cas de souci de santé

Face à un problème de santé, les ménages adoptent des stratégies variées. **Le recours à la médecine traditionnelle ou aux remèdes maison reste dominant, avec 65% des ménages y ayant recours** — une pratique encore plus répandue à Chichaoua (73%) qu'à El Haouz et Taroudant (62% chacun). L'hôpital constitue la deuxième option (51%), avec une accessibilité nettement meilleure à Taroudant (68%) que dans les deux autres régions (42% chacune). L'achat direct de médicaments en pharmacie est moins fréquent (27%), probablement en raison de la faible densité de pharmacies rurales ou du coût des traitements. Enfin, seuls 10% des ménages ont consulté une clinique ou un centre de santé local, avec une couverture particulièrement faible à El Haouz (3%), ce qui souligne les disparités territoriales en matière de soins primaires. L'attente passive, bien que minoritaire (7%), reste présente, notamment à El Haouz (9%), traduisant une résignation face aux obstacles d'accès.

• B. SMPS – SANTÉ MENTALE ET SOUTIEN PSYCHO-SOCIAL

Les troubles psychosociaux sont largement répandus parmi les ménages interrogés, avec une proportion significative présentant des signes de détresse psychologique. **Près de la moitié des ménages (entre 43% et 47%) font état de symptômes liés au stress post-traumatique**, tels que des flashbacks, une hypervigilance ou des comportements d'évitement. Les troubles dépressifs et anxieux sont également fréquents, touchant respectivement 38% et jusqu'à 37% des ménages. Ces chiffres traduisent une souffrance mentale diffuse, pouvant être sous-estimée dans les contextes post-catastrophes.

Malgré cette prévalence, les comportements de recherche d'aide restent très limités. Trois ménages sur quatre déclarent ne jamais ou rarement solliciter de soutien en période de détresse. Lorsqu'ils le font, ils se tournent principalement vers leur entourage – famille ou communauté – tandis que le recours aux professionnels de santé mentale reste marginal, avec des taux allant de 1% à 8%. Ce faible recours semble lié à une méconnaissance des services disponibles, mais aussi à des facteurs culturels ou à une perception limitée des besoins émotionnels.

L'accès à l'information sur les services de santé mentale est en effet restreint. **Près de 44% des ménages ne connaissent aucun service de soutien psychosocial, avec une méconnaissance particulièrement marquée à El Haouz (57%).** Les services hospitaliers, tels que les psychologues et psychiatres, sont mieux identifiés que ceux proposés par les associations, qui restent souvent peu visibles ou mal compris.

Les besoins exprimés en termes de services varient selon les régions. À Taroudant, plus de la moitié des ménages (51%) indiquent un besoin de soutien psychologique spécialisé, contre 35% à El Haouz et seulement 18% à Chichaoua. Les services médicaux généraux sont également demandés, notamment à Taroudant (54%) et dans une moindre mesure à Chichaoua (28%). Les ressources communautaires, telles que les associations ou les praticiens traditionnels, sont mentionnées de manière variable selon les provinces. Par ailleurs, une part non négligeable des ménages estime qu'aucun service ne manque – 27% à Chichaoua, 23% à Taroudant et 19% à El Haouz – ce qui peut refléter soit une perception d'accessibilité suffisante, soit une faible reconnaissance des besoins en santé mentale.

Les interventions proposées, centrées sur le soutien psychosocial, la gestion du stress et l'hygiène du sommeil, apparaissent bien alignées avec les besoins observés. Les approches transdiagnostiques, conçues

pour être accessibles aux non-professionnels, semblent particulièrement adaptées à la diversité des symptômes rencontrés sur le terrain.

- **C. PREMIERS SECOURS**

La connaissance et la pratique des gestes de premiers secours restent très inégales dans les régions étudiées, révélant des vulnérabilités importantes face aux urgences domestiques et médicales. **Sur le plan des connaissances des gestes de premiers secours, une minorité de ménages semble bien informée.** À Chichaoua, environ 30% des ménages déclarent maîtriser les gestes de premiers secours, ce qui pourrait refléter une certaine exposition à des campagnes de sensibilisation ou un meilleur accès à l'information. En revanche, à Taroudant et El Haouz, la méconnaissance est largement répandue : près de 7 ménages sur 10 à Taroudant et 8 sur 10 à El Haouz n'ont aucune connaissance en la matière.

L'application concrète des gestes de premiers secours est également limitée. À Chichaoua, les profils sont relativement équilibrés : certains ménages ont été formés et ont déjà appliqué les gestes, d'autres ont reçu une formation sans mise en pratique, tandis qu'une proportion significative reste sans formation ni expérience. À El Haouz, la situation est plus préoccupante : très peu de ménages ont été formés, mais une part non négligeable affirme avoir déjà appliqué les gestes sans formation, ce qui suggère des apprentissages informels ou instinctifs. À Taroudant, la majorité des ménages n'a ni formation ni expérience, ce qui renforce leur vulnérabilité.

En ce qui concerne les **équipements de premiers secours**, les disparités sont tout aussi marquées. Chichaoua se distingue par une meilleure préparation : presque la moitié des ménages rapportent avoir accès à une trousse de secours, qu'elle soit complète ou de base. À l'inverse, Taroudant et El Haouz présentent une situation critique, avec plus de 70% des ménages totalement dépourvus de matériel de secours. Cette absence d'équipement limite fortement la capacité de réponse immédiate en cas d'accident ou de catastrophe.

Les besoins exprimés par les ménages convergent autour de plusieurs priorités. La **formation aux premiers secours est de loin le besoin le plus fréquemment cité**, notamment à Taroudant et El Haouz, où elle est demandée par plus de deux tiers des ménages. **L'accès aux kits de secours** est également jugé insuffisant, tout comme la disponibilité des services d'ambulance, particulièrement dans les zones les plus enclavées. Enfin, la présence d'intervenants communautaires formés est perçue comme une lacune importante, soulignant le rôle potentiel que pourraient jouer des relais locaux dans la réponse aux urgences.

Plusieurs **obstacles** freinent l'accès aux services de premiers secours. **La distance géographique est un facteur majeur**, surtout dans les zones rurales d'El Haouz et Taroudant. **Le manque de connaissance des services disponibles** est également fort prononcé, traduisant un besoin urgent de sensibilisation communautaire. Le coût des services, bien que moins souvent mentionné, reste un frein non négligeable. Enfin, des barrières culturelles sont ressenties, notamment à Taroudant, ce qui souligne la nécessité d'approches adaptées aux réalités locales.

En somme, si Chichaoua semble bénéficier d'une meilleure couverture et d'une perception plus modérée des risques, Taroudant et El Haouz apparaissent comme des zones prioritaires pour renforcer les capacités de premiers secours, tant sur le plan de la formation, de l'équipement, que de l'accessibilité aux services.

| CONCLUSIONS / SANTÉ

Sur le plan de la **santé générale/communautaire**, les trois quarts de la population ont ressenti un besoin de soins au cours des trois derniers mois, allant des bilans préventifs aux affections aiguës. En cas de problème de santé, le recours à la médecine traditionnelle domine, suivi de l'hôpital, de la pharmacie et, en dernier lieu, des centres de santé locaux. La barrière principale pour l'accès aux services de santé est l'absence de centre à proximité.

Sur le volet psychosocial, les symptômes de stress post-traumatique (43–47%), de dépression (38%) et d'anxiété (37%) sont largement répandus, alors que 75% des ménages ne sollicitent jamais ou rarement d'aide. La méconnaissance des services de soutien psychosocial (44% en moyenne, jusqu'à 57% à El Haouz) limite l'accès aux prises en charge, malgré un besoin fort de soutien spécialisé, notamment à Taroudant.

Enfin, la **préparation aux premiers secours** reste insuffisante. Si Chichaoua bénéficie d'une couverture relative en formation et en trousse d'urgence, Taroudant et El Haouz affichent plus de 70% de ménages sans formation ni équipement. La distance, le manque d'information, les coûts et les barrières culturelles freinent encore l'accès aux services d'urgence.

À noter : les soins de santé sont le deuxième défi principal rapporté par les ménages (34% en moyenne), juste après le manque d'abri. Ils figurent également en troisième position parmi les formes d'assistance souhaitées (35%), ce qui confirme une attente forte en matière de services médicaux, notamment à El Haouz et Taroudant.

| CHIFFRES-CLÉ / SANTÉ

Santé générale / communautaire

- ☑ 52% des individus indiquant une maladie chronique ont consulté dans les deux derniers mois, 68% ont une prescription pour des médicaments et 84% d'entre eux y accèdent, malgré coût et distance.
- ☑ 77% des individus ont eu besoin de soins récents : 48% pour la prévention, 33% pour des maladies aiguës.
- ☑ 28% des enfants de 0–5 ans ont été malades, principalement de fièvre et de toux.
- ☑ L'absence de centre de santé à proximité (36%) et les trajets de plus d'une heure (65%) sont les principaux obstacles.
- ☑ 63% des ménages déclarent se sentir confiants quant à leur capacité à gérer un problème de santé au sein du foyer
- ☑ Face à la maladie : 65% utilisent d'abord des remèdes maison ou traditionnels, 51% se tournent vers l'hôpital, 27% achètent des médicaments en pharmacie.
- ☑ La faible consultation des centres locaux (10%) souligne les inégalités d'accès aux soins primaires en zones rurales.

Santé mentale et soutien psychosocial

- ☑ 43–47% des foyers présentent des symptômes de syndromes post-traumatiques, 38% de dépression et 37% d'anxiété.
- ☑ 75% n'agissent pas en termes de recherche d'aide ; 44% ignorent tout service de soutien (57% à El Haouz).

Premiers Secours

- ☑ 30% des ménages maîtrisent les gestes de premiers secours à Chichaoua, contre 16% à Taroudant et 10% à El Haouz.
- ☑ 79% des foyers à Taroudant et 78% à El Haouz n'ont ni formation ni expérience en premiers secours.
- ☑ 39% des ménages ont une trousse complète à Chichaoua, 18% à Taroudant, 13% à El Haouz.
- ☑ 74% des ménages à Taroudant et 69% à El Haouz demandent une formation aux premiers secours.
- ☑ 65% mettent plus d'une heure pour accéder à un centre de santé (87% à Chichaoua).
- ☑ 67% à El Haouz et 63% à Taroudant citent la distance comme principal obstacle aux premiers secours

5. RÉDUCTION DES RISQUES / RÉSILIENCE

• A. CONNAISSANCES DES RISQUES DE CATASTROPHES

Perception des risques

L'analyse des perceptions des risques et catastrophes susceptibles d'affecter les ménages révèle **deux menaces majeures : les conditions hivernales extrêmes et les tremblements de terre**. Les vagues de froid arrivent en première position, citées par 79% des ménages interrogés, avec des taux particulièrement élevés à Taroudant (83%), Chichaoua (82%) et El Haouz (73%)⁵⁶.

⁵⁶ Cette forte prévalence peut être partiellement attribuée à la période de collecte des données (janvier-février 2025), durant laquelle les conditions hivernales sont particulièrement marquées.

Les tremblements de terre constituent le deuxième risque le plus fréquemment mentionné, avec 75% des ménages concernés, notamment à Taroudant (83%) et Chichaoua (75%). Le taux plus faible observé à El Haouz (66%), pourtant fortement touché par le séisme, pourrait s'expliquer par une forme de banalisation ou de difficulté à verbaliser un événement aussi marquant.

En troisième position, la sécheresse et les vagues de chaleur sont évoquées par 52% des ménages, avec une prévalence notable à Taroudant (75%), suivie de Chichaoua (48%) et El Haouz (35%). Les épidémies et maladies infectieuses humaines (29%) ainsi que les inondations (24%) complètent les cinq principaux risques perçus.

Lorsqu'il est demandé aux ménages quels événements les ont effectivement affectés au cours des cinq dernières années, les tendances restent similaires, à l'exception du séisme qui, logiquement, devient le risque le plus cité. Taroudant se distingue par une sensibilité accrue aux aléas climatiques, ce qui, combiné à l'importance de ces conditions climatiques dans les difficultés liées aux logements, suggère la nécessité **d'intégrer systématiquement les enjeux climatiques dans les stratégies de résilience** et les futurs programmes communautaires.

Conséquences des catastrophes

Les principales conséquences rapportées par les ménages concernent **en premier lieu la perte des moyens d'existence**, mentionnée par 64% des répondants, avec une incidence particulièrement élevée à Taroudant (85%), suivie d'El Haouz (55%) et de Chichaoua (45%). La **destruction ou la détérioration des logements**, directement liée au séisme, constitue la deuxième conséquence la plus fréquente (48% au total), avec des taux de 55% à El Haouz, 45% à Taroudant et 43% à Chichaoua.

La réduction de l'accès aux services de santé est citée par 31% des ménages, avec des disparités régionales : 36% à Taroudant, 34% à Chichaoua et 25% à El Haouz. **La dégradation des biens environnementaux** (arbres, plans d'eau, sols, etc.) est évoquée par 21% des ménages, avec une forte concentration à Chichaoua (33%) et Taroudant (25%), contre seulement 7% à El Haouz.

Enfin, la perte ou la réduction de l'accès aux installations sanitaires est très peu mentionnée (7%), ce qui reflète une vulnérabilité structurelle préexistante à la catastrophe. Ces résultats confirment que les ménages sont confrontés à une pluralité de risques dont les impacts s'étendent aux sphères économiques, sociales, sanitaires et environnementales. Ils soulignent la nécessité de renforcer la résilience des infrastructures essentielles (logement, santé, éducation), les systèmes d'alerte et de préparation communautaire, ainsi que les mécanismes de protection des moyens d'existence.

Perceptions des causes des catastrophes

Enfin, les perceptions sur les causes des catastrophes naturelles révèlent une **forte dimension spirituelle: 59% des ménages attribuent ces événements à une origine divine**, avec un pic à El Haouz (72%). Chichaoua se distingue en étant la seule province où les phénomènes naturels sont cités en premier (51%). Les explications liées aux changements climatiques ou à l'action humaine restent marginales, et une part importante de la population exprime une incertitude ou un manque d'information sur ces questions.

Ces résultats confirment que les ménages perçoivent leur exposition à des risques multiples, ainsi qu'à leurs conséquences économiques, sociales, sanitaires et environnementales. Ils soulignent la nécessité de renforcer la résilience des infrastructures, les systèmes d'alerte, la préparation communautaire et les mécanismes de protection des moyens d'existence.

- **B. PRÉPARATION AUX RISQUES ET AUX CATASTROPHES**

La perception des ménages sur le **niveau de sensibilisation aux risques** de leur communauté varie sensiblement d'une province à l'autre. El Haouz apparaît comme la zone la plus vulnérable, avec 65% des ménages déclarant une faible conscience des dangers potentiels, et seulement 10% se considérant bien informés. À l'inverse, Chichaoua présente une répartition plus équilibrée, laissant penser à une meilleure réceptivité aux actions de sensibilisation. Taroudant se situe entre les deux, avec une majorité de ménages peu sensibilisés (55%) mais une part non négligeable (37%) affichant un niveau modéré de connaissance.

En ce qui concerne la **coordination communautaire en cas d'urgence**, Chichaoua se distingue par une perception globalement positive : 64% des ménages estiment que la coordination est bonne ou très bonne. À El Haouz, les avis sont plus partagés, mais un quart des ménages jugent la coordination très faible, ce qui peut indiquer des difficultés organisationnelles. Taroudant affiche une perception plus critique, avec 38% des ménages évaluant la coordination comme plutôt faible.

Les perceptions sur les **lacunes en matière de préparation** révèlent également des écarts. À El Haouz, plus de la moitié des ménages (51%) estiment qu'aucune mesure ne manque, ce qui est surprenant compte tenu de leur perception auto-reportée de faible niveau de sensibilisation aux risques. Cela peut cependant refléter un manque de familiarité avec le sujet. En revanche, à Chichaoua et Taroudant, les ménages expriment une demande plus forte d'améliorations (respectivement 24% et 32% seulement estiment qu'aucune mesure ne manque). Parmi les priorités identifiées, **l'amélioration de la communication en situation d'urgence** ressort comme un besoin majeur à Chichaoua et Taroudant (37% chacun), tandis qu'elle est moins citée à El Haouz (12%). La **formation et l'éducation** à la préparation aux catastrophes sont mentionnées de manière constante dans les trois provinces (environ 15%), soulignant un besoin partagé de renforcement des capacités locales.

- **C. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES & MOYENS DE TRANSPORT ET COMMUNICATION**

Gestion des ressources naturelles

Les communautés locales font face à plusieurs défis environnementaux liés à leurs activités quotidiennes. Le problème le plus fréquemment cité est la **mauvaise gestion des déchets (38%)**, particulièrement à Taroudant (49%), où l'absence d'infrastructures de collecte et de traitement conduit à des pratiques informelles comme le brûlage ou l'abandon en milieu naturel.

Le **prélèvement excessif de bois (31%)**, notamment à Chichaoua (42%), est également préoccupant. Il peut entraîner une déforestation accélérée, une érosion des sols et une perte de biodiversité, en raison d'une pression sur les ressources forestières supérieure à leur capacité de régénération.

Enfin, une **proportion importante de ménages (29%) ne perçoit aucun problème environnemental**, (surtout à El Haouz : 36%) ce qui peut refléter un manque de sensibilisation ou une normalisation de pratiques nuisibles. Ce constat souligne la nécessité de renforcer l'éducation environnementale et la participation communautaire à la gestion durable des ressources.

Moyens de transports et de communication

Les ménages des trois provinces utilisent **principalement le bus public comme moyen de transport (81%)**, suivi de la marche à pied (34%), plus fréquente à El Haouz (47%) qu'à Taroudant et Chichaoua. Les motos et deux-roues sont cités par 16%, avec une forte présence à Taroudant (25%).

Côté communication, **98% des ménages possèdent au moins un téléphone mobile**. L'accès combiné au réseau téléphonique et à internet est le plus élevé à Taroudant (81%), contre 66% à El Haouz et Chichaoua.

L'accès au réseau téléphonique seul reste courant, surtout à Chichaoua (25 %), tandis que l'absence totale de connectivité touche 17 % des ménages à El Haouz, 9 % à Chichaoua, et seulement 1 % à Taroudant. La couverture télécom est donc la plus favorable à Taroudant, et la plus limitée à El Haouz.

| CONCLUSIONS / Réduction des risques & Résilience

Les ménages interrogés font face à une **pluralité de risques, dominés par les vagues de froid (79 %), les séismes (75 %) et la sécheresse (52 %)**. Ces aléas ont des impacts significatifs sur les moyens d'existence (64 %), les logements (48 %) et l'accès aux soins (31 %). Les perceptions des causes des catastrophes restent majoritairement spirituelles (59 %), ce qui souligne un besoin d'information sur les phénomènes naturels et climatiques.

Le sentiment de préparation aux risques varie fortement : El Haouz cumule faible sensibilisation (65 %) et coordination jugée insuffisante, alors que Chichaoua montre une meilleure mobilisation locale (64 % jugent la coordination bonne). Les besoins prioritaires identifiés incluent la communication d'urgence (37 % à Chichaoua et Taroudant) et la formation aux risques (15 % dans les trois provinces).

Enfin, les **enjeux environnementaux sont préoccupants**, notamment la mauvaise gestion des déchets (38 %) et le prélèvement excessif de bois (31 %), qui fragilisent les ressources locales. Ces constats appellent à des stratégies de résilience différenciées, intégrant les risques climatiques, le renforcement des capacités communautaires et la protection des moyens d'existence.

| CHIFFRES-CLÉ / Réduction des risques & Résilience

- ☑ 79 % des ménages citent les vagues de froid comme principal risque perçu, avec des pics à Taroudant (83 %) et Chichaoua (82 %).
- ☑ 64 % des ménages ont subi une perte de moyens d'existence liée aux catastrophes, atteignant 85 % à Taroudant.
- ☑ 48 % des ménages ont vu leur logement détruit ou endommagé, notamment à El Haouz (55 %).
- ☑ 59 % des ménages attribuent les catastrophes à une origine divine, avec un pic à El Haouz (72 %).
- ☑ 65 % des ménages à El Haouz déclarent une faible sensibilisation aux risques, contre 10 % seulement se disant bien informés.
- ☑ 37 % des ménages à Chichaoua et Taroudant identifient la communication en situation d'urgence comme une priorité à renforcer.
- ☑ 38 % des ménages citent la mauvaise gestion des déchets comme problème environnemental, dont 49 % à Taroudant.
- ☑ 42 % des ménages à Chichaoua signalent un prélèvement excessif de bois, contre 31 % en moyenne.
- ☑ 81 % des ménages utilisent le bus public comme principal moyen de transport, suivi de la marche (34 %) et des deux-roues (16 %).
- ☑ 98 % des ménages disposent d'un téléphone mobile, mais l'accès combiné au réseau téléphonique et internet varie : 81 % à Taroudant, 66 % à Chichaoua et El Haouz.

6. PROTECTION, GENRE ET INCLUSION

• A. PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Préoccupations en matière de sécurité au cours des trois derniers mois

La majorité des ménages ne rapportent pas ou peu d'inquiétude récente liée à la sécurité, qu'il s'agisse de risques liés à leur situation économique, résidentiel ou communautaires. En moyenne, la plupart des ménages indiquent **(73%) ne pas ressentir d'inquiétudes** sur le fait que des membres du ménage s'engagent dans des activités risquées et ce en raison de de besoins économiques. Taroudant bien que Taroudant se distingue néanmoins par une pression plus forte (38 % de ménages se sentent concernés par cette préoccupation). Les inquiétudes liées à l'insécurité foncière, aux tensions communautaires ou à la discrimination restent marginales, avec plus de 89 % des répondants déclarant n'avoir jamais été concernés.

Les perceptions de sécurité sont globalement positives : **93 % des ménages estiment que les femmes et les filles ne se sont jamais senties en danger dans leur communauté**. Toutefois, des écarts apparaissent selon le genre et la localisation, les hommes rapportant davantage d'incidents, notamment à Chichaoua et Taroudant.

Connaissance de ressources dans et hors de la communauté pour les femmes et les enfants

La connaissance des ressources pour les femmes et enfants victimes de violences est très limitée, en particulier à El Haouz et Taroudant, où l'accès à l'information semble inégal. Chichaoua est la seule zone où les femmes déclarent une certaine connaissance des services disponibles.

• B. PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Participation générale

On constate une implication globalement faible des habitants dans les processus de gouvernance locale. Dans les trois provinces, la majorité des répondants déclare n'avoir aucune implication ou seulement une conscience passive des mécanismes décisionnels. Les niveaux d'implication active restent marginaux, tous genres confondus. À Chichaoua et El Haouz, environ 43-45 % des femmes et des hommes se disent non impliqués, tandis qu'à Taroudant, le désengagement est accentué par un taux élevé de non-réponse, suggérant un manque d'accès à l'information.

Participation des jeunes et enfants

La participation des jeunes dans la réponse au séisme apparaît également limitée. Parmi les 20 jeunes interrogés (18-25 ans), seuls 7 estiment avoir été consultés, tandis que 11 déclarent ne pas avoir participé. Les perceptions des adultes de plus de 25 ans sur la consultation des jeunes confirment cette tendance : à Chichaoua, elle est jugée plus favorable, mais à El Haouz et Taroudant, elle reste faible ou floue, avec un taux élevé d'incertitude.

Concernant l'assistance aux enfants post-séisme, seuls 21 % des répondants jugent que l'aide reçue était très satisfaisante, tandis que 37 % estiment qu'elle était inexistante ou insuffisante. Taroudant se distingue par une perception particulièrement critique.

Participation des femmes

En moyenne, 59 % des femmes et 58 % des hommes considèrent que les femmes ne sont pas impliquées dans les décisions générales de la communauté. Toutefois, les hommes tendent à surestimer le niveau de participation féminine : 42 % d'entre eux estiment que les femmes sont consultées, contre

seulement 29 % des femmes qui partagent cette perception. **La participation communautaire est largement dominée par les hommes**, tant en présence qu'en influence, avec une exclusion quasi systématique des femmes à El Haouz et Chichaoua, et une dynamique légèrement plus ouverte à Taroudant. L'implication féminine dans les décisions reste marginale, signalée dans moins de 10 % des cas.

En outre, **les femmes sont globalement plus nombreuses que les hommes à souhaiter une consultation accrue dans les décisions communautaires (40 % contre 29 %)**. À l'inverse, une majorité d'hommes estime que la consultation actuelle est suffisante (26%) ou devrait être réduite (39% - en particulier à Chichaoua (58 %) et El Haouz (40 %)).

Enfin, **l'engagement féminin dans des groupes communautaires reste faible** : seules 9 % des femmes se disent activement impliquées, avec une forte proportion d'incertitude à Taroudant. Ces résultats soulignent la nécessité d'élargir les espaces de participation féminine et d'adapter les approches aux réalités locales.

- C. TEXTES DE LOIS

Une majorité de répondants estime que les hommes et les femmes bénéficient de droits égaux (58 %), mais cette perception varie selon les régions et le genre. Les hommes sont plus enclins à percevoir une égalité, tandis que les femmes, notamment à Taroudant, expriment davantage de réserves.

La connaissance de la Constitution marocaine de 2011 reste très faible parmi les ménages, en particulier chez les femmes, avec plus de 85 % d'entre elles à El Haouz et Taroudant déclarant n'en avoir jamais entendu parler. Chichaoua présente un niveau légèrement plus élevé et un écart de genre moins prononcé, mais la méconnaissance reste majoritaire dans toutes les localités.

Environ 75 % des ménages ont déjà entendu parler du Code de la Famille, mais seuls 27 % en connaissent réellement le contenu. La méconnaissance totale reste marginale à El Haouz (14 %), mais atteint 31 % à Chichaoua et Taroudant, révélant des disparités régionales en matière d'accès à l'information juridique. En outre, la quasi-totalité des ménages (97 %) déclare ne pas connaître d'autres textes juridiques ou politiques illustrant l'engagement du Royaume du Maroc en faveur de l'égalité entre les sexes, révélant un déficit généralisé d'information sur les cadres institutionnels existants.

- D. DROITS DES ENFANTS

En termes de droits fondamentaux des enfants, la majorité des ménages reconnaît le droit à l'éducation comme fondamental pour les enfants (81 %), suivi par le droit à une identité et à la santé (65 % chacun). En revanche, d'autres droits essentiels — comme le droit à une famille aimante (47 %), au jeu (34 %), à la protection contre les violences (29 %) et à l'expression (11 %) — sont bien moins cités, révélant une sensibilisation inégale aux dimensions plus affectives, participatives et sécuritaires du développement de l'enfant.

Concernant les repères juridiques, la majorité des répondants **identifie correctement 18 ans comme âge légal du mariage (entre 44 % et 55 % selon les régions)**. Toutefois, 22 % citent 20 ans, ce qui pourrait refléter une confusion entre la norme légale et l'âge perçu comme socialement approprié.

L'enregistrement civil des enfants est globalement bien assuré, avec des taux élevés à El Haouz (90 %) et Taroudant (95 %), tandis que Chichaoua affiche un taux plus faible (66 %), révélant une vulnérabilité persistante en matière d'accès aux droits civils. Enfin, environ 13 % des ménages déclarent avoir un enfant mineur vivant hors du foyer, principalement pour des raisons liées à la scolarité ou à la recherche d'emploi.

- **E. DROITS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (PSH)**

Les perceptions des droits des personnes en situation de handicap (PSH) varient selon les régions, mais révèlent globalement une sensibilisation prioritaire aux besoins fondamentaux. Le droit à la vie — incluant sécurité et soins de santé — **est le plus reconnu (72 %)**, avec des taux particulièrement élevés à Taroudant (81 %) et Chichaoua (76 %). En revanche, les droits liés à la dignité, à l'autonomie, à la participation sociale et à l'éducation sont moins cités, oscillant entre 27 % et 34 %, avec des disparités régionales marquées : Taroudant se distingue par une meilleure reconnaissance des droits à la différence et à l'égalité des chances, tandis qu'El Haouz affiche les taux les plus faibles pour plusieurs dimensions, notamment l'autonomie et la participation civique. Le droit à bénéficier des mêmes libertés fondamentales que les personnes sans handicap est mentionné par 26 % des ménages, mais reste globalement sous-représenté.

Le taux de non-réponse ou d'incertitude atteint 12 % en moyenne, avec un pic à El Haouz (20 %), ce qui souligne un besoin de renforcer l'information sur les droits des PSH. Ce besoin est d'autant plus pertinent que **17 % des ménages comptent au moins une personne en situation de handicap**, représentant environ 5 % de la population totale selon les critères de classification utilisés⁵⁷.

| CONCLUSIONS / Protection, Genre et Inclusion

Les ménages rapportent globalement un sentiment de sécurité élevé, avec 73% déclarant n'avoir ressenti aucune crainte économique récente et 93% estimant que les femmes et les filles ne se sont jamais senties en danger. Toutefois, la connaissance des ressources de protection contre la violence reste très limitée, surtout à El Haouz et Taroudant, soulignant un besoin urgent de mieux diffuser l'information dans ces zones.

La participation communautaire apparaît faible et inégale, près de la moitié des habitants de Chichaoua et d'El Haouz (43-45%) déclarant n'avoir aucune participation, et Taroudant affichant un taux élevé de non-réponse. Seuls 35% des jeunes (18-25 ans) se sentent consultés après le séisme, et 59% des femmes comme 58% des hommes jugent que les femmes ne sont pas impliquées dans les décisions générales. L'engagement actif des femmes dans les groupes communautaires est particulièrement marginal (9%), malgré un désir plus fort d'être davantage consultées (40% chez les femmes contre 29% chez les hommes).

Sur le plan légal, la méconnaissance domine : seuls 27% des ménages connaissent le contenu du Code de la Famille et 97% ignorent tout autre texte sur l'égalité femmes-hommes. Cette faiblesse de la culture juridique s'ajoute à une sensibilisation aux droits des enfants et des personnes handicapées qui reste focalisée sur les besoins fondamentaux (éducation à 81% et droit à la vie des PSH à 72%), au détriment des dimensions participatives, affectives et d'accessibilité.

⁵⁷ Voir pages 12 et 13 pour les précisions relatives à l'utilisation du Washington Group Short Set of Questions.

| CHIFFRES-CLÉ / Protection, Genre et Inclusion

- ☑ 73% des ménages n'ont ressenti aucune crainte liée à la sécurité économique au cours des trois derniers mois.
- ☑ 93% estiment que femmes et filles ne se sont jamais senties en danger dans leur communauté.
- ☑ 43-45% des habitants de Chichaoua et d'El Haouz déclarent ne pas participer aux processus de gouvernance locale.
- ☑ 35% des jeunes (18-25 ans) interrogés se disent consultés dans la réponse au séisme.
- ☑ 21% seulement jugent l'aide post-séisme pour les enfants très satisfaisante ; 37% la jugent inexistante ou insuffisante.
- ☑ 59% des femmes et 58% des hommes considèrent que les femmes ne sont pas impliquées dans les décisions communautaires.
- ☑ 40% des femmes souhaitent une consultation accrue, contre 29% des hommes.
- ☑ 9% des femmes déclarent être activement engagées dans un groupe communautaire.
- ☑ 27% des ménages connaissent réellement le contenu du Code de la Famille.
- ☑ 97% des ménages ignorent tout autre texte législatif sur l'égalité entre les sexes.
- ☑ 81% reconnaissent le droit à l'éducation des enfants, tandis que 72% citent le droit à la vie des personnes en situation de handicap et seulement 28% leur droit à la participation sociale.

7. ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET REDEVABILITÉ

• A. REDEVABILITÉ – PRINCIPALES DIFFICULTÉS ET BESOINS

Principales difficultés rencontrées par les ménages : **abri, soins de santé et eau potable**

Au niveau de leurs besoins/difficultés les plus criantes, les ménages identifient **quatre défis quasi équivalents : le manque d'espace de vie approprié (37%), l'accès insuffisant aux soins de santé (34%), la rareté d'eau potable (33%) et le manque de nourriture en quantité ou qualité suffisante (32%)**. Ces priorités varient selon les provinces : à Chichaoua, 57% signalent avant tout un abri inadapté ; à El Haouz, 43% pointent les soins de santé et 34% la sécurité alimentaire ; à Taroudant, 37% citent l'eau potable et 23% les installations sanitaires. L'accès aux toilettes propres arrive en cinquième position (21%), soulignant des infrastructures de base fragiles.

Priorités dominantes pour l'assistance : **abri, alimentation et soins de santé**

En matière d'assistance souhaitée pour pallier les problématiques soulevées au paragraphe précédent, les ménages relèvent trois domaines dominants : **l'abri et le logement (61% des ménages), l'alimentation (60%) et les soins de santé (35%)**. À Chichaoua, 72% demandent en priorité un abri, suivi de l'alimentation (49%) et de la santé (22%). À El Haouz, l'ordre est similaire (63% abri, 53% alimentation, 36% santé). À Taroudant, l'alimentation arrive en tête (75%), puis l'abri (51%) et les soins (45%). Parmi les besoins secondaires, on retrouve le soutien à la nutrition des jeunes enfants (20%), les services d'assainissement (13%), les articles ménagers essentiels et l'accès à l'eau potable (10% chacun), le rétablissement des moyens d'existence (8%) et le soutien psychologique (5%).

Préférences de modalités d'aide humanitaire : **espèces, nourriture, biens non-alimentaires**

Pour les modalités d'aide de préférence, **l'assistance en espèces est plébiscitée (64%)** à Taroudant (77%) et Chichaoua (66%), et citée par la moitié des ménages à El Haouz (50%), soulignant la flexibilité souhaitée. **L'aide alimentaire en nature reste très forte (62%)** à Taroudant (74%) et El Haouz (64%), mais moindre

à Chichaoua (46%). **Les biens non alimentaires (BNA ; 27%)** intéressent surtout Taroudant (39%) et El Haouz (30%), moins Chichaoua (14%). Enfin, la construction ou la réhabilitation d'infrastructures est mentionnée par 37% à El Haouz, témoignant d'une demande d'équipements communautaires durables.

	Difficultés rencontrées	Préférences d'assistance	Préférences de modalité
1	Abri	Abri	Cash / espèces
2	Soins de santé	Alimentation	Vivres (alimentation)
3	Eau potable	Soins de santé	Biens Non Alimentaires

L'abri apparaît comme la priorité absolue des ménages, en cohérence avec les besoins post-séisme. De manière plus inattendue, l'alimentation se classe en deuxième position, tant en termes d'assistance souhaitée que de modalité, ce qui pourrait traduire un besoin de délestage ou une appréciation des distributions précédentes. Enfin, la demande persistante en soins de santé confirme que l'accès aux services médicaux demeure une préoccupation centrale.

• B. REDEVABILITÉ – PERTINENCE DE L'AIDE ET CONTACTS AVEC LE CRM

L'intervention du Croissant Rouge Marocain est largement appréciée par les bénéficiaires : 98% estiment que l'aide est bien ciblée et répond aux besoins prioritaires, et 99% se disent satisfaits des services reçus. La participation communautaire est globalement forte, avec 87% des ménages consultés sur leurs besoins, bien que ce chiffre chute à 72% à El Haouz, où les mécanismes de consultation doivent être renforcés.

En matière d'information, **83% des bénéficiaires se sentent bien informés**, mais El Haouz affiche un déficit notable (65%), nécessitant des efforts de communication adaptés. La prise en compte des opinions dans la planification est jugée positive par 91% des personnes, avec une disparité à El Haouz (78%).

Concernant les **mécanismes de feedback**, seuls 51% savent comment transmettre leurs retours, loin de l'objectif de 80%. L'usage des mécanismes de plainte reste faible, notamment à Taroudant (87%) et El Haouz (84%), ce qui souligne un besoin de sensibilisation et de confiance. Le face-à-face avec le personnel du CRM est le canal préféré (92%).

Enfin, bien que **99% des bénéficiaires se sentent respectés par le personnel**, seulement 57% déclarent qu'ils signaleraient un comportement inapproprié, ce qui révèle des lacunes en matière de protection. La mise en place de la ligne verte et la diffusion des contacts du comité national des plaintes sont essentielles pour renforcer la transparence et la sécurité.

| CONCLUSIONS / Engagement Communautaire et Redevabilité

Les ménages identifient avant tout le manque d'abri (37%), de soins de santé (34%), d'eau potable (33%) et de nourriture (32%) comme leurs principales difficultés, avec des priorités régionales marquées : à Chichaoua, 57% pointent l'abri, à El Haouz 43% évoquent la santé et à Taroudant 37% l'eau potable. Face à ces besoins, 61% des répondants souhaitent un appui en abri, 60% en alimentation et 35% en soins de santé, tandis que l'aide en espèces (64%) et l'assistance alimentaire (62%) sont les modalités préférées.

L'intervention du Croissant-Rouge marocain recueille un très fort taux de satisfaction : 98% jugent l'aide bien ciblée et 99% sont satisfaits. La consultation des ménages sur leurs besoins apparaît élevée (87%), mais chute à 72% à El Haouz, où l'information (65%) et la prise en compte des avis (78%) sont aussi moins bonnes. Les mécanismes de feedback restent sous-exploités : seuls 51% savent comment émettre un

retour, alors que 92% privilégient le contact direct. Enfin, bien que 99% se sentent respectés, seulement 57% seraient prêts à signaler un comportement inapproprié, soulignant la nécessité de renforcer la transparence et la confiance à travers la diffusion des procédures de plainte et le développement de canaux sécurisés.

| CHIFFRES-CLÉ / Engagement Communautaire et Redevabilité

- ☑ 37% des ménages identifient un abri inadapté comme principale difficulté.
- ☑ 34% citent l'accès insuffisant aux soins de santé, et 33% le manque d'eau potable.
- ☑ 61% souhaitent une assistance en abri, 60% en nourriture et 35% en santé.
- ☑ 64% des ménages préfèrent recevoir de l'aide en espèces, contre 62% en aide alimentaire.
- ☑ 98% jugent l'aide du Croissant-Rouge marocain bien ciblée; 99% se disent satisfaits.
- ☑ 87% des ménages déclarent avoir été consultés sur leurs besoins (72% à El Haouz).
- ☑ 83% se sentent bien informés des modalités d'aide (65% à El Haouz).
- ☑ 91% estiment que leurs avis sont pris en compte (78% à El Haouz).
- ☑ 51% connaissent les mécanismes de feedback disponibles; 92% préfèrent le face-à-face.
- ☑ 99% se sentent respectés par le personnel, mais seulement 57% déclarent qu'ils signaleraient un comportement inapproprié.

V. MESSAGES-CLE

Cette enquête multisectorielle auprès des communautés ciblées par l'intervention humanitaire post-séisme du Croissant Rouge Marocain permet de mettre en lumière un certain nombre de vulnérabilités. Les ménages sont confrontés à un déficit d'abri/espace de vie adéquat, à un accès limité aux services de base (eau potable, santé, assainissement) et à une précarisation des moyens d'existence, aggravée par les aléas climatiques et économiques. Les efforts humanitaires doivent donc combiner réponse d'urgence et renforcement durable des capacités locales. Rappelons que cette enquête reflète les perceptions auto-déclarées des ménages sur leur propre situation, telles qu'exprimées au moment du terrain, soit entre février et mars 2025.

Sur le volet abri/habitat, près de trois quarts des maisons nécessitent une reconstruction complète ou des réparations majeures, mais seuls 12% des travaux sont quasiment achevés ; 64% des ménages vivent encore en abris temporaires. Les obstacles identifiés sont d'abord financiers, puis liés à l'accès aux matériaux, aux compétences techniques et aux procédures administratives. La priorité reste d'assurer un logement pérenne, adéquat face aux conditions climatiques et conforme aux normes parasismiques, en accélérant le soutien technique et financier. La réponse du gouvernement constitue un support significatif en matière de soutien à la reconstruction pour les populations affectées. Néanmoins, la contribution active et continue d'acteurs de la société civile, déjà engagés sur le terrain, reste indispensable pour favoriser une reconstruction inclusive, notamment dans les douars les plus éloignés des centres urbains.

En matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement, la quantité d'eau pour la consommation des ménages est considérée comme globalement suffisante (87-91%), mais la dépendance aux sources naturelles non protégées (jusqu'à 28%) et le partage de toilettes collectives parfois au-delà des normes humanitaires traduisent des risques sanitaires. L'hétérogénéité des infrastructures liées à la provision d'eau et de sanitaires et l'absence de gestion formalisée des déchets (77% de brûlage) appellent à des investissements dans les réseaux d'eau protégée, les installations sanitaires et le traitement des ordures. Le renforcement des capacités des acteurs locaux dans la gestion de la ressource en eau, tant en termes de quantité que de qualité, apparaît comme un levier essentiel pour réduire la dépendance vis-à-vis d'intervenants externes, notamment en ce qui concerne le fonctionnement et la maintenance des infrastructures. Par ailleurs, Les interventions des organisations de la société civile, déjà actives sur le terrain, doivent s'inscrire en cohérence avec les politiques nationales afin de soutenir un accès durable à l'eau.

Sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, la quasi-totalité des ménages dépend du marché, souvent à crédit, tandis que la production propre reste marginale (6-7%). Les revenus mensuels ont chuté de 1,200 à 850 MAD en moyenne, 27% des foyers étant désormais sans aucune source de revenu. Les stratégies d'adaptation (réduction des dépenses de santé, emprunts, vente d'actifs) exposent à une vulnérabilité accrue. Il est crucial de soutenir à la relance agricole locale pour stabiliser l'accès à l'alimentation et les capacités productives, ainsi que de supporter les activités génératrices de revenu.

L'accès aux soins de santé demeure insuffisant : 77% des individus ont eu besoin de soins récents, mais 36% pointent l'absence d'établissement à proximité et 65% consacrent plus d'une heure au déplacement. La médecine traditionnelle reste la première option (65%), les centres locaux étant peu utilisés (10%). Parallèlement, les signes de stress post-traumatique (43-47%), de dépression (38%) et d'anxiété (37%) sont généralisés, tandis que 75% des ménages n'accèdent jamais au soutien psychosocial. Il est important de renforcer l'accès aux services de santé, incluant la formation aux premiers secours et la promotion de la santé mentale et psychosociale.

La perception des risques et catastrophes (79% vagues de froid, 75% séismes, 52% sécheresse) montre une conscience élevée des menaces climatiques et sismiques, mais 65% des ménages d'El Haouz se jugent peu sensibilisés et 51% attribuent ces événements à une origine divine. La coordination communautaire en cas de risque, jugée bonne à Chichaoua (64%) mais faible à El Haouz et Taroudant, nécessite un renforcement des systèmes d'alerte, de la communication d'urgence (priorité pour 37% à Chichaoua et Taroudant) et de la sensibilisation afin de renforcer la capacité de résilience des populations.

Sur le plan protection, genre et inclusion, la perception des ménages sur leur niveau de sécurité est globalement positive, mais la connaissance des ressources contre les violences est très limitée. La participation communautaire des femmes reste marginale (< 10%) et 59% des ménages considèrent qu'elles ne sont pas impliquées. La méconnaissance des textes légaux (97% ignorent les cadres sur l'égalité) et des droits (enfants, handicap) freine la pleine citoyenneté et la résilience sociale.

Enfin, l'intervention du Croissant-Rouge marocain est largement saluée (98% jugent l'aide bien ciblée, 99% satisfaits), mais seuls 51% des ménages savent comment émettre un retour et 57% se sentiraient à l'aise pour signaler un comportement inapproprié. Le renforcement et la diffusion des canaux de plainte sécurisés, et l'inclusion systématique de tous les groupes (femmes, jeunes, PSH) sont essentiels pour renforcer la redevabilité et la confiance.

Priorités transversales identifiées

- ☑ Accélérer la reconstruction de **logements** durables : renforcer l'accès au financement, aux matériaux et à l'assistance technique.
- ☑ Améliorer la qualité et la protection de l'**eau potable**, étendre les installations **sanitaires** et structurer et adapter au contexte la gestion des déchets.
- ☑ Appui à la production agricole pour garantir l'accès à une **alimentation** diversifiée et durable, ainsi qu'à des activités génératrices de **revenu**.
- ☑ Développer l'offre de **santé** intégrée : renforcer les infrastructures de proximité et leur accessibilité, la formation aux premiers secours et les services psychosociaux.
- ☑ Intégrer la réduction des **risques** climatiques et sismiques dans tous les programmes et renforcer la sensibilisation communautaire.
- ☑ Promouvoir une **participation** communautaire inclusive : renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels.
- ☑ Renforcer la **redevabilité** : sécuriser et promouvoir les mécanismes de feedback et de plainte pour toutes les personnes affectées.

VI. ANNEXES

- ÉCHANTILLON DÉTAILLÉ AUX NIVEAUX ADMINISTRATIFS 1 (PROVINCE), 2 (COMMUNE) ET 3 (DOUAR/VILLAGE) :

CHICHAOUA	67	TAROUDANT	84	EL HAOUZ	86
Adassil	39	Imoulass	3	Aghbar	25
Agadir	3	Amssirat	3	Adouz	2
Anamaran	6	Oneine	4	Agadir	2
Ighermane	7	Ait Yahya	2	Amendar	3
Ighezran	3	Takouchte	2	Amisioui	2
Iminighzar	4	Tafingoult	21	Igg	2
Tagadirte	3	Amsekrar	4	Igherm	2
Tighoula	2	Idaghast	2	Ikissane	2
Tikht	6	Takentaft	3	Imlil	2
Zoualile	5	Tamoumnt	2	Tawirte	2
Imindounit	28	Targa lHenna – Ait Omar	2	Touyalin	2
Anzelfi	4	Targa lHenna – El Kasba	2	Wizamarne	2
Argue	5	Targa lHenna - Izngad	2	Zrite	2
Igarntiqi	4	Targa lHenna - Tagadirt	2	Azgour	15
Iminizgher	5	Targa lHenna – Zaouiia Wousta	2	Ait Othmane	2
Taldamt	4	Talgjout	10	Anerni	5
Tindri	4	Ait Youssef	4	Douzrou	3
Tourar	2	Tirzat	2	Tadrourt	2
		Tiznirine	4	Tnirte	3
		Tizi'N'Tast	46	Ijoukak	13
		Adebdi	4	Ait Zitoun	2
		Aghla	3	allanmzagheni	2
		Aguerde	2	Idisyar	3
		Aguersaf	2	Ighram	1
		Ait Bourk	2	Iguidi	2
		Ait Lahcen	2	Tachgalt	2
		Ait Merhouch	2	Tisghamout	1
		Assaïsse	2	Imgdal	9
		Chafarni - Achbarou	2	Ighremdekent	2
		Chafarni - Ait Hamid	2	Targa	2
		Chafarni - Akhfis	2	Tizgui	5
		Chafarni - Algou	2	Oukaimden	14
		Chafarni-Tamsoulte	2	Agadir Ntkhfist	2
		Chafarni - Youga	3	Agouns	2
		Imouzaz	2	Ait Bouleadaam	2
		Takalint	2	Ait Wahsoun	2
		Talbadant	2	Gouamane	2
		Talbourin	2	Ijarifen	2
		Tazouzn	2	Tagoutl	2
		Tirkint	2	Siti Fadma	2
		Tizert	2	Amazer	2
		Tiznirine	4	Talat'N'Yakoub	8
				Azroun souk	2
				Dougouj	2
				Talat n'Yassine	2
				Talat n'Yakoup	2

• TABLEAU D'ATTRIBUTION DES SCORES DE SÉVÉRITÉ POUR LE R-CSI

r-CSI / Stratégies d'adaptation	Score
a- ... Choisir des aliments moins appréciés et moins chers	0,5
b- ... emprunter de la nourriture ou emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture ou compter sur l'aide d'un parent ou d'un ami	2
c- ... limiter la taille des portions aux repas	1,5
d- ... restreindre la consommation des adultes pour permettre aux jeunes enfants de manger	3
e- ... réduire le nombre de repas pris par jour	1,5
Somme	8,5

• TABLEAU D'ATTRIBUTION DES CATÉGORIES ET SCORES DE SÉVÉRITÉ POUR LE L-CSI

L-CSI / Stratégies d'adaptation	Catégorie	Score
...vendu d'un plus grand nombre d'animaux que d'habitude	Stress	3
...dépensé des économies	Stress	4
...emprunté de l'argent	Stress	5
... réduit des dépenses d'éducation pour les enfants	Stress	5
... consommé de stocks de semences qui devaient être conservés pour la saison suivante	Crise	7
... échangé/troc de vêtements contre d'autres besoins essentiels (nourriture, médicaments, vêtements, etc.)	Crise	7
... réduit des dépenses de santé essentielles (y compris les médicaments)	Crise	8
... envoyé un ou plusieurs membres du ménage vivre ailleurs	Urgence	9
... vendu le dernier animal femelle	Urgence	9
... marié une fille de moins de 18 ans	Urgence	10

Méthodologie de calcul du LCSi

L'évaluation du Livelihood Coping Strategies Index (LCSI) repose sur l'analyse des **stratégies d'adaptation adoptées par les ménages au cours des 30 jours précédant l'enquête**. Ces stratégies sont mises en place lorsque les ménages doivent faire face à un **manque de moyens pour subvenir à leurs besoins essentiels** (alimentation, logement, santé, éducation, etc.).

Chaque stratégie identifiée est classée dans l'une des **trois catégories** selon son impact sur les moyens d'existence : **Stress** (ajustements réversibles ayant un impact limité à court terme) ; **Crise** (Mécanismes compromettant la résilience économique et productive à moyen terme) ; **Urgence** : Stratégies extrêmes et souvent irréversibles, affectant la stabilité future du ménage et se voit attribuer un score de sévérité allant de 3 à 5 points (stress), 6 à 8 points (crise) et 9 à 10 points (urgence). Le LCSi doit in fine être composé de 4 stratégies de niveau 'stress', 3 stratégies de niveau 'crise' et 3 stratégies de niveau 'urgence'.

Lorsqu'un ménage déclare avoir eu recours à l'une de ces stratégies dans les 30 jours précédant l'enquête, celle-ci est prise en compte dans le calcul de son score LCSi. Le score agrégé permet ensuite de classer les ménages en quatre groupes : Stable, Stress, Crise ou Urgence, facilitant ainsi l'identification des niveaux de vulnérabilité.

- LISTE D'ACRONYMES

CRM: Croissant Rouge Marocain

FICR : Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge

CICR : Comité International de la Croix Rouge

CHI: Chichaoua

EHM: El Haouz/Marrakesh

TAR: Taroudant

PMER: Planning, Monitoring, Evaluation & Reporting

SMPS: Santé mentale et soutien psychosocial

EHA : Eau, Hygiène & Assainissement / **WASH :** Water, Sanitation, Hygiene

SCA : Score de Consommation Alimentaire

LCSI: Livelihood Coping Strategies Index

r-CSI: reduced Coping Strategies Index

AGR : Activités Génératrices de Revenu

BNA: Biens Non Alimentaires / **NFI:** Non-Food Items

PNPR : Préfère ne pas répondre

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement / **UNDP :** United Nations Development Programme

FAO: Food and Agriculture Organisation of the United Nations / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

HCP : Haut-Commissariat au Plan (institution publique du Maroc)

Informations de contact

Pour de plus amples informations, notamment en lien avec cette opération, veuillez contacter :

Croissant Rouge Marocain (CRM)

- Directeur Général; Abdel Salam Makroumy, *Directeur Général*; email: secretariat@mrccs.org.ma
- Coordination Opérationnelle: Dr. Mohammed Bendali, *Chef du département de secourisme, de la jeunesse et de la gestion des catastrophes*, email: mohamed.bendali@mrccs.org.ma

FIRC Maroc

- Audrey Stauth, *Operations Manager, Maroc réponse tremblement de terre*, audrey.stauth@ifrc.org
- Tiziana Bonson, *Cheffe de Délégation Cluster Afrique du Nord (Algérie, Maroc et Tunisie)* tiziana.bonson@ifrc.org

Equipe d'évaluation

- Elisabeth Hoorens, *PMER Delegate*, elisabeth.hoorens@ifrc.org (FICR)
- Fihria Anbar, *IM Coordinator*, fihria.anbar@mrccs.org.ma (CRM)

Documents de référence:



Cliquer ici pour:

- [Appels précédents et rapports d'opération](#)
- [Plan d'Action d'Urgence](#)

Notre mode de fonctionnement

Toute assistance fournie par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) s'efforce de respecter le **Code de conduite** pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les organisations non gouvernementales (ONG) en cas de secours en cas de catastrophe, la **Charte humanitaire et les Normes minimales pour la réponse humanitaire (Sphère)**, dans le but d'apporter une aide aux personnes les plus vulnérables, conformément aux **Principes de l'action humanitaire** ainsi qu'aux **politiques et procédures de la FICR**. La vision de la FICR est d'inspirer, d'encourager, de faciliter et de promouvoir en tout temps toutes les formes d'activités humanitaires menées par les Sociétés nationales, en vue de prévenir et d'alléger les souffrances humaines, et ainsi de contribuer au maintien et à la promotion de la dignité humaine et de la paix dans le monde.